

LÉANDRE BERGERON

**petit manuel  
d'histoire du**



**Québec**

ÉDITIONS QUÉBÉCOISES

**PETIT MANUEL  
D'HISTOIRE  
DU  
QUEBEC**

**Léandre Bergeron**

**Editions Québécoises**

## AVANT-PROPOS

*Nos élites nous ont raconté des histoires sur notre passé. Elles n'ont jamais situé notre passé dans l'Histoire. Les histoires qu'elles nous ont racontées sur notre passé étaient conçues pour nous maintenir, nous, peuple québécois, en dehors de l'Histoire.*

*L'élite qui a collaboré avec le colonisateur anglais après la défaite de la Rébellion de 1837-38 a agi comme toute élite d'un peuple colonisé. Au lieu de lutter pour débarrasser le Québec du colonisateur, elle s'est retournée vers un passé "héroïque" pour ne pas faire face au présent. Elle s'est mise à glorifier les exploits des Champlain, des Madeleine de Verchères, des Saints Martyrs Canadiens pour nous faire croire qu'à une certaine époque nous aussi nous étions de grands colonisateurs, bâtisseurs de pays. Colonisés par les Anglais, nous pouvions trouver compensation dans l'idée que nous avions, nous, colonisé l'homme rouge. Notre élite nous fit rêver au Grand Empire Français d'Amérique Du Temps de Frontenac pour ne pas nous sentir trop humiliés dans notre situation de peuple conquis, emprisonné dans la Confédération. Des générations de Québécois furent endoctrinés dans ce nationalisme d'arrière-garde où nous nous définissions comme un peuple élu ayant mission d'évangéliser le monde et de répandre la civilisation catholique française à travers l'Amérique.*

Avec l'industrialisation capitaliste américaine du Québec, une élite plus "éclairée", plus laïque, se mit à reviser notre passé. Sous le couvert de "l'objectivité", de la recherche scientifique de "faits historiques", des historiens entretenus dans nos universités, accumulèrent beaucoup de "faits", beaucoup de documents historiques. Mais là s'arrêtait leur travail. Pour eux, l'historien se situe en dehors de l'Histoire. Il est comme l'ange de la connaissance qui fouille les dépotoirs de l'humanité pour en tirer de belles fiches nécrologiques. Avec eux, notre histoire est un long déterrement qui confirme, sans le dire, notre défaite et notre sujétion. En empruntant aux Américains leur méthode de recherche, ils leur ont également emprunté leur point de vue, c'est-à-dire la suprématie de l'ordre capitaliste américain et la marginalité des petits peuples, vestiges d'un autre âge.

Depuis quelques temps, certains de nos historiens osent interpréter les faits, osent situer leur propre travail d'historien dans la vie du peuple québécois, osent se situer eux-mêmes dans l'évolution du peuple québécois vers sa libération.

Ce petit manuel d'histoire du Québec s'insère dans cette dernière orientation. Nous, Québécois, subissons le colonialisme. Nous sommes un peuple prisonnier. Pour changer notre situation, il faut d'abord la connaître. Pour bien la connaître, il faut analyser les forces historiques qui l'ont amenée. En connaissant bien les forces qui nous ont réduits à l'état de colonisés et celles qui nous y maintiennent toujours, nous pourrions définir notre ennemi avec précision, étudier les rapports de force avec discernement et engager la lutte avec efficacité.

Ce petit manuel n'a pas la prétention d'être autre chose qu'un petit manuel, c'est-à-dire un livre de base. Un livre de base définit les grandes lignes et l'orientation générale. Il ne prétend pas être complet. Ce petit manuel reprend les événements marquants de notre histoire en les situant dans la lutte entre oppresseurs et opprimés, colonisateurs et colonisés, exploités et exploités. Il définit le cadre général de cette lutte au Québec mais ne prétend pas en donner tous les détails. Ce manuel aura atteint son but si justement lecteurs individuels ou groupes d'étude s'en servent comme tremplin, pour pousser plus

*avant l'analyse de notre histoire, pour mieux comprendre les mécanismes du colonialisme qui nous opprime, pour canaliser nos ressentiments d'opprimés dans des actions précises et efficaces de décolonisation.*

*Ce petit manuel est au programme. Au programme de l'école de la rue, pour l'homme de la rue, pour le peuple de la rue, pour le peuple québécois jeté dans la rue, dépossédé de sa maison, du fruit de son travail, de sa vie quotidienne. Ce petit manuel se veut une repossession. La repossession de notre histoire, premier pas de la repossession de nous-mêmes pour passer au grand pas, la possession de notre avenir.*

*Léandre Bergeron*

## VUE D'ENSEMBLE

On peut diviser notre histoire en 3 parties:

1- *le régime<sup>1</sup> français* qui va des premières explorations françaises au début du 16<sup>e</sup> siècle à 1760, date de la Conquête de la Nouvelle France par la puissance britannique.

2- *le régime anglais* qui commence avec la Conquête de la Nouvelle France et se poursuit jusqu'au début du 20<sup>e</sup> siècle où il cède la place au régime américain,

3- *le régime américain* qui commence avec l'invasion des capitaux<sup>2</sup> américains au début du 20<sup>e</sup> siècle et se continue toujours avec l'emprise de plus en plus grande des capitalistes<sup>3</sup> américains sur notre économie<sup>4</sup> d'abord, ensuite sur notre politique<sup>5</sup> et enfin sur notre culture<sup>6</sup>.

1- régime: structure ou organisation de la société et du gouvernement à une époque donnée.

2- capitaux: l'argent placé dans un commerce ou une entreprise et qui rapporte des intérêts grâce à l'exploitation de la force de travail des ouvriers.

3- capitalistes: individus qui ont des capitaux qu'ils placent dans différentes entreprises pour en retirer le maximum de profits et sans se préoccuper de l'intérêt des travailleurs.

4- économie: l'ensemble des activités qui transforment les ressources matérielles pour satisfaire les besoins du groupe, de la classe ou du peuple qui les contrôlent.

5- politique: administration générale d'un pays; le pouvoir politique est le contrôle qu'exerce sur la société celui ou ceux qui ont en main l'administration d'un pays.

6- culture: particularités propres à un peuple; façon particulière à un peuple de s'exprimer, de se manifester, de voir le monde. La culture d'un peuple dépend de sa situation économique et politique.

On voit qu'il n'y a pas encore eu de *régime québécois*, c'est-à-dire de régime où les Québécois seraient maîtres de leur destinée. Ça a toujours été le régime *des autres*. Nous, Québécois, avons toujours subi la domination des autres. Nous avons été colonisés<sup>7</sup> et nous sommes toujours colonisés. Cependant, depuis quelques années on sent qu'il se dessine au Québec un mouvement qui veut que nous entrions dans un régime québécois, que notre économie nous appartienne à nous, peuple québécois, que le Québec soit souverain<sup>8</sup> et que le peuple québécois façonne la politique du Québec.

---

7- colonisé: état dans lequel se trouve un peuple qui a été conquis par une puissance étrangère et qui est maintenu dans une situation d'infériorité économique, politique et culturelle. Le rapport du colonisé vis à vis le colonisateur est le même que celui de l'esclave vis à vis le maître. Le colonisateur manipule le colonisé pour qu'il serve ses intérêts à lui, le colonisateur. Le colonisé, lui, vaincu, humilié dans sa dignité d'homme, subit son sort d'esclave, cherche à s'en échapper par le rêve, la religion ou des toxiques jusqu'au jour où il se rend compte qu'il a droit à sa liberté d'homme et chasse le colonisateur du pays par les moyens qu'il trouve bon pour le faire.

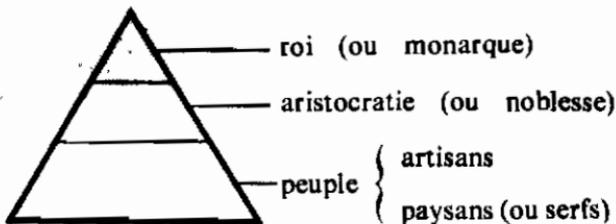
8- souverain: état de liberté et d'indépendance d'un pays qui lui permettent de se gouverner comme il l'entend, de faire les lois qu'il trouve appropriées et de traiter avec les autres pays sur un pied d'égalité.

## REGIME FRANÇAIS

### L'EUROPE A LA CONQUETE DU MONDE

Au 15<sup>e</sup> et au 16<sup>e</sup> siècle l'Europe se lance à la conquête du reste du monde. Espagne, Portugal, Hollande, France et Angleterre se lancent sur les mers pour aller piller les ressources naturelles des pays étrangers. C'est que dans ces pays européens, tous gouvernés par des monarques, il se développe une classe qui accumule de l'argent en faisant le commerce d'objets de consommation.

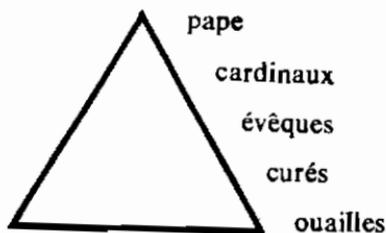
A cette époque en Europe la structure sociale ressemble à cette pyramide:



Le sommet de la pyramide représente celui ou ceux qui détiennent le pouvoir politique. Dans celle-ci, le roi est l'autorité suprême, le *souverain*. Le roi, d'ailleurs, essaie de faire croire au peuple que son autorité vient de Dieu. Il a sous sa dépendance des nobles qui sont pour ainsi dire des sous-rois chacun dans sa province et qui ont, eux, sous leur dépendance la masse des gens, des paysans, qui cultivent les terres du noble (qu'on appelle aussi seigneur) et reçoivent en retour à peine ce qu'il faut pour subsister. Ces paysans vivent dans une sorte d'esclavage. Le seigneur est le maître et a un droit presque absolu sur eux.

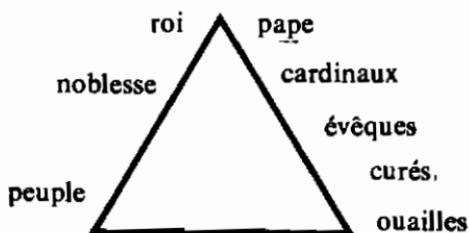
A cette époque l'argent (surtout en pièces d'or ou d'argent) sert à l'échange seulement, pour des produits ou des services. Il y a peu de gens à ce moment-là qui accumulent de l'argent pour en prêter avec intérêt comme il y a peu de gens qui achètent des produits pour les revendre à prix fort. Les paysans d'un domaine produisent ce qu'il faut pour la subsistance de toute la population du domaine. Quant aux artisans qui fabriquent outils, instruments et autres produits de petite industrie, ils les vendent la plupart du temps sans intermédiaire, directement au consommateur.

A cette époque, l'Eglise joue un grand rôle dans la vie européenne. Elle est une institution qui copie la pyramide du pouvoir laïc:



Elle est toujours en concurrence avec l'autorité laïque parce qu'elle veut établir sa domination sur les peuples. L'Eglise est riche, elle possède d'immenses territoires. Elle est comme un Etat dans un autre Etat. Elle a à sa disposition la menace de l'enfer et la récompense du ciel pour étendre et consolider son pouvoir. A l'époque où l'homme a une très faible idée des lois et des mécanismes qui gouvernent l'univers, l'explication la plus facile est la croyance en un monde spirituel auquel on peut se reporter pour dissiper toutes ses craintes devant le monde d'ici-bas où l'homme trouve difficilement sa place. L'Eglise exploite ce sentiment à son profit et avec l'évocation magique des sacrements étend son pouvoir sur tous les pays européens, fait concurrence aux rois et essaie de les soumettre à son autorité. Mais les abus de ses évêques et de ses clercs révoltent certaines âmes sincères qui lancent la Réforme protestante et apportent une division au sein de l'Eglise. Au 16e siècle les guerres de religion entre catholiques et protestants ensanglantent l'Europe. Des Français s'entretuent, des Anglais s'entretuent, des Espagnols s'entretuent, au nom de Dieu. Mais la religion elle-même est exploitée par les pouvoirs laïcs pour repousser la domination temporelle de l'Eglise. La protestantisation de l'Angleterre va permettre aux rois anglais de réduire l'influence de Rome sur sa politique tant intérieure qu'extérieure.

Rapport entre la pyramide laïque et la pyramide cléricale:



Au 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècle va venir s'ajouter à la pyramide sociale, une autre classe, la classe commerçante, qui deviendra ce qu'on appelle la classe bourgeoise. Ce sont, pour la plupart, des serfs qui ont acheté leur liberté et se regroupent dans des bourgs.

Ces commerçants sortis des rangs du peuple font de l'argent non pas en faisant du travail productif comme les artisans et les paysans mais plutôt en échangeant les produits fabriqués par d'autres. Ils font leur argent en vendant plus cher qu'ils les ont achetés les produits qu'ils ont obtenus au plus bas prix possible. Ils exploitent la *distribution* des produits. Ils forment une classe de parasites de la production. Le paysan et l'artisan travaillent vraiment. Ils produisent un produit (blé, farine, vin, vêtements, habitations, etc.) tandis que le commerçant, lui, tire son profit de l'échange qui se fait entre le producteur et le consommateur. Il est essentiellement un exploitateur. Sans rien produire lui-même, il retire de l'argent à étiqueter le produit et à trouver un acheteur.

Ces commerçants font non seulement le commerce des produits mais aussi le commerce de l'argent. Quand ils ont accumulé une certaine somme dans le commerce de produits, ils peuvent prêter cet argent. Mais le vrai mot n'est pas *prêter* comme on prête un livre ou un stylo. Ils *louent* leur argent. Celui qui emprunte doit remettre l'argent *plus* un intérêt. L'argent du commerçant s'est transformé en capital. Il fait de l'argent maintenant simplement à en prêter. Il en prête aux rois et aux seigneurs qui veulent lever des armées pour aller étendre leur dominations sur d'autres terres. Il en prête à d'autres commerçants qui, eux, veulent tenter leur chance sur de grosses livraisons de marchandises venant de pays éloignés.

Il est à noter que les commerçants font non seulement le commerce de produits et celui de l'argent mais aussi celui de vies humaines. Des commerçants affrèteront des navires qui iront sur les côtes d'Afrique kidnapper des tribus entières pour les réduire à l'esclavage et aller les *vendre* en Amérique aux "propriétaires" de plantations de sucre, de coton, de café qui les feront travailler comme on ne fait pas travailler des animaux.

Au 15<sup>e</sup> siècle, le commerce des épices avec l'Orient (l'Inde et la Chine) se développe et pousse les monarques et les commerçants vers la *conquête* des pays producteurs. La ruée vers les richesses étrangères saisit tous les pays d'Europe capables de lancer des flottes sur la mer.

Mais voilà qu'en cherchant la Chine et l'Inde on arrive en Amérique.

**MOT A BANNIR: DECOUVERTES.** Les explorateurs n'ont pas *découvert* les Amériques. Christophe Colomb n'a pas *découvert* le Canada. Ces territoires avaient été découverts on ne sait quand par les premiers hommes qui y mirent les pieds. Quand les explorateurs blancs arrivèrent en Amérique, le pays était déjà peuplé d'*hommes*, d'hommes d'une autre couleur, oui, mais d'hommes tout de même. Dire que Colomb a *découvert* l'Amérique et Cartier le Canada c'est montrer le racisme profond qui infecte la race blanche depuis des siècles. En disant que Colomb et Cartier sont des *découvreurs* ont dit que seuls les Blancs sont des hommes qui peuvent *découvrir* pour la race humaine et que les Indiens qui se trouvaient sur le continent n'étaient que des animaux à peine plus évolués que les singes. Les explorateurs blancs n'ont rien découverts. Ils ont *exploré* des territoires et ont *conquis* des territoires par la force en pratiquant un génocide<sup>1</sup> aussi barbare que Hitler contre les Juifs et que les Américains contre le peuple vietnamien.

---

1- génocide: massacre systématique d'un peuple, d'une race ou d'un groupe ethnique.

Les Espagnols avec Christophe Colomb, Amérique Vespuce, Cortez et autres débarquent sur les îles des Antilles, en Amérique Centrale et en Amérique du Sud, rencontrent des populations d'une autre couleur qui les accueillent comme des hôtes distingués. La plupart de ces populations comme les Mayas au Mexique et les Incas au Pérou ont des cultures très développées des connaissances mathématiques très avancées et une structure sociale qui ne connaît pas l'exploitation d'une classe par une autre.

Les conquérants espagnols ne voient que l'or et l'argent que ces peuples ont extraits pour décorer leurs temples, leurs maisons, leurs ustensiles. Il ne s'agit pas pour les Espagnols de faire la traite de ces métaux précieux. Pour eux, Blancs européens, ces peuples sont inférieurs et ne méritent que l'esclavage ou la mort. Le massacre et le pillage commencent et se feront systématiquement pendant quelques siècles. L'Espagnol tue les chefs des tribus et tous les éléments rebelles, viole les femmes, massacre les enfants et force ceux qui restent à travailler comme esclaves dans les mines d'or et d'argent et dans les plantations de sucre et de café. Ces peuples qu'on appellera du nom générique d'*Indiens* parce qu'on se croyait au début au Indes, seront tous réduits à une condition de sous-hommes, de sous-humains, de colonisés, par la brutalité et la convoitise de ces bandits internationaux qui s'appellent l'homme blanc, "chrétien" et "civilisé".

Les Portugais s'emparent de ce qui s'appelle aujourd'hui le Brésil, les Espagnols du reste de l'Amérique du Sud, de l'Amérique Centrale. Les Anglais et les Français s'emparent chacun de certaines îles des Antilles et réduisent les populations à l'esclavage. Quand les "Indiens" morts de misère ou de maladies emportées par les Blancs ne suffisent plus à la tâche dans les plantations, des commerçants anglais, français, espagnols, hollandais vont kidnapper des Noirs sur les côtes d'Afrique, les empilent dans des bateaux comme on n'entasserait pas des bestiaux, et viennent les vendre aux "propriétaires" (d'autres bandits blancs) des plantations.

On voit qu'à cette époque la race blanche est profondément raciste. Elle se considère comme la race supérieure, la race

de "civilisation" avec ses inventions comme la boussole, la redoutable arme à feu, avec sa "mission divine", ses désirs de conquérants, ses visées expansionnistes et son agressivité. Elle considère les races jaune, noire et rouge comme des races païennes, c'est-à-dire dans l'erreur, inférieures, incapables d'atteindre les "hauteurs" de la "culture" blanche. Ce racisme blanc entache encore aujourd'hui la race blanche tout entière et disparaîtra seulement avec la libération intégrale de tous les peuples de couleur.

## EXPLORATION DU CANADA

Pour sa part, François Ier, roi de France, a envoyé en Amérique du Nord un explorateur pour y chercher un passage vers la Chine. En 1534, Jacques Cartier arrive dans la baie que l'on appelle aujourd'hui baie de Gaspé, *prend possession du territoire* au nom du roi de France sans demander aux Amérindiens<sup>1</sup> si c'est de leur goût de se faire prendre leur pays. L'homme rouge accueille bien l'homme blanc et le considère comme un honorable visiteur. Il ne comprend pas ce que signifie l'érection de cette pièce de bois en forme de croix. Les premiers mots de l'homme blanc sont un mensonge. L'homme blanc montre déjà son vrai visage. Jacques Cartier explique à l'homme rouge que la croix n'est rien d'autre qu'une balise, un repère pour la navigation. L'homme blanc, hypocrite, menteur, voleur, se joue de l'honnêteté et de la naïveté du Rouge. On se demandera par la suite pourquoi le Rouge parlera de la langue fourchue du Blanc.

1- Amérindiens: nom générique qu'on peut donner à toutes les populations qui habitent l'Amérique avant l'arrivée des Blancs. Mot tiré de *Amérique* et *indien*. Indiens d'Amérique. Pour ne pas confondre avec Indiens de l'Inde. Le vrai mot à employer serait celui que les Amérindiens se donnaient eux-mêmes pour se désigner comme groupe générique. C'est *El-nou*. Nous employons ici le terme Rouge comme nous disons Blanc pour l'Européen, Noir pour l'Africain au sud du Sahara et Jaune pour l'Asiatique.

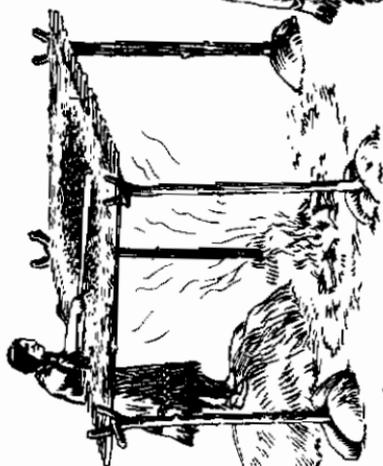
ÉPI

DE  
RIZ  
SAUVAGE



RÉCOLTE

*Le riz sauvage  
était un aliment important des  
Indiens de la région des  
Grands Lacs.*



SÉCHAGE



VANNAGE  
DÉCORTICAGE



De plus, Cartier pousse l'insolence jusqu'à demander au chef rouge de lui laisser amener ses deux fils en France. La générosité rouge lui accorde cette demande. Cartier repart pour la France sans avoir trouvé le passage pour la Chine mais avec un trophée de chasse: deux "Peaux-Rouges"

A son deuxième voyage en 1535-36 Cartier se sert des deux Rouges comme guides pour pousser l'exploration du fleuve qu'on appelle aujourd'hui Saint-Laurent. Il le remonte. Donnacona, chef de la région que les Rouges appellent Canada, accueille Cartier dans son canot après avoir monté dans le bateau français. On échange présents et civilités. Mais Cartier est impatient. Il veut continuer l'expédition le plus tôt possible pour atteindre le royaume de *l'or et de l'argent*. Il arrive à Stadaconé (aujourd'hui Québec), et veut se rendre à Hochelaga, capitale iroquoise du Canada (aujourd'hui Montréal). Donnacona trouve que ce visiteur ne se comporte pas en invité mais en maître et essaie de l'empêcher de continuer l'exploration du territoire iroquois. Mais Cartier se fiche des protestations des Rouges et remonte le fleuve jusqu'à Hochelaga. Il revient à Stadaconé (Québec) où il passe l'hiver. Les Rouges trouvent leurs hôtes de plus en plus embêtants et leur manifestent une hostilité bien justifiée. Cartier profite d'une cérémonie – l'érection d'une croix près du fort que les Français se sont construits pour se protéger contre l'hiver et leurs hôtes – pour s'emparer de Donnacona et de quatre autres chefs iroquois. Le très chrétien homme blanc manifeste de nouveau sa vilénie. Cartier fait comprendre à Donnacona qu'il veut l'amener avec lui en France. Celui-ci accepte et explique cela à ses frères de sang pour les calmer. Cartier quitte le fort en mai amenant dix Iroquois avec lui. En France il les attachera à sa suite comme un grand chasseur les animaux sauvages qu'il aurait domestiqués.

Donnacona meurt en France. Quand Cartier revient à Stadaconé en 1541, il ment aux Iroquois pour expliquer l'absence de leur chef. Il leur dit que Donnacona était si heureux en France, qu'il était si fier d'être devenu un grand seigneur qu'il ne voulait pas revenir chez les siens.

Lors de ce troisième voyage, Cartier fait construire un fort au Cap Rouge (près de Québec). Les Iroquois commencent à en

avoir assez de ces invités qui ne savent pas partir mais au contraire semblent vouloir s'installer en permanence chez eux et exploiter leurs terres. Leur hostilité grandit. Cartier ne cherche que du métal précieux. Il trouve près du poste ce qui semble être or et diamant. Il rentre en France au printemps pour apprendre que ce n'est ni or ni diamant mais pyrite de fer et mica. Il finira ses jours à Saint-Malo en bon bourgeois.

Un des résultats de ces explorations est l'intérêt que les commerçants français vont avoir dans le commerce des fourrures. Les marchands normands en particulier veulent avoir accès aux réservoirs de pelleteries. Mais bien des années vont passer avant qu'ils s'organisent et passent à l'action. En effet c'est seulement en 1600, donc presque 60 ans après le dernier voyage de Cartier, que Pierre Chauvin vient faire la traite avec les Rouges et laisse 16 hommes à Tadoussac (à l'embouchure du Saguenay) pour y passer l'hiver. Au printemps, 5 seulement sont encore en vie. Ils seraient tous morts si les Iroquois ne leur avaient pas appris à s'alimenter comme il faut pour survivre dans ce climat. De nouveau les Rouges manifestent leur générosité à l'égard des hommes blancs qui, eux, sont venus ici simplement pour les exploiter.

## LES COMPAGNIES S'EMPARENT DU COMMERCE

Les rois de France comme les rois d'Angleterre et d'Espagne comprennent que leur puissance grandira avec la conquête de colonies. Mais le financement de ces expéditions leur posent de sérieux problèmes. Ils font donc appel à la bourgeoisie, à la classe montante qui accumule du capital et est prête à en prêter à condition de faire des profits.

Des compagnies se forment. Des bourgeois mettent en commun une certaine somme d'argent pour lancer le projet d'exploration qui est censé leur rapporter de gros profits. Le roi donne des chartes à ces compagnies, c'est-à-dire qu'il les reconnaît officiellement et leur impose certaines conditions, comme le peu-

plement des colonies. Mais l'important c'est qu'il leur donne des privilèges. En voici quelques uns: la propriété du sol de la colonie; le droit de prélever des impôts; le droit d'administrer la justice; le droit d'entretenir des troupes; le droit exclusif sur le commerce de la colonie, ce qu'on appelle le monopole du commerce. La compagnie n'a donc pas de concurrent, elle peut acheter, transporter et revendre les produits de la colonie dans la métropole et ceux de la métropole dans la colonie sans payer de frais de douane et, de plus, elle a, pour protéger ses bateaux contre les bandits des autres pays colonisateurs, la marine royale à sa disposition. Ajoutons à cela que le gouverneur de la colonie sera le représentant du roi ET le représentant de la compagnie.

On voit par cet arrangement que le roi se sert des marchands pour étendre sa puissance au-delà des mers et que, en même temps, les marchands se servent de l'Etat (le roi), pour faire leurs profits. On verra plus loin comment par la Révolution française les marchands (la bourgeoisie) prendront le contrôle complet de l'Etat en renversant le pouvoir royal et établiront ce qu'ils appellent la démocratie libérale, la forme de gouvernement que nous avons toujours aujourd'hui, et qui est la dictature de cette même classe, la classe bourgeoise.

Le système des compagnies comme moyen de colonisation ne marche pas. Les compagnies malgré tous les privilèges qu'elles ont ne remplissent pas leurs obligations. Elle ne songent qu'à accumuler des profits, se fichent du peuplement et déclarent banqueroute quand c'est à leur avantage.

Les compagnies vont se concentrer sur la traite de fourrures

---

1- métropole: centre politique, économique et culturel dont dépendent d'autres régions. La métropole peut-être un pays, une région, une ville. Les dépendances peuvent être d'autres pays, d'autres régions, d'autres villes. Ici la métropole est un pays, en l'occurrence, la France et la dépendance est la colonie appelée la "Nouvelle France". Cette colonie est sujette aux décisions politiques, économiques et culturelles de la métropole. La colonie existe dans la mesure où elle rapporte quelque chose à la métropole. Pour la métropole la colonie ne doit pas avoir d'existence propre. Elle doit servir aux fins de la métropole sinon la métropole l'abandonne comme une charge inutile.

## CHAINE D'EXPLOITATION dans

	1 ROUGE	2 COUREUR- de-BOIS	3 COMPAGNIE
activité	producteur de matière première	transporteur et intermédiaire	intermédiaire
travail productif en % relatif	65%	5%	0%
profits en % relatif	.01%	4.99%	60%
classe sociale	sous-prolétaire	quasi- prolétaire	bourgeois

NOTE: Un peu plus tard, quand la manufacture fera son apparition, l'artisan sera remplacé par des ouvriers salariés

## le COMMERCE DES FOURRURES

4 ARTISAN	5 VENDEUR	6 ACHETEUR
producteur du produit fini	intermédiaire	consommateur
30%	0%	
5%	30%	
ouvrier autonome	bourgeois	noble ou bourgeois

travaillant pour le propriétaire de la manufacture. Ce propriétaire sera de la classe bourgeoise.

parce que l'exploitation en est facile. La chaîne de l'exploitation de ce commerce est la suivante: Le rouge, le coureur-de-bois, le marchand de la compagnie, le fabricant de la métropole, le vendeur, le consommateur européen. L'homme rouge est celui qui fait le travail productif, c'est-à-dire la chasse de l'animal et la préparation de la fourrure. C'est lui qui fait le travail le plus dur et qui est le plus mal payé. Les coureurs-de-bois et la compagnie volent systématiquement les fourrures des Rouges. Quand l'échange ne se fait pas avec des articles de peu de valeur comme des bouts de miroir et des ustensiles ordinaires, c'est avec l'alcool. Le Rouge qui ne connaît pas l'alcool avant la venue du Blanc, y prend goût et en aimera les effets de délivrance momentanée à mesure que le colonialisme blanc s'abattra sur lui. Plus il sera réduit à l'esclavage du Blanc et à la perte de sa dignité d'homme rouge, plus il se saoulera.

Les compagnies échangeront aussi des armes à feu pour des tonnes de fourrures mais pas assez pour que l'homme rouge s'en serve pour nettoyer son pays de la peste blanche.

L'homme rouge est donc, dans la chaîne du commerce des fourrures, le vrai producteur et le grand exploité. Le deuxième en ligne est le coureur-de-bois, aventurier ou repris de justice engagé par la compagnie pour aller chercher les peaux dans les territoires de chasse quand les Rouges ne viennent pas eux-mêmes les échanges dans les villes des compagnies comme Montréal ou Québec. Le coureur-de-bois est un intermédiaire à la fois exploiteur et exploité. Il vole le Rouge au nom de la compagnie. En cela il est un exploiteur qui est prêt à tout, même au meurtre, pour obtenir des ballots de fourrures. Il est en même temps exploité par la compagnie parce qu'il est un simple exécutant des ordres de la compagnie et reçoit en retour un salaire.

Le troisième chaînon, le chaînon central dans la chaîne d'exploitation, c'est le commerçant, ou plutôt la compagnie elle-même, qui *prend* les fourrures de l'homme rouge directement ou par l'entremise du coureur-de-bois. La compagnie se charge de transporter la fourrure en Europe avec la protection de la marine du roi. Elle ne change rien au produit. Elle ne fait aucun travail productif comme tel. Tout ce qu'elle fait c'est de s'occuper du transport de la fourrure et de sa livraison à un artisan qui l'a-

chète au prix fort pour en fabriquer chapeaux et vêtements.

Le chaînon suivant est le commerçant qui achète le produit fini et cherche à le vendre à des nobles ou à d'autres bourgeois.

En 1603, une expédition de la compagnie amène au pays du Canada un navigateur du nom de Champlain. Pendant que les agents de la compagnie "font le commerce" des fourrures avec les Rouges, Champlain explore la région. Il se fait l'ami des Montagnais qui sont heureux d'avoir un allié puissant contre la tribu rivale, les Iroquois. C'est que les Iroquois qui étendaient leur territoire jusqu'au Saguenay au temps de Cartier ont été refoulés vers le sud par les Hurons, les Montagnais, les Algonquins. Au lieu de laisser à l'homme rouge la liberté de ses propres querelles, l'homme blanc va exploiter ces conflits entre hommes rouges pour établir sa propre domination sur eux. C'est la tactique colonialiste de diviser pour régner. On alimente ou on provoque des querelles chez ceux qu'on veut dominer. Tant qu'ils se querellent ils ne s'attaquent pas au vrai ennemi, le colonisateur. On verra que l'Anglais emploiera la même tactique pour dominer le Canadien-français après la Conquête. Le colonisateur français deviendra colonisé à son tour.

Les Montagnais se disent qu'ils ont besoin des Français pour lutter contre les Iroquois. Ils invitent les Français à s'installer au pays et à faire toute la traite des fourrures qu'il leur plaira. Pour les Français il ne saurait y avoir plus belle invitation pour justifier leur présence et leur colonisation du pays. Champlain peut se dire le sauveur des Rouges. C'est une chance qu'il ne va pas manquer. Il "prend partie" pour les Montagnais contre les Iroquois.

L'année suivante, Champlain et De Monts explorent la côte de l'Atlantique, fondent quelques postes, dont Port-Royal. La colonisation de l'Acadie est commencée.

Mais en 1606, le roi d'Angleterre, Jacques Ier, concède à des compagnies anglaises des régions de la côte qui comprennent une partie de l'Acadie que les Français avaient déjà pris. C'est la première manche de la lutte entre les deux puissances colonialistes, la France et l'Angleterre, pour la possession des territoires nord-américains. Les Anglais rasant deux postes français, Saint-Sauveur et Port-Royal. En 1629, les Français détrui-



*Fabrication d'un canot d'écorce de bouleau*



*Le feu et la hache de pierre servaient à abattre les arbres.*



*prélèvement de l'écorce*



*Certains canots étaient creusés à même un tronc d'arbre, à l'aide du feu et de pierres aiguisées.*

sent un établissement anglais sur l'île du Cap-Breton. C'est la lutte que se font deux puissances qui cherchent la domination de plus de territoire possible pour en exploiter les richesses au profit des rois et de la classe commerçante. On peut comparer cette lutte à la concurrence que peuvent se faire deux marchands qui cherchent à exploiter les mêmes gens. En fait, Anglais et Français feront entre eux la bonne guerre. Le grand perdant sera l'exploité, l'homme rouge.

Champlain revient au pays du Canada en 1608 parce que *la traite des fourrures y est meilleure*. Son expédition est financée par des marchands normands. Sans demander la permission aux propriétaires du territoire, c'est-à-dire à l'homme rouge, Champlain fonde Québec. Il a choisi cet endroit à cause du promontoire et de l'étroitesse du fleuve qui permettent une *défense* facile.

Les Montagnais, les Algonquins, les Etchemins et les Hurons réunis veulent l'appui de Champlain contre les Iroquois. Champlain calcule. Ceux-là sont le *cheap-labour* des Français; il faut se les rallier. Les Iroquois qui ont été refoulés sur le lac Champlain sont plus faibles et plus éloignés. On peut s'en faire des ennemis. En 1609, Champlain et ses "alliés" partent en guerre contre les Iroquois. L'homme blanc a son arquebuse en main. Dans le célèbre combat qu'on nous a raconté tant de fois, 200 Iroquois font face à 60 "alliés" et 3 Français dissimulés parmi eux. Champlain s'avance et tire. L'effet produit est semblable à celui de la bombe atomique sur le Japon en 1945. Les Iroquois sont absolument terrifiés. L'homme blanc exploite sa supériorité technique non pas pour aider l'homme rouge mais pour le réduire au rang des colonisés.

Cependant pour le français Champlain la domination politique et économique ne suffit pas. Il lui faut aussi la domination culturelle qui se manifeste ici dans son aspect religieux. Il considère que les hommes rouges n'ont "ni foi ni loi. . . sans Dieu sans religion, comme bêtes brutes". Voilà l'expression la plus honteuse du racisme blanc. Les Rouges avaient leur foi, leurs lois, leurs dieux et leurs religions. Et ils n'étaient pas plus "bêtes brutes" que Champlain qui se servait de la poudre à canon pour les massacrer. Mais l'homme blanc, lui, se croit supérieur,

croit que lui seul possède la vérité, croit que son Dieu à lui est le seul vrai dieu. Il croit de son devoir de "chrétien" et de "civilisé" d'imposer ses croyances, ses préjugés à l'homme rouge. Il fait venir des missionnaires.

Les Récollets sont heureux de venir aux frais de la compagnie qui vole les Rouges. Ils arrivent ici en 1615. Les Jésuites les suivent en 1625.

Ici comme dans tous les pays colonisés par l'homme blanc, la religion chrétienne servira à justifier *au nom de Dieu* l'exploitation systématique des peuples soumis par la force à la domination coloniale.

Champlain explore les Grands Lacs avec ses "alliés" les Hurons. Les Iroquois ne se laissent pas faire. Ils infligent une défaite aux "alliés" et Champlain lui-même est blessé. Champlain avait mal calculé ses alliances. Les Iroquois, la tribu rouge la moins servile, défendront longtemps et avec courage leur territoire menacé.

## L'EXPLOITATION DE L'HOMME BLANC

La classe d'exploiteurs à laquelle appartiennent Champlain et les marchands de la compagnie ne se limitent pas à l'exploitation de l'homme rouge. Elle exploite aussi l'homme blanc de la classe inférieure. Louis Hébert est l'exemple type de cette exploité blanc. La *Compagnie du Canada* qui exploite le commerce à ce moment-là est censée favoriser le peuplement de la colonie en faisant venir des colons. Louis Hébert arrive avec sa famille. Pendant deux ans il sera employé de la compagnie. Tout ce qu'il récolte est la propriété exclusive de la compagnie et il lui est absolument interdit de faire la traite des fourrures.

C'est Louis Hébert le véritable père du peuple québécois. C'est cette souche d'exploités, qui comprendra repris de justice, vagabonds et filles du roi, qui donnera naissance à ce peuple exploité que nous sommes, exploité d'abord par les marchands

français et leurs complices de la noblesse, puis par les Anglais et enfin aujourd'hui par les Américains. Les Champlains, les administrateurs français, les commerçants français ou anglais avec la complicité du clergé sous tous les régimes, exploiteront ce peuple québécois et le maintiendront dans un état d'infériorité et de sujétion.

## PETITE CONQUETE ANGLAISE

Une compagnie anglaise a été formée à Londres en 1627 pour coloniser le Saint-Laurent. Les frères Kirke, engagés par cette compagnie, prennent Québec en 1629. Sur les 80 Français 60 rentrent en France avec Champlain en tête. Mais cette conquête est de courte durée. En effet, avec le traité de Saint-Germain-en-Laye l'Angleterre rend le Canada et l'Acadie à la France en 1632. La *Compagnie de la Nouvelle France* reprend la traite des fourrures. Quant au peuplement qu'elle est censée faire, elle s'en remet à des particuliers en leur concédant des seigneuries qu'ils doivent peupler.

## LE REGIME SEIGNEURIAL

Les compagnies qui sont les propriétaires "légitimes" du territoire de la colonie concèdent des terres à des particuliers pour que ceux-ci s'occupent du peuplement de la colonie.

Celui à qui elle concède des terres prend le titre de seigneur. Mais il n'est pas nécessairement de la classe noble. Le plus souvent d'ailleurs c'est un associé de la compagnie (un bourgeois), un ancien officier ou une communauté religieuse.

La seigneurie est le plus souvent une bande étroite de terre qui donne sur un cours d'eau, l'unique voie de communication de

*Les censitaires paient leurs redevances annuelles  
en argent ou en nature, à leur seigneur.*



l'époque. Le seigneur occupe le centre du terrain et y bâtit un manoir. Il concède le reste du terrain à ceux qui veulent bien devenir ses censitaires.

Les censitaires, qui peuvent être quelquefois une centaine dans un domaine seigneurial, occupent chacun des lopins de terre de 3 arpents de large par 20 ou 30 de long. Les censitaires cultivent la terre, paient un impôt au seigneur, donnent au seigneur le 1/14 de ce qu'ils font moudre au moulin du seigneur, doivent travailler 4 ou 5 jours par année pour le seigneur gratuitement et enfin doivent rendre hommage au seigneur.

Le seigneur, lui, a son banc à l'église et a "préséance sur le peuple". Il ramasse rentes, impôts et grains. Quant à ses obligations, il est censé construire un manoir et y vivre de temps en temps; construire un moulin; peupler la seigneurie en octroyant des lopins à des censitaires; rendre "foi et hommage" au gouverneur; montrer sa comptabilité aux autorités.

Une des premières seigneuries sera concédée à Robert Giffard de Moncel. Celui-ci obtient un terrain de 10 milles carrés près de Québec et y installe comme censitaires une quarantaine de colons venus de sa province natale, le Perche.

Les Jésuites et les Sulpiciens se font concéder plusieurs seigneuries et se retrouvent donc dans la classe des seigneurs, la classe qui va exploiter le peuple québécois avec la complicité des commerçants de la *Compagnie*.

Cette classe de seigneurs sera celle qu'on appelle classe des propriétaires fonciers.

	1641
population blanche du Canada.....(environ)	300
population blanche de la "Nouvelle Angleterre"...	50,000

## FONDATION DE VILLE-MARIE (MONTREAL)

Les guerres de religion (entre catholiques et protestants) qui ont déchiré l'Europe au 16<sup>e</sup> siècle ont provoqué un renouveau religieux. Mais ce renouveau religieux va se rattacher au mouvement capitaliste en pleine expansion. Beaucoup de protestants (appelés puritains) quittent l'Angleterre parce qu'ils y sont persécutés et viennent s'établir en "Nouvelle Angleterre" en 1620. Ils deviendront les colons et commerçants qui accumuleront du capital et donneront une impulsion fantastique à l'exploitation commerciale de l'Amérique. En France, des ordres religieux sont fondés, la ferveur mystique saisit des communautés entières. On cherche l'expression la plus glorieuse à son élan vers Dieu. Quoi de mieux que d'aller porter la parole divine aux "barbares" d'Amérique? Il faut se sacrifier pour Dieu, lutter pour Lui, peut-être se faire martyriser pour Lui. Mais en même temps, il faut insérer cette action mystique dans l'expansion capitaliste. C'est ainsi que Jean-Jacques Olier (futur fondateur des Sulpiciens), Maisonneuve, Jeanne Mance et Angélique de Bullion, fondent la *Société de Notre-Dame de Montréal* en 1639 avec un capital de 200,000 livres. Cette société économico-religieuse achète l'île de Montréal de Jean de Lauzon qui se l'était appropriée comme directeur principal de la *Compagnie des Cent-Associés*. Le Père Lalemant est celui qui fait l'achat de l'île au nom de la *Société Notre-Dame*. Quelques temps après, la *Compagnie des Cent-Associés* décide de garder l'île et de la concéder comme seigneurie à la *Société Notre-Dame*. Cette société se trouve donc à travailler directement au service de la compagnie.

Au printemps de 1642, Maisonneuve, Jeanne Mance et leur groupe arrivent sur l'île sans demander aux Rouges s'ils sont d'accord. Une cérémonie religieuse justifie la prise de possession. Malgré le "danger" iroquois, l'endroit a été bien choisi. Pas de meilleur endroit pour exploiter l'homme rouge

qui veut vendre ses fourrures. La compagnie en profite pendant que Jeanne Mance fonde l'Hôtel-Dieu, Marguerite Bourgeoys son école et Maisonneuve, comme gouverneur de l'île, veille sur les "moeurs". Mais la *Société Notre-Dame* a 100,000 livres de dettes en 1663, passe l'île aux Sulpiciens et se dissout. 200 arpents ont été défrichés. Une cinquantaine de familles y est établie.

## LES RIPOSTES IROQUISES

Les Iroquois voient s'avancer sur leurs territoires les Français et leurs "alliés", les Hurons et les Algonquins. Ils font, eux, le commerce des fourrures avec les Hollandais à Fort Orange (Albany d'aujourd'hui) et obtiennent des fusils dans l'échange. Ils se sentent assez forts pour contre-attaquer. Ils attaquent Trois-Rivières et Ville-Marie. Les Français subissent de lourdes pertes. Leurs "alliés", les Hurons sont affaiblis par la petite vérole que les Français leur ont apportée. Le gouverneur français, Montmagny, interdit les fusils et l'alcool aux "alliés" de peur de les voir se tourner contre la population blanche. Par contre les Iroquois ne craignent pas d'exiger plus d'armes pour moins de fourrures aux Hollandais et continuent leurs attaques sur les postes français. Le père Jogues, "ambassadeur" auprès des Iroquois, se fait massacrer. Les Iroquois se rendent maîtres des deux rives du Saint-Laurent. Les Français songent à quitter Montréal. Le gouverneur français pris de court devant cette vague iroquoise songe maintenant à s'allier aux Anglais de la "Nouvelle Angleterre" pour mâter l'homme rouge. L'alliance avec les Hurons s'est effondrée. Il faut maintenant chercher l'appui d'autres hommes blancs, même s'ils sont des concurrents, pour écraser l'homme rouge. Le gouverneur est prêt à faire un accord commercial avec les Anglais, ce qui veut dire une entente entre hommes blancs pour exploiter ensemble les hommes rouges. Mais les Anglais qui

font tout de même bon commerce avec les Iroquois, ne sont pas prêts à venir en aide aux Français. Au contraire, ils voudraient bien voir disparaître les Français du continent comme ils vont en faire disparaître les Hollandais.

La guérilla iroquoise reprend de plus belle en 1658. Les Français fortifient Québec, Trois-Rivières et Montréal. En 1660, Dollard des Ormeaux se croit capable, avec sa petite bande, d'aller arrêter l'attaque iroquoise et en même temps de revenir avec des ballots de fourrures comme butin pour payer ses dettes. Ces cowboys avant la lettre se font massacrer. En 1662, Ville-Marie tombe presque.

La vague iroquoise s'essouffle non tant à cause de la résistance des Français qu'à cause de la petite vérole que l'homme blanc lui communique en laissant derrière lui des couvertures qui ont servi à des malades blancs infectés de cette maladie. On voit que les Américains ne sont pas les inventeurs de la guerre bactériologique. De plus, la famine ravage les terres iroquoises. L'arrivée d'une centaine de soldats français n'aide pas à remonter le moral du Rouge.

	1663
population blanche du Canada.....	2,500
population blanche de la "Nouvelle Angleterre".....	80,000

### LOUIS XIV REORGANISE LA COLONIE ( 1663 )

Dès que Louis XIV monte sur le trône de France, il charge son ministre Colbert de réorganiser la colonie de la "Nouvelle France" qui semble coûter plus cher à la métropole que tout ce qu'elle peut rapporter au trésor royal. C'est que les marchands des diverses compagnies qui sont venues chacun leur tour exploiter le commerce des fourrures ont exploité à fond les

privileges que le roi avait donnés en se souciant peu du bien de l'Etat français.

Le roi décide donc d'intervenir plus directement dans les affaires de la colonie. C'est le roi lui-même qui nommera dorénavant le gouverneur et non plus la compagnie comme auparavant. Le gouverneur aura comme tâche, lui, de voir aux relations extérieures de la colonie et de commander l'armée. Un second fonctionnaire qu'on appelle *intendant* et qui lui aussi est nommé par le roi s'occupe plus directement de l'administration de la colonie. Il est responsable du défrichement, de la colonisation, du peuplement et du commerce. Il contrôle les finances et administre la justice.

Le roi crée un *Conseil souverain* composé du gouverneur, de l'intendant, de l'évêque et de 5 conseillers nommés par le gouverneur et l'évêque. Ce Conseil s'occupe surtout de l'administration, tranche les litiges que lui soumet l'intendant. Il deviendra le théâtre des rivalités politiques entre le gouverneur et l'évêque.

Même si le roi semble intervenir directement dans les affaires de la colonie, il ne faut pas croire que les compagnies se voient remplacées par des régies d'Etat<sup>1</sup>. Bien au contraire. Louis XIV donne une charte à la *Compagnie des Indes Occidentales* qui se voit octroyer l'exploitation de toutes les colonies françaises d'Amérique et d'Asie. Cette compagnie devient propriétaire de tous ces territoires. Elle reçoit le monopole du commerce et de la navigation. Elle propose des nominations pour les postes de gouverneur. Quant à ses obligations, elle n'en a que deux: subventionner les missions et s'occuper de la colonisation des terres.

En fait, le seul changement qu'apporte Louis XIV c'est une meilleure organisation de la colonisation et un renforcement de la colonie par l'envoi du régiment de Carignan-Salières qui compte 1300 hommes.

Avec ces troupes la répression des Iroquois peut reprendre de plus belle. Les militaires français brûlent des villages iroquois, massacrent la population et détruisent d'immenses provisions de maïs, source principale d'alimentation des Rouges.

---

<sup>1</sup>-régie d'Etat: entreprise financée et gérée par le gouvernement.

RESSOURCES  
ALIMENTAIRES  
VÉGÉTALES  
DES INDIENS



Les Indiens  
de l'Ouest

Cueillette de la  
sève d'érable.

Creusaient la terre pour en retirer les  
racines de camassie dont ils s'alimentaient.

C'est la destruction systématique semblable à celle que font les Américains aujourd'hui au Vietnam et au Laos. Après ces massacres, les Français chantent le *Te Deum* sur les ruines fumantes et les corps déchiquetés des Iroquois. Ils remercient Dieu de leur avoir donné la force de perpétrer ce génocide.

Après ces expéditions "glorieuses", règnera une "paix" qui durera 17 ans et qui permettra à l'intendant Talon de développer l'économie de la colonie.

Talon développe l'agriculture pour que la colonie se suffise à elle-même, puisse donc se nourrir et si possible fasse l'exportation du blé. Il introduit la culture du lin, du chanvre, de l'orge. Cependant le roi lui interdit de cultiver le tabac de peur que cette culture nuise aux colonies françaises des Antilles qui en produisent déjà. Cet exemple démontre que toute la vie économique est contrôlée par la métropole et pour la métropole, et que la colonie n'est là que pour l'exploitation la plus poussée au profit de la métropole.

Talon augmente le nombre de bêtes à cornes à 3400 en 1668, importe des chevaux et des charrues. Il fait venir 2500 colons.

Qui sont ces colons qui arrivent?

Des familles pauvres dont Louis XIV veut débarrasser le royaume. Des *filles du Roi*, bâtardes de grandes dames de France, orphelines, prostituées par nécessité. Les déshérités, les déclassés, les désavoués sont expédiés en "Nouvelle France" pour former la racine principale de notre souche française. Il y a aussi les soldats qui, une fois le massacre des Rouges terminé, s'installent au pays comme colons, épousent les demoiselles qui arrivent et font de nombreux enfants. D'ailleurs, les familles de 10 enfants et plus reçoivent des allocations du roi. Talon encourage le mariage des hommes dès leurs 18 ans et des jeunes filles dès leurs 14 ans. Il fait payer des taxes supplémentaires aux célibataires.

population blanche du Canada en 1672:	6700 habitants.
---------------------------------------	-----------------

Dans l'esprit de Louis XIV (et bien entendu dans celui de son intendant Talon) la colonie doit se suffire à elle-même, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas dépendre de la métropole pour son pain quotidien. La colonie est, pour la métropole, une vache à lait qui doit trouver son propre foin. La métropole veut dépenser le moins possible pour la colonie et en retirer tous les profits possibles. Talon encourage donc l'agriculture et le peuplement non tant pour le bien de la colonie et de ses habitants mais pour les profits de la métropole.

Cette relation entre la métropole et la colonie est classique. On la retrouve dans tous les pays qui ont subi le colonialisme. L'Angleterre, la France, l'Espagne, le Portugal, la Hollande, toutes les puissances colonisatrices, ont cherché à extirper de leurs colonies toutes les ressources naturelles possibles pour s'enrichir et augmenter leur puissance au détriment des colonies elles-mêmes. L'Europe a pu se développer, s'enrichir et consolider sa puissance sur le reste du monde en pillant systématiquement les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique. L'une de ces colonies cependant rompit le lien colonial très tôt et devint elle-même une puissance colonisatrice. Il s'agit des Etats-Unis d'Amérique qui devinrent au cours du 19<sup>e</sup> siècle une métropole, une *puissance*, qui aujourd'hui exploite comme colonies l'Amérique Latine, l'Afrique, une partie de l'Asie et bien entendu le Canada et le Québec.

On peut croire à première vue que la France a été "généreuse" pour le Canada, qu'elle a "donné" de ses hommes et de ses ressources matérielles pour cette "Nouvelle France". En réalité, la France retirait cent fois plus qu'elle y mettait, pillait systématiquement les ressources sur le dos des hommes rouges et des *petits blancs*, les pauvres colons qui croyaient faire fortune dans ce système d'exploitation.

Talon sert non tant la colonie que la métropole en établissant une brasserie à Québec, des fabriques de vêtements, de souliers, en construisant des bateaux, en cherchant à développer les ressources minières, le charbon à l'Île du Cap-Breton, le cuivre au lac Supérieur et le fer à Trois-Rivières. Il s'agit que les habitants de la colonie en aient juste assez pour se nourrir pour qu'ils produisent et servent la métropole.

Malgré tout, Louis XIV ne trouve pas que la colonie lui rapporte suffisamment pour poursuivre ses rêves de grandeur ici. Il s'en désintéresse de plus en plus et les efforts de Talon restent sans lendemain.

## FRONTENAC ET L'ALCOOL

Frontenac qui devient gouverneur en 1672, ne pense qu'à l'exploitation la plus facile, celle des fourrures. Ce vieux militaire était criblé de dettes. Il cherchait à en sortir. Grâce aux charmes de sa femme, le roi lui donne ce poste. Aussitôt arrivé, il se querelle avec Mgr de Laval qui trouve immoral l'échange de flacons d'alcool pour des ballots de fourrures. Frontenac réplique que si les Français n'attirent pas les Rouges avec l'alcool pour leur voler leurs fourrures, ce sont les Anglais de la "Nouvelle Angleterre" qui vont en bénéficier parce que, eux, ne se gênent pas d'échanger du rhum pour les fourrures. L'évêque ne lâchera pas et ira même en France pour convaincre le roi de rappler Frontenac.

Même si Mgr de Laval semble bien *moral* en condamnant le trafic d'alcool, une des formes les plus éhontées de l'exploitation de l'homme rouge, il ne faut pas oublier qu'il ne condamne pas l'exploitation de l'homme rouge, le massacre de l'homme rouge et sa réduction à un état qui n'est pas loin de l'esclavage. Il condamne l'*excès* de l'exploitation mais non l'exploitation elle-même. En cela il n'est guère plus moral que Frontenac lui-même qui a au moins la franchise de se reconnaître comme un exploiteur et de voir dans la dite "oeuvre d'évangélisation" des Jésuites un moyen pour eux d'asservir les Rouges pour mieux les exploiter et étendre leur pouvoir sur la colonie.

Sous Frontenac les explorations continuent. Des postes de traite sont établis sur les Grands Lacs. En 1673, Jolliet et le père Marquette descendent le Mississippi jusqu'à la rivière Arkansas. Quelques années plus tard LaSalle reprend l'expé-

dition et se rend à l'embouchure du grand fleuve américain qui deviendra la Louisiane en l'honneur de Louis XIV.

Ces explorations ne se font pas par plaisir. L'unique but en est le commerce. Les Français veulent à tout prix empêcher les Anglais de prendre le contrôle du commerce des fourrures de l'ouest encore inexploré. Les Anglais de leur côté poussent les Iroquois à harceler les Français et leurs "alliés". L'homme rouge est la chair à canon des Blancs, Anglais et Français, rivaux commerciaux. Les Anglais fournissent les armes aux Iroquois pour le massacre de Lachine. Les Français ripostent en semant la terreur dans les colonies anglaises. En 1690, l'amiral Phipps arrive devant Québec avec 34 navires de guerre. Frontenac refuse de capituler. On se bombarde. L'hiver approche. Les Anglais se retirent. Lemoine d'Iberville reprend aux Anglais l'Acadie, Terre-Neuve et les postes de la baie d'Hudson. Le traité d'Utrecht de 1713 remet à l'Angleterre la baie d'Hudson, l'Acadie (sauf l'île du Cap-Breton), Terre-Neuve, et fait des Iroquois des sujets britanniques. Le sort des colonies, on le voit, est décidé dans les métropoles. Les colons ont beau faire pour étendre leur emprise sur le territoire, ce sont les intrigues dans les palais européens et l'importance du commerce qui dictent le sort des colonies. A la fin du 17<sup>e</sup> siècle, la métropole est saturée de fourrures de castor. Le Canada perd donc l'intérêt de la métropole et celle-ci est prête à en céder une partie pour d'autres avantages en Europe.

	1689	1715
population blanche du Canada.....	15,000	18,500
population blanche de la "Nouvelle Angleterre" .....	200,000	434,000

## COLONIE A LA DERIVE

Après le traité d'Utrecht, la colonie française en Amérique comprend l'actuel territoire du Nouveau-Brunswick, du Québec, de l'Ontario, de la vallée du Mississippi et de la Louisiane. La colonie couvre donc un territoire immense mais sa population est faible et son organisation est mauvaise. La métropole ne s'occupe guère d'elle. Une tentative de fortification durant les années qui suivent serviront à peu de choses. La construction de la forteresse de Louisbourg sur l'île du Cap-Breton commencée en 1718 ne sera pas achevée quand les Anglais la prendront en 1745.

On fortifie Québec et Montréal, on construit des forts sur le lac Champlain, sur les Grands Lacs, le long du Mississippi. Les administrateurs de la colonie encouragent les LaVérendrye à explorer l'Ouest pour traiter directement avec les Rouges et les empêcher d'aller faire la traite avec les Anglais de la baie d'Hudson. LaVérendrye père, financé par des marchands de Montréal, explore entre 1731 et 1742 ce qui est aujourd'hui le Manitoba et la Saskatchewan. Il construit des postes de traite le long de son parcours. Ses deux fils se rendent jusqu'aux Rocheuses en 1743.

Entre 1713 et 1739, la population blanche de la "Nouvelle France" passe de 18,000 à 43,000 habitants. C'est le fort taux de natalité qui en est la cause. Il y a peu d'immigration et celle qui existe encore est forcée. On amène de force des prisonniers et des repris de justice. La métropole considère maintenant la colonie comme un immense camp où elle peut isoler ses "indésirables". En 1722, 80 prisonniers sont libérés dans la colonie. En 1740 environ, on dénombre 648 repris de justice. Les grands criminels sèment la pagaille. On tâche de les renfermer. Quant aux petits criminels, ceux condamnés par exemple pour avoir chassé sur les terres du roi, sont *exploitables* dans la colonie. Ces pauvres bougres qui ont "volé" le roi pour manger sont prêts, une fois transportés ici, à travailler honnêtement. Ils se

feront exploiter par les marchands et les seigneurs et s'assimileront aux autres exploités déjà sur les lieux pour former la souche véritable du peuple québécois.

A cette époque les  $\frac{3}{4}$  de la population font la culture de la terre. On produit assez de blé pour nourrir la colonie et quelquefois davantage pour pouvoir en exporter aux Antilles françaises. On cultive le chanvre qui sert à la fabrication de toile et de cordage, en particulier pour les navires qu'on construit près de Québec à partir de 1732. On récolte le lin pour la fabrication de tissu. On récolte 48,038 livres de tabac en 1721 (malgré l'interdiction à l'époque de Talon). On compte 52 moulins à scie au Canada en 1734. On expédie de la planche en France. En même temps les autorités interdisent la fabrication de chapeaux et ordonnent la destruction de tous les établis qui fabriquent chapeaux et manteaux de fourrure.

On voit clairement qu'une loi de fer gouverne la colonie: **TOUS LES PROFITS POUR LA METROPOLE.**

Les produits bruts doivent passer directement dans la métropole pour être transformés dans les ateliers et manufactures de la métropole. Exemple: les fourrures. Si des ateliers de vêtements de fourrure se créaient dans la colonie, c'était de la concurrence pour les fabricants de la métropole. Donc, interdiction de fabrication du produit fini dans la colonie.

- Si la métropole a un surplus de produits bruts, la colonie doit en cesser la production. On a vu que c'est ce qui est arrivé dans le cas du commerce des fourrures à un moment donné et qui a expliqué le désintéressement de la métropole vis à vis la colonie.

- La colonie doit chercher à se nourrir elle-même sans compter sur les expéditions de la métropole. C'est pour cela qu'on encourage l'élevage, la culture du chanvre et du lin, la fabrication de la bière, la fabrication d'outils et d'ustensiles à partir du minerai de fer transformé dans les forges du Saint-Maurice.

- La colonie ne doit pas concurrencer une autre colonie de la même métropole. Exemple: le tabac dont on a interdit la culture au Canada pendant longtemps pour ne pas concurrencer la production de tabac des Antilles françaises.

En somme, la colonie est purement tributaire. Elle donne et ne reçoit rien. Si elle reçoit quelque chose, elle doit donner

dix fois plus. La métropole suce tout vers elle. La colonie n'a que des devoirs. La métropole n'a que des droits.

La balance commerciale est rarement favorable à la colonie. Elle ne peut pas l'être dans la relation métropole-colonie. La valeur donnée à ce qui entre dans la colonie est presque toujours plus élevée que la valeur de ce qui sort. Pourtant on sait bien que ce sont des tonnes de fourrures qui partent pour la France tous les ans (150,000 peaux de castor en 1740) et quelques ustensiles, outils et instruments aratoires qui en arrivent. C'est que les jeux sont faits contre la colonie. La valeur réelle, c'est-à-dire la valeur en temps de travail pour la production des fourrures est bien des fois supérieure à la valeur en temps de travail des objets importés de la métropole. Le truc est que les marchands ne comptent pas la valeur d'un produit en temps de travail mais sur ce que ça leur coûte pour voler les Rouges. Les tonnes de fourrures partent de la colonie avec peu de valeur. Pour le marchand, elles ne lui ont presque rien coûté, peut-être quelques bibelots, une bouteille d'alcool. Mais une fois arrivées en France, quand elles passent dans les mains des manufacturiers, elles "valent" tout à coup cent fois plus, peut-être mille fois plus. C'est le marchand qui leur *donne* cette valeur selon la possibilité du marché. Donc, une peau de castor qui a coûté  $\frac{1}{2}$  ¢ au bandit de la compagnie *vaut* tout à coup cinq ou dix dollars. Il y a certainement quelqu'un qui a fabriqué de la "valeur" en chemin.

D'autre part, l'instrument ou l'outil qui arrive de la métropole coûte le prix fort, le prix qu'on payerait dans la métropole *plus* les frais de transport. Donc, les travailleurs, c'est-à-dire ceux qui *font* du travail, qui produisent dans la colonie, se font prendre leurs produits pour presque rien et se font vendre 20 fois plus cher les outils dont ils ont besoin pour travailler. Les travailleurs dans la colonie sont toujours dans une situation déficitaire, tandis que les exploiters, eux, marchands et administrateurs, jouent le jeu du commerce entre la métropole et la colonie. Ils font de l'argent avec ce qui y entre et ils font de l'argent avec ce qui en sort.

Ces relations entre métropole et colonie existent toujours. L'Amérique latine est une vaste colonie pour la métropole, les

Etats-Unis d'Amérique. Les capitalistes américains investissent dans l'extraction des produits bruts (pétrole, minerais etc.) de ces pays-là, c'est-à-dire qu'ils vont les prendre pour presque rien parce qu'ils ont les moyens techniques de le faire. Ils transportent ces produits bruts aux Etats-Unis où ils prennent une "valeur" nouvelle, sont vendus à des manufacturiers qui les transforment en exploitant la force de travail des ouvriers américains pour les vendre en produits finis aux Américains eux-mêmes, dans d'autres pays y compris les pays d'Amérique latine à des prix exorbitants. Le même phénomène s'applique au Québec. La voie maritime du Saint-Laurent n'a-t-elle pas été construite pour permettre aux bateaux américains de venir chercher directement le minerai de fer de Schefferville pour l'amener tout droit vers Pittsburg? Il y a bien entendu des usines de transformation au Québec. La Noranda a, en plus de nos mines de cuivre, des usines au Québec qui transforment le minerai de cuivre en produit semi-fini ou fini. Mais l'établissement et le contrôle du secteur secondaire par des intérêts américains ne fait que nous rendre encore plus dépendants et plus colonisés des Américains.

## LA DERNIERE MANCHE (1740-1760)

La colonie doit attendre les fantaisies des rois européens pour vivre en paix ou partir en guerre. Les années de paix de 1713 à 1740, télécommandées d'Europe, se transforment ensuite en années de guerre parce que Charles VI, empereur d'Autriche, n'a pas d'héritier mâle pour lui succéder sur le trône. Les pays européens (en fait les classes dirigeantes de ces pays) vont se prendre à la gorge pour savoir qui mettra la main sur l'Autriche. Ces querelles de rois assoiffés de pouvoir amènent comme toujours la désolation dans le peuple. Cette fois-ci, ce sera une colonie de 85,000 qui sera avalée comme un pion sur l'échiquier de messieurs les rois européens.



En 1745, Louisbourg, la forteresse française sur l'île du Cap-Breton qui doit protéger l'entrée du fleuve, tombe aux mains des Anglais. La France, qui veut se venger, décide de reprendre l'Acadie et songe même à envahir la "Nouvelle Angleterre".

Mais Louis XV, roi de France, signe le traité d'Aix-la-Chapelle en 1748. Louisbourg revient aux Français, ce qui rend furieux les coloniaux de la "Nouvelle Angleterre". Le reste de l'Acadie reste entre les mains des Anglais, ce qui rend furieux les coloniaux de la "Nouvelle France".

## DEPORTATION DES ACADIENS

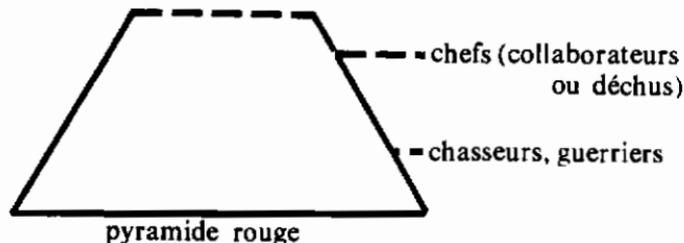
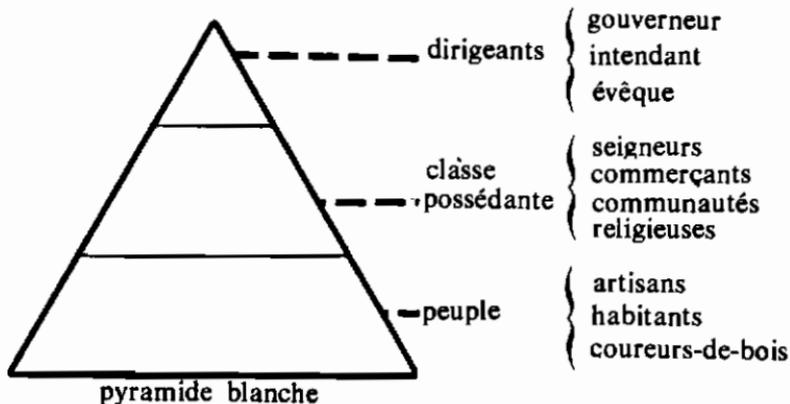
Les administrateurs de la partie anglaise de l'Acadie veulent faire disparaître les Acadiens de cette région. Ils exigent que ces derniers prêtent serment d'allégeance au souverain britannique s'ils ne veulent pas quitter le pays. De plus, ces administrateurs croient qu'en inondant la colonie d'immigrants anglais, les Français disparaîtront. Ils fondent Halifax pour cette raison en 1749. Si les Français ne s'assimilent pas assez vite, on les déportera. En 1755, le commandant d'Halifax, Charles Lawrence, trouve que les Acadiens ne sont pas devenus de bons sujets britanniques puisqu'ils refusent de signer le serment d'allégeance, qu'ils n'aident pas le commerce anglais, qu'ils occupent des terres fertiles que des Anglais pourraient cultiver. Solution: DEPORTATION. Cette année-là, 7,000 Acadiens sont embarqués comme des animaux dans des bateaux et dispersés sur les côtes américaines. La barbarie blanche qui s'était acharnée surtout contre l'homme rouge, s'acharne aussi contre le Blanc. Des Acadiens réussiront à remonter en Acadie, d'autres se regroupent en petits centres aux Etats-Unis, en particulier à la Nouvelle-Orléans où avec quelques Français qui s'y trouvent déjà ils formeront le groupe ethnique que les Américains appelleront les *Cajuns* (déformation de la prononciation anglaise du mot *acadien*). Les Anglais déporteront des Acadiens jusqu'en 1762, 4 ans après la conquête du reste de l'Acadie. Ils auront alors complété le "nettoyage" de la "Nouvelle Ecosse".

En 1755 toujours, des engagements ont lieu entre Anglais et Français dans la vallée de l'Ohio et sur le lac Champlain. Encore quelques années et la "Nouvelle France" passera aux mains des Anglais.

	1754
population blanche de la "Nouvelle France" ....	85,000
population blanche de la "Nouvelle Angleterre"	1,485,634

## LA COLONIE UN PEU AVANT LA CONQUETE

Avant de parler de la Conquête, voyons un peu la composition de la société de la colonie française au Canada.



La caractéristique principale de la société humaine de la "Nouvelle France" est la domination de la population blanche sur la population rouge. Tel que l'illustre le schéma, la pyramide blanche domine, opprime et écrase la société rouge. Les Rouges sont mis à mort s'ils se rebellent contre cette domination. S'ils se soumettent à l'ordre blanc ce n'est que pour se faire exploiter comme trappeur ou chair à canon contre les Anglais et leurs "alliés", les Iroquois.<sup>1</sup> L'homme rouge est le grand exploité de la colonie et l'oppression blanche sera si grande que l'homme rouge verra sa race dégénérer, se faire enfermer dans des camps de concentration qu'on appellera des *réserves*, tomber dans la passivité du colonisé et "survivre" grâce à la "générosité" du colonisateur. Le lent génocide de la race rouge est un autre crime sur la conscience de l'homme blanc, français, anglais, espagnol, portugais ou hollandais.

Dans la société blanche de la colonie qui exploite l'homme rouge, on trouve une structure de classes et un système d'exploitation semblables à ceux de la métropole. Tout au haut de la pyramide se trouve le gouverneur, représentant du roi. Il est de la noblesse française et très souvent ancien officier<sup>2</sup>. A ses côtés, on trouve l'intendant qui, lui, est un fonctionnaire d'origine bourgeoise ou de noblesse de robe<sup>3</sup>. Un troisième personnage fait concurrence à ces deux premiers pour le pouvoir. C'est l'évêque.

---

1- Les seigneurs et les communautés religieuses avaient le droit d'avoir des esclaves. Ces esclaves sont des Rouges qu'on a ainsi asservi ou des Noirs qu'on a acheté à des marchands d'esclaves des colonies anglaises.

2- ancien officier: dans les armées de l'époque féodale, les officiers venaient toujours de la classe noble. Les simples soldats, eux, venaient toujours de la classe paysanne. Les structures de l'armée correspondent toujours aux structures de la société civile. Dans la société bourgeoise que nous connaissons, la plupart des officiers viennent de la classe bourgeoise ou petite bourgeoise tandis que les simples soldats, eux, sont toujours tirés de la classe ouvrière et de la classe des habitants.

3- noblesse de robe: titres de noblesse que le roi conférait à des bourgeois qui l'avaient bien servi dans la fonction publique.

Il est de la noblesse.<sup>1</sup> Il représente, comme on l'a vu, une institution, un genre de petit Etat à l'intérieur de l'Etat qui cherche à étendre son pouvoir sur toute la société. Lui et ses curés sont en perpétuel conflit avec les administrateurs (gouverneur, intendant, fonctionnaires) pour le pouvoir, la domination de la population. Le clergé a déjà obtenu qu'aucun protestant ne puisse s'établir en "Nouvelle France". Il a le monopole de la religion dans la colonie mais ça ne lui suffit pas. Il voudrait établir une théocratie dans la colonie, c'est-à-dire établir dans la colonie un gouvernement dans lequel le clergé exerce l'autorité "au nom de Dieu"<sup>2</sup>. Pour réaliser ses ambitions, le clergé a des moyens à sa disposition. D'abord un triple revenu: 1 - sa propre taxation directe, la dime; 2 - une subvention de la compagnie; 3 - les revenus des seigneuries qui lui ont été concédées. En plus, il a les connaissances et les contacts: le curé est souvent la seule personne "instruite". La colonie est interdite aux avocats. Le curé se charge des fonctions que remplissent en général notaires et avocats. Une autre source de pouvoir: l'éducation. C'est le curé qui choisit l'enfant de la famille qui poursuivra ses études. Le séminaire de Québec, fondé dès 1663 par Mgr de Laval, était l'institution qui devait recevoir les plus doués pour en faire des prêtres.

Sous cette triple tête dirigeante se trouve la classe des seigneurs, commerçants et communautés religieuses. C'est la classe des propriétaires et des *businessmen*.

Les seigneurs sont rarement nobles. Ce sont plus souvent des commerçants, des fonctionnaires ou d'anciens officiers. Certains

---

L'Eglise à l'époque féodale avait des structures semblables à celles de l'armée que nous venons de décrire. Les cadres supérieurs tels les cardinaux et les évêques étaient de la classe noble. Des familles de l'aristocratie achetaient ses positions et les propriétés qui venaient avec. C'était ce qu'on appelle le Haut-clergé. Les simples curés étaient, eux, de la classe paysanne ou quelquefois de la bourgeoisie. Ils étaient tout près du peuple. C'était le Bas-clergé. On verra que certains curés étaient si près du peuple qu'ils faisaient cause commune avec lui. Cela se produira lors de la Rébellion de 1837.

<sup>2</sup>-Gommés de se présenter à la cour, les abbés de Fénelon, de Francheville et Rémy du Séminaire de Montréal refusent de s'y présenter en disant que seules les lois de l'Eglise pouvaient s'appliquer à eux et qu'ils n'étaient aucunement tenus de se plier aux lois civiles.

se donnent des titres de noblesse pour faire bien. Quelquefois ce sont des habitants qui deviennent seigneurs. Les congrégations religieuses se rattachent à cette classe parce que, sur le plan économique et politique, elles jouent le rôle de cette classe. Plusieurs seigneuries leur appartiennent et sous le couvert d'action missionnaire, elles accumulent du capital, se font concéder des terres, font le commerce et exploitent l'homme rouge comme elles exploitent la classe des *petits blancs*, les artisans et les habitants.

L'âme de cette classe c'est le commerçant, c'est le bourgeois. C'est l'agent de la compagnie dont le seul but est le profit qu'il peut tirer du commerce, celui des fourrures en particulier. C'est l'exploiteur-type qui vole l'homme rouge, exploite le coureur-de-bois, accumule du capital, se fait concéder une seigneurie, joue d'influence auprès du gouverneur pour obtenir des faveurs et des titres et gagner du prestige.

La troisième classe est le peuple, composé d'artisans, d'habitants et de coureurs-de-bois. Les artisans et les habitants sont

#### POSSESSIONS DU CLERGE EN 1763

	acres
Les Ursulines de Québec. . . . .	164,615
Les Ursulines de Trois-Rivières. . . . .	38,909
Récollets. . . . .	945
L'évêque et le séminaire de Québec. . . . .	693,324
Les Jésuites. . . . .	891,845
Les Sulpiciens. . . . .	250,191
Hôpital de Québec. . . . .	73
Hôpital de Montréal. . . . .	404
Hôtel-Dieu de Québec. . . . .	14,112
Soeurs grises. . . . .	42,336
	2,096,754

Ce chiffre forme le quart de toutes les terres concédées.

Source: Rapport du Lt-Gouverneur Milnes, le 1er novembre 1800. *Archives Canadiennes* Series Q. Vol. 85, p. 228. Cité par Myers *History of Canadian Wealth*, Chicago (1914), p. 17.

dans la société blanche les travailleurs, les véritables producteurs de tous les biens de consommation. Ils vendent leur force de travail aux seigneurs, aux commerçants et aux communautés religieuses. Ils sont à la merci des classes supérieures et n'ont aucune voix au gouvernement de la colonie. Quant au coureur-de-bois, il n'est pas un véritable producteur puisque son travail consiste à aller chercher la fourrure chez le trappeur rouge. Mais il se trouve au bas de l'échelle sociale blanche parce qu'il est exploité par le commerçant et à sa merci.

Le peuple, lui, s'enracine dans le pays et se sent canayen<sup>2</sup>. Par contre, les administrateurs, le Haut-clergé, certains seigneurs et certains commerçants, eux, ne sont ici que pour gouverner ou

---

1- Moins de 400 seigneurs possèdent ensemble 5,888,716 acres à la fin du régime français.

2- canayen: le mot *canadien* est ambigu. Sous le régime français il identifiait les gens d'origine française nés au Canada. Après la Conquête il représente le peuple conquis, les 70,000 Français qui restent au Canada. Mais un peu plus tard, quand l'Angleterre crée le Haut et le Bas-Canada, le Canadien se fait voler son nom car *Canadien* inclut à ce moment-là les Anglais d'Ontario. Avec la confédération et la création du Dominion of Canada les Canadiens doivent s'appeler Canadiens-français pour garder leur identité. Aujourd'hui *Canadien* veut dire en réalité *Canadian* c'est-à-dire habitants du Canada, d'une mer à l'autre. Le canadien-français qui n'en veut plus du colonialisme britannique, américain ou canadien, qui veut maintenant avoir une patrie qui lui soit propre, doit se définir et s'appeler Québécois.

Pour ne pas confondre les divers sens qu'a pris le mot *canadien* à diverses époques, nous allons employer *canayen* pour parler des 70,000 Français du Canada et leurs descendants sous le régime anglais. Nous employerons *canadien-français* pour nommer des Canayens qui se sont vendus aux Anglais, qui ont collaboré avec le colonisateur et ceux qui croient encore que le fédéralisme canadien a quelque chose à offrir au peuple québécois. Le Canadien-français est le Canayen qui a accepté son sort de colonisé et qui lèche les bottes du colonisateur anglais ou américain. Il est comme le Noir américain (*le Negro*) qui cherche à perdre son identité de Noir et à s'intégrer à la société blanche. Le Québécois est le Canayen qui refuse le colonialisme, qui le combat, qui travaille pour que le peuple québécois se libère de la domination anglo-canado-américaine et que le Québec devienne un pays et une patrie. En ce sens il est comme le Noir américain qui refuse l'intégration à la société blanche qui s'identifie non pas comme *Negro* mais comme *Black* et veut libérer tous les Noirs américains de l'oppression qu'ils doivent subir dans la société américaine d'aujourd'hui.

exploiter. Ils sont Français et demeurent Français. Ils sont des métropolitains dans la colonie et se distinguent du peuple canayen non seulement par leur position de domination vis à vis le peuple mais par leurs dentelles, leurs manières "aristocratiques", leur parler "raffiné", leurs parties de plaisir à la façon de la "haute société".

Le Canayen de l'époque était assez bon vivant, n'aimait pas le travail assidu et cultivait un esprit d'indépendance. Il ne tenait pas plus que ça au travail de la ferme et quittait quelquefois la seigneurie pour devenir coureur-de-bois, libre comme l'animal sauvage. Le clergé essayait bien de le mater, de le trainer à l'église, de lui imposer des règles strictes, de lui interdire la lecture des Encyclopédistes<sup>1</sup> et le théâtre de Molière, mais rien à faire. Le Canayen vit de l'air du temps, mange le fruit de son travail, s'amuse, chante et ne se soucie pas plus qu'il ne faut de l'avenir. Il est tout le contraire de l'Anglais de la "Nouvelle Angleterre" qui, lui, imbu de puritanisme<sup>2</sup>, mène une vie plutôt austère, amasse des biens, ne fait aucune dépense superflue et travaille avec grande assiduité. Le Canayen, lui, ne connaît pas cette discipline, cette austérité. Pour oublier sa pauvreté et sa condition d'exploité il s'endette pour s'acheter un carosse qui va lui permettre de faire croire aux autres qu'il ne vit pas dans la misère. Comme le Noir américain qui s'achète une cadillac. Ou bien il disparaît dans la forêt pendant quelques mois pour connaître la liberté de l'animal sauvage.

---

1- encyclopédistes: groupe d'auteurs du 18e siècle qui travaillèrent à la rédaction d'une encyclopédie qui était la compilation des connaissances scientifiques de l'époque. Ils contestaient par leurs simples recherches les vérités absolues de l'Eglise et attirèrent l'hostilité du clergé qui voyait en eux des concurrents au monopole qu'il avait dans le domaine intellectuel. Parmi les encyclopédistes on retrouve Voltaire, Rousseau, Diderot, Montesquieu, Condillac.

2- puritanisme: tendance chez certains protestants à mener une vie sévère. Tout plaisir de vivre est rejeté comme oeuvre du démon. Le travail dur est la seule activité louable après la lecture de la bible. Mais le travail doit être très fructueux, doit rapporter des sous pour accumuler du capital et étendre son emprise sur l'économie.

## LA CONQUETE ( 1760)

En 1750, la "Nouvelle France" forme un arc immense qui englobe toute la vallée du Saint-Laurent, les Grands Lacs et la vallée du Mississipi jusqu'au golfe du Mexique. Cet immense territoire est très peu peuplé (85,000 environ) avec quelques villes et des postes de traite.

Par contre, la "Nouvelle Angleterre" est un territoire 20 fois plus petit, serré entre l'Atlantique et les montagnes qu'on appelle les Appalaches. Mais sa population est d'un million et demi.

D'autre part, la métropole française concentre son effort de guerre sur le continent européen en luttant contre la Prusse, l'alliée de l'Angleterre. Celle-ci, en revanche, concentre ses forces sur la mer pour être la maîtresse de tous les réseaux maritimes et par là s'assujettir d'autres colonies. De plus, la bourgeoisie anglaise a déjà obtenu par de petites révolutions successives une voix dans le gouvernement et le souverain anglais compte beaucoup sur elle pour exploiter les colonies et étendre son empire en Amérique, en Asie et en Afrique. En même temps un autre facteur important stimule la ruée vers les colonies: l'Angleterre n'a pas tellement de richesses naturelles et l'exploitation de colonies est absolument indispensable pour son développement.

Par contre, la bourgeoisie française est encore bloquée dans son évolution par les structures féodales. Elle n'a pas encore de voix au gouvernement et il lui faudra faire la révolution française (1789) pour venir au pouvoir. De plus, la "Nouvelle France", riche en fourrures, a peu d'autres ressources qui intéressent vraiment les marchands. Les Antilles françaises les attirent davantage. Les deux puissances colonialistes ne voient donc pas l'Amérique du même oeil et ce fait se traduit par une grande différence de forces en présence sur ce continent. La métropole française envoie Montcalm, Lévis, Bouchbouch et 450 soldats en 1756 tandis que les Anglais préparent une invasion en règle de la "Nouvelle France". L'affrontement final se prépare.

En 1758, les Français gagnent une victoire à Carillon. 3,500 soldats français et canayens repoussent Abercromby et ses 15,000 hommes.

Mais les Anglais prennent bientôt Louisbourg sur l'île du Cap-Breton et le fort Duquesne dans la vallée de l'Ohio. En 1759, ce sont les forts Niagara sur les Grands Lacs et les forts Carillon et Saint-Frédéric sur le lac Champlain qui tombent aux mains des Anglais. Puis Wolfe avec 30,000 marins et 9,000 soldats assiège la ville de Québec. Le 13 septembre, les Anglais débarquent, attendent les Français sur les Plaines d'Abraham. Québec tombe. L'année suivante, Montréal capitule. La "Nouvelle France" se rend.

## FIN DU REGIME FRANCAIS

## REGIME ANGLAIS (1760-1919)

Pour les Canayens, passer du régime français au régime anglais, *c'est changer de maître*, pas plus, pas moins. Sous le régime français, ils étaient exploités et menés par des colonialistes français. Maintenant ils le seront par des colonialistes anglais. La différence pour eux n'est pas si grande.

Ce qui est grave, cependant, pour le Canayen c'est la situation économique. Les soldats anglais ont brûlé des fermes, volé le bétail, détruit les récoltes. La monnaie de carte subit une dévaluation terrible parce que les Anglais, maintenant les maîtres de toute la vie de la colonie, y compris ses finances, ne donnent presque aucune valeur aux billets français. Ils peuvent donc acheter, eux, avec leur argent anglais, tout ce qu'ils veulent à des prix dérisoires. Quant aux administrateurs comme l'intendant Bigot, qui, à la fin du régime français avait "organisé" l'économie de la colonie pour qu'elle serve à son enrichissement personnel, ils peuvent partir pour la France avec des sacs d'or sonnant. Par contre, les petits marchands, les seigneurs et les habitants sont ruinés. Plusieurs Canayens ont laissé leur peau sur le champ de bataille. 60,000 Canayens se retrouvent dans la misère après ces années de guerre.

La bataille entre les deux puissances colonialistes est terminée en Amérique, les 60,000 Canayens sont maintenant prisonniers sur un continent dominé par l'Angleterre. Mais la guerre n'est pas finie en Europe. Pendant qu'on attend ici qui la gagnera là-bas (ce qui pourrait changer la situation), c'est l'occupation militaire directe de la colonie.

Les administrateurs français (gouverneur, intendant, hauts fonctionnaires) les commerçants français, les officiers rentrent en France. Ils ont fait leur travail. C'est fini maintenant. Ils repartent. Mais qui reste? Les Canayens, ceux qui se sentent Canayens. D'abord les habitants, puis des soldats, des seigneurs, certains commerçants malgré la banqueroute, et le clergé.

Le clergé reste parce qu'il comprend vite qu'il peut profiter d'une situation politique particulière. Les administrateurs français, leurs grands rivaux pour le pouvoir, rentrent en France. L'Etat français disparaît de la colonie. Des administrateurs anglais les remplacent mais ceux-ci ont besoin d'un intermédiaire pour gouverner les Canayens. C'est le rôle que le clergé se donne. Il devient le porte-parole et le représentant officiel des Canayens auprès du Conquérant. Il devient le roi-nègre<sup>1</sup> de la colonie. Dès la capitulation, les Ursulines tricotèrent des bas de laine pour les soldats écossais. Les curés collaborèrent avec les capitaines de milice pour faire signer aux habitants le serment d'allégeance et leur confisquer leurs fusils. Monseigneur Briand, vicaire général, déclara comme un roi-nègre typique: "Ces nobles vainqueurs ne vous parurent-ils pas, dès qu'ils furent nos maîtres, oublier qu'ils avaient été nos ennemis, pour ne s'occuper que de nos besoins et des moyens d'y subvenir?" Le Conquérant permet le "libre exercice de la religion" parce qu'il sait que c'est ainsi qu'il peut se gagner la collaboration du clergé jusqu'au moment où par une immigration anglaise massive les Canayens seront assimilés à la "grande civilisation" anglaise et protestante. Ce rôle de collaborateur, de roi-nègre, avec le Conquérant, le clergé le jouera systématiquement jusqu'à ces toutes dernières années, comme on va le voir par la suite.

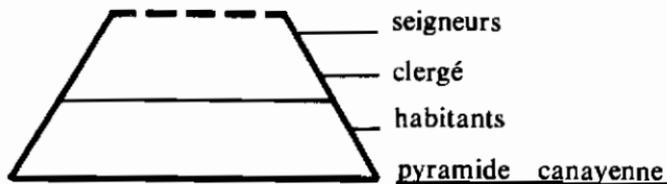
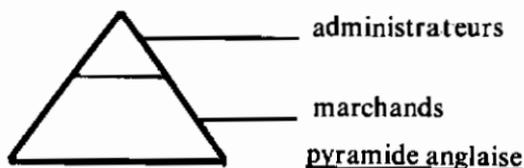
---

1- roi-nègre: durant la conquête de l'Afrique, les puissances colonialistes blanches procédaient par étapes: 1- la conquête militaire brutale et la destruction de tout nid de résistance. 2- appel à la collaboration. Certains chefs de tribu acceptent de "gouverner" au nom de la puissance colonialiste. De cette façon, la domination colonialiste peut se camoufler derrière l'indigène collaborateur, le roi-nègre. Ici, au Québec, le clergé a accepté de jouer ce rôle de collaborateur.

Après la Conquête arrivent au pays marchands et commerçants anglais anxieux d'exploiter et les ressources du territoire conquis et les habitants. Ces exploiters sont les ancêtres de nos exploiters anglophones contemporains installés sur la montagne et ses abords, à Westmount, Hampstead, Town of Mount Royal.

Pour l'homme rouge la Conquête signifie une spoliation encore plus rapide de son territoire. Les marchands anglais qui n'ont plus de concurrents français s'y lancent avec une avidité sans bornes. L'homme rouge réagit. Sous le chef algonquin Pontiac, il se forme une fédération des tribus qui s'empare de presque tous les forts de la région des Grands Lacs, de Sault Sainte-Marie à Pittsburg. Mais la puissance anglaise ne se laisse pas bousculer et la rébellion de Pontiac est écrasée dans le sang à Détroit en 1763.

Après la Conquête la société humaine qui se retrouve sur les bords du Saint-Laurent se découpe ainsi:



L'homme rouge, toujours le plus exploité, est maintenant presque totalement écrasé après le soulèvement de Pontiac. Le Conquérant fait de tout l'ouest de la colonie nouvellement conquise une immense réserve pour l'homme rouge afin de l'isoler du Canayen et empêcher celui-ci d'agiter le Rouge contre l'Anglais.

La société canayenne, elle, est maintenant totalement dominée par le Conquérant, c'est-à-dire les administrateurs et les marchands anglais. Elle conserve sa structure féodale. Pour l'habitant, rien de changé dans sa condition d'exploité. Les seules différences: la classe dirigeante parle maintenant anglais et le clergé étend encore davantage sa domination sur lui. La vie est dure.

Pour le petit commerçant qui reste au pays, c'est la banqueroute à brève échéance. Un certain nombre deviendront de simples habitants.

Pour les seigneurs, la vie ne change pas tellement après les émotions de la guerre. Le Conquérant leur demande de continuer à jouer le même rôle qui est de faire travailler l'habitant. Ils conservent leurs privilèges à condition qu'ils collaborent avec le nouveau régime. La plupart des seigneurs acceptent volontiers de jouer ce rôle.

Le clergé pour sa part, profite du changement de régime. Il devient la classe dirigeante de la société canayenne. Il va *gouverner* les Canayens au nom du Conquérant. Et pour ces services le Conquérant le récompensera en lui permettant de former une théocratie au Québec.

La société anglaise au Québec, celle du Conquérant, se divise en deux: les administrateurs et les marchands. Les administrateurs, militaires ou nobles, obéissent aux ordres de la métropole anglaise et gouvernent la colonie en son nom.

Des commerçants anglais arrivent comme des rapaces, après la Conquête, pour s'emparer du commerce des fourrures. Des marchands comme les McTavish, McGill, Todd, Frobisher, Patterson fondent la *North West Company* qui peut se vanter de faire des profits de l'ordre de 200,000 livres sterling annuellement après une dizaine d'années d'existence. Ces marchands ont un profond mépris pour les Canayens et les considèrent

comme du *cheap-labor* à exploiter, des "esclaves de naissance", comme ils le disent eux-mêmes.

## LE TRAITE DE PARIS (1763)

Jusqu'en 1763, c'est l'occupation militaire sous le général Murray. Il faut attendre le résultat de la guerre de Sept Ans entre la France et l'Angleterre pour savoir quel va être le sort de la colonie. Le Traité de Paris confirme la conquête militaire. La France perd l'Acadie, le Canada, Terre-Neuve, l'île du Cap-Breton et tout le territoire à gauche du Mississipi. Elle ne conserve que deux petites îles pour la pêche, Saint-Pierre et Miquelon. Les Français et Canayens qui veulent quitter la colonie ont 18 mois pour le faire. S'ils veulent vendre leurs biens, seul un Anglais peut en être l'acquéreur. Ceux qui restent peuvent pratiquer leur religion comme auparavant. La *Province of Quebec* (c'est le nouveau nom que le Conquérant donne à la colonie sur les bords du Saint-Laurent) est maintenant réduite à un rectangle qui encadre le fleuve Saint-Laurent de l'île d'Anticosti à la rivière Outaouais.

## LE NOUVEAU GOUVERNEMENT DE LA COLONIE

Le gouverneur est le chef civil et militaire. Il a des pouvoirs dictatoriaux sur la colonie: faire prêter serment, décréter les lois qu'il veut, renverser toute décision du Conseil, établir des cours de justice, nommer les juges, shérifs, évêques et curés, lever des troupes, céder des terres ou concessions.

Un Conseil est créé pour assister le gouverneur dans son travail. Il est composé de lieutenants-gouverneurs dans les villes, juges et autres notables anglais.

Le général Murray est nommé premier gouverneur de la Province of Quebec.

## POLITIQUES ANGLAISES

La métropole anglaise trouve qu'il faut tâcher de faire disparaître le *problème canayen*. Quels moyens peut-on adopter? On exclut la déportation. On choisit l'assimilation. Il faut *civiliser* les Canayens, les faire adhérer à la religion protestante et les faire bénéficier des lois anglaises. Il faut inviter des colons anglais à venir s'installer en grand nombre au Québec pour noyer les Canayens dans une mer anglaise. On réserve des terres pour des maîtres protestants afin que les habitants puissent "embrasser la religion protestante".

La métropole exige le serment d'allégeance à la couronne britannique. Les Canayens prêtent serment.

La métropole exige le serment du Test (qui est le reniement du pape, de la transsubstantiation et du culte de la Vierge) de tous les fonctionnaires de la colonie. Les gouverneurs, cependant, n'appliqueront pas ce décret afin de gagner le clergé à la collaboration. En même temps la métropole anglaise et Rome s'entendront en 1766 pour le choix de Mgr Briand comme évêque du Québec mais avec le titre de "surintendant de l'Eglise romaine".

## REVENDEICATIONS DES MARCHANDS ANGLAIS

Les marchands anglais qui s'installent à Montréal ne sont pas satisfaits du gouvernement de la colonie tel qu'il est, avec son gouverneur et son Conseil. Eux n'y ont pas de représentants. Ils veulent la création d'une Assemblée élue par eux et que le gouverneur consulterait. Ces Assemblées existent dans les autres colonies anglaises. Ils l'exigent ici. D'autre part, pour eux, il ne serait pas question que des Canayens soient élus à cette Assemblée ou

aient même le droit de vote pour l'élection des membres de cette Assemblée. Un fonctionnaire du gouverneur du nom de François Maseres écrivait: "Une assemblée ainsi constituée pourrait prétendre être représentative de ce peuple, mais elle ne représenterait en réalité que les 600 nouveaux colons anglais. Elle serait par conséquent dans leurs mains un instrument de domination de 90,000 Français". Le gouvernement anglais n'est pas prêt à accorder cette Assemblée aux marchands anglais parce qu'il craint que ceux-ci vont pousser leurs privilèges trop loin et susciter une révolte chez les Canayens. D'autre part, il ne veut pas accorder une Assemblée qui comprendrait l'élection de Canayens parce que ceux-ci s'en serviraient pour combattre le Conquéreur. Il croit qu'en remettant ça à plus tard, graduellement se formera, comme l'écrit Maseres, "cette coalition des deux nations ou l'absorption de la française par l'anglaise en ce qui concerne la langue, les affections, la religion et les lois, qui est si désirable, et pourrait peut-être se réaliser en une ou deux générations, si des mesures appropriées sont adoptées dans ce but".

Carleton remplace Murray comme gouverneur en 1766. Il considère le clergé et les seigneurs comme les vrais chefs des Canayens et va se servir d'eux pour garder ces derniers à leur place. Il ne veut pas d'Assemblée qui donnerait une voix trop grande aux marchands de Montréal. Il préfère le Conseil auquel on ajouterait quelques notables Canayens. Il favorise le rétablissement des lois civiles françaises et veut laisser le champ libre à l'Eglise catholique pour l'avoir de son côté.

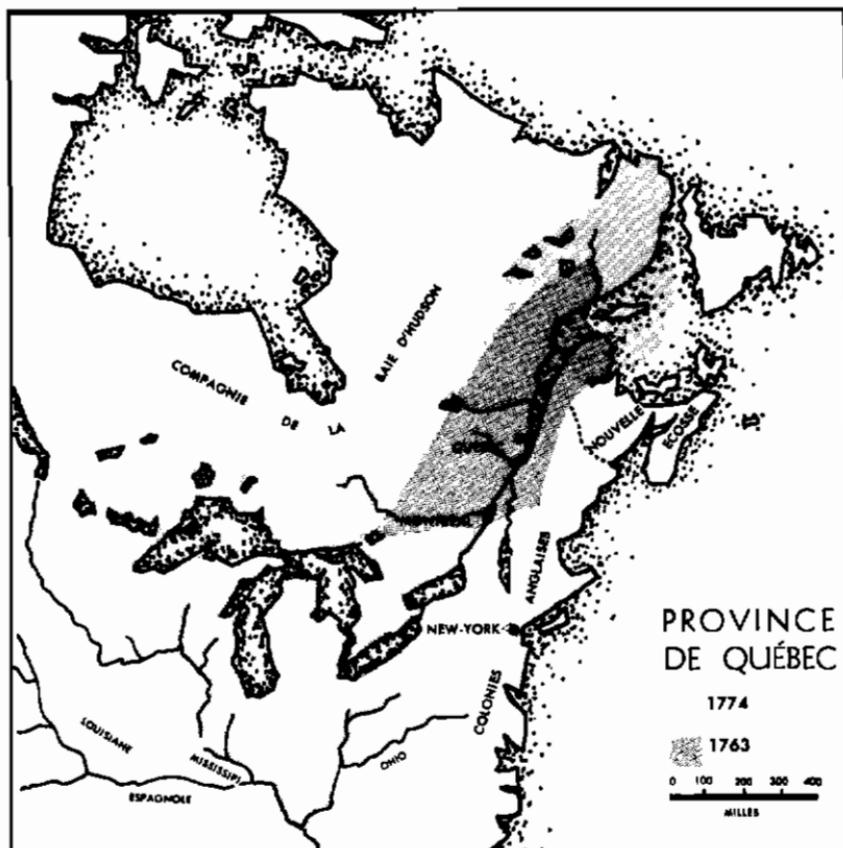
## L'ACTE DE QUEBEC (1774)

Quatorze ans après la Conquête, le Conquéreur impose une première constitution aux Canayens. Cette constitution, on l'appelle le Quebec Act. En voici les clauses principales:

- 1- le territoire de la province de Québec est agrandi. Du petit rectangle qu'il était, il comprend maintenant toute la vallée du Saint-Laurent, les îles du golfe Saint-Laurent, le Labrador, toute la région des Grands Lacs jusqu'à la rivière Ohio.

Avec cette expansion territoriale, la "réserve" pour l'homme rouge est absorbée dans la province parce qu'on ne craint plus l'agitation des Canayens parmi les Rouges et qu'on veut *planifier* l'exploitation des fourrures en intégrant les territoires de chasse dans la province. D'autre part, on étend la province vers l'est pour pouvoir contrôler les pêcheries dans le golfe.

Ces modifications territoriales n'apportent rien aux Canayens. Elles favorisent les marchands de Montréal.



2- L'administration de la colonie n'est pas changée.

- un gouverneur avec des pouvoirs dictatoriaux.
- un Conseil législatif composé de 17 à 23 membres. Il est législatif parce qu'il aide le gouverneur à faire ses lois.

Les membres en sont nommés par le gouverneur lui-même parmi les notables anglais et français. Ce Conseil peut lever des taxes seulement pour les routes et édifices publics. Toutes ses décisions peuvent être rejetées par le gouverneur.

L'Assemblée que les marchands anglais voulaient à tout prix ne leur est pas accordée. La métropole ne veut pas commettre l'erreur qu'elle a commise en accordant des Assemblées aux colonies de "Nouvelle Angleterre" où l'agitation des marchands contre le gouvernement métropolitain se fait de plus en plus sentir.

Les Canayens pour leur part ne tiennent pas à l'Assemblée parce qu'ils n'en ont jamais eu sous le régime français et ne la voient que comme une salle de discussion pour les marchands exploités.

3- Les conflits relatifs au droit civil et à la propriété seront réglés d'après le droit civil français. Quant aux actes criminels, ils seront jugés selon le code criminel anglais.

La concession du droit civil français aux Canayens est une façon de ne pas trop les bouleverser pour les garder à leur place. Quand ils se font des procès entre eux, on les laisse se poursuivre en cour selon les lois féodales françaises. Quand il s'agit d'actes criminels, ce sont les lois anglaises qui entrent en jeu. Le Conquéreur juge les délits sérieux d'après ses propres lois.

Il faut noter ici que le système seigneurial est conservé pour les Canayens, parce que c'est un bon système pour garder les habitants à leur place. Mais en même temps, le Conquéreur se réserve le droit de distribuer des terres en tenure libre et commune plutôt qu'en fiefs. C'est-à-dire que les colons anglais qui voudraient faire la culture de la terre, peuvent acheter des terres sans subir le "contrat" féodal. Cette liberté que se donnent les Anglais quant à la possession des terres, s'applique également aux testaments. Même si les testaments relèvent du droit civil, un Anglais peut le rédiger et l'appliquer selon les lois anglaises.

On voit que le Conquéreur fait des "concessions" qui gardent le Canayen dans les structures féodales pendant qu'il se réserve à

lui des droits qui lui permettent une plus grande liberté pour exploiter les ressources et les habitants.

4- Le Serment du Test est supprimé. Les catholiques peuvent pratiquer leur religion librement et peuvent devenir fonctionnaires sans avoir à renoncer à leur religion. Le clergé peut continuer à percevoir la dîme. L'évêque a tous les droits qu'il avait sous le régime français.

On voit que le Conquéreur a trouvé son roi-nègre. Il sait que le clergé est vraiment le groupe dirigeant qui va savoir maintenir les Canayens à leur place. C'est pour cela qu'il lui fait ces concessions. Le clergé peut étendre sa domination sur toute la société canayenne avec la bénédiction du roi anglais à la seule condition qu'il collabore étroitement avec le Conquéreur pour garder les "nouveaux sujets" dans la servitude. Ce clergé est tout heureux de son rôle de roi-nègre et bénira le roi d'Angleterre à tous de bras. La seule petite difficulté que le clergé rencontre c'est une inspection du *pouvoir* économique des communautés religieuses. Le Conquéreur est bien prêt à laisser ces communautés exploiter les richesses naturelles et le peuple canayen mais pas au point de faire concurrence aux marchands anglais. Les Sulpiciens, par exemple, devront attendre jusqu'en 1839 avant que le Conquéreur approuve leur droit à leurs vastes propriétés foncières.

## REACTIONS AU QUEBEC ACT

Les marchands de Montréal ne sont pas contents de l'Acte de Québec parce qu'ils n'ont pas obtenu l'Assemblée qui leur permettrait d'avoir un mot à dire dans les dépenses publiques.

Le clergé est tout heureux de l'Acte de Québec car cette constitution lui donne la liberté de dominer les Canayens et d'établir une théocratie au Québec.

Les seigneurs sont contents eux aussi parce que le système seigneurial demeure intact. Ils peuvent continuer à exploiter le peuple canayen.

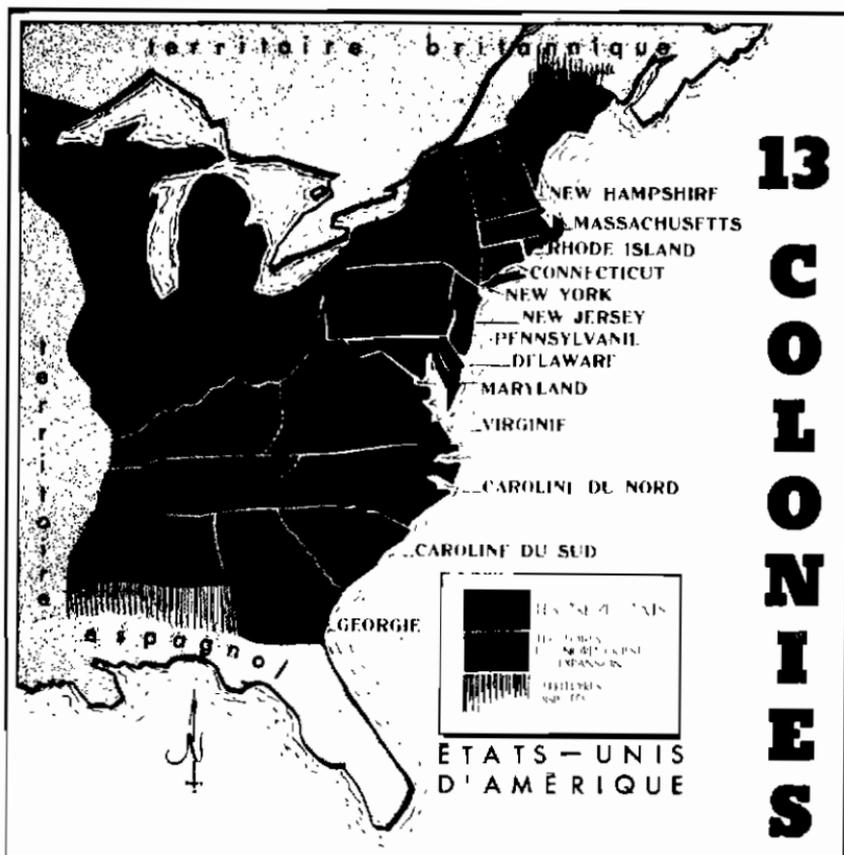
Le peuple canayen lui n'est pas heureux du tout de l'Acte de Québec parce qu'il ne fait que le confirmer dans sa servitude. Il doit payer la dîme, il doit payer les taxes des seigneurs, il doit prêter serment de fidélité au roi anglais. Rien n'a changé pour l'habitant. Lui n'a que des devoirs pendant que le clergé, les seigneurs, les marchands anglais, les administrateurs anglais se partagent les privilèges sur son dos de travailleur.

L'homme rouge, lui, n'a pas de réaction. La répression qui a suivi le soulèvement de Pontiac en 1763 l'a réduit à une sujétion plus grande que jamais. Il est un homme traqué dans son pays, massacré, exploité. De belles constitutions votées par le Parlement britannique ne sont que des bouts de papier qui lui disent qu'il est voué au massacre, au pillage et à la mort.

## **LA REVOLUTION AMERICAINE ET SES REPERCUSSIONS DANS LA PROVINCE DE QUEBEC ( 1774 et suivantes)**

Les treize colonies de la "Nouvelle Angleterre" sont peuplées de puritains qui ont cherché refuge en Amérique pour fuir le règne des Stuarts, et de catholiques qui ont fui le règne de Cromwell. Ce sont pour la plupart des mécontents qui ont peu d'affection pour la métropole. Ils se sont enracinés sur le littoral (New York, Boston), ils ont développé l'agriculture, refoulé l'homme rouge, exploité le commerce des fourrures, du rhum, du blé. Leur population augmente rapidement. Ils sont 3 millions de colons divisés en treize colonies avec chacune son Assemblée. Ils se sentent plus Américains qu'Anglais et n'aiment pas le droit de regard qu'exerce la métropole sur leurs affaires.

Après la Conquête de la "Nouvelle France", la métropole anglaise possède presque toute l'Amérique du Nord et compte réorganiser ses territoires. Elle a limité les pouvoirs des coloniaux du Québec en leur refusant l'Assemblée. Elle voudrait bien limiter de la même façon les pouvoirs des coloniaux de la "Nouvelle Angleterre". Elle veut taxer le papier, la vitre, les



teintures, le thé qui vont aux 13 colonies pour défrayer le coût de la Conquête du Canada. Elle veut obliger les 13 colonies à ne faire le commerce qu'avec elle, la métropole. Les 13 colonies refusent de payer les nouveaux impôts. L'armée anglaise occupe Boston en 1767. Le conflit s'envenime. Plus la métropole presse les colonies, plus les colonies résistent. Elles se sentent assez fortes pour rompre le lien colonial. En 1774, les députés des colonies américaines tiennent un premier congrès à Philadelphie où ils dénoncent la politique métropolitaine. Ils veulent

prélever leurs propres taxes, former leur propre armée et boycotter les produits anglais.

A ce même congrès, ils préparent une "Adresse aux habitants de la Province du Québec" enjoignant ceux-ci de se révolter comme eux contre la métropole anglaise et de se joindre aux colonies américaines dans leur lutte pour la liberté, le gouvernement représentatif (l'Assemblée) et la fin de la persécution économique.

Le peuple canayen entendit l'appel et comprit qu'il pourrait y gagner de se débarrasser au moins du clergé, des seigneurs et du Conquérent en se joignant aux Américains. Mais rapidement, le clergé, les seigneurs et le Conquérent se mirent à faire de la propagande anti-américaine systématique. Les marchands anglais de Montréal, eux, favorisaient les Américains et tâchaient de gagner des habitants à la cause de l'indépendance américaine.

Le gouverneur du Québec, Carleton, convoqua la milice après avoir demandé à son roi-nègre, Mgr Briand, d'appeler ses ouailles aux armes contre les rebelles américains. Celui-ci le fit volontiers parce que l'Angleterre venait d'accorder "l'usage de nos lois, le libre exercice de la religion et en nous faisant participer à tous les privilèges et avantages de sujets britanniques". Le Canayen était menacé du refus des sacrements s'il ne prenait pas les armes pour défendre le Conquérent contre "des sujets britanniques rebelles", les Américains. Il était bien prêt à voir disparaître dîmes et redevances seigneuriales et se joindre aux rebelles américains mais il n'était pas organisé et, de plus, aucun chef ne se manifesta pour rallier le peuple et commencer la lutte de libération. Le Canayen opta pour la résistance passive. Il refusa de s'enrôler dans la milice. De plus, il désapprouva la part active prise par le clergé à la défense des intérêts anglais et certains critiquèrent sévèrement le roi-nègre Mgr Briand qui, d'après eux, devait s'occuper beaucoup plus de préparer des prêtres que des militaires. A Terrebonne, Verchères et Berthier des habitants se révoltèrent contre les seigneurs qui les pressaient d'entrer dans la milice.

L'armée américaine commença l'invasion de la province de Québec pour chasser les Anglais métropolitains du Saint-Laurent.

Toute la région au sud de Montréal fut vite envahie. Deux régiments canadiens furent recrutés en quelques semaines dans cette région et incorporés à l'armée américaine qui s'avancait sur Montréal. D'autre part, Carleton recruta 1200 habitants pour défendre Montréal mais ceux-ci retournèrent chez eux pour les labours d'automne. Montréal tomba après la fuite de Carleton à Québec déguisé en habitant, évidemment.

Le général américain Montgomery qui vient de prendre Montréal, s'avance sur Québec où il doit y rencontrer son collègue Arnold et ses troupes. Québec résiste. Une flotte anglaise avec le général Burgoyne arrive au printemps de 1776, chasse les troupes américaines et les poursuit jusque dans leur territoire. Le général Burgoyne et ses troupes seront vaincus à Saratoga en 1777 et expédiés en Angleterre.

Les Canadiens qui ont été tentés de se joindre aux Américains se rendent compte que ceux-ci veulent leur "apporter la liberté" pour en réalité les assujettir dans leur nouvelle république. Ils sentent bien qu'ils se trouveraient probablement tout aussi colonisés sous le régime américain que sous le régime britannique. Leur libération ne peut venir que d'eux-mêmes.

Les Américains déclarent leur indépendance le 4 juillet 1776.

La France est heureuse de voir une colonie anglaise se rebeller contre sa métropole. Elle fournit des quantités énormes de poudre et de munitions aux Américains et reconnaît tout de suite l'indépendance des 13 colonies qui s'appellent maintenant les *Etats-Unis d'Amérique*. La France voudrait bien reprendre le Québec mais les Etats-Unis ne tiennent pas à voir la France au nord comme elle a l'Espagne au sud.

En 1783, l'Angleterre est forcée de reconnaître à son tour l'indépendance des Etats-Unis. La frontière entre le Québec et le nouveau pays est ramenée à la ligne qui coupe les Grands Lacs Supérieur, Huron, Érié et Ontario.

population canadienne en 1784.....113,000
---

## L'ARRIVEE DES LOYALISTES

Quand les États-Unis déclarent leur indépendance, un tiers de la population est contre. Ce tiers veut rester *loyal* à l'Angleterre. Le gouvernement américain leur enlève leurs droits de citoyens, on les chasse de leurs maisons. A la fin du conflit 100,000 Loyalistes quittent les États-Unis. Plusieurs rentrent en Angleterre, d'autres vont aux Antilles anglaises. 30,000 se retrouvent dans les provinces maritimes, 6000 au Québec. Ces derniers s'installent sur les rives nord du lac Ontario et Erié sur des terres riches avec des subventions importantes en guise de récompense pour leur fidélité au roi anglais. Aussitôt arrivés, ils ne veulent rien savoir des Canayens, leur tenure seigneuriale et leurs lois civiles françaises. Les Loyalistes exigent un district séparé avec la tenure et les lois anglaises. La métropole le leur accorde tout de suite. Pour eux, on va créer le Haut-Canada en taillant dans la *Province of Quebec*.

## CONSTITUTION DE 1791

Il *fallait* une nouvelle constitution parce que:

- 1-les Loyalistes voulaient un district à eux et une Assemblée.
- 2-les marchands de Montréal qui se trouvaient déjà maîtres de 90% de l'économie de la province voulaient eux aussi une Assemblée mais pas de division de la province qui les séparerait des Loyalistes.

Certains Canayens se rendirent compte après la guerre d'indépendance américaine qu'une Assemblée pourrait bien servir à les sortir de leur situation d'infériorité.

Pour leur part, le clergé et les seigneurs, étaient contre tout changement parce qu'ils étaient satisfaits du régime que leur faisait le Conquérant.

La Loi de 1791 divise la *Province of Quebec* en Haut-Canada et Bas-Canada avec entre les deux la frontière que l'on retrouve

aujourd'hui entre l'Ontario et le Québec. Le Haut-Canada est le district des Loyalistes, le Bas-Canada est la colonie des Canayens.

Un gouverneur général nommé par Londres préside à l'administration des deux Canadas.

Dans chaque Canada on retrouve un lieutenant-gouverneur nommé par Londres, un Conseil exécutif nommé par Londres, un Conseil législatif nommé par Londres, une Assemblée élue.

Le gouverneur a toujours des pouvoirs dictatoriaux. Le Conseil exécutif est composé de notables qui aident le gouverneur à gouverner. Le Conseil législatif est composé de notables qui doivent contrecarrer les décisions de l'Assemblée.

L'Assemblée dont les membres seront les députés élus, aura le droit de "suggérer" certaines lois.

Le gouverneur, le Conseil exécutif et le Conseil législatif représentent la classe noble et ses valeurs féodales et aristocratiques. L'Assemblée représente les intérêts de la classe bourgeoise, la classe commerçante qui se développe toujours et veut de plus en plus de pouvoir.

Le peuple, lui, n'a pas de voix propre. Il est à la remorque de la classe bourgeoise qui veut se servir de lui, de ses votes, pour accumuler des pouvoirs politiques.

## ELECTIONS DE 1792

Aux élections de 1792, dans le Bas-Canada, on élit 35 députés de langue française, 15 de langue anglaise, une disproportion incroyable quand on sait que les Anglais ne formaient que le quinzième de la population. Les élus étaient surtout des seigneurs, des avocats, des notaires et des marchands anglais. Peu d'habitants. A la première session, on discute de la langue à employer. La langue officielle sera l'anglais. Le français sera admis comme "langue de traduction".

D'autre part, au Conseil législatif, 9 membres sur 16 sont des notables anglais et au Conseil exécutif, 5 sur neuf.

Les Canayens se retrouvent donc dans une position d'infériorité même s'ils forment la majorité de la population. La "démocratie" anglaise qui pénètre dans la colonie avec la création de l'Assemblée ne doit servir que les intérêts des marchands anglais.

### **ET PENDANT CE TEMPS-LA, LA REVOLUTION FRANCAISE BAT SON PLEIN 1789 ET SUIVANTES**

Le Conquéreur surveille d'autant les Canayens à cette époque que la Révolution française secoue toute l'Europe et se fait sentir dans toutes les colonies. La bourgeoisie française est en train de renverser les vieilles structures féodales. Louis XVI est décapité, l'aristocratie perd ses privilèges et s'enfuit si elle ne se fait pas guillotiner, le Haut-clergé perd lui aussi ses privilèges et les curés doivent prêter serment à la Révolution sinon se faire mettre à la raison.

La rumeur qu'une flotte française révolutionnaire était en route vers le Saint-Laurent se répandit dans la province. L'agitation s'étendit. Des habitants tentèrent d'envahir les prisons de Montréal. Ils parlent de renverser le gouvernement. Un vaisseau chargé de 20,000 mousquets destinés à armer les Canayens est intercepté dans la Manche.

Le clergé, les seigneurs et le Conquéreur ont la frousse. En 1793, Mgr Hubert, bon roi-nègre, adresse une lettre à son clergé où il dit que "les liens qui les attachaient à la France ont été entièrement rompus, et que toute la fidélité et l'obéissance qu'ils devaient précédemment au Roi de France, ils les doivent, depuis ces époques, à Sa Majesté Britannique. C'était leur devoir d'éloigner les Français de cette province". L'année suivante, l'évêque signe avec d'autres notables un manifeste *loyaliste* condamnant "les attentats séditions dernièrement faits

par des personnes méchantes et malintentionnées en faisant circuler des écrits faux et inflammatoires, en excitant par de fausses nouvelles les craintes et les doutes de nos compatriotes contre les lois et le pouvoir du gouvernement”.

En 1796, Mgr Hubert écrit de nouveau à son clergé: “Mais comme il ne suffit pas que nous soyons loyaux et fidèles sujets, si les *habitants* confiés à nos soins se laissent séduire par des ennemis du repos et du bon ordre, et s'ils perdent de vue les règles de dépendance et de subordination que leur prescrit la religion chrétienne, et sur l'observance desquelles repose leur félicité particulière et le maintien général de l'harmonie qui doit régner entre les sujets et le souverain; nous croyons qu'il est plus que jamais de votre devoir de remonter aux peuples, soit dans des instructions publiques, soit dans des conversations particulières, combien ils sont étroitement obligés de se contenir dans la fidélité qu'ils ont jurée au Roi de la Grande Bretagne, dans l'obéissance ponctuelle aux lois et dans l'éloignement de tout esprit qui pourrait leur inspirer ces idées de rébellion et d'indépendance, qui ont fait depuis quelques années de si tristes ravages, et dont il est si fort à désirer que cette partie du globe soit préservée pour toujours”.

En 1794, l'abbé Plessis, alors curé de Québec, louait le Conquérant en ces termes aux funérailles de Mgr Briand. “Nation généreuse, ... nation industrieuse, ... nation compatissante qui venez de recueillir avec tant d'humanité les sujets les plus fidèles et les plus maltraités de ce royaume auquel nous appartenions autrefois, nation bienfaisante qui donnez chaque jour au Canada de nouvelles preuves de votre libéralité; non, non, vous n'êtes pas nos ennemis, ni ceux de nos propriétés que vos lois protègent, ni ceux de notre sainte religion que vous respectez. Pardonnez ces premières défaillances à un peuple qui n'avait pas encore le bonheur de vous connaître. . .”

Le Conquérant ne pouvait certainement pas trouver mieux comme roi-nègre.

Ce même curé Plessis, futur évêque (on voit bien pourquoi), alla jusqu'à prétendre que Mgr Briand considérait que la Conquête était un bienfait pour la religion catholique.

En 1799, l'Assemblée du Bas-Canada (marchands anglais et notables canayens) votent 20,000 livres sterling pour aider l'Angleterre contre la France. En 1801, notables canayens et clergé souscrivent aux fonds *patriotiques* pour aider les Anglais à vaincre la France.

Il est clair que notre élite d'alors était plus attachée à sa classe sociale qu'à sa mère-patrie. Notables et clergé préféraient obéir à un souverain étranger qui leur donnait la liberté d'exploiter le peuple sous le couvert du système seigneurial ou de la religion que de voir la bourgeoisie française soulever le peuple canayen contre eux.

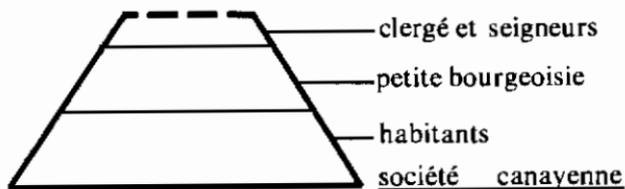
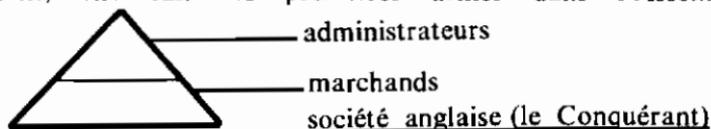
Les seuls Français que Londres laissa passer au Bas-Canada à cette époque furent une cinquantaine de prêtres qui fuyaient la France révolutionnaire et étaient tout heureux de s'installer ici pour prêcher contre les "sanguinaires «révolutionnaires»". Ils ne perdirent pas de temps. Ils aidèrent à ouvrir sept nouveaux collèges classiques de 1802 à 1832 et de nombreuses écoles archi-catholiques et archi-loyalistes pour endoctriner le peuple contre toute forme de rébellion ou de révolution qui contesterait le droit divin de nobles et du clergé à exploiter le peuple.

Malgré tout, un profond malaise persistait chez les habitants. Ceux-ci continuaient à élire les capitaines de milice dans chaque village comme ils l'avaient appris des Américains pendant l'invasion américaine de 1775-6. Cette forme primaire de démocratie populaire était le début d'une vague profonde qui contestait l'ordre établi et revendiquait des changements importants. Les habitants s'opposèrent à la loi militaire de 1794 qui instaurait un service militaire obligatoire. Ce sont les notables de l'Assemblée qui votèrent cette loi sous l'instigation du gouverneur Dorchester. Étaient exclus du service militaire obligatoire, le clergé, bien entendu, les juges et autres personnes "indispensables à la vie civile", c'est-à-dire les notables et leurs amis.

Les habitants s'opposèrent également à la loi des Routes de 1796 qui créait un réseau routier et un système de corvées, de cotisations et de pénalités pour les contrevenants. Les habitants refusèrent de se faire imposer routes, corvées et amendes. Des émeutes éclatèrent. Les agents du gouvernement se

firent casser la gueule. Les "meneurs" se firent arrêter. Et les lois furent appliquées.

Les seigneurs et le clergé avaient perdu la confiance des masses. Le clergé multiplia ses menaces d'excommunication. Les seigneurs, eux, se retirèrent progressivement de l'Assemblée et se réfugièrent dans les postes confortables et "rémunérateurs" des Conseils exécutif et législatif. Ce sont les membres des professions libérales, avocats, notaires et médecins, et certains habitants qui se firent élire à l'Assemblée. Ces membres des professions libérales commençaient à former à l'intérieur de la société canayenne une petite bourgeoisie. Cette petite bourgeoisie n'était ni commerçante ni possédante. Elle se voit comme l'élite du peuple canayen qui, comme les leaders de la révolution américaine, doit amener le peuple à rompre le lien colonial pour assumer ses destinées économiques et politiques. Elle s'inspire non seulement des Américains mais aussi des auteurs français comme Voltaire et Rousseau et des leaders de la Révolution française. Elle songe à instaurer au Québec un régime qui lui donnerait à elle le pouvoir politique pour pouvoir ensuite s'emparer du contrôle économique. En attendant, elle fait ses premières armes dans l'Assemblée.



## SITUATION ECONOMIQUE VERS LES ANNEES 1800

Le commerce des fourrures perd de son importance. C'est le commerce du bois qui vient maintenant en première place. Ce changement provient surtout de la demande qu'en fait la métropole britannique. En effet, l'Angleterre est en guerre contre Napoléon et ne peut pas s'approvisionner en bois dans les pays scandinaves à cause du blocus économique qu'il lui fait subir. Elle compte sur sa colonie canadienne pour cet approvisionnement et lui fait au tarif spécial ou préférentiel. La métropole enlève tout droit de douane au bois en provenance du Canada. C'est Québec qui est le port de chargement.

Mais dans ce commerce du bois, qui produit et qui fait l'argent?

La coupe de bois est faite par l'habitant tourné bûcheron. Il en retire un salaire de pitance. Assez pour subsister.

Ce sont les marchands anglais de Montréal qui se sont fait accorder (pour quelques pots-de-vin aux membres du Conseil) des concessions forestières immenses. Ils ont donc le produit brut, la matière première, pour rien. Tout ce qu'ils ont à déboursier c'est le salaire des bûcherons et le transport à travers l'Atlantique. Leurs acheteurs en Angleterre paient bien. Leurs profits ne se comptent pas.

D'autre part, les habitants font une culture de subsistance. Ils produisent dans les seigneuries ce qu'il leur faut pour manger et se vêtir.

## EDUCATION

Le clergé avait quelques écoles dans certaines villes mais elles n'existaient que pour préparer les "plus doués" au séminaire. La masse du peuple est maintenue dans une ignorance mé-

### CHAINE D'EXPLOITATION DU COMMERCE DU BOIS

	1 CANAYEN	2 COMMERCANT ANGLAIS	3 OUVRIER ANGLAIS	4 GOUVERNEMENT ANGLAIS
ACTIVITE	coupe le bois, le transporte	intermédiaire	construit les navires	achète les navires
TRAVAIL PRODUCTIF EN % RELATIF	60%	0%	40%	
PROFITS EN EN % RELATIF	5%	90%	5%	
CLASSE SOCIALE	prolétaire	bourgeois	prolétaire	

diévale. Le Conquérant trouve que ce n'est pas ainsi qu'on va assimiler les Canayens. En 1801, l'évêque anglican Mountain veut faire passer une loi établissant des écoles primaires gratuites avec des instituteurs anglais dans le but de "supprimer l'ignorance, stimuler l'industrie (c'est-à-dire la volonté de travailler) et confirmer la loyauté du peuple par l'introduction graduelle d'idées, coutumes, et sentiments anglais." Cette campagne d'anglicisation était menée par la "clique du Château" qui regroupait les administrateurs anglais et les seigneurs "vendus". Les commerçants anglais appuyaient bien entendu cette campagne. L'opposition vint d'abord des habitants eux-mêmes qui firent savoir à leurs "représentants" qu'ils n'avaient pas l'intention de se faire angliciser. Le clergé laissa passer le projet de loi sans dire mot quand on le modifia pour assurer l'indépendance des écoles confessionnelles et privées et laisser la population de chaque paroisse décider de la création des écoles anglaises.

## EVOLUTION DE LA SITUATION POLITIQUE AU DEBUT DU 19<sup>e</sup> SIECLE

Les administrateurs anglais, représentants du gouvernement anglais ici, concentrent en leurs mains tout le pouvoir. Les marchands anglais, d'autre part, voudraient bien au moins *partager* le pouvoir avec les administrateurs comme les bourgeois de la métropole anglaise le partagent à travers le Parlement avec le roi. Le seul moyen pour eux, c'est l'Assemblée (à peu près l'équivalent du Parlement anglais). Mais ils ne peuvent jamais avoir la majorité dans l'Assemblée puisque la grande majorité des députés sont des Canayens. Ils ont beau acheter tous les seigneurs qui veulent se faire élire, peine perdue. La majorité leur échappe toujours. De plus, c'est maintenant la petite bourgeoisie canayenne qui se fait élire et qui commence à mener du train. L'Assemblée se divise nettement en deux partis: le parti *Tory* qui rallie le gouverneur, les fonctionnaires et les marchands anglais

et les seigneurs vendus et, d'autre part, le *parti canadien* qui regroupe presque tous les députés canayens. Le clergé, pour sa part, ne se manifeste pas directement sur la scène politique. Il travaille toujours dans les coulisses. Dans le conflit qui s'annonce, il est bien entendu du côté du parti Tory.

En 1807, élections. Malgré sa victoire numérique, le parti canadien se sent menacé parce que certains députés ne peuvent pas venir siéger faute d'argent. Des députés du parti présentent un projet de loi qui indemniserait les membres de l'Assemblée qui viennent de loin. Le juge De Bonne (du parti Tory) combat cette proposition. Le parti canadien contre-attaque en votant un projet de loi qui exclue les juges de l'Assemblée. Le Conseil législatif bloque ce projet pour mater le parti canadien et le gouverneur déclenche des élections en espérant pouvoir jouer de son influence pour donner une majorité anglaise à l'Assemblée.

Le journal *Le Canadien* fondé en 1806 (les Anglais ont depuis longtemps deux journaux, le *Montreal Gazette* et le *Quebec Mercury*) entre dans la campagne et renverse tous les arguments des Anglais qui voudraient mettre les Canayens à la raison. Il fait comprendre à ses lecteurs que c'est la constitution de 1791 qui donne le droit aux Canayens d'élire des députés et le droit à ces députés de former un parti représentant les intérêts des Canayens. De plus, ce journal dénonce sans y aller par quatre chemins, l'alliance des donneurs de place (en particulier, le gouverneur) et les membres anglais de l'Assemblée. Il dénonce vertement la spéculation sur les terres publiques. En effet, le gouverneur permettait à ses amis de la "clique du château" de faire des profits incroyables sur la vente des terres neuves à des Anglais dont la présence pouvait contrecarrer la force des Canayens à l'Assemblée. Un exemple parmi d'autres: 4 Anglais avec des "connexions" obtinrent la concession de 2 millions d'acres dans les Cantons de l'Est. Ils firent de la publicité dans les journaux américains et revendirent les terrains à ces acquéreurs américains. Dès 1805, cette région était peuplée de 5,000 fermiers d'origine américaine qu'on encouragea à se multiplier vite pour noyer les Canayens et qu'on poussa dans l'Assemblée pour contrecarrer le parti canadien. Dans cet exemple flagrant, on voit comment le patronage donne toujours l'avantage aux business-

men anglais et comment, en même temps, le gouverneur anglais et les *businessmen* anglais agissent pour noyer les Canayens tout en respectant pour la forme la constitution libérale qu'ils disent avoir donné aux Canayens.

Le journal *Le Canadien* dit la vérité mais cette vérité est intolérable pour les Anglais. Le gouverneur Craig, nommé en 1807, parle de "publication séditieuse et diffamatoire, largement distribuée dans toute la province, exprès pour avilir le gouvernement de Sa Majesté en créant un esprit de mécontentement parmi ses sujets, en même temps que de la désunion et de l'animosité entre les deux partis existants".

Les élections redonnent une majorité au parti canadien qui se remet à voter l'expulsion des juges. Craig dissout l'Assemblée. De nouvelles élections en 1810 ont lieu et de nouveau la majorité revient au parti canadien. De nouveau le parti canadien vote l'expulsion des juges. Le Conseil législatif se sent obligé de l'approuver mais ajoute un amendement protégeant le juge De Bonne, le plus vendu des vendus, pour la durée de son mandat. L'Assemblée vote son exclusion. Craig n'en peut plus. Pour lui, l'Assemblée menée par sa majorité du parti canadien a dépassé les bornes. Il décrète la dissolution de l'Assemblée dès le lendemain. Quelques jours plus tard, il saisit les presses du journal *Le Canadien* et emprisonne l'imprimeur. Il remplit les rues de Québec de patrouilles armées et suspend le service des postes. Il fait emprisonner sans procès trois des fondateurs du *Canadien*, l'avocat Bédard, l'avocat Taschereau et le médecin Blanchet, tous trois membres de l'Assemblée. Il publie une proclamation où il dénonce des "semeurs de sédition" et se disculpe lui-même de tout acte d'oppression. Le peuple canayen n'est pas énervé par Craig. De nouvelles élections ont lieu. De nouveau, le parti canadien obtient la majorité et les Canayens ont réélu Bédard et Blanchet qui sont toujours en prison. Craig est furieux. Il expédie à Londres son secrétaire avec des suggestions pour la solution du problème canayen. En voici les principales:

- Il faut angliciser la province. On y parviendra en ayant recours à l'immigration américaine massive et en unissant le Haut- et le Bas-Canada. De cette façon, les Canayens seront complètement submergés.

- De plus, pour mater le parti canadien, il faudrait supprimer l'Assemblée. Si on ne supprime pas l'Assemblée, il faut exiger que chaque député soit propriétaire foncier et donner une plus grande représentation aux Cantons de l'Est qui sont, à cette époque, tout anglais.

- Pour garder le contrôle sur l'expansion de la religion catholique il faudrait que le gouverneur nomme les curés au lieu de laisser ce droit à l'évêque.

En somme, Craig répudiait la Constitution de 1791 et voulait retourner au régime de 1763.

Craig écrit dans sa dépêche à Londres que "la grande masse du peuple est complètement contaminée" et que les chefs du parti canadien "déclarent publiquement qu'on ne doit accorder confiance à aucun représentant de la couronne, ni les élire en Chambre. Ceux-ci, avec tous les Anglais en général, et leurs propres seigneurs, sont entièrement proscrits". Il ajoute: "Cet esprit d'indépendance, cette totale insubordination, cette liberté de conversation qui leur permet de répandre leurs idées de gouvernement telles qu'ils les apprennent de leurs chefs, tout cela qui s'est étonnamment accru pendant les 5 ou 6 dernières années, doit entièrement son origine à la chambre d'Assemblée, et aux intrigues qu'entraînent toutes les élections." Il exprime son mépris pour le peuple colonisé en disant qu'il trouve que c'est "absurdité, My Lord, que les intérêts d'une colonie certainement importante, qui engagent en partie ceux des organisations commerciales de l'Empire britannique, soient entre les mains de 6 petits boutiquiers, un forgeron, un meunier et quinze paysans ignorants qui sont membres de votre présente Assemblée; un docteur ou apothicaire, douze avocats et notaires et quatre personnes assez respectables pour au moins ne pas tenir boutique, avec dix membres anglais qui complètent la liste; il n'y a pas parmi eux une seule personne qui puisse être décrite comme un gentleman".

L'évêque anglican Mountain de son côté voit la domination catholique - papiste comme il l'appelle - s'étendre sur toute la population et cherche à influencer Londres pour que le gouvernement britannique réduise les pouvoirs de l'évêque catholique. Pour Mountain, le clergé, roi-nègre du Québec, semblait pren-

dre trop de liberté et de pouvoir pour lui-même et ne pas s'orienter suffisamment dans le sens du colonisateur.

Le gouvernement anglais entendit tout cela avec beaucoup d'intérêt mais jugea qu'il n'était pas temps de sévir contre les Canayens quand un nouveau conflit se dessinait avec les Américains. En usant de mesures répressives vis à vis les Canayens, ceux-ci pourraient bien se joindre aux Américains comme ils avaient été tentés de le faire pendant la guerre d'indépendance américaine en 1774-6.

De nouveau, les Canayens vont profiter de la menace américaine pour gagner du temps sur leur arrêt de mort. Les Canayens sont un peuple en sursis. Sa disparition est décrétée, mais un événement va lui permettre de nouveau de survivre "encore un bout de temps".

Quel est cet événement extérieur en 1812?

Le jeune peuple américain connaît une crise de croissance assez poussée. Il se sent fort et dynamique et veut étendre sa puissance le plus vite possible sur toute l'Amérique du Nord. Au sud, il veut s'assimiler la Floride qui est une possession espagnole; à l'ouest, il veut vaincre la résistance rouge et étendre ses frontières dans les plaines fertiles, au nord, il voudrait bien prendre le fleuve Saint-Laurent qui est une voie commerciale importante. L'ennemi, pour l'Américain, est l'Anglais qui est l'allié de l'Espagnol au sud, l'allié de l'homme rouge à l'ouest et le maître des Canadas au nord. Un incident naval amène les Etats-Unis à déclarer la guerre à la Grande-Bretagne.

En 1812, les Américains attaquent le Haut-Canada. Quelques engagements et de peu d'envergure, à Détroit, à Queenston. Retrait des troupes de chaque côté de la frontière.

En 1813, les Américains s'emparent de York (aujourd'hui Toronto) et brûlent une partie de la ville dont le parlement, c'est-

	1812
population blanche américaine. . . . .	7,500,000
population blanche canadienne (anglaise et canayenne). . . . .	.500,000

à-dire l'édifice qui abrite l'Assemblée du Haut-Canada. Deux défaites américaines suivent: à Châteauguay où de Salaberry devient un petit héros, et à Chrysler's farm, sur le fleuve Saint-Laurent dans le Haut-Canada.

En 1814, bataille à Lundy's Lane près de Niagara. Ni vainqueur, ni vaincu. Contre-attaque britannique violente par la baie de Chesapeake. Attaque contre la capitale, Washington, et incendie des édifices gouvernementaux. Les Américains finissent par repousser les envahisseurs anglais.

En 1817, le traité de Gand (en Belgique) rend à chacun les territoires conquis.

En 1818, l'Angleterre et les Etats-Unis fixent la frontière entre l'Amérique britannique et l'Amérique américaine au 49<sup>e</sup> parallèle du Lac des Bois aux Rocheuses.

Et les Canayens dans tout ça?

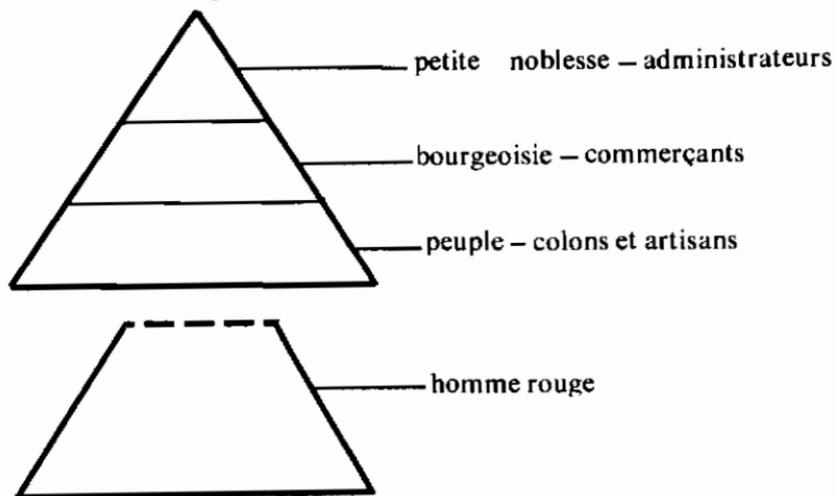
Prevost avait remplacé Craig comme gouverneur en 1811. Ce nouveau gouverneur, suisse huguenot (c'est-à-dire protestant), est très conciliant et ne cherche aucunement à provoquer les Canayens. Quand la guerre éclate, les Canayens n'ont pas envie de se joindre aux Américains parce qu'ils craignent les visées expansionnistes, impérialistes de cette jeune nation et n'ont pas de sympathie pour les frères de tous ces Américains qui sont venus s'installer dans les Cantons de l'Est pour les noyer. Pour les Canayens l'Américain est aussi un "maudit anglais." Le gouverneur va exploiter ce sentiment. Il demande au clergé de rallier le peuple canayen contre les Américains. L'Assemblée vote 928,000 dollars pour les dépenses militaires et une loi de milice qui permet d'enrôler 6,000 hommes. Salaberry recrute le premier régiment canayen, les Voltigeurs canadiens, en quelques jours.

Pour reconnaître la loyauté du clergé pendant la guerre, le gouvernement britannique ordonne à Prevost que "le traitement de l'évêque catholique de Québec (Mgr Plessis) soit dorénavant porté au montant recommandé par vous, soit 1,000 livres sterling par an, en témoignage de l'estime de Son Altesse Royale pour la loyauté et la conduite de gentilhomme qui occupe ce poste et de tous les autres membres du clergé catholique de la province."

## APRES LA GUERRE, REPRISE DE LA CRISE

Revoyons la situation dans les deux Canadas.

Dans le Haut-Canada, il y a une population blanche toute anglaise qui compte 125,000 âmes. On y retrouve les 3 classes: petite noblesse, bourgeoisie et peuple.

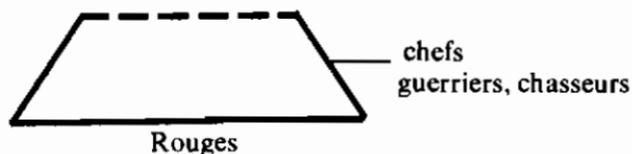
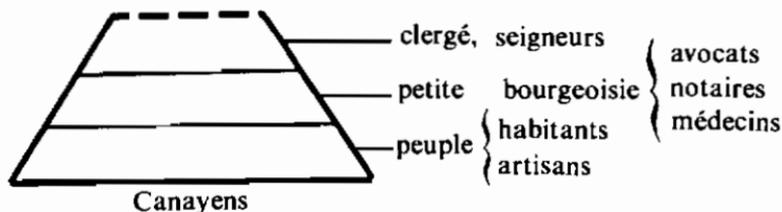
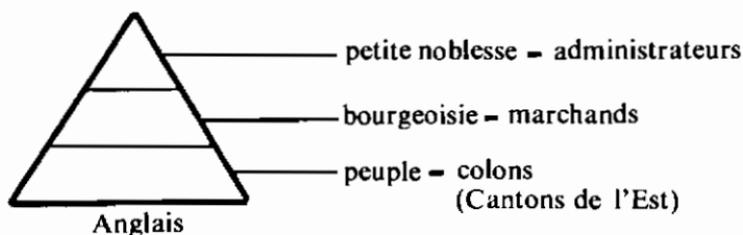


La petite noblesse qui comprend le gouverneur, le lieutenant gouverneur, l'évêque anglican et autres hauts fonctionnaires a le contrôle du Conseil exécutif et du Conseil législatif comme dans le Bas-Canada. Ce groupe se fait coller un nom: le *Family Compact*. C'est l'équivalent de la *Clique du Château* qu'on trouve dans le Bas-Canada. Ce sont les donneurs de place et les grands propriétaires fonciers.

La classe des commerçants, avocats et médecins se fait élire à l'Assemblée et revendique plus de pouvoir dans le gouvernement de la province. Elle critique vertement le *Family Compact* qui spéculé sur les terres, joue de patronage et gouverne en despote.

Le peuple, colons et artisans, considère la classe bourgeoise comme sa propre élite et l'appuie dans ses revendications.

Par contre, dans le Bas-Canada, la situation est plus complexe parce qu'il y a, de plus, l'affrontement de groupes ethniques. La population blanche comprend 420,000 âmes dont 80,000 Anglais et 340,000 Canayens.



A l'intérieur du groupe anglais, il y a conflit. Les marchands veulent plus de pouvoir et font pression sur les administrateurs pour l'obtenir. Ils sont très présents, quoique minoritaires, dans l'Assemblée, et poussent celle-ci à revendiquer plus de contrôle sur le gouvernement dans la mesure où cela sert leurs intérêts économiques.

Les colons anglais des Cantons de l'Est considèrent les marchands anglais comme leur élite et appuient ceux-ci dans leurs revendications.

A l'intérieur du groupe canayen, il y a conflit. La petite bourgeoisie conteste de plus en plus le rôle joué par les seigneurs et le clergé. Elle les considère de plus en plus comme des vendus, veut les remplacer comme leaders du peuple canayen et amener celui-ci à se débarrasser des Anglais, des seigneurs et du Haut-clergé. Cette petite bourgeoisie exploite à son profit toutes les ressources légales que lui offre l'Assemblée pour arriver à ses fins.

Le peuple, lui, écoute de plus en plus la petite bourgeoisie et va l'accepter comme élite dirigeante pour ensuite la dépasser dans l'action pendant la Rébellion de 1837-38.

Le conflit le plus important cependant est celui qui oppose Anglais et Canayens. Les Canayens refusent l'assimilation. Ils sont décidés à survivre comme peuple et exploitent les situations qui leur permettent de mettre la main sur des leviers de pouvoir.

Le point faible du Conquérant est l'institution qu'il a lui-même créé: le Parlement. Dans la métropole anglaise, la bourgeoisie a obtenu graduellement un certain contrôle du gouvernement. La bourgeoisie, élue au Parlement, a réussi à limiter les pouvoirs du roi et à assumer elle-même certains pouvoirs comme par exemple le contrôle des dépenses publics. Dans les colonies, la bourgeoisie anglaise a exigé les mêmes droits et a obtenu dans les deux Canadas l'équivalent du Parlement de la métropole, l'Assemblée. L'Assemblée est élue par le peuple et, à part les lois qu'elle peut suggérer au gouverneur et à son Conseil exécutif, a droit de taxation (taxes sur les ventes, douanes, permis de taverne).

Mais ce qui embête les Anglais dans le Bas-Canada c'est que l'institution que la bourgeoisie anglaise s'est donnée pour exercer un certain pouvoir se trouve dominée par le groupe majoritaire, les Canayens. Les Canayens sont majoritaires à l'Assemblée pour la simple raison que la population canayenne qui forme les 5/6 de la population blanche réussit toujours à faire élire une majorité des siens à l'Assemblée malgré

les manigances et les jeux de coulisse des Anglais pour influencer le vote.

Les Anglais ici sont pris à leur jeu "démocratique". On a vu comment le gouverneur Craig a essayé de mater les Canayens. Pas moyen. Les gouverneurs qui le suivent sont tous plus embêtés les uns que les autres. Prevost, Drummond, Sherbrooke, Richmond, qu'ils emploient la trique ou la carotte, ne réussissent pas à étouffer les poussées de la nation québécoise.

L'Assemblée a accumulé de l'argent des taxes qu'elle a levées. En 1795, elle en prête au gouverneur et à son Conseil exécutif pour que ceux-ci puissent payer les frais généraux d'administration. C'est que les dépenses de l'administration du gouvernement ont augmenté et que l'Angleterre n'a pas envie de combler les déficits. Cette situation donne un puissant levier à l'Assemblée. Le gouverneur et son Conseil exécutif deviennent son débiteur. Elle exige en retour pour les prêts qu'elle accorde, le contrôle des dépenses de la colonie, ce qui comprend non seulement les dépenses pour les routes, canaux, armée, etc., mais les *salaires* des membres des Conseils et des fonctionnaires. Evidemment, le gouvernement britannique refuse de lui accorder ce contrôle. Les gouverneurs ne savent pas comment s'y prendre pour obtenir l'argent qu'il leur faut pour boucler leur budget sans toutefois laisser l'Assemblée avec sa majorité canayenne exercer le contrôle sur les dépenses publiques. L'Assemblée cède de moins en moins volontiers. Chaque année elle se fait plus agressive et plus vigilante.

En 1820, le gouverneur Dalhousie essaie de faire passer le budget dans l'Assemblée en l'étudiant non pas en bloc mais par chapitre. Son idée est que les députés auront l'impression de vraiment avoir le droit de regard et voteront le budget assez facilement. Mais voilà que les députés découvrent peu après que 96,000 livres manquent et que c'est le procureur général, Caldwell, qui s'est servi dans le trésor public pour faire des spéculations sur les terres de la Couronne. (On voit où nos patroneux d'aujourd'hui ont appris à voler la population.) L'Assemblée hurle son indignation et réclame plus que jamais le droit de regard sur toutes les dépenses publiques.

Pour les Anglais, administrateurs, marchands et colons des Cantons de l'Est, la façon de donner le contrôle des finances à l'Assemblée sans le laisser dans les mains du parti canadien c'est de rendre les Canayens minoritaires à l'Assemblée. Mais comment faire? La solution: unir le Haut- et le Bas-Canada. Ils présentent un projet en ce sens au Parlement anglais: la colonie se diviserait en deux sections avec 60 députés chacune dans une seule Assemblée. Ils calculent que dans le Bas-Canada les Anglais éliraient une vingtaine de députés. Le Haut-Canada élirait 60 députés anglais. Ça ferait 80 députés anglais contre 40 Canayens. Ainsi les Anglais représentant une population anglaise de 200,000 auraient la majorité élue contre une population canayenne de 300,000 Canayens. La belle démocratie anglaise. L'art de fourrer les Canayens.

D'après ce projet, la seule langue officielle serait l'anglais. Et tout membre de l'Assemblée devrait avoir une propriété foncière d'au moins 500 livres sterling.

Le gouvernement britannique essaie de hâter l'adoption de ce projet de loi mais l'opposition au Parlement freine cet élan. Entre-temps, le projet vient aux oreilles des Canayens et les réactions sont vives, comme on peut bien l'imaginer.

Louis-Joseph Papineau, avocat, fils de notaire, (donc de la petite bourgeoisie) membre de l'Assemblée depuis 1808 devient le fer de lance de l'opposition canayenne. Son second est John Neilson, écossais imbu de sympathies radicales, qui avait fondé le *Quebec Gazette* en 1796, avait été élu à l'Assemblée en 1818 et se ralliait tout de suite au parti canadien.

Ces deux députés partent pour Londres avec une pétition réunissant 60,000 signatures. Le gouvernement britannique les reçoit bien, un comité parlementaire se forme et prépare son

	1820
population blanche des Etats-Unis. . . . .	9,637,000
population blanche du Bas-Canada. . . . .	420,000
population blanche du Haut-Canada. . . . .	125,000
population blanche des Maritimes. . . . .	200,000

rapport. Il recommande que le budget de la colonie soit sous le contrôle de l'Assemblée sauf le salaire du gouverneur, des membres du Conseil exécutif et des juges. Les juges ne doivent plus faire partie des Conseils.

On est en 1828. Le gouverneur Dalhousie est rappelé et remplacé par un homme plus conciliant, Sir James Kempt, qui approuve tout de suite la nomination de Papineau comme président de l'Assemblée. Le parti canadien (qu'on appelle aussi le parti populaire), a gagné une manche. Un calme momentané s'installe au Québec. Le gouverneur dans sa tactique de conciliation va jusqu'à proposer à Papineau et Neilson de devenir membres du Conseil exécutif. Ils refusent tous deux de se faire ainsi acheter.

Il est à remarquer que la puissance coloniale alterne systématiquement entre un gouverneur tyrannique et un gouverneur conciliant. Il ne faut pas être leurré par "l'erreur" de nommer un gouverneur tyrannique et la "bonne volonté" de nommer un gouverneur conciliant. Les deux font partie d'une stratégie de domination. C'est la technique de la carotte et du bâton. Si le bâton ne marche pas pour "gagner" les colonisés à être de bons colonisés, essayons la carotte, le bonbon. Si la carotte ne marche pas on pourra toujours revenir au bâton. Cette tactique, on l'a bien connue au Québec, surtout durant cette période où les Canayens ont combattu leurs oppresseurs avec acharnement.

En 1830, Aylmer devient gouverneur. Il est prêt à remettre le budget à l'approbation de l'Assemblée si celle-ci consent à ne pas prétendre à un droit de regard sur le salaire du gouverneur et des juges, et sur *certaines pensions*. L'Assemblée refuse, disant que ce n'est pas conforme au rapport de 1828. Neilson propose des résolutions modérées tandis que Papineau se montre plus radical. Cette divergence entre les deux chefs du parti canadien divise le parti entre *modérés* et *Patriotes*.

Aylmer modifie sa proposition, réduit le montant affecté aux salaires des gouverneurs, des magistrats et autres hauts fonctionnaires. Les Patriotes refusent de l'approuver. En fait, le gouvernement britannique vient d'accéder à toutes leurs demandes formulées depuis 1818. Mais pour les Patriotes, le combat ne fait que commencer. Pour eux, il ne s'agit pas de se satisfaire de ces

concessions de la part de l'autorité impériale. Il faut aller plus loin. Le peuple l'exige. Il faut devenir un Etat souverain. Le peuple canayen a droit à un Etat canayen. Pourquoi pas l'indépendance et la création de l'Etat du Québec qui négocierait des relations commerciales avec l'Empire? La petite bourgeoisie fonde la *Banque du Peuple* et boycotte la *Bank of Montreal* (la banque fondée par les marchands-bandits de Montréal John Molson et Peter McGill en 1817). C'est le devoir de l'Assemblée de restreindre le commerce des Britanniques dans le Bas-Canada et de limiter les profits des capitalistes anglais qui exploitent le peuple. La liberté politique d'un peuple dépend de son économie. Il faut limiter aussi la domination du clergé. Les Patriotes appuient fortement une motion qui mettrait les biens du clergé sous le contrôle des *conseils paroissiaux* élus par le peuple. Neilson, le modéré, est contre cette motion. C'est le protestant anglophone, qui pour ne pas donner le pouvoir au peuple québécois préfère favoriser le clergé catholique. C'est l'anglophone "modéré" qui donne du pouvoir à son roi-nègre, le clergé, au détriment du peuple qui veut sa libération. (Ce genre d'anglais "modéré", "libéral", notre ennemi masqué de son libéralisme, on le retrouve tout le long de notre histoire. On en trouve encore aujourd'hui qui sont sympathiques à notre cause pourvu qu'on "aille pas trop loin"). La motion est votée malgré le "modéré" Neilson, mais bloqué au Conseil législatif. Les notables anglais et Canayens vendus qui s'y trouvent travaillent comme Neilson pour garder le Québec dans un état colonial avec le clergé comme roi-nègre.

Les choses s'aggravent à une élection partielle à Montréal en 1832. Les Canayens manifestent. Les soldats anglais chargent la foule et tuent trois Canayens. Les deux officiers responsables de cette action sont acquittés et le gouverneur Aylmer approuve le verdict rendu. Les Canayens ragent et le journal *Le Canadien* exprime leur colère.

A la reprise de la session de l'Assemblée, les Patriotes votent une motion de censure contre le gouverneur et une autre motion qui rendrait le Conseil législatif électif. La session se termine sans vote sur le budget. Le gouverneur doit se servir de moyens illégaux pour payer son salaire et celui des autres notables de la clique du château. Il prend par exemple 47,000 livres sterling du revenu

net de 49,000 provenant des biens des Jésuites qui devaient être consacré à l'éducation selon le rapport de 1828.

La tension monte toujours. L'immigration qui amène au pays jusqu'à 50,000 Anglophones<sup>1</sup> par année irrite les Canayens qui comprennent que c'est pour les noyer, eux, dans une marée anglo-saxonne.

De plus, le choléra se déclare. Les Canayens sont certains que c'est l'Angleterre qui en est responsable en envoyant ces milliers d'immigrants dans des conditions hygiéniques douteuses. Dans la seule ville de Québec 3,000 personnes sont emportées par le choléra dans la seule année 1832.

A la session de 1832-33 de l'Assemblée, les mêmes conflits surgissent: le budget et la transformation du Conseil législatif en Conseil élu par le peuple. Aylmer bloque tout. De plus, la *British American Land Co.*, formée à Londres, achète 500,000 acres dans les Cantons de l'Est. Le gouverneur Aylmer songe à établir 600,000 Britanniques dans cette région et dans la région de l'Outaouais.

A la session de 1834, les Patriotes proposent 92 résolutions qui résumant les griefs et les revendications de l'Assemblée. Le Conseil législatif doit être élu. Le budget doit être contrôlé par l'Assemblée. L'Assemblée doit avoir tous les pouvoirs, privilèges et immunités qu'a le parlement britannique. Il s'y trouve des menaces d'indépendance de la province de Québec et d'annexion aux Etats-Unis.

Les 92 résolutions sont adoptées par l'Assemblée même si les modérés réformistes<sup>2</sup> comme Neilson votent contre.

Aux élections de 1834, les Patriotes, remportent une victoire écrasante tandis que tous les modérés réformistes comme Neilson perdent leur siège.

De plus, la situation économique est très mauvaise. On est au début d'une dépression. En 1833, il y a panique financière aux Etats-Unis qui a ses repercussions sur les transactions des

1- anglophones: des parlants-anglais. Cela comprend les Anglais et d'autres groupes à qui les Anglais ont imposé leur langue tels les Ecossais, les Irlandais, les Gallois.

2- réformiste: celui qui aime mieux de petites améliorations au système que des changements radicaux.

marchands anglais de Montréal. Papineau met ceux-ci au comble du désespoir quand il demande aux Canayens de boycotter les marchandises anglaises et de retirer leur dépôts dans les banques contrôlées par ces marchands. Les Canayens retirent leurs économies de la *Quebec Bank* et la *Bank of Montreal*. Les Tories (le parti anglais) se réunissent pour définir une stratégie qui anéantirait le parti canadien. Les Patriotes, de leur côté, se rappelant comment les tories ont fait appel à des "bouncers" pour intimider les électeurs aux dernières élections, savent qu'à cette réunion a été défini une stratégie où la violence physique serait systématisée. Eux-mêmes envisagent pour la première fois le recours aux armes. La ligne de démarcation est tirée. Les deux partis s'affrontent. Le conflit armé est inévitable.

## LE CONFLIT ARMÉ

Gosford remplace Aylmer en 1835. Il a comme mission d'enquêter sur la situation des deux Canadas, "de maintenir la paix et l'intégrité de l'empire, et d'agir en médiateur entre les partis". On lui a suggéré d'essayer de se concilier les modérés canayens, de les faire entrer dans le gouvernement pour neutraliser les Patriotes et les éliminer en douce. Diviser pour régner. Et toujours faire appel aux modérés quand on ne peut acheter les "rebelles".

La session de 1835 de l'Assemblée commence avec des appels de Gosford à la paix et la concorde. Papineau fait voter un budget de 6 mois seulement. Rien à faire. Les partis sont inconciliables. Gosford essaie toujours. Il dissout le *British Rifle Corps*, une bande armée d'Anglais de Montréal qui veulent défendre les "droits" des Anglais qui ne peuvent compter sur l'armée britannique parce que la métropole est trop conciliante. Un équivalent contemporain de cette petite armée est l'O A S durant la guerre d'Algérie de 1954-62. L'OAS (Organisation de l'Armée Secrète) regroupait les Français colonialistes d'Algérie qui voulaient gar-

der l'Algérie française et nier aux Algériens leur droit à l'indépendance et à la souveraineté.

Les tactiques de "modération" de Gosford réussissent jusqu'à un certain point. Le Patriote Bédard et quelques autres rejoignent les rangs des modérés réformistes de Neilson. Gosford avait réussi à réduire la majorité des Patriotes à une seule voix quand les Patriotes apprirent, grâce à MacKenzie, un rebelle du Haut-Canada, que Londres dans ses instructions à Gosford, disait en toutes lettres qu'il fallait se servir de la conciliation pour anéantir le parti canadien et assimiler les Canayens. Les Patriotes se ressaisirent.

La session spéciale de 1836 convoquée par Gosford dure 12 jours et n'amène rien que la confirmation du conflit. Les marchands anglais de Montréal multiplient leurs attaques verbales contre les Canayens et appellent la confrontation armée.

Les récoltes sont mauvaises. Le chômage augmente. La dépression économique ne semble pas vouloir finir. L'Angleterre elle-même est gravement touchée par la crise et ne peut donc relever l'économie de sa colonie pour calmer les "rebelles".

En 1837, Lord Russell soumet ses recommandations pour la "solution" au problème du Canada: pas de Conseil législatif électif; pas de Conseil exécutif responsable à l'Assemblée; advenant le refus de l'Assemblée de voter le budget, le contrôle du budget par le gouverneur; la confirmation du titre légal de la *British American Land Co.*

Les Patriotes s'organisent, systématisent leur action. Ils organisent des assemblées populaires dans les villes et villages. A St-Ours sur le Richelieu, une assemblée de 1,200 adopte 12 résolutions préparées par le Comité Central Permanent des Patriotes qui dénoncent le gouvernement britannique comme un "pouvoir oppresseur" et le "machiavélisme" du colonialisme britannique depuis la Conquête. La 5e résolution reconnaît l'amitié des Etats-Unis. La 7e considère que les Canayens ne sont "plus liés que par la force" au gouvernement anglais. La 8e ordonne le boycottage des articles importés tels le thé, le ta-

---

1- machiavélisme: exploitation de tous les moyens possibles pour arriver au pouvoir et le maintenir.

bac, les rhums, les vins, et commande la consommation de produits fabriqués au pays par des compatriotes. Cette même résolution *légalise* la contrebande. La dixième demande à tous les Canayens de se rallier "autour d'un seul homme", Papineau, et de créer le "tribut Papineau", genre de taxe prélevée par les Patriotes pour la lutte contre l'opresseur.

*La Minerve*, journal des Patriotes et le *Vindicator*, journal des Irlandais sympathisants, diffusent largement ces résolutions. Gosford interdit les assemblées populaires des Patriotes mais elles continuent. D'autre part il aide le parti anglais à organiser les siennes qu'il appelle "assemblées constitutionnelles". La répression commence.

Gosford appelle le roi-nègre pour qu'il joue de son influence sur le peuple en révolte. Mgr Lartigue rappelle à son auditoire composé surtout de curés lors du sacre de Mgr Bourget, "qu'il n'est jamais permis de se révolter contre l'autorité suprême ni de transgresser les lois du pays; qu'ils ne doivent point absoudre dans le tribunal de la pénitence quinconque enseigne que l'on peut se révolter contre le gouvernement sous lequel nous avons le bonheur de vivre, ou qu'il est permis de violer les lois du pays, particulièrement celle qui défend la contrebande". Le clergé qui nous a tant répété que c'est grâce à lui qu'on a survécu, manifeste de nouveau en 1837 qu'il est *contre* la libération du peuple et *pour la domination coloniale*. *L'Ami du peuple* est le journal anti-patriote qui va être le porte-parole du clergé durant la Rébellion.

A l'été de 1837, la reine Victoria monte sur le trône anglais. Dans toutes les églises du Québec on chante le *Te Deum* mais partout les églises se vident quand les curés entonnent ce "chant de joie et d'allégresse".

Gosford convoque l'Assemblée au mois d'août pour tenter encore la "conciliation".

Les Patriotes refusent toute tentative du genre. Gosford dissout l'Assemblée.

De jeunes patriotes, André Ouimet, Amédée Papineau, (fils de Louis-Joseph), et Thomas Brown (né au Nouveau-Brunswick et élevé aux Etats-Unis) organisent un groupe para-militaire,

les *Fils de la Liberté*. Les Anglais se regroupent dans l'association para-militaire du *Doric Club*.

Les Patriotes poussent l'organisation d'institutions parallèles. Le comité des Deux-Montagnes décide d'élire ses propres juges de paix et l'assemblée d'habitants le fait effectivement le 15 octobre. Pour le journal anti-patriote le *Populaire*, "la Révolution commence!". Le 23 octobre, assemblée de 5,000 personnes à St-Charles.

A cette assemblée le leader commence à flancher. Papineau conseiller de ne pas recourir aux armes. Pour lui, la lutte doit demeurer "constitutionnelle" et le plus loin qu'il faut aller, c'est le boycottage des produits anglais. Le docteur Wolfred Nelson, petit bourgeois anglais qui s'était rallié aux Patriotes, réplique "que le temps est arrivé de fondre nos plats et nos cuillers d'étain pour en faire des balles". L'Assemblée populaire demande aux citoyens des six comtés du Richelieu d'élire leurs juges et leurs officiers de milice. Le lendemain, les délégués demandent la réunion d'une Convention, c'est-à-dire d'une Assemblée élue qui rédigerait une nouvelle constitution pour le Québec.

A Montréal, les *Fils de la Liberté* prêtent serment de fidélité à la patrie, de vaincre ou mourir.

En même temps, dans un autre quartier de Montréal, Peter McGill préside un rassemblement *constitutionnaliste* anti-patriote.

Mgr Lartigue publie une lettre pastorale qui appuie à fond Gosford et met en garde tout catholique contre la complicité avec les "rebelles". Cette lettre provoque des manifestations à travers la province. A Montréal 1,200 Patriotes défilent devant la cathédrale St-Jacques; à Chambly, Mgr Bourget se fait huer sur les perrons d'églises, les Patriotes chantent la *Marseillaise* et se disent que l'attitude réactionnaire du clergé va hâter la révolution. Mgr Lartigue a la frousse et offre sa démission à Rome. Le système de propagande du clergé continue de prêcher la fidélité au roi d'Angleterre, le respect des lois, en d'autres mots, la soumission à la puissance coloniale.

*Le Canadien*, le journal qui avait appuyé la lutte des Canayens devient de plus en plus anti-patriote. Il est dans les mains d'Etienne Parent qui défend maintenant la position des évêques. C'est

la *Minerve* qui est l'organe des Patriotes à Montréal et le *Libéral* (journal bilingue) dans la ville de Québec.

Les Patriotes identifient avec précision leurs ennemis: les marchands anglais, les seigneurs, le clergé et les chouayens (les canayens vendus aux Anglais).

Le 6 novembre, des membres du *Doric Club*, l'organisation para-militaire des Anglais, veulent "étouffer la rébellion dans l'oeuf" et attaquent les *Fils de la Liberté* au sortir d'une de leurs réunions. Ceux-ci se défendent tant bien que mal mais le nombre favorise leurs adversaires. La bande d'Anglais gagne la bagarre et va saccager l'imprimerie du *Vindicator*, le journal anglais pro-patriote du docteur irlandais O'Callaghan puis s'attaque à la maison de Papineau. Les autorités font patrouiller les rues par des gardes armées qui ménagent la bande du *Doric Club* et surveillent les *Fils de la Liberté*. Gosford vient d'écrire à Londres pour demander l'autorisation de suspendre la loi de l'*habeas corpus*,<sup>1</sup> de proclamer la loi martiale.<sup>2</sup> Il appelle des renforts des Provinces Maritimes et du Haut-Canada. Des régiments volontaires composés d'Anglais violemment anti-patriotes sont recrutés à Montréal, Québec et dans les Cantons de l'Est. Sir John Colborne est le commandant en chef de l'armée de répression. Le 12 novembre, toute assemblée et tout défilé sont interdits. Le 16 novembre, des mandats d'arrêt sont lancés contre 26 Patriotes qu'on accuse de trahison. Papineau, O'Callaghan, Desrivières, T.S. Brown, Ovide Perreault fuient vers le Richelieu. André Ouimet, président des *Fils de la Liberté*, est pris et jeté en prison. Le même jour la *Montreal Volunteer Cavalry* envoyé de St-Jean pour arrêter le docteur Davignon et le notaire Demaray, tombe dans une embuscade entre Chambly et Longueuil dressée par des Patriotes commandés par Bonaventure Viger et le docteur Timothée Kimber, chefs locaux du mouvement. Les Patriotes tirent, la *Montreal Volunteer Cavalry* s'enfuit en abandonnant Davignon et Demaray.

---

1- *habeas corpus*: loi qui empêche l'emprisonnement prolongé sans que l'individu emprisonné passe devant un juge.

2- *loi martiale*: pouvoirs dictatoriaux que se donne le gouvernement en temps de crise pour réprimer systématiquement la révolte. C'est la justification légale que se donne un gouvernement pour écraser les soulèvements populaires.

Première victoire patriote. On s'organise. On se regroupe, on s'arme du mieux qu'on peut. A St-Denis c'est le docteur Wolfred Nelson qui commande la troupe patriote. A Montréal, c'est T.S. Brown.

Colborne a un bon service d'espionnage grâce aux Chouayens, les vendus. Il connaît les déplacements des Patriotes. Il expédie le lieutenant-colonel Wetherall avec un régiment d'infanterie, une troupe de *Montreal Volunteer Cavalry* et deux canons pour établir la jonction à St-Denis avec le colonel Gore, commandant 5 compagnies de réguliers, une troupe de cavaliers volontaires et un canon qui devaient partir de Sorel. La nuit du 22 novembre Gore s'éloigne de la route pour éviter St-Ours qui est aux mains de Patriotes. L'attaque-surprise qu'il devait faire sur St-Denis en pleine nuit devient une attaque en plein jour avec des soldats épuisés et gelés contre un St-Denis prêt pour le combat. Pendant 5 heures, le lutte est acharnée. Les Patriotes tuent 6 soldats et en blessent 18 autres. Gore se retire à Sorel. Il compte ses soldats. Il lui en manque 117. Où sont-ils passés? Les Patriotes comptent onze morts et sept blessés. Le jeune George-Etienne Cartier (qui vendra le Québec à Ottawa plus tard) est parmi les Patriotes qui combattent avec le plus d'acharnement. Où est Papineau, le "chef de Rébellion"? Il est parti dès le début du combat pour St-Hyacinthe avec O'Callaghan. De là, ils doivent s'enfuir aux Etats-Unis.

Papineau était contre le soulèvement armé. Quand le soulèvement armé a lieu malgré ses protestations, il ne sait pas assumer le leadership du mouvement révolutionnaire. Le peuple, lui, a compris que le pouvoir est au bout du fusil. Le peuple a compris que seule la révolution armée peut libérer le peuple québécois du colonialisme anglo-saxon. La logique de l'habitant est simple et puissante: "Nous sommes opprimés par une classe d'exploiteurs anglais et leurs valets, les seigneurs et le clergé. Cette classe se sert de l'armée pour maintenir sa domination sur le peuple québécois. La seule façon de renverser la classe d'oppressés est la lutte armée. Aux armes, Patriotes". Papineau, lui, n'a pas compris cette argumentation simple. Sa logique est plus tortueuse. Il croit que l'Anglais est un oppresseur. Mais il croit aussi que l'Anglais oppresseur cessera d'être un oppresseur si on

fait des déclarations éclatantes où on le menace de boycottage économique et de séparation avec annexion aux Etats-Unis. Papineau ne comprend pas la nature de l'impérialisme, de la domination colonialiste. Il croit aux Anglais et au "gentlemen's agreement". Il ne comprend pas que la libération d'un peuple soumis à un colonialisme économique ne peut se faire que par la lutte armée. C'est que Papineau est un bourgeois et le demeure. Comme bourgeois, il demeure un "gentleman", un homme avec qui on peut s'entendre si on sait lui accorder les privilèges de "gentleman". En somme, Papineau ne veut pas vraiment une révolution qui amènerait l'habitant au pouvoir. Il veut une évolution qui donnerait à la petite bourgeoisie canayenne les mêmes droits et privilèges que possèdent les bourgeois britanniques et les bourgeois américains. En réalité il veut une révolution française au Québec, une révolution bourgeoise mais sans recours aux armes.

Cette trahison de Papineau à la cause du peuple québécois va amener une scission au sein du mouvement patriote et l'affaiblir d'autant. Le chef s'enfuit. Comment poursuivre la lutte? Il faudra improviser.

A St-Charles, les Patriotes, sous le commandement de T.S. Brown, fortifient le manoir du seigneur Debartzch qui s'est réfugié à Montréal. Ils sont 200 hommes avec une centaine de fusils en mauvais état.

Ici, il faut critiquer les Patriotes pour leur manque de stratégie militaire. Ils pensent en termes de places fortes, de batailles rangées à la Napoléon. Ils s'enferment dans des manoirs (comme à St-Charles) ou dans des églises (comme à St-Eustache un peu plus tard) et deviennent des cibles parfaites pour l'armée colonialiste bien armée, bien équipée, bien ravitaillée. Il aurait fallu au contraire adopter la stratégie de la guérilla<sup>1</sup> qui, 25 ans plus tôt, avait réussi aux Espagnols tout autant qu'aux Russes quand la grande et invincible armée de Napoléon avait envahi l'Espagne en 1808 et la Russie en 1812. Les Patriotes étaient chez eux, tous les habitants étaient des patriotes. Ils tenaient le pays. Par contre, l'ar-

---

1- guérilla: mot espagnol qui veut dire: petite guerre. C'est la stratégie de l'attaque-surprise et l'embuscade par des petites bandes armées contre l'armée du régime à abattre.

mée anglaise était en territoire étranger, en territoire hostile. Il aurait fallu que les Patriotes sortent des villages, se fendent dans le décor et harcèlent systématiquement, à petits coups durs et cuisants, la troupe colonialiste pour la démoraliser, la décimer et la détruire. Un an de guérilla contre les colonialistes anglais et le Québec se libérait du colonialisme et de l'impérialisme britanniques. La stratégie de guerre classique a mal servi les Patriotes.

Le 24 novembre, Wetherall avance sur St-Charles, bien équipé, avec des renforts. Bonaventure Viger avec un petit groupe ralentit son avance en détruisant les ponts et attaquant les pelotons de reconnaissance (Viger semble être le seul patriote à avoir une notion de la guérilla comme il l'a déjà manifesté le 16 novembre à Longueuil). Wetherall incendie le village et se concentre sur le manoir. Il envoie le message classique aux assiégés. Il leur fait dire que s'ils se dispersent ils ne seront pas molestés. Brown donne une réponse classique et quelque peu ridicule. Il offre libre passage aux troupes anglaises vers Sorel si elles consentent à déposer leurs armes. Wetherall attaque le manoir avec des pièces d'artillerie puis lancent ses troupes la baïonnette au clair. Le manoir est vite nettoyé. Viger s'échappe en traversant le Richelieu à la nage. Brown tente de rallier ses troupes mais inutilement. Il s'enfuit vers St-Denis. La bataille était très inégale: 2 soldats coloniaux contre un Patriote. Bilan du combat: Patriotes tués:40; blessés: 30; prisonniers: 30; troupes colonialistes tués: 3; blessés: 18.

Wetherall rentre à Montréal en triomphe avec les prisonniers et le mât de la liberté de St-Charles.

Le 1er décembre Gore retourne à St-Denis, lieu de sa défaite. Tout est paisible. Les Patriotes combattants ont déserté le village. Il découvre dans le Richelieu le corps d'un soldat anglais que les Patriotes avaient fusillé quand, prisonnier, il avait tenté de s'échapper. La furie anglaise se déchaîne. Ses soldats profanent l'église, pillent et incendient le village où les habitants avaient pris grand soin de soldats anglais blessés et laissés en arrière après la bataille de la semaine précédente.

Les chefs patriotes réfugiés aux Etats-Unis reçoivent un accueil chaleureux mais l'appui qu'ils sollicitent demeure purement verbal. Les Patriotes tentent un retour à partir du territoire améri-

cain le 6 décembre avec une troupe de 200 hommes. Ils comptent rallier des volontaires. Mailhot et Bouchette commandent la troupe. Les *Missisquoi Volunteers* sous le capitaine Kemp les refoulent au-delà de la frontière. Bouchette est blessé et fait prisonnier. Entre temps, Wolfred Nelson et Bonaventure Viger se sont fait prendre et incarcérés à Montréal. Pendant les mois qui vont suivre les Patriotes exilés aux Etats-Unis vont être divisés en deux tendances bien distinctes: Papineau qui parle de paix et de conciliation, et d'autre part, le docteur Robert Nelson (frère de l'autre), le docteur Côté, Rodier, Mailhot, Gagnon et Duvernay (qui avait fondé la Société St-Jean-Baptiste en 1834) qui, eux, veulent pousser la lutte armée jusqu'à la victoire finale.

Il faut mentionner ici le rôle de vendu que joua durant cette époque Hippolyte Lafontaine qui, aussitôt que le conflit devint sérieux, se retourna contre les Patriotes, passa son temps à supplier Gosford de convoquer une Assemblée "modérée", essuya un refus, partit pour Londres pour y faire la même requête et s'enfuit à Paris quand on lança un mandat d'arrêt contre lui. Ce petit bonhomme jouera un rôle important comme roi-nègre après la répression.

Le 5 décembre, Gosford décrète la loi martiale. Les têtes des leaders patriotes sont mis à prix. Les habitants sont sommés de rendre leurs armes. Les autorités comptent sur l'Eglise comme force d'apaisement. Les curés n'avaient pas besoin d'encouragement. La chaire et le confessionnal étaient remplis des menaces de l'enfer contre les Patriotes et leurs sympathisants. Il y eut cependant un ou deux curés qui sympathisèrent avec les Patriotes mais ils furent vite relevés de leurs fonctions. Mgr. Bourget, coadjuteur de Mgr Lartigue, évêque de Montréal, avait lui aussi des sympathies patriotes mais ne les manifesta pas.

Au nord de Montréal, les Patriotes s'organisent. Le 29 novembre, le docteur Jean Chénier et Amury Girod, agronome et aventurier suisse, mènent 200 Patriotes dans les magasins de la Hudson's Bay Co. à la mission indienne d'Oka où ils s'emparent de fusils, de munitions et d'un petit canon. A St-Eustache ils établissent leur quartier-général dans un couvent nouvellement construit. Le curé Paquin, anti-patriote mordu, les dénonce violemment. Chénier le met en résidence surveillée. Le curé Chartier de la paroisse

se de St-Benoit appuie à fond les Patriotes. Girod rassemble 1,000 hommes, irlandais et canayens, mais ils n'ont aucune discipline. Ce sont querelles et beuveries au lieu d'exercices d'entraînement.

Le 13 décembre, Colborne avance contre St-Eustache avec 3 régiments de réguliers, 2 de cavalerie volontaire ainsi que de l'artillerie: 2,000 hommes bien équipés.

Le 14 décembre, il arrive à St-Eustache où 250 Patriotes se sont réfugiés dans l'église, le presbytère, le couvent et la maison de Scott, anglais sympathique à la cause. Les canons endommagent la façade de l'église. Les soldats mettent le feu à l'arrière de l'église et au presbytère. Les Patriotes sautent par les fenêtres et se font abattre les uns après les autres. Chénier et 70 autres Patriotes subissent ce sort. Des dizaines d'autres brûlent dans l'église. Cent Patriotes sont fait prisonniers. L'ennemi a un soldat de tué et neuf de blessés. Girod a fui à St-Benoît et se suicide 4 jours plus tard. L'abbé Chartier s'enfuit aux Etats-Unis. L'armée colonialiste incendie et pille le village puis le lendemain fait de même à St-Benoit qui offrait pourtant aucune résistance. Tout le long de son retour à Montréal, l'armée brûle toutes les fermes sur son passage.

## 1838

Le 10 février, le Parlement britannique suspend la constitution du Bas-Canada et nomme Lord Durham gouverneur général et haut-commissaire pour enquêter sur la Rébellion. Durham est le fils d'un riche propriétaire de mines de charbon et un des leaders des whigs<sup>1</sup> réformistes. Il arrive avec une suite royale nombreuse. Il commence par dissoudre le Conseil spécial que Colborne avait institué quand il avait remplacé Gosford malade et découragé.

---

1- whigs: Parti politique à tendance libérale qui regroupait vers les 1830 la bourgeoisie industrielle montante.

Les chouayens et les modérés sortent de leurs cachettes pour rendre hommage au nouveau gouverneur. Etienne Parent publie dans *Le Canadien* un poème élogieux écrit par François-Xavier Garneau.

Premier problème de Durham: que faire des Patriotes emprisonnés? Un procès avec jury canayen les acquitterait. Avec un jury anglais ce serait leur condamnation à mort. Il décide de se passer de procès. Il obtient de 8 Patriotes, dont Wolfred Nelson, Bouchette et Bonaventure Viger, une lettre où ils s'en remettent à sa merci. Il les exile aux Bermudes. 16 autres leaders enfuis reçoivent l'interdiction de revenir au Canada, dont Papineau, O'Callaghan, Robert Nelson, Rodier, Brown, Duvernay, Chartier, Gagnon, Cartier, les deux John Ryan, Perreault, Demaray, Davignon et Gauthier. Les autres prisonniers sont libérés sous condition de bonne conduite.

Durham fait son enquête et rédige son rapport. Voilà qu'entre temps la nouvelle des mesures prises contre les prisonniers politiques arrive en Angleterre et agite le gouvernement et les Lords qui trouvent que la condamnation sans procès va à l'encontre de la tradition anglaise. Quand Durham apprend cette réaction il s'en offense et décide de quitter le Canada. Le 3 novembre, 5 mois après son arrivée il rentre en Angleterre.

Pendant tout ce temps, les Patriotes réfugiés aux Etats-Unis, sont très actifs. Robert Nelson a déjà proclamé la République du Bas-Canada le 28 février 1838. Le document décrète l'indépendance du Bas-Canada (le Québec); la séparation de l'Eglise et de l'Etat; la suppression de la dime; l'abolition des redevances seigneuriales; la liberté de la presse; le suffrage universel pour hommes y compris les hommes rouges, le scrutin secret; la nationalisation des terres de la couronne et celles de la *British American Land Co.*; l'élection d'une Assemblée constituante; l'emploi des deux langues dans les affaires publiques. Robert Nelson est le président du *Gouvernement Provisoire du Bas-Canada*.

Nelson et Côté fondent une armée de Libération appelée les *Frères Chasseurs* qui s'organise dans les états américains frontaliers et préparent l'invasion du Canada. On dit que cette

armée à la collaboration de 200,000 personnes au Canada et aux Etats-Unis.

Avant son départ, Durham parle "d'élever la Province du Bas-Canada à un caractère profondément anglais, d'élever les institutions défectueuses du Bas-Canada au niveau de la civilisation et de la liberté anglaises, de faire disparaître tous les obstacles au progrès de l'entreprise anglaise de cette province, de toucher aux anciennes lois et coutumes, tout comme aux abus profondément enracinés". Cet avant-goût de son rapport provoque des réactions violentes. Tous les Canayens peuvent y lire leur extinction nationale. Les modérés comprennent enfin que les extrémistes ont raison et beaucoup se joignent à ces derniers. Le clergé qui voit sa propre disparition si les Canayens disparaissent, revise quelque peu ses positions. Mais cela n'empêche pas la presse patriote d'accuser Mgr Lartigue de haute trahison envers la nation canayenne. Celui-ci se réfugie à Québec de peur de se faire juger et pendre par un tribunal du peuple. Il offre de nouveau sa démission à Rome.

L'armée de Libération prévoit une invasion pour le début de novembre et compte sur des soulèvements populaires à travers tout le Bas-Canada. Québec, Sorel, Chambly, Montréal doivent se soulever mais seul le sud-est de Montréal répond à l'appel. 400 hommes s'emparent du manoir de Ellice (marchand anglais) à Beauharnois. 150 hommes prennent le bateau-vapeur *Henry Brougham* près de Lachine. Les Patriotes de Chateauguy désarment les loyalistes écossais et essaient de prendre les armes des Iroquois de Caughnawaga mais ceux-ci les font prisonniers. A St-Charles, St-Denis et St-Ours, les Patriotes attendent les chefs et les armes promises. Ils attendent en vain et se dispersent.

Le 4 novembre, à Napierville, Nelson rejoint Côté et 3,000 Patriotes rassemblés. Les armes à leur disposition: 250 fusils, des piques, des fourches et des bâtons pointus. Côté essaie d'aller récupérer une cargaison d'armes qui l'attend sur la frontière mais en est empêché par un détachement de loyalistes volontaires.

Le 8 novembre, Colborne qui remplace Durham s'avance contre Nelson avec une armée de 6,000 hommes. Nelson l'attend à

Odelltown près de la frontière avec 1,000 hommes. La garnison loyaliste du village le met sur la défensive. Des partisans se mutinent. Le 9, Nelson s'enfuit au-delà de la frontière, ses hommes se retirent à Napierville en laissant 50 morts et 50 blessés. Colborne entre le lendemain à Napierville. Les Patriotes fuient, pourchassés par les troupes. En même temps, les *Glengary Volunteers*, écossais d'Ontario, dispersent les Patriotes à Beauharnois et brûlent le village. Toutes les maisons des Patriotes connus sont incendiées.

Colborne avait proclamé la loi martiale le 4 novembre et suspendu l'*habeas corpus*. Le 19 novembre, Colborne a 753 prisonniers. On les passe devant la cour martiale,<sup>1</sup> Pas d'avocats canadiens. 99 sont condamnés à mort. Adam Thom du *Montreal Herald* réclame des exécutions tout de suite. D'après lui, "il serait ridicule d'engraisser cela tout l'hiver pour le conduire plus tard à la potence". Colborne ordonne l'exécution publique de 12 Patriotes devant la prison de Montréal au Pied-du-Courant (angle des rues Notre-Dame et DeLorimier).

Les Patriotes exécutés par le dictateur Colborne sont:

- Joseph-Narcisse Cardinal, notaire et député, 30 ans, marié, 5 enfants.
- Joseph Duquette, étudiant en droit, 22 ans, célibataire.
- Pierre Théophile Decoigne, notaire, 27 ans, marié, 2 enfants.
- François-Xavier Hamelin, cultivateur, lieutenant de milice, 23 ans, célibataire.
- Jacques Robert, cultivateur, capitaine de milice, 54 ans, marié, 5 enfants.
- Ambroise Sanguinet, cultivateur, 38 ans, marié, 2 enfants.
- Charles Sanguinet, cultivateur, 36 ans, marié, 2 enfants.
- Amable Daunais, cultivateur, 21 ans, célibataire.
- François-Marie Thomas Chevalier de Lorimier, notaire, 30 ans, marié, 3 enfants.
- Pierre-Rémi de Narbonne, peintre et huissier, 36 ans, marié, 2 enfants.
- François Nicolas, instituteur, 44 ans.

---

<sup>1</sup>- cour martiale: tribunal militaire qui d'*habitude* ne juge que les soldats et officiers coupables de désertion, espionnage et autres délits du genre. Les juges de cette cour sont des militaires. Il n'y a pas de jury.

- Charles Hindelang, d'origine française, militaire, 29 ans, célibataire.

Des autres condamnés, 58 sont déportés aux colonies pénitentiaires d'Australie,<sup>1</sup> 2 sont bannis du pays, 27 libérés sous caution.

Les Tories gueulent pour voir couler plus de sang patriote. Les Canayens murmurent contre la "tyrannie assoiffée de sang" de Colborne.

Il faut remarquer que les exécutés n'étaient pas parmi les chefs de la Rébellion mais de simples militants. Le tyran Colborne se disait qu'il fallait en exécuter pour "faire des exemples". En même temps, il craignait qu'en exécutant des meneurs, l'indignation populaire soit violente. En exécutant des inconnus, il concilierait les deux facteurs.

Papineau, pour sa part quitte les Etats-Unis pour la France en février 1839 où il écrit une *Histoire de l'Insurrection du Canada*. Il pourra revenir en 1845 et siégera au Parlement canadien de 1847 à 1854.

Lafontaine, Morin, Cartier et Taché deviendront tous premiers ministres. Wolfred Nelson sera réélu au Parlement canadien en 1844. T. S. Brown retournera à ses affaires et rédigera ses mémoires. Bouchette deviendra percepteur de douanes à Ottawa. Robert Nelson et O'Callaghan resteront aux Etats-Unis.

La Rébellion a été un échec. Beaucoup de Canayens sont découragés. Certains quittent le Québec pour les Etats-Unis où l'industrialisation des états comme le Massachussets crée des emplois, en particulier dans l'industrie du textile. Un demi-million de Canayens passeront aux Etats-Unis entre les années 1837 et 1910. Pourquoi ne pas rester sur les fermes? C'est d'abord qu'il n'y en a plus. Toute la terre cultivable de la province a été défrichée. Les récoltes sont mauvaises. Il n'y a pas "d'avenir" au Québec. Pour bien des Canayens, la défaite de la Rébellion veut dire la domination anglaise indéfinie et, avec ce colonialisme, la domination du clergé. Plusieurs choisissent l'émigration aux "Etats".

---

1- L'Australie à cette époque est une colonie anglaise qui sert de camp de concentration pour tous les criminels et prisonniers politiques de l'empire britannique.

## LE RAPPORT DURHAM

En février 1839, Durham remet son rapport aux Communes de Londres. Ses deux recommandations principales: 1- l'union des deux Canadas, 2- le gouvernement responsable. La première recommandation est la "solution" au "French-Canadian problem". En unissant le Haut et le Bas-Canada, en ne faisant des deux qu'une grande province avec une seule Assemblée, un gouverneur, un exécutif, les Canayens seront mis en minorité, puis éventuellement assimilés. La deuxième recommandation donne à l'Assemblée élue le contrôle du budget et, de ce fait, un pouvoir sur le Conseil exécutif et le gouverneur lui-même. La première satisfaisait les *Tories* du Haut- comme du Bas-Canada. Ils n'auraient plus à s'inquiéter des visées nationalistes et indépendantistes des Canayens. La deuxième satisfaisait les réformistes du Haut-Canada qui se voyaient accorder le contrôle de l'administration de la colonie. Pour les Patriotes, pour les vrais Canayens, les recommandations étaient leur arrêt de mort. Durham est un impérialiste, un raciste et un libéral. Il est impérialiste dans la mesure où les solutions qu'il propose sont faites en fonction des intérêts de la métropole: faire disparaître les Canayens et offrir la participation au gouvernement aux coloniaux anglais pour les rattacher à l'Empire. Il est raciste par la solution qu'il apporte au problème canayen. Il considère la race anglaise supérieure et voit dans l'assimilation à celle-ci la chance pour les Canayens de s'élever à la civilisation. Il est libéral dans la mesure où il accorde aux coloniaux anglais le gouvernement responsable.

Des extraits de son rapport nous démontrent bien ceci.

"Les Français paraissent s'être servis de leurs armes démocratiques pour atteindre des buts conservateurs, plutôt que ceux d'un mouvement libéral et éclairé: et les sympathies des amis de la réforme sont naturellement acquises aux partisans des saines améliorations que la minorité anglaise tenta vainement d'introduire dans les antiques lois de la province." Ici son racisme l'aveugle.

Il dit que les Canayens visaient des buts conservateurs. Or rien de moins conservateur que de vouloir renverser le régime colonial et d'instaurer une république comme celle que proposait Nelson dans sa Proclamation de 1838. C'est en réalité les Tories qui étaient les conservateurs puisqu'ils voulaient maintenir les Canayens dans un état d'infériorité, dans un régime colonial où eux, la classe dirigeante, pourraient les exploiter à leur guise. Mais pour le raciste Durham, de prime abord, rien de progressiste ou de constructif ne peut sortir du peuple canayen. Seul l'Anglais a le sens du progrès et de la liberté.

Il dit que "la contestation qui avait été représentée comme une lutte de classes, était en réalité une lutte de races". Mais pour les Canayens, ce n'était pas une lutte entre Anglais et Canayens. Si tel avait été le cas, ils n'auraient jamais accepté dans leurs rangs et encore moins comme leaders, Wolfred Nelson, Robert Nelson, O'Callaghan, Brown et les deux John Ryan.

Ils n'auraient pas non plus attaqué les seigneurs qui étaient canayens, le clergé qui était canayen, les chouayens qui étaient canayens. Pour les Patriotes la lutte était ENTRE une classe d'exploiteurs, les administrateurs anglais, les marchands anglais, les seigneurs canayens, le roi-nègre attiré le clergé canayen ET une classe d'exploités, les habitants et leur élite éclairée, les médecins, les avocats et les notaires. Même si dans la classe d'exploités, il y avait en fait deux classes, les habitants d'une part et la classe des professions libérales, classe petite-bourgeoise; d'autre part, ces deux classes se sentaient solidaires et faisaient cause commune contre la classe d'exploiteurs. Si Durham avait dû accepter le fait de la lutte de classes, il aurait dû reconnaître à cause de ses principes libéraux, le droit de la classe exploitée majoritairement canayenne à la revendication. Mais le racisme chez lui était bien plus fort que la libéralisme et en cachant la réalité de classes sous le schéma facile de conflit de races, il pouvait résoudre le problème en évoquant la "supériorité" anglo-saxonne.

Pour Durham, les Canayens sont "une race d'hommes habitués au labeur incessant d'une agriculture rude et primitive et habituellement friands des réjouissances sociales, se rassemblant en des groupements ruraux, occupant des parties d'un sol totale-

ment inapproprié, mais suffisantes pour procurer à chaque famille des comforts matériels. . ils sont demeurés sous les mêmes institutions le même peuple sans instruction, inactif, sans idée de progrès . . Les hautes classes et les habitants des villes ont adopté quelques coutumes et sentiments anglais; mais la négligence continue du gouvernement britannique a laissé la masse du peuple sans aucun des institutions qui auraient pu les élever à la liberté et à la civilisation”.

Il loue l'impérialisme britannique quand il dit que “les habitudes actives et régulières du capitalisme anglais chassaient de toutes les sortes d'industrie le plus lucratives leurs compétiteurs inertes et négligents de la race française. . Les Anglais “ont mis en valeur les ressources du pays, ils ont construit ou amélioré ses moyens de communication, ils ont créé son commerce intérieur et extérieur. Tout le commerce de gros et une grande partie du commerce de détail de la province, ainsi que les fermes les plus florissantes et les plus productives, sont maintenant entre les mains de cette minorité numérique de la population. La grande masse de la population ouvrière est française à l'emploi des capitalistes anglais”.

Il décrit sans s'en rendre compte les attitudes de domination du colonisateur et les réflexes de haine du colonisé. “Les Français ne pouvaient que sentir la supériorité de l'entreprise anglaise; ils ne pouvaient fermer les yeux devant le succès de toutes les entreprises avec lesquelles ils venaient en contact, et devant la constante supériorité qu'elles acquéraient. Ils regardèrent leurs rivaux avec inquiétude, avec jalousie, et finalement avec haine. Les Anglais leurs opposèrent un dédain qui prit bientôt la même forme que la haine”.

Il rend hommage au clergé pour “les services éminents, rendus en résistant aux activités des agitateurs” durant la Rébellion en disant: “En l'absence générale de toute institution permanente de gouvernement civil, l'Eglise catholique a présenté presque le seul semblant de stabilité et d'organisation et fourni le seul support effectif de la civilisation et de l'ordre.” Le roi-nègre a fait un bon travail pour le colonisateur. Il allait de soi qu'il ajoute que “les sentiments et les intérêts du clergé catholique et de la

population devraient toujours obtenir la considération qu'ils méritent de la part du gouvernement."

Le plan d'assimilation, il le voit en ses termes: "Je n'entretiens aucun doute au sujet du caractère national qui doit être donné au Bas-Canada; ce doit être celui de l'Empire britannique; celui de la majorité de la population de l'Amérique britannique, celui de la grande race qui doit, dans un laps de temps de courte durée, être prédominant sur tout le continent nord-américain.

"Sans opérer le changement ni trop rapidement ni trop rudement pour ne pas froisser les sentiments et ne pas sacrifier le bien-être de la génération actuelle, ce doit être désormais la première et ferme intention du gouvernement britannique d'établir une population anglaise, avec les lois et la langue anglaises, dans cette province, et de ne confier son gouvernement qu'à une législature décidément anglaise.

La condescendance du despote raciste va loin: "On peut dire que c'est une mesure sévère pour un peuple conquis; que les Français étaient originellement la totalité et sont encore la masse de la population du Bas-Canada; que les Anglais sont de nouveaux venus qui n'ont pas le droit de réclamer la disparition de la nationalité d'un peuple au milieu duquel les a attirés leur esprit d'entreprise commerciale.

"On peut dire que si les Français ne sont pas une race aussi civilisée, aussi énergique, aussi avide de gain financier que celle qui les environne, ils sont un peuple, aimable, vertueux et satisfait, possédant tout l'essentiel du confort matériel et qu'ils ne doivent être méprisés ou maltraités parce qu'ils cherchent à jouir de ce qu'ils ont sans imiter l'esprit d'accumulation qui influence leurs voisins." En d'autres mots, pour Durham, le sens de l'exploitation capitaliste est une grande qualité que seuls possèdent les Anglais. Il ne faut pas mépriser les Canayens s'ils ne l'ont pas. L'échelle des valeurs de Durham établit comme première vertu celle qu'on retrouve au premier plan des valeurs bourgeoises: l'accumulation du capital par l'exploitation. Toujours d'après Durham, cette "vertu", les Canayens ne l'ont pas. Ils ont plutôt tendance à jouir de ce qu'ils ont.

Pour justifier la disparition du peuple canayen, Durham évoque des raisons commerciales: "Les prétentions des canadiens fran-

çais à la possession exclusive du Bas-Canada priveraient la population anglaise déjà plus nombreuse du Haut-Canada et des *Townships* de l'accès par le grand canal naturel (le St-Laurent) à ce commerce qu'eux seuls ont créé et maintenant poursuivent.

“La possession de l'embouchure du St-Laurent ne concerne pas seulement ceux qui accidentellement se sont établis sur l'étroite bande qui le borne, mais tous ceux qui maintenant habitent ou qui à l'avenir habiteront dans le grand bassin de ce fleuve.” Pour Durham, les Canayens sont sur les bords du St-Laurent “par accident”, comme sans nécessité. Il ne veut pas se rappeler les raisons commerciales qui ont amené les Français et qui servent à justifier non seulement la Conquête par les Anglais mais la disparition de ce peuple Canayen “ignorant, inactif et stationnaire.”

La façon la plus rapide de noyer les Canayens est “l'immigration venant des Iles Anglaises ou des Etats-Unis . . . Tout l'intérieur des possessions britanniques doit avant longtemps se remplir d'une population anglaise qui, chaque année, augmentera sa supériorité numérique sur les Français . . . Les Anglais détiennent déjà la majorité des plus grandes propriétés du pays; ils ont pour eux une incontestable supériorité d'intelligence; ils ont la certitude que la colonisation doit augmenter leur nombre jusqu'à devenir une majorité; et ils appartiennent à la race qui détient le gouvernement impérial et qui domine sur le continent américain.”

D'ailleurs, pour Durham, “cette nationalité canadienne-française en est-elle une? . . . Je ne connais pas de distinction nationale marquant et continuant une infériorité plus désespérée.”

“C'est pour les tirer de cette infériorité que je désire donner aux Canadiens de notre caractère anglais.” C'est clair. Nous sommes inférieurs. La façon de sortir de notre infériorité c'est de devenir anglais.

Le colonialiste Durham veut notre disparition parce qu'il nous aime. “Je le désire dans l'intérêt des classes instruites que les distinctions de langue et de manières tiennent à l'écart du Grand Empire auquel elles appartiennent . . . Je désire la fusion encore plus dans l'intérêt des classes inférieures . . . Si ces gens essaient d'améliorer leur condition, en s'étendant sur le pays environnant, ils se trouvent nécessairement de plus en plus mêlés à une population anglaise; s'ils préfèrent rester sur place, la plus grande

partie parmi eux deviendront des manoeuvres à l'emploi des capitalistes anglais . . . Les maux de la pauvreté et de la dépendance seraient tout bonnement aggravés ou décuplés par les sentiments d'une nationalité jalouse et rancunière qui séparerait la classe ouvrière de la société des possesseurs de la richesse et des employeurs de main-d'oeuvre." Le colonialisme anglais nous a dépossédé, nous a réduit à un état d'infériorité, de pauvreté et de dépendance. Le "généreux" colonisateur nous offre, pour en sortir, de devenir de bons ouvriers anglais qui travaillent en anglais pour des capitalistes anglais dans une paix anglaise et une harmonie anglaise.

"Ils sont un peuple sans histoire et sans littérature." Pour le raciste Durham, nous sommes un tas de crétins. "Leur nationalité a pour effet de le priver des plaisirs et de l'influence civilisatrice des arts."

Ce racisme que manifeste Durham ne se limite pas à l'individu Durham, à Lord Durham, gouverneur de sa majesté. Durham exprime l'attitude raciste du colonialisme international de toutes les époques. Ce racisme, émanation naturelle de l'exploitation capitaliste, s'est retrouvé dans notre siècle chez le Français en Algérie, en Indochine, en Afrique noire, chez l'Anglais en Inde, au Moyen-Orient, en Afrique, chez l'Américain aux Philippines, en Amérique latine, au Vietnam, en Thaïlande, et dans son propre pays vis-à-vis la population noire.

## REACTIONS AU RAPPORT DURHAM

### Chez les Canayens

Le rapport est l'arrêt de mort du peuple canayen. 'Comment comme Canayen, ne pas être contre? La réaction est unanime. Même les vendus sont contre.

Le clergé se déclare ouvertement contre le rapport par la bouche de Monseigneur Lartigue, l'anti-patriote. Cette réaction se comprend facilement; le clergé est devenu roi-nègre, a pris le parti des colonisateurs pour pouvoir établir une théocratie dans

la société canayenne. Si le colonisateur décide de faire disparaître cette société, il n'y a plus de place pour le clergé et sa théocratie. Donc le clergé s'oppose aux conclusions du rapport.

Les seigneurs, vendus qu'ils sont au colonisateur, réagissent timidement et osent dire que le rapport va tout de même un peu loin.

La petite bourgeoisie canayenne, divisée entre Patriotes vaincus et "modérés", est unanime à condamner la disparition du peuple canayen. Les Patriotes, vaincus, n'auront plus l'influence d'avant et leur voix ne sera pas entendue. Ce sont les "modérés", ceux qui ont "décroché" avant que ça chauffe, les Cartier, Lafontaine et Cie, les "hommes du compromis", qui vont devenir les porte-parole de la petite bourgeoisie canayenne. Ceux-là sont contre le rapport et vont lancer une campagne systématique contre l'assimilation du peuple canayen.

Les habitants pour leur part, tous patriotes, ne sont pas heureux du rapport. Mais que peuvent-ils faire maintenant qu'ils ont été vaincus par les armes? Résistance passive. Ceux qui ne s'exilent pas vont s'établir dans le refus de l'assimilation avec un entêtement sans bornes.

### **Chez le colonisateur**

A Londres, on est très satisfait du rapport et on est prêt à en appliquer une partie tout de suite: l'union des deux Canadas, c'est-à-dire, la disparition des Canayens. Quant à l'autre, le gouvernement responsable, on trouve qu'il ne faut pas aller trop vite.

Dans la "clique du Château", où se retrouvent les administrateurs coloniaux, on est heureux de la première recommandation: il n'y aura plus de "Damn Frenchmen". Quant à la deuxième, le gouvernement responsable, qui donne le contrôle du budget à l'assemblée, on en est pas très heureux parce que ça veut dire pour eux, accepter que les élus du peuple surveillent de près leurs actions dans l'administration des affaires publiques.

Les marchands anglais de Montréal sont aux oiseaux.

Pour eux, le rapport règle le "French-Canadian problem", et de plus il leur donne une voix dans l'administration du pays par la création du gouvernement responsable.

## CONSEQUENCES DE LA REBELLION

Avant d'aborder l'application des recommandations du rapport Durham il faut voir les conséquences de la défaite de la Rébellion sur la société canayenne.

La Rébellion était une tentative de Révolution Française ici. C'était la tentative de rattacher le Québec à l'évolution historique du monde occidental. En France, en Angleterre, aux Etats-Unis, la classe bourgeoise avait réussi à partager le pouvoir avec la monarchie si elle n'avait pas réussi à l'assumer complètement.

En Angleterre, la bourgeoisie partageait le pouvoir avec le roi à l'intérieur des cadres de la monarchie constitutionnelle. En France, la Révolution française avait balayé la royauté, amené la dictature de Napoléon puis une monarchie constitutionnelle où la bourgeoisie assumait le pouvoir avec les rois Bourbons entre 1815 et 1830 puis avec les rois de la famille d'Orléans jusqu'en 1848. Aux Etats-Unis, la bourgeoisie était venue au pouvoir quand les treize colonies s'étaient déclarées indépendantes de l'Angleterre.

Au Québec, la petite bourgeoisie, les professions libérales surtout, voulait elle aussi réintégrer l'histoire, revenir dans le courant historique de l'époque en faisant une révolution bourgeoise. Pour cela il lui fallait mobiliser le peuple, renverser le pouvoir colonial, déclarer l'indépendance, réduire le rôle et l'influence du clergé et s'établir, elle, comme bourgeoisie, à la direction de l'Etat canayen. Les luttes dans l'Assemblée entre 1800 et 1837 avaient été une tentative de s'emparer du pouvoir, graduellement, par la voie légale. La Rébellion était la tentative de prise de pouvoir mais par la lutte armée, après l'échec de la voie légale.

Cette petite bourgeoisie avait réussi à mobiliser le peuple, à le soulever contre la puissance coloniale et ses valets, le clergé et les seigneurs. Mais elle n'avait pas pu mener la lutte à

bonne fin parce qu'elle n'avait pas la puissance économique nécessaire. Elle n'avait pas en main les industries et le commerce de la bourgeoisie française, anglaise ou américaine. De plus, son ennemi n'était pas seulement les seigneurs et le clergé. Son ennemi était avant tout la classe bourgeoise anglaise, présente ici par l'administration coloniale et surtout par les marchands anglais de Montréal. Or cette classe bourgeoise était à l'époque la plus puissante au monde. La preuve en est son expansionnisme durant tout le 19<sup>ième</sup> siècle. Comment une petite bourgeoisie, sans assises commerciales, financières, industrielles, regroupant quelques milliers d'individus pouvait-elle compter combattre et vaincre cette bourgeoisie anglaise? La petite bourgeoisie canayenne avait bien comptées sur l'appui de la bourgeoisie américaine mais là-dessus elle s'était trompée. La bourgeoisie américaine était prête à donner un appui moral mais c'était tout et cela, parce qu'elle s'entendait en fait très bien avec la bourgeoisie anglaise et faisait bon commerce avec elle. Ces "cousins anglo-saxons" malgré leurs querelles de la guerre d'indépendance américaine de 1774-1776 ne pouvaient se voir divisés par les aspirations de ce petit peuple conquis sur les bords du St-Laurent. Le président des Etats-Unis Van Buren, avait rassuré Durham en lui faisant dire que l'annexion du Canada était "contraire aux intérêts des Etats-Unis."

Cette petite bourgeoisie canayenne avec ses aspirations bourgeoises était vouée à la défaite. La seule chance de victoire était la guerre populaire, la guerre de libération du peuple canayen. Il est clair que le peuple, les habitants, ont participé à la Rébellion. Plusieurs y sont morts. Cette participation en a fait une guerre populaire. Mais les chefs patriotes dans leur ensemble ne l'ont jamais vu ainsi. Ils n'ont jamais vu la lutte mener à la révolution où le peuple, les habitants, prendraient le pouvoir et établiraient une démocratie populaire véritable. Ils voyaient les habitants appuyer la lutte de la petite bourgeoisie pour qu'elle accède au pouvoir et s'établisse comme élite du peuple canayen. En fait, les chefs patriotes exploitaient le ressentiment des habitants pour leurs fins personnelles.

On voit que les chefs patriotes n'avaient pas vraiment confiance dans les habitants. Il ne menaient pas une guerre populaire par le

simple fait que leur refuge et leur base d'attaque n'était pas la campagne canayenne mais les Etats-Unis. S'ils avaient mené une guerre populaire c'est chez l'habitant que les *leaders* auraient commencé leur lutte, c'est en travaillant avec lui que les deux groupes, *leaders* et habitants, se seraient politisés, qu'ils auraient entrepris la lutte commune contre le colonisateur et c'est par la guérilla rurale que le peuple canayen aurait réussi à se libérer de la domination anglaise.

Au lieu de compter sur le peuple canayen, les *leaders* patriotes ont compté sur les bourgeois américains. Cette erreur leur a valu une défaite retentissante dont on ressent encore les effets aujourd'hui. L'échec de la Rébellion a vraiment cassé le dos du peuple canayen et il ne s'en est pas encore remis.

Les habitants qui ont versé leur sang pour produire un tel échec, ont été profondément déçus, se sont sentis trahis, se sont repliés sur eux-mêmes, se sont résignés à leur sort de colonisés, d'hommes toujours diminués, réduits au rôle de porteurs d'eau nés pour un petit pain. L'effort des habitants durant la Rébellion a été si grand que l'échec les a abattu pour un siècle.

Plusieurs d'entre eux, écoeurés, ont choisi l'exil aux Etats-Unis ou dans l'Ouest. Les autres ont accepté de vivoter au fond des campagnes dans la crainte, la méfiance et la résistance passive.

L'échec de la Rébellion a été l'éclatement de la petite bourgeoisie canayenne. Les patriotes les plus irréductibles ne sont pas revenus au pays. D'autres, moins irréductibles se sont ralliés par la suite. Les "modérés", ceux qui ont lâché le mouvement de Rébellion très tôt, se sont vu appelés à prendre la direction de la société canayenne avec le clergé sous le contrôle encore plus strict du pouvoir colonial. Les aspirations économiques et politiques de la petite bourgeoisie canayenne s'étaient complètement effondrées et il ne restait à ces éléments "modérés" qu'à se rallier et à collaborer avec le colonisateur. Pour des années à venir le groupe qui dominerait la société canayenne sous la direction du colonisateur serait la classe clerico-bourgeoise, c'est-à-dire une classe composée du clergé et de la petite bourgeoisie catholique collaboratrice. Le roi-nègre ne serait plus strictement le clergé. Le clergé aurait comme compagne de domination l'élite laïque collaboratrice.

Le clergé est heureux de l'échec de la Rébellion. Son concurrent pour le pouvoir, la petite bourgeoisie canayenne, radicale et anticléricale, a été écrasée. Le clergé peut respirer à nouveau. Son pouvoir n'est plus menacé. Les curés pourront reprendre l'exploitation du peuple maintenant que les Patriotes ont été battus, vaincus et chassés. Le parfait roi-nègre qu'est le clergé a joué son rôle pro-colonialiste et anti-patriote. Maintenant il attend sa récompense du colonisateur. Le colonisateur, pour sa part, a dû envoyer des troupes, voir ses soldats se faire maganer. Sa solution est la disparition du peuple canayen. Le clergé qui attendait sa récompense reçoit, au lieu, son propre arrêt de mort avec celui du peuple canayen. La réaction est de se liguier avec les "modérés", l'élite laïque, pour continuer à collaborer avec le colonisateur tout en tâchant de résister à la tentative d'assimilation. Le clergé et cette élite laïque qui vont formés ensemble l'élite clérico-bourgeoise vont bien accepter l'union des deux Canadas mais en même temps tâcher de garder leur emprise sur la population canayenne.

Cette élite vendue, comme celle de tout peuple colonisé va chercher à oublier et à faire oublier au peuple la réalité de sa défaite, sa déchéance, sa sujétion, en fabriquant des mythes<sup>1</sup> qui deviendront l'idéologie<sup>2</sup> officielle que cette élite propagera dans le peuple.

Le clergé va exploiter la défaite des Canayens et l'abatement qui l'a suivie pour leur faire croire que leur mission n'est pas dans le commerce matériel qu'il faut d'ailleurs "laisser" aux peuples moins civilisés comme les Anglais, mais dans le commerce spirituel, dans la propagation de la foi chrétienne et catholique, dans la conversion du monde païen au Christ. Le clergé qui contrôle l'éducation des Canayens et a fondé des collèges classiques pour recruter de candidats à la prêtrise, va pousser le peuple vaincu à croire qu'il est le peuple élu, appelé à convertir le monde. Pendant que le peuple, vaincu deux fois, croupit dans la

---

1- Mythes: explications imaginaires de phénomènes et de situations qu'on sert au peuple pour le maintenir dans un état de sujétion.

2- Idéologie: l'échelle de valeurs d'un groupe ou d'une classe et tous les mythes et les justifications qu'invente ce groupe ou cette classe pour se donner une image rassurante d'elle-même et cacher ses intérêts égoïstes.

misère, se fait exploiter économiquement par les marchands anglais, le clergé va expédier nos jeunes les plus doués comme missionnaires en Afrique, en Asie et dans l'Artique. Nos meilleurs intelligences apprennent le grec, le latin, la philosophie catholique, la théologie médiévale pour aller perpétuer le colonialisme blanc anglais en Chine, au Basutoland et dans les pays esquimaux. Les finissants des collèges auxquels le clergé ne réussit pas à passer le collet romain, entreront dans les professions libérales, médecine, barreau, notariat et travailleront comme élite laïque main dans la main avec le clergé, imbus qu'ils sont de complexes de ne s'être pas faits prêtres. . . Le clergé réussira même à mobiliser 135 zouaves en 1867 pour aller défendre les biens temporels du pape l'année même où le colonisateur rédigeait dans une constitution son occupation pour une période indéfinie de notre territoire national.

L'élite laïque se verra assigner une vocation elle aussi, celle de répandre en Amérique la "civilisation française". Nous sommes colonisés économiquement, politiquement, culturellement et notre élite trouve moyen de rêver en couleur, se croire l'héritière de la "civilisation française", assumer le rôle de civilisateur de la France en Amérique parce que celle-là n'y est plus comme telle et que après tout, la France, "Fille aînée de l'Eglise", n'a plus droit à ce rôle parce qu'elle a fait une sale révolution qui a combattu le clergé. Cette mission laïque n'ira pas plus loin que des beaux discours nationalistes où l'élite vendue essaie de se donner un beau rôle.

Cette même élite va prêcher aux habitants la vocation du paysan. On va lui crier du haut de la chaire que l'homme idéal, après le curé, c'est l'habitant qui travaille dur, qui élève une "grosse" famille, va à la messe le dimanche, est le représentant du prêtre dans sa famille, donne un fils au clergé et quelques filles aux communautés religieuses féminines, meurt d'épuisement pour aller s'asseoir au ciel à la droite du Père éternel. La femme, pour sa part, doit passer de l'état de jeune fille pure à l'état de mère de famille nombreuse qui travaille dans l'étable et dans les champs avec son homme si elle n'est pas en train de mettre un enfant au monde. L'élite clérico-bourgeoise prêche le défrichement de nouvelles terres pour y plan-

ter le blé du Seigneur quand il ne reste même plus un seul arpent de terre cultivable. Cette élite va pousser le défrichement des forêts dans les régions comme la Gaspésie ou les Laurentides pour que le Canayen y cultive des cailloux. On sait aujourd'hui que ces régions qu'on doit reboiser doivent être exploitées comme forêts et non comme terres agricoles.

Ces trois vocations du peuple canayen, la vocation missionnaire du clergé, la vocation "civilisatrice" de l'élite laïque, la vocation agricole de l'habitant, notre élite cléricobourgeoise va si bien les propager par ses moyens de propagande que sont l'église et l'école que le peuple canayen sera contraint à vivre cents ans d'obscurantisme, cent ans de moyen âge, cent ans en marge de l'histoire avant de pouvoir réorienter son destin.

### L'ACTE D'UNION (1840)

Dans le Bas-Canada, le nouveau gouverneur, Thomson, futur baron Sydenham, fait approuver l'Union par le Conseil spécial constitué par Colborne, composés d'Anglais et de quelques vendus canayens. Le peuple canayen, bien entendu, n'est pas consulté; mais le clergé non plus.

Dans le Haut-Canada, c'est une autre affaire. Il y a des Anglais et leur opinion compte. Ceux-ci exigent, avant d'accepter l'Union, que le Haut-Canada obtienne une représentation supérieure à celle du Bas-Canada dans l'Assemblée même si sa population est inférieure à celle du Bas-Canada. Ils exigent que la tenure des terres soit anglaise et que la tenure seigneuriale soit limitée aux rives du St-Laurent.

Ils exigent que la langue anglaise soit proclamée langue officielle.

Quand on leur fait comprendre que par l'Union la dette du Haut-Canada qui est de 1,200,000 livres sterling serait en fait payée par le Bas-Canada qui est au-dessus de ses affaires, l'accord se fait rapidement. Les Haut-Canadiens acceptent.

La loi de l'Union (1840) établit la *Province of Canada*

- Un conseil législatif nommé à vie;
- Une Assemblée élue composée de 42 membres du Haut-Canada, 42 du Bas-Canada;
- L'anglais sera la seule langue officielle de l'Assemblée;
- Pour être député, il faut posséder une propriété foncière d'au moins 500 livres.
- Les revenus sont remis à l'Assemblée excepté pour 45,000 livres sterling qui paient le salaire du gouverneur et des juges, et 30,000 livres qui paient les salaires des principaux fonctionnaires.
- Le gouverneur a le droit de veto<sup>1</sup>.
- La reine peut bloquer une loi pendant un maximum de 2 ans.
- Le gouverneur peut créer des comtés et y nommer ses représentants personnels.

Les Anglais s'accordent une représentation supérieure pour dominer l'Assemblée. Par là, ils allaient à l'encontre de leurs propres lois démocratiques. On voit que leur démocratie, ils la fabriquaient sur mesure pour eux-mêmes, et se gardaient bien de laisser les Canayens en jouir. En même temps, ils nous chantent depuis ce temps, qu'ils nous ont apporté la démocratie mais que nous n'avons jamais su nous en servir, en insinuant par là que nous sommes trop bornés pour comprendre le processus de la démocratie bourgeoise.

Un autre petit accroc est le fait de ne pas avoir consulté le peuple canayen quand ils ont consulté la population du Haut-Canada. Ceci est un autre exemple du despotisme colonial dont nous avons été l'objet. L'élite canayenne eut beau présenter une pétition rassemblant 10,000 signatures au Parlement britanni-

	1840
La population blanche du Haut-Canada. . . . .	450,000
La population blanche du Bas-Canada. . . . .	650,000

1- Veto: le droit de bloquer le passage d'une loi ou d'un règlement voté par une Assemblée ou un Conseil

que, rien à faire. Les colonisés avaient osé se révolter. On allait donc les mettre à leur place.

Une autre raison pour l'adoption rapide de l'Acte de l'Union fut l'intervention d'un des ministres du gouvernement britannique dont la compagnie de finances *Baring Brothers* avait été le principal créancier du Haut-Canada. Par l'union, Baring se faisait rembourser parce que le Bas-Canada "acceptait" de rencontrer cette dette.

Le jeune Pierre Chauveau dénonça les manigances financières en ces termes.

"C'est le jour des banquiers! Demain sera notre heure.

Aujourd'hui l'oppression, demain la liberté;

Aujourd'hui on fustige un peuple entier qui pleure,

Demain l'on voit debout tout un peuple ameuté;

Aujourd'hui le forfait, et demain la vengeance;

Aujourd'hui c'est de l'or et demain c'est du fer."

L'Acte de l'Union est passé. Il n'y a plus qu'un Canada-Uni où la minorité anglaise est assurée de la majorité, et la majorité française condamnée à la minorité.

La première recommandation de Durham est passée. La deuxième, celle du gouvernement responsable va tarder. Mais qu'est-ce que le gouvernement responsable? C'est le contrôle de l'Assemblée sur le gouvernement, c'est-à-dire sur le Conseil exécutif qui gouverne le pays avec le gouverneur. Jusque-là les décisions étaient prises et appliquées par le Conseil exécutif qui, lui, était nommé par le gouverneur par le système de patronage. Le gouverneur et son Conseil exécutif avaient en fait des pouvoirs dictatoriaux. L'Assemblée, élue, par le peuple avait bien obtenu un certain contrôle du budget mais ça ne suffisait pas. Elle voulait que le Conseil exécutif rende des comptes non pas au gouverneur (ce qui est dictature féodale) mais à l'Assemblée (ce qui est démocratie bourgeoise.)

L'Assemblée exige donc que le gouverneur n'ait plus de pouvoir exécutif et que les membres du Conseil exécutif soient nommés parmi les membres de l'Assemblée. Comme il y a des partis qui se partagent l'Assemblée (en l'occurrence Tories et Réformistes) l'Assemblée veut que le Conseil exécutif soit nommé parmi les membres du parti *majoritaire* de l'Assemblée.

Ainsi le parti majoritaire à l'Assemblée se verrait accordé les postes du Conseil exécutif (ou cabinet comme on l'appellera plus tard, ou encore gouvernement).

Le premier gouverneur du Canada-Uni, Sydenham est contre le gouvernement responsable. Aux premières élections, il appuie et fait élire des candidats Tories qui sont moins portés sur le gouvernement responsable que les Réformistes. Il change même les limites des comtés à Montréal et à Québec pour favoriser ses propres candidats. Quand ces mesures ne marchent pas, il se sert de "bouncers" pour intimider les électeurs canadiens qui veulent voter réformiste et contre l'Union. Les manigances de Sydenham réussissent. Il fait élire 19 de ses députés à lui sur les 42 du Bas-Canada. (On voit d'où nous viennent les moeurs électorales que nous connaissons au Québec. On voit que Duplessis n'a rien inventé mais l'a simplement bien appris de nos "Maîtres", les Anglais.)

Lafontaine, le timide, le "modéré", le Patriote tourné collaborateur, voit sa chance, maintenant que les Patriotes sont vaincus, de jouer son rôle de leader vendu du peuple vaincu. Il décide de se présenter aux élections et publie un manifeste où il accepte de lécher la botte anglaise. Il y parle d'un Canada, pays des Canadiens français mais aussi pays d'adoption des Anglais, il dit que notre bonheur dépend de l'égalité sociale et de la liberté politique.

Il dénonce bien l'Union mais accepte de jouer le jeu anglais. Au lieu de refuser toute collaboration au régime comme un patriote qui se respecte, il demande aux Canadiens de participer, d'aller voter, d'accepter le jeu "démocratique"; il agit comme le brave roi-nègre qui sait au fond qu'il n'obtiendra jamais rien du colonisateur mais espère contre tout espoir d'obtenir quelques miettes.

Lafontaine se présente dans Terrebonne. Sydenham envoie plusieurs centaines de "bouncers", des Anglais de Montréal et des Écossais de Glengarry (Ontario) pour "appuyer" son candidat. Lafontaine se retire de la lutte et peut dire "qu'il y a de ces défaites qui sont plus honorables que la victoire". En l'occurrence son honneur est bien mal placé et cette façon de placer son honneur dans les valeurs plus hautes que les combats de rue va mener

notre élite à se réfugier dans les nuages pour ne pas voir l'abjection de son à-plat-ventrisme.

Etienne Parent du journal anti-patriote *Le Canadien*, et Augustin Morin sont élus. Ils abondent dans le sens de Lafontaine. Jouer le jeu anglais. Se rapprocher surtout des Réformistes du Haut-Canada parce qu'ils favorisent le gouvernement responsable qui pourrait donner une voix aux Canayens.

Durant la session, les Réformistes mènent la lutte pour le gouvernement responsable mais Sydenham les bloque systématiquement. Il meurt peu après. Bagot le remplace.

On est 1842. Lafontaine qui entretient de bonnes relations avec le Réformiste Baldwin du Haut-Canada se fait élire à Toronto grâce aux soins de Baldwin.

Bagot demande à Lafontaine et Baldwin d'assumer les postes de procureurs-généraux, le premier pour le Bas-Canada, le deuxième pour le Haut-Canada. En fait Bagot accordait aux Réformistes le gouvernement responsable.

Mais Bagot meurt en 1843. Metcalfe le remplace et revient à des mesures à la Sydenham. Il est obligé de dissoudre l'Assemblée.

Des élections suivent. 28 Réformistes sont élus au Bas-Canada, 11 au Haut-Canada. Les Tories ont la majorité et eux favorisent le gouvernement par le gouverneur. L'Assemblée se réunit à Montréal, la nouvelle capitale. Elle vote un certain nombre de lois, entre autres 40,000 livres sterling pour compenser les pertes subies par le Haut-Canada pendant leur petite insurrection de 1837. Aucune indemnité pour le Bas-Canada malgré les protestations timides de Lafontaine.

En 1845, Metcalfe meurt. En 1846, arrive pour le remplacer Lord Elgin. Les Whigs (le parti libéral) sont arrivés au pouvoir en Angleterre et enjoignent Elgin d'accorder le gouvernement responsable au Canada. Aux élections de 1847, les Réformistes ont une forte majorité, Baldwin et Lafontaine sont invités à former le nouveau gouvernement.

Dorénavant c'est le parti majoritaire à l'Assemblée qui va gouverner la colonie. Le gouverneur sera simplement le représentant de la reine et l'agent de liaison entre la métropole et la colonie. Le *Colonial Office*, c'est-à-dire le ministère des colonies du gouver-

nement anglais, se réserve tous les pouvoirs relatifs au commerce, aux affaires étrangères, à la défense et aux amendements à la constitution.

L'Angleterre peut bien accorder le gouvernement responsable à sa colonie canadienne parce que maintenant elle n'a plus rien à craindre des Canayens. Ils ont été vaincus comme il faut, leur élite joue le jeu parlementaire, parle anglais sur commande, s'intègre aux institutions britanniques. On peut même leur faire quelques concessions qui ne feront que les rallier avec plus de force au pouvoir colonial. La langue française devient officielle en 1849.

Tout a été prévu. Les Canayens sont gagnés si on sait appliquer les lois colonialistes, la première étant *diviser pour régner*. Lord Elgin l'écrit en toutes lettres à Grey au *Colonial Office*: "Je crois que la manière de gouverner le Canada ne serait plus un problème dès lors que les Français se scinderaient en un parti libéral et un parti conservateur qui s'uniraient aux partis du Haut-Canada portant les noms correspondants. La grande difficulté jusqu'ici a été que gouvernement conservateur a signifié gouvernement par les Haut-Canadiens, ce qui est intolérable pour les Français, et gouvernement radical, gouvernement par les Français, ce qui n'est pas moins détestable pour les Britanniques . . . L'élément national se fondrait dans la politique si la scission que je propose était réalisée".

L'Assemblée s'appelle maintenant *Parlement*.

Papineau est revenu au pays en 1845. Il publie un manifeste qui critique ouvertement la Grande-Bretagne, l'Union, le gouvernement responsable, toutes les institutions présentes mais il accepte d'être élu par acclamation et de siéger dans le Parlement à côté de Lafontaine et les autres Réformistes.

En 1848, la révolution éclate de nouveau en France. L'Italie s'agite. En Irlande, la lutte contre le colonialisme anglais reprend de plus belle. Lord Elgin craint que Papineau exploite cette agitation pour soulever le peuple et est prêt à l'acheter en lui donnant un poste ministériel. Mais Elgin n'a pas à craindre. Les Réformistes eux-mêmes craignent l'influence de Papineau et le combattent. Mgr Bourget joue son rôle et dit dans une lettre pastorale: "Car enfin Nous sommes tous enfants du même Père qui est aux cieus; Nous vivons tous sous un même gouvernement qui n'a pas d'autre but que le bonheur de ses sujets et qui doit mettre sa gloire à com-

mander à des peuples parlant toutes les langues du monde; Nous avons tous les mêmes droits; Nous formons tous la grande famille du puissant empire britannique; enfin, nous sommes tous appelés à posséder ensemble la même terre des vivants, après que nous aurons fini notre pèlerinage sur cette terre d'exil."

Papineau attaque les Réformistes. Il fonde le *parti démocratique* mouvement qu'on appelle aussi les *Rouges* et qui regroupe des jeunes radicaux. Ils demandent l'abrogation<sup>1</sup> de l'Union et essaient de réveiller le nationalisme canayen. Mgr Bourget avec la bénédiction de Lord Elgin, lance la campagne de colonisation des terres pour contrer l'émigration vers les Etats-Unis. Entre 1844 et 1849, 20,000 Canayens ont quitté le Québec. Le clergé, "la plus puissante influence du Bas-Canada" selon Elgin, pousse les jeunes Canayens à aller couper le bois pour le capitaliste William Price dans la région du Lac-St-Jean et pour le capitaliste américain Philémon Wright dans les vallées du St-Maurice et de l'Outaouais.

Pendant ce temps, Lafontaine, par la *Revue Canadienne*, répond aux jeunes *rouges*: "... dites-vous donc à quelle époque de notre histoire, la nationalité franco-canadienne a été plus brillante, plus honorée, plus respectée, a occupé une position plus avantageuse que celle qu'elle occupe aujourd'hui?"

En même temps, le gouvernement britannique s'oriente vers des rapports commerciaux nouveaux: le libre-échange. C'est l'abolition des droits préférentiels pour les colonies. Le commerce du blé et l'industrie du bois s'en ressentent. C'est que la métropole n'a pas envie de payer plus cher dans ses colonies ce qu'elle peut avoir ailleurs meilleur marché. Les marchands de Montréal sont mécontents. De plus, 100,000 immigrants miséreux arrivent au Canada dans la seule année 1847.

En janvier 1849, le parlement se réunit. Lafontaine et Baldwin forment le ministère. Ils proposent des indemnités pour les pertes subies dans le Bas-Canada comme on l'a fait pour le Haut. La loi est adoptée par le Parlement. Le jour où Elgin la signe, 1,500 Anglais descendent de Westmount. La *Gazette* les éperonne en publiant: "La fin est commencée! Anglo-Saxons! Vous devez vivre pour l'avenir; votre sang et votre race seront désormais votre loi suprême, si vous êtes fidèles à vous-mêmes. Vous serez Anglais,

1- abrogation: annulation, abolition d'une loi.

dussiez-vous n'être plus britanniques." Ils pillent et incendient le Parlement. Pendant une semaine des bandes d'Anglais rôdent dans Montréal en saccageant les maisons des Réformistes.

Une loi visant à aider les habitants qui avaient vu leurs fermes brûlées par Colborne, est l'occasion pour les racistes de Westmount de raser l'institution qu'ils vénèrent le plus, le Parlement. Ils se servent de cette même occasion pour manifester leur opposition à la politique commerciale de libre-échange de la mère-patrie. Ils forment la *British American League* qui prône la rupture avec la Grande-Bretagne et l'annexion aux Etats-Unis.

## L'UNION NE MARCHE PAS

L'alliance entre les Réformistes du Haut- et du Bas-Canada, entre Baldwin et Lafontaine, avait permis de donner une majorité au Parlement. Mais maintenant, de nouvelles tendances se font sentir et de ce fait de nouveaux partis se manifestent. Aucun parti ne peut maintenant réussir à avoir la majorité de Haut- et du Bas-Canada à la fois. Baldwin et Lafontaine se retirent de la vie publique fatigués qu'ils sont des pirouettes politiques qu'ils ont dû faire pendant dix ans.

Il y a maintenant dans le Bas-Canada:

- les Tories qui regroupent les marchands anglais et les colons anglais des Cantons de l'Est.
- Les Réformistes modérés qui regroupent pour la plupart les Canayens de l'élite collaboratrice.
- Les *rouges*, héritiers des Patriotes, qui dénoncent l'Union et exigent les réformes constitutionnelles. C'est le programme patriote mais la lutte armée en moins. Papineau est membre de ce parti.

Les *Tories* et les modérés vont se rapprocher pour former les "Bleus". Morin et Cartier sont les leaders de ce regroupement.

Dans le Haut-Canada:

- les Tories, qui regroupent les administrateurs et les marchands conservateurs.
- Les Réformistes qui représentent la petite bourgeoisie du Haut-Canada.
- Les *Clear-Grits* qui regroupent des fermiers radicaux qui s'opposent aux intérêts commerciaux urbains, réclament des écoles non-confessionnelles et l'élection des gouverneurs.

Ces derniers sont anti-canayens à mort. Ils réclament la représentation proportionnelle à la population quand la population du Haut-Canada dépasse celle du Bas-Canada en 1851. Leur leader est George Brown. C'est Boulton, un de leurs porte-parole, qui dira lors d'un banquet que les "nègres sont la grande difficulté des Etats-Unis et les Canadiens français celle du Canada."

Comme dans le Bas-Canada, les *Tories* vont se rapprocher des Réformistes pour former le *Liberal Conservative Party*. MacDonald en sera le leader.

On voit que dans le Haut comme dans le Bas-Canada, la bourgeoisie possédante (*Tories*) et la petite bourgeoisie (Réformistes) sont en train de faire la paix, de s'entendre et de travailler ensemble pour leurs intérêts communs. *Les Tories* ont appris qu'il fallait accepter certaines réformes (comme le gouvernement responsable) et s'allier les éléments de cette petite bourgeoisie. D'autre part, les Réformistes, ayant obtenu les réformes désirées, trouvent leur place tout à côté des *Tories* et voient qu'il est dans leur intérêt de collaborer avec eux. C'est ainsi qu'un type comme Cartier qui avait été sympathique à la cause patriote devenait un "Bleu", un conservateur, travaillant pour les intérêts des capitalistes *Tories* en devenant l'avocat de la compagnie de chemin de fer, Le Grand Tronc.

De plus, le regroupement *bleu* (*Tories* et Réformistes) au Bas-Canada rencontrait les mêmes intérêts que le regroupement conservateur (*Tories* et Réformistes) du Haut-Canada. Les *Bleus* du Bas- et conservateurs du Haut- pouvaient travailler ensemble. C'est de là que viendra la collaboration MacDonald-Cartier.

Par contre, le parti *rouge* au Bas-Canada s'oppose violemment aux bleus, aux conservateurs et aux *Clear-Grits*. Il ne peut

## PARTIS POLITIQUES SOUS L'UNION

### Bas-Canada

Tories  
Réformistes  
*Rouges*

### Haut-Canada

Tories  
Réformistes  
Clear-Grits

### Réorganisation des partis

Tories et Réformistes se rapprochent pour former les *Bleus* dans le Bas-Canada et le *Liberal Conservative Party* dans le Haut-Canada. *Bleus* et conservateurs (*Liberal Conservative Party*) vont fonctionner ensemble dans le parti conservateur. Les *Rouges* deviendront le parti libéral.

### Bas-Canada

*Rouges*

*Bleus*

### Haut-Canada

Conservateurs

Clear-Grits

voir de collaboration entre les *rouges* du Bas-Canada et un quelconque parti du Haut.

De même dans le Haut-Canada, les Clear-Grits s'opposent violemment à tout autre parti et à toute collaboration avec un parti du Bas-Canada.

Quand les Clear-Grits obtiennent la majorité des sièges dans le Haut-Canada en 1857 le gouvernement est vraiment paralysé. Les *bleus* qui ont la majorité dans le Bas- ne peuvent pas former le gouvernement parce qu'à ce moment-là les Grits hurraient contre la "French Domination". Si les Grits le forment, le Bas-Canada ne peut être représenté au gouvernement. Ce dilemme sera résolu quand les Grits vont collaborer avec MacDowall en 1864 à la seule condition de changer la constitution, c'est-à-dire d'adopter le système fédéral. Les Grits vont obtenir leur confédération qui signifiera pour eux une plus grande autonomie pour le Haut-Canada. Pour l'obtenir, ils auront l'appui des *bleus* et des conservateurs qui voient dans cette confédération, l'expansion de leur domination économique. Les *rouges* eux, les représentants des éléments radicaux du Bas-Canada, n'auront qu'à se la fermer. La confédération va se faire sur le dos de tout le peuple québécois.

## LES INTERETS ECONOMIQUES QUI AMENENT LA CONFEDERATION

Avec la défaite de la rébellion, les Anglais sont les maîtres incontestés du Canada. Les marchands anglais de Montréal vont pouvoir étendre leur domination économique sans opposition et se servir du *cheap-labor* canayen selon leur bon plaisir. Ils ont à leur disposition le roi-nègre cléricale et le roi-nègre laïque. Le clergé continue à jouer son rôle et l'élite laïque avec des vendus comme Georges-Etienne Cartier va le jouer parfaitement aussi.

Ces marchands comptent sur le commerce du blé et du bois. Ces produits rentrent en Angleterre sans frais de douane. Les marchands exploitent cette situation et vont jusqu'à acheter ces produits aux Etats-Unis pour les vendre en Angleterre.

Le Saint-Laurent est donc une importante voie pour le transport de ces marchandises et Montréal et Québec, les deux ports importants. Les rapides et les chutes qui empêchent le transport sont détournés par une série de canaux: le canal Welland qui évite les chutes Niagara, le canal Rideau qui relie le Lac Ontario à la rivière Outaouais, le canal Lachine qui évite les rapides de Lachine, celui de Cornwall et de Beauharnois qui relie le lac Ontario à l'embouchure de l'Outaouais près de Montréal.

Ces marchands anglais exploitent le *cheap-labor* canayen comme bûcherons au lac St-Jean, dans la Mauricie, dans la vallée de l'Outaouais. Ils exploitent le *cheap-labor* des immigrants irlandais qui arrivent 30,000 par année. C'est qu'en Irlande une maladie de la pomme de terre amène la famine et les Irlandais émigrent aux colonies. Ils ont été empilés dans les bateaux qui ont amené blé et bois en Angleterre. Ils amènent le typhus et le choléra qui prennent des proportions épidémiques dans le Canada en 1847-48. Ils seront 800,000 à venir. Les marchands anglais sont heureux de voir ces immigrants parlant anglais remplacer les Canayens qui eux émigrent en grand nombre aux Etats-Unis. Les marchands anglais sont heureux de voir partir les Canayens pour les Etats parce qu'ils débarrassent le pays et voir ceux qui restent s'engager comme bûcherons et "draveurs" pour les compagnies comme la Price Brothers. Dans le domaine agricole, le même processus. Les marchands anglais en 1840, possèdent les 2/3 des seigneuries. Les habitants sont leur *cheap-labor*.

Ces marchands ont des problèmes malgré tout, mais pas du côté *cheap-labor*. C'est le marché britannique qui leur donne du fil à retordre. La métropole trouve plus avantageux pour elle d'adopter une politique de libre-échange. C'est que les marchands et la bourgeoisie industrielle de la métropole trouvent peu économique d'acheter à des tarifs préférentiels des produits qu'ils peuvent avoir moins cher aux Etats-Unis. La métropole coupe ces tarifs préférentiels sur le blé et le bois en provenance du Canada. Résultat: les Américains ne vendent plus blé et bois aux marchands anglais de Montréal mais directement en Angleterre, et le marchand de blé et de bois du Haut-Canada expédie ces produits par les canaux américains vers New York. La solution que trouvent les marchands anglais de Montréal c'est de se tourner vers

es Etats-Unis. L'annexion les tente mais il optent finalement pour un traité de réciprocité en 1854 avec le voisin américain, un traité qui supprime, réciproquement, pour une durée de 10 ans, les tarifs douaniers sur le blé, le bois, le poisson, le charbon.

Une autre solution pour les marchands c'est de développer le réseau de chemin de fer. (En 1850, les Etats-Unis ont 9,000 milles de voies ferrées, le Canada, 66.) Avec des voies allant des Grands Lacs aux ports de l'Atlantique, ils peuvent acheminer le bois et le blé vers l'Angleterre hiver comme été. Mais il faut beaucoup de capital pour la construction d'un tel réseau. Les marchands ne sont pas prêts à risquer le leur. Ils vont le chercher dans le trésor de l'Etat. Mais là encore, l'Etat est trop petit pour leur expansionnisme économique. Le Canada-Uni se limite aux bords du St-Laurent et au nord des Grands-Lacs. Pourquoi ne pas réunir les colonies maritimes (Nouvelle-Ecosse, Terre-Neuve) au Canada-Uni pour former un pays qui prendrait des proportions à la grandeur de leurs ambitions économiques? Une confédération de l'Atlantique au lac Supérieur avec un gouvernement central fort servirait parfaitement les intérêts des marchands anglais de Montréal, de Toronto et des colonies maritimes. Qu'est-ce qu'on attend pour créer un Etat à la grandeur de ses rêves commerciaux? De plus, dans un pays d'une telle grandeur les Canayens seraient réduits au tiers de la population et ne pourraient empêcher les maîtres du pays de gouverner comme ils l'entendent. Une autre raison de se désoler est le malaise avec le voisin américain. Les Etats-Unis sont sur le bord de la guerre de Sécession (1861-1866). Les états du sud veulent se retirer de la fédération à cause de la domination des intérêts des états du nord sur eux. L'Angleterre appuie les états du sud et amène le ressentiment du nord qui pour cette raison ne renouvelle pas le traité de réciprocité canado-américain en 1864. Au Canada-Uni, on craint même l'invasion américaine et l'annexion par la force.

Où se trouve l'opposition à cette confédération? La métropole est d'accord. Un regroupement de ses colonies nord-américaines lui permettrait de couper certaines dépenses en les faisant assumer par un Etat colonial plus grand et plus fort.

Les marchands anglais, du Haut-Canada, du Bas-Canada et des colonies maritimes sont bien d'accord parce que ce sont eux qui, en somme, ont conçu le projet et vont être les premiers à en bénéficier.

Les fermiers du Haut-Canada, regroupés dans le parti *Clear Grits* de Brown sont d'accord aussi parce qu'une confédération réduirait l'influence canayenne à moins de zéro (elle est déjà à zéro) et leur permettrait, à eux, de dominer le Parlement fédéral avec des sympathisants des provinces maritimes.

Dans le Bas-Canada, les bleus sont pour la confédération parce que, vendus comme ils le sont avec leur leader, Georges Etienne Cartier, aux marchands anglais, ils ne peuvent pas faire autrement.

Le peuple canayen est contre mais on ne le consulte pas. Le parti *rouge* essaie bien de manifester cette opposition du peuple canayen à une confédération qui fait simplement confirmer la défaite de la Rébellion et le réduit à une minorité encore plus insignifiante.

Les hommes rouges, les premiers habitants du pays, ne sont même pas mis au courant des jeux politiques des Blancs. On pensera à eux à la rédaction du *British North America Act* pour donner au gouvernement central le pouvoir de les mettre dans des camps de concentration appelés "réserves".

En somme, pas d'opposition à la confédération. Les marchands peuvent y aller à fond de train. Le Canada-Uni s'est déjà endetté de \$19,000,000 pour construire les canaux qui profitent aux marchands. La dette va passer à \$54,000,000 vers 1860 et cela pour financer la construction des chemins de fer qui vont eux aussi profiter aux marchands.

Arrêtons-nous un instant pour examiner les rapports entre les marchands et l'Etat. L'Etat, c'est l'administration du pays, un gouvernement qui administre et un Parlement qui approuve certaines lois pour la "bonne" administration du pays. Ce Etat, ce gouvernement, est à cette époque (et encore aujourd'hui) entre les mains des marchands, des commerçants, des industriels en un mot, de la bourgeoisie. Cette classe se fait élire par le peuple mais n'est pas responsable au peuple. Elle se fait élire pour donner l'impression de démocratie mais en fait

comme classe, elle établit sa dictature sur le peuple sous le couvert d'institutions dites démocratiques. Il n'empêche qu'un homme du peuple peut se faire élire mais il se trouve bientôt à jouer le jeu de la classe bourgeoise. Il devient le valet de la bourgeoisie.

Pour des projets d'envergure, comme la construction de chemins de fer, les marchands demandent de l'aide de l'Etat. L'Etat dit oui parce qu'il est contrôlé par eux. L'Etat prend de l'argent des taxes que les contribuables ont dû payer et le prête aux compagnies de chemins de fer (formés par les mêmes marchands) à un taux d'intérêt très bas. Si l'Etat n'a pas assez d'argent des taxes, il l'emprunte. Il l'emprunte à qui? Aux banques qui, elles aussi, appartiennent à des marchands. Mais là, il l'emprunte souvent à un taux d'intérêt élevé. L'Etat emprunte donc à des marchands à taux élevé pour le prêter aux mêmes marchands à taux bas et reste avec une dette que les contribuables ont la tâche de combler. Les marchands, eux, ont fait des profits fantastiques qui leur permettent d'acheter les prochaines élections, investir davantage et étendre leur domination économique, politique et culturelle sur le peuple.

Ces trucs politiques, la bourgeoisie anglaise du pays les a joués sur le dos du peuple canayen d'une façon systématique. Mais pour que ça ne paraisse pas elle a enrôlé des Canayens. L'un d'eux est Georges-Etienne Cartier.

Le père de Georges-Etienne Cartier était l'un des fondateurs de la *Bank of Montreal* et du chemin de fer St-Laurent-Lac Champlain. Son grand-père avait fait de l'argent dans le commerce du sel, du poisson et du blé. La famille avait de grandes propriétés. On voit tout de suite que ses intérêts de classe le prédisposaient à collaborer avec la bourgeoisie anglaise. Il reçut la "bonne" éducation chez les Sulpiciens et devint avocat. Il se joignit au mouvement patriote qui regroupait des membres de la petite bourgeoisie non-possédante; mais il revint très vite au bercail. Il devint "modéré" et combattit les jeunes *rouges*. Il fut élu député de Verchères en 1848 et commença aussitôt à demander l'aide de l'Etat pour la construction du *St-Laurence & Atlantic Railway* dans laquelle sa famille et ses amis bourgeois anglais avaient des intérêts. Quelques années après, il devenait l'avocat de la compagnie de chemin de fer,

le *Grand-Tronc*, où les mêmes intérêts jouaient et où il se retrouvait avec des marchands anglais comme Hincks, Galt, et Merritt qui jouaient comme lui le double rôle de marchand et de politicien. De même en 1871, lors de la création du *Canadian Pacific*. Il travailla si bien avec la bourgeoisie anglaise qu'elle l'adopta et il devint procureur général puis forma le ministère MacDonald-Cartier qui amena la confédération.

Vendu qu'il était à la bourgeoisie anglaise, il avait le rôle de faire avaler la confédération aux Canayens qu'il avait l'audace d'appeler ses compatriotes. Il parla de "l'isolement dangereux" du Québec, il parla du danger d'absorption par les Etats-Unis si le Québec n'entrait pas dans la confédération. Il dit des choses incroyables comme: "La population française, en confiant ses intérêts à un gouvernement fédéral, fait preuve de confiance en nos compatriotes anglais". Comme traître à la nation canayenne il pouvait parler de "confiance en nos compatriotes anglais" parce que lui avait partie liée avec eux, était bourgeois comme eux. Mais le peuple, lui, qui avait été vaincu deux fois par les armes ne pouvait pas "avoir confiance". On ne peut avoir confiance au colonisateur qui se sert de tous les moyens pour maintenir sa domination.

Sous le régime du Canada-Uni avec deux provinces représentées également au Parlement, le peuple canayen, bien qu'il n'ait rien à dire, freinait, par sa seule existence, le bon fonctionnement du gouvernement. C'était au moins une forme d'opposition. Mais avec la confédération, la bourgeoisie anglaise et Cartier éliminaient même cette sourde opposition. Il y aurait deux niveaux de gouvernement, le fédéral (ou central), et le provincial (ou local). Au niveau fédéral où tous les pouvoirs importants étaient centralisés, le Québec se retrouvait non plus avec la moitié de la députation au Parlement mais avec moins d'un tiers. Moins d'un tiers c'est moins de la moitié mais cependant ce vendu de Cartier essayait de faire croire aux Canayens que la confédération était à leur avantage. Comme il ne pouvait pas faire mentir les chiffres, il disait alors que les Canayens pourraient vraiment faire ce qu'ils veulent avec le deuxième niveau de gouvernement, le provincial. (On verra plus loin les pouvoirs restreints de ce niveau de gouvernement).

Le clergé voyait son intérêt dans la Confédération aux côtés de Cartier qui pouvait proclamer: "Ceux qui sont élevés en dignité, comme ceux qui occupent des positions humbles sont en faveur de la confédération, non seulement parce qu'ils voient dans ce projet toute la sécurité possible pour les institutions qu'ils chérissent, mais aussi parce que leurs concitoyens protestants y trouveront des garanties comme eux. Le clergé, en général, est ennemi de toute dissension politique, et s'il est favorable au projet, c'est qu'il voit dans la confédération une solution des difficultés qui ont existé pendant si longtemps".

Cartier ne faisait pas que rallier tous les éléments les plus conservateurs, les plus anti-démocratiques de la société canayenne. Il se servait de la guerre de Sécession aux Etats-Unis pour noircir le principe même de démocratie et louer les bienfaits de la monarchie: ". . . la grande fédération des Etats-Unis s'est rompue d'elle-même, mais nous, qui avons eu l'avantage de voir le républicanisme à l'oeuvre, durant une période de 80 ans, de voir ses défauts, nous avons pu nous convaincre que les institutions purement démocratiques ne peuvent produire la paix et la prospérité des nations, et qu'il fallait en arriver à une fédération pour perpétuer l'élément monarchique".

L'opposition à la confédération s'organisa au Québec sous la direction du parti *rouge* qui dénonça les intérêts des capitalistes anglais derrière le projet et l'adoption de cette nouvelle constitution sans consulter le peuple. Des pétitions réunissant 20,000 signatures furent présentées au Parlement. Rien à faire. La bourgeoisie anglaise, Cartier et le clergé ne craignent pas le peuple canayen parce qu'on lui avait cassé le dos en 1837-38 et ils sentaient qu'ils pouvaient maintenant le mener comme ils l'entendaient.

## LE SILENCE DU PEUPLE

En relatant l'histoire de 1837 à 1867 (la confédération) on parle beaucoup de gouvernement responsable, rapport Durham, élections, difficultés ministérielles, mais à ce moment-là on parle du colonisateur qui essaie de nouveaux arrangements pour maintenir le peuple dans la sujétion. Pendant ce temps, que ce passe-t-il dans le peuple?

Le peuple canayen qui avait répondu avec un enthousiasme révolutionnaire bouleversant aux cris de révolte des leaders patriotes, se retrouve, après l'échec de la Rébellion, dans un état de découragement collectif très grave. Les leaders patriotes ont, en fait, laissé tomber le peuple. Ils n'étaient pas du peuple et n'ont pas intégré le peuple. Le peuple a lutté, s'est sacrifié, a versé son sang, a été battu et les leaders en sont sortis presque tous indemnes. Le peuple sent qu'il a été triché sinon trahi par les leaders qui lui ont fait miroiter sa libération. Certains habitants, comme on l'a vu, s'exilent aux Etats-Unis. Les autres, méfiants, se replient sur eux-mêmes. Ils se réfugient dans la passivité et écoute la voix du clergé qui, lui, maintenant plus que jamais, va exploiter la situation de la défaite de la Rébellion pour promouvoir son leadership et établir sa domination sur le peuple.

Le parti *rouge* essaie bien de maintenir vivante la ferveur patriote, mais, pour le peuple, ce parti présente une opposition stérile au colonisateur après la défaite. Est-ce que le parti *rouge* songe à poursuivre la lutte, sérieusement, en fondant une armée populaire de libération? Non. Le parti *rouge* mène la lutte au niveau de la propagande seulement, avec journaux et distribution de livres. Le peuple verra le parti *rouge* comme un club d'intellectuels jusqu'à ce que ce parti devienne de moins en moins radical, devienne réformiste et se transforme en parti *libéral* inoffensif.

Ce parti *rouge* qui regroupe les quelques éléments de l'élite canayenne petite-bourgeoise radicale publie les 3 journaux *l'Avenir*, *le Pays* et *le Défricheur*, mène un combat verbal acharné

contre le rapport Durham, contre l'Union des Canadas, contre les Réformistes, contre la confédération. Il devient la force dominante de l'*Institut Canadien de Montréal*, une association littéraire et scientifique fondée en 1844 pour donner un centre intellectuel aux diplômés des collèges classiques en l'absence d'une université laïque française. (Rappelons que les Anglais ont déjà leur université McGill depuis 1829). Les jeunes du parti rouge lisent à la bibliothèque de l'*Institut Canadien* des oeuvres de Voltaire, Lamartine, Pascal, Montesquieu, Montaigne, Lamennais, auteurs à l'*Index* des livres défendus et se livrent à des discussions animées sur les libertés politiques, la liberté de parole et de pensée. En 1857, l'*Institut Canadien de Montréal* comptait 700 membres. Le clergé contre-attaqua bientôt en essayant de créer des instituts parallèles, l'*Oeuvre des bons livres* et le *Cabinet de lecture*. C'est Mgr Bourget, successeur de Mgr Lartigue, qui menait la bataille. Il fit circuler des lettres pastorales condamnant l'*Institut*. Les membres de l'*Institut* tâchèrent de faire comprendre aux autorités que les livres de leur bibliothèque n'attaquaient pas la religion ni la morale catholique. En 1869, Bourget réussit à mettre l'annuaire de l'*Institut* à l'*Index*, ce qui voulait dire l'excommunication pour ceux qui oseraient l'ouvrir. Cette même année, l'imprimeur Guibord, membre de l'*Institut*, mourut sans les derniers sacrements quand le prêtre qu'il avait appelé à son chevet les lui refusa à cause de son affiliation à l'*Institut*. Le curé de Notre-Dame refusa également de l'enterrer dans la partie consacrée du cimetière. Les amis de Guibord, membres de l'*Institut*, devant ce refus, s'amènèrent avec le corps au cimetière de Côte-des-Neiges le dimanche après-midi suivant. Le gardien refusa de les laisser entrer. Ils allèrent donc l'enterrer temporairement dans le cimetière protestant et commencèrent des poursuites contre le curé. Le procès devint vite une querelle entre, d'une part, les partisans farouches des droits, des privilèges et de l'autoritarisme de l'Eglise et, d'autre part, les partisans des libertés civiles, la liberté de parole, la liberté de pensée. Ce conflit montre à quel point la société canayenne avait regressé en si peu de temps après le grand conflit économique et politique de la Rébellion. Le colonisé, vaincu, mis à l'écart du grand courant

de l'Histoire, retournait maintenant des siècles en arrière et se retrouvait à orienter toute son énergie dans des querelles du Moyen Age. Le colonisateur trouvait très amusant de voir les colonisés trimbalier un cadavre d'un cimetière à l'autre en s'engueulant profusément. La chicane stérile était prise chez le colonisé. Le colonisateur dont la tactique de *diviser pour régner* réussissait parfaitement, n'avait qu'à *watcher la game*.

Le juge, qui avait des sympathies libérales, condamna la paroisse à l'inhumation dans le cimetière catholique. Ce jugement fut annulé l'année suivante par la Cour d'Appel qui dit que le clergé était dans ses droits. Les amis de Guibord allèrent en appel devant la Cour du Banc de la Reine qui confirma le jugement de la Cour d'Appel. Ils portèrent ensuite l'affaire devant le Conseil Privé à Londres. Celui-ci ordonna à la paroisse d'inhumer Guibord dans la partie catholique du cimetière en évoquant la subordination du droit canon aux lois civiles sous le Régime français. Le 2 septembre 1875, les amis de Guibord exhumèrent le cercueil, le couvrirent d'un drapeau anglais et le transportèrent vers le cimetière catholique où les attendaient des milliers de catholiques enragés qui leurs bloquèrent le passage et les chassèrent vers le cimetière protestant à coups de pierres. Le 16 novembre, après de nouvelles poursuites et des débats enragés dans les journaux, le cercueil partit de nouveau du cimetière protestant vers le cimetière catholique mais sous la garde de 1235 soldats. On remplit la tombe de ciment pour empêcher sa profanation et on y plaça une garde. Mgr Bourget dit dans une lettre pastorale que malgré l'enterrement dans le cimetière catholique la tombe serait toujours séparée du sol consacré. Il suggérait comme épitaphe: "Là repose un révolté que l'on a enterré par la force des armes".

Si Londres avait eu en tête le bien-être de ses "sujets", elle aurait avancé un compromis qui aurait réduit le conflit. En prenant parti pour les libéraux contre le clergé, elle accentuait la division entre les Canayens et envenimait des querelles stériles et ridicules qui empêcheraient les colonisés de s'organiser contre le colonisateur.

Pourquoi le parti *rouge* tomba-t-il dans ce panneau? Il semble que ceux qui se disaient les héritiers des Patriotes en étaient

en fait de pâles reflets. Pourquoi vouloir donner une sépulture chrétienne à Guibord? Pourquoi ne pas l'avoir enterré dans un cimetière neutre qu'ils auraient inauguré pour l'occasion? Comment pouvaient-ils penser faire avancer la cause des libertés civiles en forçant l'Eglise à accepter des recalcitrants dans son sein? Pourquoi le drapeau anglais sur le cercueil? Ne pouvaient-ils voir que ce symbole les identifiait au colonisateur et que, comme progressistes qui voulaient gagner le peuple à leur cause, ils se contredisaient stupidement et s'aliénaient le peuple qui, comme de raison, ne voulait suivre une bande d'intellectuels paradant avec un cercueil couvert du symbole de leur oppression. Ces membres du parti *rouge*, ces libéraux, étaient en somme des catholiques modérés qui s'acharnaient à combattre les catholiques extrémistes, plus catholiques que le pape.

C'était une querelle entre paroissiens et nullement, en fait, un combat entre partisans de libertés civiles et religieuses d'une part, et partisans de la théocratie absolue d'autre part. Le parti *rouge* qui se croyait progressiste, ne l'était pas. Il prenait le vocabulaire des forces progressistes de l'époque, il essayait d'adopter des idées progressistes comme la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais en fait, dans son combat, on voit qu'il menait une lutte d'arrière-garde, qu'il réunissait des conservateurs déguisés en radicaux. En constatant ce conservatisme profond sous le masque progressiste, on comprend comment ce parti *rouge* dit radical soit devenu le parti libéral qu'on connaît aujourd'hui.

Quand on voit que l'élite progressiste en était rendue à se bagarrer sur un pauvre cadavre au fond d'un cimetière catholique, on se rend compte de l'empire fantastique que l'Eglise avait réussi à étendre sur le peuple canayen depuis la Rébellion. Voyons quelques autres exemples de cette domination.

L'historien François-Xavier Garneau voulut relever le défi de Durham dont le rapport nous définissait comme un peuple "sans littérature et sans histoire". Il écrivit *L'Histoire du Canada depuis sa découverte jusqu'à nos jours*. Dès la publication de son premier volume en 1845, il eut des difficultés avec le clergé qui trouvait qu'il ne faisait pas assez ressortir le caractère religieux de la colonisation de la Nouvelle-France. Garneau, qui

avait eu des sympathies patriotes, les oublia le plus possible et dans les volumes suivants tâcha de se corriger en affirmant que la survie du peuple canayen était absolument liée à la foi catholique. Mais ce n'était pas suffisant. L'édition de 1859 de son *Histoire* fut soumise à la censure du clergé qui coupa des paragraphes et demanda à l'auteur d'en récrire certaines pages. Notre premier historien se soumit à la dictature du clergé.

Le clergé comprit, lors de la Rébellion, la force du nationalisme. Le clergé vit des habitants mourir pour la libération du Québec. Le clergé comprit qu'il fallait s'emparer du nationalisme des Canayens pour les tenir sous sa tutelle. C'est pour cela qu'elle exigea que Garneau dise dans son *Histoire* que le peuple canayen ne pouvait pas survivre sans la foi catholique, c'est-à-dire sans le clergé. Il répandit l'idée dès cette époque que "c'est grâce au clergé que les Canayens existent toujours". On entend encore aujourd'hui cette grossière fabrication. Mais la vérité est ailleurs. Si le peuple canayen a survécu c'est malgré le clergé qui, lui, était prêt aux pires trahisons nationales pour conserver sa domination. Des nationalistes comme notre poète Crémazie osait cependant dire que la langue avait un rôle à jouer pour conserver notre nationalité. Il affirmait que notre langue était "le second boulevard de notre nationalité, puisque la religion en est le premier".

L'abbé Casgrain s'érigea lui-même en critique littéraire et gouverna la littérature de l'époque comme un dictateur. Il disait: "Si comme cela est incontestable, la littérature est le reflet des moeurs, du caractère, des aptitudes, du génie d'une nation... la nôtre sera grave, méditative, spiritualiste, religieuse, évangélicatrice comme nos missionnaires, généreuse comme nos martyrs, énergique et persévérante comme nos pionniers d'autrefois. Mais surtout elle sera essentiellement croyante et religieuse... C'est la seule condition d'être: elle n'a pas d'autre raison d'existence".

Il commanda des retouches à Philippe-Aubert de Gaspé dans ses *Anciens Canadiens*, oeuvre pourtant déjà si anti-révolutionnaire, si catholique, si monarchiste qu'on la croirait écrite par un zouave anobli. Les poètes de l'*Ecole de Québec* qui regroupait Crémazie, Garneau, l'abbé Ferland, Gérin-Lajoie et quel-

ques autres, soumettaient toujours leurs oeuvres au ciseau archi-catholique de Casgrain.

Les oeuvres littéraires les plus appréciées étaient celles du genre de *Jean Rivard, le défricheur* de Gérin-Lajoie qui prêchait le retour à la terre, la nécessité de la frugalité et du labeur. Le héros du livre décide, après ces études, de servir son pays en allant défricher des terres vierges, bâtir une maison pour sa bien-aimée, créer dans la région défrichée une paroisse qui attirera d'autres jeunes tentés par l'émigration aux Etats-Unis.

Le nationalisme révolutionnaire de la Rébellion devient, par la propagande cléricale exercée sur le peuple vaincu, un nationalisme conservateur, réactionnaire, monarchiste, un nationalisme tourné vers le passé, un nationalisme avec des mythes de peuple choisi. En 1855, l'arrivée de *la Capricieuse*, le premier bateau français à venir dans un port du Saint-Laurent depuis la Conquête, amena des manifestations de ce nationalisme. Ce fut la joie, l'allégresse; on chante, on danse: "la France est revenue", festivités, démonstration de ferveur patriotique.

On tâchait de réveiller chez le peuple l'allégeance à une mère-patrie qu'il avait rejeté depuis longtemps, à cette bonne vieille maman qui avait fauté, il faut le dire, en tombant dans les bras de la Révolution, mais dont on était confortablement séparé par un océan et que la puissance britannique materait si elle essayait de pousser ici ses idées libérales. *La Capricieuse* était venue faire une visite d'amitié après que la reine Victoria avait fait une alliance avec Napoléon III, empereur des Français. La France n'était pas revenue. Elle faisait une petite visite. On moussait chez le colonisé canayen une dépendance vis-à-vis une mère qu'il ne pourrait jamais revoir mais dont on lui montrait quelques portraits. En fait on développait chez lui le colonialisme culturel vis-à-vis la France. On le maintenait dans *l'ailleurs*, dans des rêves de grandeur passée quand la France dominait le Canada. De cette façon, on empêchait le colonisé canayen de compter sur lui-même, de se définir comme canayen, de s'identifier à l'homme d'ici, colonisé, certes, mais prêt à lutter contre ce colonialisme. On essayait de le maintenir dans l'enfance. Le clergé *infantilisait* le peuple, le gardait dans l'ignorance la

plus crasse et la dépendance la plus aveugle pour établir sa domination totale sur lui.

Un autre exemple de ce nationalisme aberrant, de ce nationalisme pénétré de catholicisme réactionnaire est la levée de l'armée de zouaves pontificaux en 1867. L'année même ou l'élite clérico-bourgeoise, le clergé, Cartier et consorts, enfermaient le peuple canayen dans la prison de la confédération et l'assujettissaient encore davantage à un colonialisme économique, politique et culturel, 135 volontaires sont expédiés pour aller défendre les intérêts économiques du pape.

En effet, à cette époque, l'Italie qui est morcelée en plusieurs petits états, dont les Etats pontificaux, est en train de faire son unité. Garibaldi et ses troupes rallient la population italienne de tous ces états, et même ceux des territoires pontificaux. Le Pape qui voit s'effondrer son pouvoir temporel crie au secours et déclare une guerre sainte. Napoléon III, pas plus catholique que Garibaldi mais non plus anxieux de voir une Italie unie qui pourrait être une menace à la puissance française, envoie des troupes, qu'on appelle zouaves pontificaux, défendre le Pape contre Garibaldi. Mgr Bourget croit de son devoir d'en faire autant, bien que le pape ne lui ait demandé que de l'aide financière. Il lève un contingent de 135 volontaires choisis davantage pour leur moralité que pour leur valeur militaire. Ils partent pour Paris en 1868 mais ne voient pas le feu de la bataille parce que le mouvement de Garibaldi s'effondre et la reddition des territoires pontificaux à l'Italie unifiée se fait par la guerre diplomatique. En même temps une campagne de propagande contre le libéralisme bat son plein au pays.

Selon Mgr Lafliche, le Canada français "avait sans aucun doute reçu de la Providence une mission, celle de maintenir et d'étendre le royaume de Dieu dans le Nouveau-Monde". Il fallait donc éviter toute contamination de libéralisme.

Ces archi-religieux, qu'on appelait *ultramontains*, prônaient la suprématie de l'Eglise sur l'Etat, le contrôle absolu du clergé sur toutes les activités du citoyen. Mgr Bourget fait venir des ordres religieux de France. Les Jésuites étendent encore davantage leur influence. De nombreux collèges sont fondés. L'Université Laval, sous contrôle clérical absolu est fondée en

1852 alors que l'*Institut Canadien* que les intellectuels libéraux avaient voulu transformer en une université laïque est écrasé! Au niveau social, le clergé surveillait sa domination. Quand des ouvriers canayens commencèrent à se regrouper en syndicats vers 1850, le clergé les accusa de former de "dange-reuses sociétés secrètes". Le syndicat américain, *Knights of Labour*, qui représentait à l'époque un mouvement ouvrier qui voulait transformer les structures sociales en faveur de la classe ouvrière, réussit à s'implanter au Québec en 1881 mais, 5 ans après, il disparaissait du Québec à la suite des attaques virulentes de Mgr Taschereau. Le clergé se mit ensuite à créer des syndicats catholiques qui n'étaient que des syndicats de boutique, vendus d'avance à la bourgeoisie.

Au niveau politique proprement dit, le clergé dans son ensemble était *bleu*. On y retrouvait quelques *rouges* mais ils étaient réduits au silence. Les *ultramontains* ne trouvaient pas leur influence suffisante dans le parti et ils tentèrent même de fonder au sein du parti conservateur un *parti catholique* avec un *programme catholique*, qui aurait obligé les députés conservateurs à légiférer sur le mariage, l'éducation, la fondation des paroisses "selon que Nos Seigneurs les Evêques de la Province pourraient le demander afin de les mettre en harmonie avec les doctrines de l'Eglise catholique romaine".

Le clergé instaurait un régime théocratique et enfermait le peuple canadien dans les catacombes de l'Histoire pour un siècle à venir.

## SITUATION DEMOGRAPHIQUE

Au recensement de 1871, la population blanche du Québec est de un million environ. Les trois quarts sont Canayens. Le reste est anglophone (anglais, écossais, irlandais).

Les Canayens, majoritaires au Québec sont minoritaires au Canada dans son ensemble. Ils ne sont que le tiers de la population blanche.

Au Québec, 85% de la population est rurale. La plupart de cette population rurale est canayenne. Les villes, elles, sont plus anglaises que françaises. La ville de Québec est anglaise à 40%.

La ville de Montréal avec sa population de 115,000, a une majorité anglaise. Les marchands, banquiers et industriels anglais, habitent les magnifiques domaines sur les pentes du Mont-Royal construits par les marchands de fourrures dont ils sont les descendants. La classe bourgeoise anglaise habite à l'ouest de la St-Lawrence-Main, la classe bourgeoise française à l'est, entre Ste-Catherine et Sherbrooke. Les ouvriers peuplent les villages sordides qui entourent les manufactures.

## SITUATION ECONOMIQUE

Vers 1850, le bouleversement qu'apporte l'industrialisation a déjà affecté les Etats-Unis et attire dans les usines du *cheap-labor* canayen. Les Canayens se ressentent de tous ces changements de l'ordre économique même s'ils se concentrent surtout sur l'agriculture. La ville de Québec perd toute son importance commerciale quand les chemins de fer s'étendent jusqu'à l'Atlantique.

La construction navale de Québec qui faisait vivre la moitié de sa population disparaît presque totalement parce que le bateau d'acier remplace le bateau en bois. Tout ce qui reste à la ville de Québec c'est 35 tanneries, 8 fonderies, des menuiseries et brasseries. Pour subsister, elle dépend maintenant de l'Eglise et de l'Etat, centre administratif de l'Eglise et capitale provinciale. Trois-Rivières et Sorel souffrent également de ne pas se trouver sur le parcours de la voie ferrée du Grand Tronc qui suit la rive jusqu'à Rivière-du-Loup.

Montréal par contre devient la métropole du Canada. Son port est aménagé pour recevoir le premier océanique en 1857. Elle devient le centre d'importation et d'exportation. En 1861 l'exportation de produits agricoles est plus importante que celle de

produits forestiers. Elle devient un centre ferroviaire important étant liée au *Grand Tronc* par le pont Victoria, et une plaque tournante du réseau fluvial. Elle devient aussi le centre administratif de beaucoup de compagnies et le centre bancaire du Canada, mais tout ceci au profit de marchands anglais et de quelques bourgeois canayens comme Cartier. Le peuple canayen en bénéficie un peu et ceci, indirectement, par les emplois mal payés que ces activités commerciales offrent aux jeunes habitants qui quittent les fermes pour aller faire fortune à la ville.

Sherbrooke se développe d'une façon semblable aux villes des Etats-Unis avec ses usines de papier et de textile.

Les habitants du Québec, dans de petites fermes pas toujours rentables, ne peuvent pas concurrencer les producteurs de blé du Mid-West américain. Ils tâchent de diversifier en s'orientant vers l'industrie laitière.

En fait, pour le peuple canayen la situation économique est déplorable et cela découle non pas de son manque de sens des affaires comme on l'a tant répété, mais simplement de sa situation de peuple colonisé, de peuple à qui on a enlevé tous les leviers politiques et économiques de développement. Politiquement, on l'a vu, les Canayens n'ont aucun pouvoir. Economiquement non plus. La grande majorité se trouve sur des fermes mais l'exploitation agricole du Québec est insignifiante par rapport à l'Ontario et aux Etats-Unis et cela, pour deux raisons: 1o Les terres le long du fleuve, les seules productives appartenant à des Canayens, sont en fait peu nombreuses comparées aux étendues du *Mid-West* et 2o les Canayens n'ont aucun contrôle sur le marché. Il est dans les mains de marchands anglais qui se fichent éperdument du développement économique du Québec s'ils peuvent faire plus d'argent à vendre du blé américain à l'Angleterre.

Il ne faut jamais oublier que le marchand est motivé strictement par le profit. Le marchand va être nationaliste, va favoriser le développement national si ça lui rapporte de l'argent (rappelons-nous la fabrication de la confédération par les marchands).

Par contre, s'il peut faire de meilleurs profits en vendant la nation, il va le faire (pensons à Cartier et à sa participation à la confédération).

Le jeune habitant qui quitte la ferme parce que son frère aîné en est l'héritier, peut devenir bûcheron. A ce moment-là il se fait exploiter par les compagnies anglaises, dans la région du Lac St-Jean, dans la Mauricie, le long de l'Outaouais. S'il vient en ville, il devient l'employé mal payé dans les usines appartenant à des Anglais. Il est pris de toutes façons, un exploité, un colonisé, un homme abâtardi par le colonialisme britannique.

Le jeune habitant dont le curé du village a payé le cours classique se sent redevable et va le plus souvent entrer en religion. En même temps, devenir prêtre c'est monter dans l'échelle sociale, c'est en fait devenir membre de la nouvelle aristocratie canayenne. Ce terme n'est pas trop fort. Le clergé en établissant la suprématie de l'Eglise au Québec, en établissant sa théocratie, a donné un statut privilégié à tout membre du clergé, à fait de ses prêtres une classe privilégiée à qui ont doit révérence, respect, obéissance, soumission, à qui on doit rendre hommage. Les curés n'exigeaient-ils pas les mêmes marques de respect, courbettes et révérences, que l'aristocratie sous Louis XV? Le clergé n'avait-il pas la même idéologie que ces nobles en prêchant l'obéissance aveugle et la soumission absolue à leur autorité de droit divin? Ne favorisent-ils pas la monarchie comme ordre social plutôt que la démocratie bourgeoise avec ses tendances libérales? Il faut noter que même si on emploie l'expression d'élite *clérico-bourgeoise* pour désigner la tête dirigeante de la société canayenne qui comprenait clergé et petite bourgeoisie collaboratrice, il ne faut pas croire que cette élite est imbue de l'idéologie bourgeoise. En fait, elle est beaucoup plus imprégnée de l'idéologie aristocratique de la France pré-révolutionnaire que de l'idéologie bourgeoise qui a cours dans les milieux libéraux français, anglais et américains. Cette élite clérico-bourgeoise au Québec va prêcher les valeurs de l'Ancien Régime (foi en Dieu, respect de l'autorité religieuse et civile, mépris pour le commerce, culte de l'honneur) et non celles de la classe bourgeoise (foi en Dieu tempérée par la loi en la rationalité et la force créatrice de l'homme, respect de l'autorité des élus du peuple, culte de l'exploitation commerciale et mépris pour "l'honneur", ascension sociale par les ressources de l'individu). Mais en fait, tout en prêchant les valeurs de l'aris-

tocratie, le clergé pratique l'activité bourgeoise. Il va, sans le dire trop fort, investir dans l'économie capitaliste nord-américaine et faire de gros profits, il va jouer avec les "élus du peuple" pour garder son contrôle sur la démocratie bourgeoise du Québec. Il va mépriser l'honneur de tous les Canayens qui contesteront son autorité, il va exploiter le désir d'ascension sociale des Canayens pour les recruter dans ses rangs. Cette schizophrénie<sup>1</sup> de l'élite cléricobourgeoise va maintenir des générations de Québécois en dehors de la réalité, en dehors du monde réel, en dehors de l'Histoire et expliquera l'avortement de toute tentative de recherche intellectuelle, la banqueroute de nos projets politiques et l'exil de nos fils les plus doués.

Les jeunes qui ne choisissent pas la prêtrise en sortant du collège deviennent avocats, notaires, médecins. Ils deviennent membres de cette élite, eux qui ont subi le lavage de cerveau intensif du clergé pendant 8 ans de cours. Les avocats et notaires travaillent à leur compte ou pour des compagnies anglaises ou encore deviennent fonctionnaires. Si des membres de cette élite laïque réussissent à ramasser un peu d'argent, ils l'investissent dans de petites industries de famille. Vers 1850-1860, on en trouve déjà un certain nombre. Le petit capital canayen exploite la fabrication de la brique, de la chaussure, du bois fini, quelques scieries et plusieurs tanneries. En 1871, l'industrie canayenne exploitait 7300 travailleurs canayens pendant que l'industrie anglaise, elle, en exploitait 50,000 à 75,000 dans le bois ou dans l'usine et que l'industrie américaine dans les états du Maine, Massachusetts et Vermont en exploitait un autre 75,000 à peu près.

Vers la fin du siècle, la principale industrie de la province sera celle de la pâte à papier. Le capital américain s'y installe, obtient des concessions forestières immenses pour presque rien et embauche le *cheap-labour* québécois. La pénétration du capital américain dans le secteur primaire, c'est-à-dire l'extraction (comme le bois pour le papier, l'amiante à Thet-

---

1-schizophrénie: Maladie mentale dans laquelle le malade a perdu tout contact avec la réalité et le monde extérieur et vit dans un monde intérieur créé par lui. Ici, le mot n'est pas pris au sens strict. Il est employé pour indiquer les contradictions entre ce que le clergé prêche et ce qu'il fait en réalité.

ford) et la subordination graduelle du capital anglais à ce capital américain dans la province annonce le nouveau régime sous lequel tombe le peuple canayen.

## **LA CONFEDERATION (1867)**

Le Canada-Uni qui se composait du Haut- et du Bas-Canada est maintenant transformé.

La nouvelle colonie s'appelle le Canada. Le Canada comprend 4 provinces: l'Ontario, le Québec, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick. Il est administré par un gouvernement fédéral (ou central) dont la capitale est Ottawa, et par des gouvernements provinciaux (ou locaux) dans chaque province. Le gouvernement fédéral a tous les pouvoirs importants et surtout ceux de l'ordre économique. Les gouvernements provinciaux ont des pouvoirs pour la plupart insignifiants, des pouvoirs de concierge.

## **LE PARTAGE DES POUVOIRS**

Le gouvernement fédéral s'arrogé les pouvoirs suivants:

1-les mécanismes de contrôle des finances du pays:

la Banque du Canada et l'émission de monnaie et de papier-monnaie, la dette publique, le droit de regard sur les banques de caisses d'épargne, droit de tout mode de taxation, emprunts sur le crédit public, faillites.

2-les mécanismes de contrôle du commerce:

le transport par eau, par chemin de fer, les communications, les postes, la navigation, les pêcheries, les ports, le commerce extérieur, les douanes, la propriété publique.

- 3-les mécanismes de contrôle de la défense nationale: milice, service militaire, marine.
- 4-les mécanismes de contrôle de la justice: droit criminel, pénitenciers.
- 5-les mécanismes de contrôle de droit civil: mariage et divorce, droits d'auteur, brevets d'invention.
- 6-contrôle de la population: recensement, statistiques, immigration.
- 7-les relations extérieures, ambassades, etc.
- 8-droit de contrôle sur toute matière sauf celles attribuées expressément et exclusivement aux provinces.

Les pouvoirs des provinces se limitent à l'administration purement locale.

- 1-droit de taxation directe pour des fins provinciales et droit d'emprunt sur le seul crédit de la province.
- 2-administration et vente de terres publiques appartenant à la province y compris les forêts.
- 3-administration des municipalités.
- 4-administration des institutions scolaires, réglementation de l'éducation (mais sujet au désaveu fédéral).
- 5-administration des hôpitaux et asiles.
- 6-administration de prisons publiques.
- 7-administration de tribunaux provinciaux civils et criminels.
- 8-émission de permis de vente de boutiques et débits de boissons, émission de chartes de compagnies.
- 9-construction de routes locales.
- 10-célébration des mariages.
- 11-réglementation de la propriété privée.

Les deux langues, anglaise et française, sont officielles au niveau fédéral, strictement dans les procès-verbaux et les lois du Parlement et dans les débats. Dans toute autre activité fédérale l'anglais est la langue d'usage.

Au niveau provincial, la langue officielle est l'anglais, sauf au Québec où les deux sont officielles.

Le Parlement du Canada se compose de deux chambres: le Sénat (ancien Conseil législatif) dont les membres sont nommés par le parti au pouvoir.

La Chambre des Communes (ancienne Assemblée) élue.

Le gouverneur-général représente la Reine.

Les gouvernements provinciaux se composent d'un lieutenant-gouverneur et de l'Assemblée législative.

La province de Québec a cependant en plus du lieutenant-gouverneur et de l'Assemblée législative, un Conseil législatif nommé par le parti au pouvoir.

Dès 1867, c'est le fédéral qui prend la part du lion. La taxation directe à l'époque est impopulaire et à peu près inexistante. C'est en fait la taxation indirecte qui se trouve la source principale du revenu du gouvernement. Or, le fédéral s'est donné le revenu des douanes qui représente 80% de tous les revenus tandis que le revenu d'autres taxes indirectes (permis de coupe de bois, de vente) ne rapporte que 20% et est donné aux provinces. Dès les premières années de la dite confédération les provinces comme le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse sont obligées de quêter des subventions d'Ottawa pour boucler leur budget. La dépendance des provinces vis-à-vis Ottawa est assurée dès le début et s'accroît avec les années et surtout durant des périodes de crises (guerres mondiales, dépressions économiques).

Les provinces sont en fait des colonies du fédéral. Mais le fédéral lui-même demeure, au niveau politique, colonie de la Grande-Bretagne car "toute loi canadienne est nulle dans la mesure où elle contredit une loi impériale appliquée au Canada", et en fait les relations internationales du Canada sont gouvernées par le *Colonial Office*. Une déclaration de guerre par l'Angleterre entraîne le Canada dans cette guerre. De plus, le Canada ne peut signer de traités internationaux.

A l'été de 1867, ont lieu des élections fédérales et provinciales.

Au fédéral, les conservateurs de MacDonal et Cartier remportent les deux tiers des sièges et forment le ministère qui va gouverner jusqu'en 1874.

La première mesure du gouvernement d'Ottawa est l'achat des plaines de l'Ouest. Ces immenses territoires sont exploités par la Compagnie de la Baie d'Hudson depuis longtemps. Cartier et un certain McDougall se rendent à Londres pour négocier l'affaire. La Compagnie cède le territoire pour \$1,500,000 mais se réserve les terrains près des postes de traite. Le territoire couvre

2,500,000 milles carrés. On ne demande évidemment pas l'avis des populations qui l'habitent, des 75,000 habitants dont des milliers d'hommes rouges, des 10,000 métis canayens, de quelques milliers de Canayens et d'Écossais et de quelques milliers d'Esquimaux.

## RIEL

La confédération était en vigueur depuis à peine quelques années quand la crise du Manitoba démontra que cette confédération avait été conçue pour faire du Québec une réserve pour les Canayens et que les Anglais se battraient à mort pour empêcher que les Canayens et les Métis canayens de la Rivière Rouge créent une province française à l'ouest de l'Ontario. Pour les Anglais du Canada, une province de Québec c'était déjà trop. Il fallait détruire dans l'oeuf les volontés de regroupement des Métis canayens dans l'Ouest, les massacrer et y installer des Anglais qui feraient du Manitoba une province anglaise.

Ottawa sut s'organiser pour réaliser ce projet et ne recula pas devant le meurtre de Riel en 1885.

Dans l'Ouest, la Compagnie de la Baie d'Hudson exploite le commerce des fourrures. Les Rouges, les Métis canayens et des trappeurs canayens sont le *cheap-labour* de ce commerce. Les 10,000 Métis et les quelques milliers de Canayens sont également établis sur des terres le long de la Rivière Rouge et de ses tributaires selon le système de peuplement du Québec, des bandes de terres étroites qui partent des cours d'eau pour pénétrer loin dans les terres. Ils se regroupent aussi à St-Boniface où Mgr Plessis a envoyé des missionnaires dès 1818. De l'autre côté de la Rivière Rouge, quelques milliers d'Écossais venus avec Lord Selkirk en 1812, cultivent les terres très fertiles de la région. La majorité de la population est métisse canayenne et très consciente de son identité propre.

La Compagnie de la Baie d'Hudson a, comme les compagnies de l'époque, des privilèges fantastiques. Elle a établi une administration politique dans la région. Elle nomme un Gouverneur et un Conseil qui ont des pouvoirs dictatoriaux sur la population.

La Compagnie s'entend assez bien avec les Ecossais, qui, eux, se limitent à la culture de la terre mais elle exploite d'une façon ignoble les Métis. Ceux-ci se sont déjà soulevés en 1826-27.

En 1849, la Compagnie a traduit devant sa propre cour de justice, un Métis qu'elle accuse de trafic "illicite" de fourrures. Ce dernier, en effet, s'est permis de vendre le produit de sa chasse à des Américains qui lui offraient davantage. Durant son "procès" devant un agent de la Compagnie, une bande de Métis envahit la salle d'audience et imposa l'acquiescement de leur camarade. Jean-Louis Riel, meunier de St-Boniface, père de Louis, est l'âme dirigeante de cette insurrection.

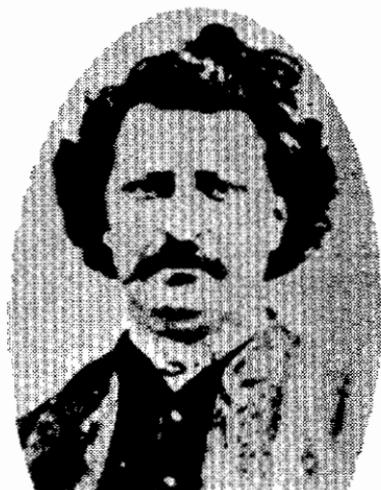
Dans les années 50 et 60, quelques milliers de Canayens qui quittaient le Québec mais ne tenaient pas à immigrer aux Etats-Unis, allèrent s'installer le long de la Rivière Rouge, s'adonnèrent au défrichage et à l'agriculture et fondèrent des paroisses.

En même temps, les Américains qui s'étendaient vers le Pacifique, avaient des visées sur ces riches plaines. De leur côté, les Anglais d'Ontario lisaient les articles anti-canayens de George Brown et de William McDougall qui eux, voulaient faire de l'Ouest, une extension de l'Ontario. Dans ce but, il fallait empêcher d'une part, les Canayens de s'y regrouper et, d'autre part, les Américains d'annexer la région.

En 1864, les promoteurs de la confédération, réunis à Québec, discutent de l'admission de cette région qu'on appelle les territoires du Nord-Ouest (les actuelles provinces de Manitoba, Saskatchewan, Alberta, le Yukon et le Keewatin). Lorsque les Métis apprennent qu'on est en train de décider de leur sort sans les consulter, leur ressentiment s'accroît.

En 1868, Ottawa envoie, tout à fait illégalement, une équipe de construction de routes dans la région de la Rivière Rouge. On dit que c'est pour donner du travail aux Métis dont la situation économique est mauvaise après la dévastation des récoltes par les sauterelles.

L'été suivant, ce sont des arpenteurs canadiens qui procèdent à leurs tracés, sans respecter les divisions de terrain propres aux Métis, en se moquant d'ailleurs dédaigneusement des protestations de ces derniers. Lorsque ces protestations parviennent aux oreilles du Premier Ministre MacDonald, tout ce qu'il trouve à en



**LOUIS RIEL**

**LE CONSEIL METIS**



dire est injurieux pour les Métis. Il les traite de "half-castes", de dégénérés.

Les négociations entre Ottawa et la Compagnie de la Baie d'Hudson se terminent.

Le 1er décembre, le territoire passe officiellement entre les mains du Canada pour la somme de 300,000 livres sterling. Le gouvernement canadien nomme un Gouverneur et un Conseil pour la région.

William McDougall est nommé gouverneur. Il doit s'y rendre pour prendre son poste le 1er décembre. Tout les membres du Conseil sont des protestants militants anti-canayens à l'exception d'un Canayen vendu.

Mais, dès octobre, les Métis ont organisé la résistance.

Le 11 octobre, le jeune Louis Riel, à la tête d'un groupe de Métis, disperse une équipe d'arpenteurs.

Le 20 octobre, les Métis se réunissent et élisent un Gouvernement Provisoire sur le modèle de leur organisation pour la chasse au bison. John Bruce, Métis écossais, est élu président, Riel, secrétaire. Leur but est d'obtenir du Canada la reconnaissance de leur droits avant le 1er décembre, date à laquelle le territoire est censé passer des mains de la Compagnie dans celles du Canada.

Le Conseil de l'Assiniboia, conseil local de la Compagnie, somme Riel de comparaître devant lui pour s'expliquer. Riel se présente et défend les droits des Métis en protestant contre tout gouvernement qui viendrait du Canada sans que les Métis soient consultés.

Entre temps, McDougall et son Conseil font route vers la Rivière Rouge par les Etats-Unis.

A Pembina, en territoire américain, une ambassade métisse, vient lui dire de ne pas franchir la frontière s'il ne veut pas se faire massacrer.

Le 30 octobre, il essaie de traverser mais un commando métis, sous le commandement d'Ambroise Lépine, l'en empêche.

Le même jour, Louis Riel s'empare du Fort Garry, poste de traite de la Compagnie, au nom du Gouvernement Provisoire.

Entre temps, le Colonel Dennis, chef des arpenteurs, organise un "coup d'état" pour faire entrer McDougall par la force.

Le 6 novembre, Riel invite les paroisses écossaises à choisir des représentants pour rencontrer les Métis canayens le 16 novembre.

Le 16 novembre, MacTavish, gouverneur de la Compagnie, lance une proclamation qui proteste contre les décisions du Gouvernement Provisoire et demande un retour à la légalité.

En d'autres termes, il veut que le Gouvernement Provisoire disparaisse mais il n'ose pas y aller de front, de crainte d'aggraver la situation.

Un de ses collègues anglais propose un compromis. Anglais et Métis canayens devront se mettre ensemble pour former un nouveau Conseil qui, lui, négociera avec Ottawa.

Riel a envie d'accepter mais flaire le piège à temps.

Le 23 novembre, lui et ses troupes s'emparent des provisions et de l'argent du Fort Garry et en contrôlent toutes les entrées et sorties.

A la fin de novembre, McDougall, qui attend toujours à la frontière, reçoit une lettre du Premier Ministre MacDonald, lui disant de ne pas tenter de s'installer par la force dans ce "pays étranger".

En même temps, le Colonel Dennis, chef des arpenteurs, tente, avec 20 Canadiens et 70 hommes rouges, de renverser le Gouvernement Provisoire en attaquant le Fort Garry mais, il échoue misérablement.

Le 5 décembre, Louis Riel fait connaître sa *Liste des Droits*, où il proclame la nécessité de consultation de la population métisse sur son intégration dans le Canada.

Le 9 décembre, il s'empare de chefs du parti pro-canadien et les emprisonne dans le Fort Garry. Il arbore sur le fort le drapeau du Gouvernement Provisoire, le trèfle et la fleur de lys. Les partisans du parti pro-canadien osent à peine, à ce moment-là, sortir le leur qui n'est que le *Union Jack* avec le mot *Canada* brodé dessus.

Le Gouvernement canadien est bien embêté: le territoire qu'il convoite ne lui tombe pas dans les mains comme un fruit mûr.

MacDonald décide d'envoyer deux émissaires bien choisis, un prêtre, le Père Thibault, qui a passé 27 ans dans la région, et Charles de Salaberry, fils du héros de Châteauguay. Il y a un

troisième personnage, un dénommé Donald Smith, dirigeant de la Compagnie de la Baie d'Hudson, qui porte un petit sac, l'argent qu'il faut pour acheter les chefs rebelles.

Le plan est le suivant: offrir aux Métis deux sièges sur le Conseil dont les deux tiers seraient élus par la population de la colonie; on respecterait les titres de propriété; et offrir à Riel un poste dans la police du territoire.

Toutes ces promesses seraient accompagnées d'argent sonnant "pour construire, comme le disait MacDonald, un pont d'or sur lequel McDougall pourra passer pour entrer dans le pays".

Le 6 décembre, proclamation royale qui demande aux Métis de mettre bas leurs armes avec promesse d'amnistie<sup>1</sup>.

Riel assume la présidence du Gouvernement Provisoire. Quand les émissaires du gouvernement impérialiste canadien arrivent, ils les empêchent de parler au peuple mais accepte de discuter avec eux. Les leaders métis ne se laissent pas acheter. Riel exige qu'Ottawa reconnaisse son Gouvernement Provisoire comme le seul corps constitué qui puisse négocier l'entrée de la région de Rivière Rouge comme province à part entière dans la confédération.

Les émissaires d'Ottawa doivent reconnaître officiellement le Gouvernement Provisoire le 20 février, et Ottawa lui-même le reconnaît de fait. A ce moment-là, le Gouvernement Provisoire accepte d'envoyer à Ottawa, une délégation de trois hommes: le Père Ritchot pour les Métis canadiens, le juge John Black pour les Métis anglais et Alfred H. Scott pour les colons américains et anglais.

Pendant ces discussions entre les émissaires d'Ottawa et les chefs métis, les partisans du parti pro-canadien qui ne peuvent absolument pas accepter la négociation avec les Métis qu'ils méprisent, décident de faire un nouveau raid sur le fort pour y massacrer tous les Métis.

Dans cette bande de colonisateurs assoiffés de sang se trouve Thomas Scott qui avait réussi à s'échapper du Fort Garry où il avait été emprisonné par Riel avec d'autres leaders du parti pro-canadien le 7 décembre.

---

<sup>1</sup>-amnistie: pardon accordé par une loi spéciale.

Au cours de la nuit du 14 février, cette bande, commandée par le major Boulton, descend sur le Fort Garry mais se retire quand Riel leur promet de ne pas leur faire de mal s'ils se dispersent. En s'en allant, ces lâches ne peuvent s'empêcher de s'attaquer à un Métis nommé Parisien et à le faire prisonnier. Celui-ci s'échappe et le lendemain tire sur un colon anglais qui, croit-il, le poursuit. Le chef métis Lépine cerne la bande de Boulton et l'emprisonne au Fort. Boulton passe au conseil de guerre du Gouvernement Provisoire. Il est condamné à être fusillé. L'émissaire Smith intercède pour lui et réussit à obtenir la sentence suspendue.

Thomas Scott passe en jugement et est condamné lui aussi, à être fusillé. Smith essaie d'intercéder mais c'est peine perdue. Thomas Scott avait tenté d'assassiner le chef arpenteur Snow quand il travaillait sous ses ordres. Il était l'un des leaders de l'agitation contre les Métis.

Durant son emprisonnement, il n'avait cessé d'injurier Riel et son Gouvernement Provisoire. Il s'était évadé en janvier. Il était l'instigateur de cette nouvelle attaque contre le gouvernement Provisoire reconnu par Ottawa. Le Conseil de guerre ne peut pas revenir sur sa décision. Il est fusillé le 4 mars.

L'exécution de Thomas Scott envenime le conflit. Les colonialistes impérialistes d'Ontario écumant de rage. Mgr Taché qui a été rappelé de Rome en vitesse par MacDonald met toute son influence à persuader les chefs métis de céder aux pressions d'Ottawa. Riel le traite d'agent du gouvernement canadien mais accepte tout de même de libérer les autres prisonniers le 16 mars, proclame la paix le 9 avril et, le 23 avril, permet de remplacer le drapeau de Gouvernement Provisoire sur le Fort par le "Union Jack". Le Gouvernement Provisoire continue cependant à gouverner, avec l'accord d'Ottawa, jusqu'à l'arrivée du nouveau gouverneur.

Mais les délégués du Gouvernement Provisoire qui se rendaient à Ottawa pour négocier l'entrée de cette région dans la Confédération ont été arrêtés à Toronto sous l'instigation du frère de Thomas Scott.

Ils sont cependant relâchés quand le Gouvernement ontarien refuse de poursuivre.

Après un mois de négociation entre MacDonald et le Gouvernement Provisoire, la province de Manitoba est créée. Mais le gouvernement fédéral se réserve la propriété des terres publiques en échange des concessions faites aux Métis. Les écoles confessionnelles protestantes et catholiques sont garanties. Les langues française et anglaise sont officielles. Les Métis ont donc obtenu ce pour quoi ils s'étaient battus, mais ils tombent quand même dans le piège. Sur papier, ils ont gagné leur cause, le Manitoba est une province et non pas une simple extension de l'Ontario. Mais ils ne vont pas pouvoir bénéficier de leurs droits acquis par la création de cette nouvelle province car les Anglais vont les en chasser, modifier la loi sur les écoles et assumer le pouvoir entier pour en faire en réalité une province blanche anglo-saxonne protestante comme l'Ontario.

Le 15 juillet 1870, le Manitoba devient officiellement province du Canada.

Le lieutenant-gouverneur Archibald arrive avec une force militaire sous les ordres du Colonel Wolseley.

Les Métis ne comprennent pas ce déploiement militaire. Pour eux, la question est réglée: le Manitoba est une province avec des lois garantissant leurs droits.

Riel et ses troupes ont d'ailleurs déjà quitté le Fort Garry quand Wolseley s'y installe.

La répression commence. Smith émet un mandat d'arrestation contre Riel et quelques autres leaders métis.

Les immigrants qui arrivent par milliers d'Ontario commencent la chasse aux Métis. C'est la persécution et le massacre. Le gouverneur Archibald lui-même doit le reconnaître dans une lettre à son patron MacDonald: "Un grand nombre de Métis français ont été tellement battus et outragés par une section du peuple, petite mais tapageuse, qu'ils ont l'impression de vivre en état d'esclavage". "Les nouveaux venus d'Ontario" ajoute-t-il "semblent croire que les Métis français doivent être effacés de la face du globe".

En effet, les colons arrivés d'Ontario chassent les Métis de leurs terres à coups de fusil, brûlent leurs maisons et s'emparent de leurs terres. Tuer un Métis devient un sport, comme tuer un noir l'est pour les Sudistes blancs des Etats-Unis. Ainsi

deux soldats des "Ontario Rifles" assassinent Elzéar Goulet comme on n'oserait pas abattre un chien, et au lieu de les arrêter, on les encourage et on loue leur bravoure.

Les Métis réagissent à cette persécution en émigrant plus loin, à l'ouest et au nord. Riel et Lépine sont plutôt isolés. Le gouverneur MacTavish fait appel à eux pour combattre les raids des Fénéens (Irlandais réfugiés aux Etats-Unis qui attaquent le Canada pour affaiblir l'Angleterre et ainsi libérer leur patrie de la domination anglaise). Riel et Lépine recrutent 300 Métis à cet effet en octobre 1871. C'est que Mgr Taché a, en effet, réussi à convaincre Riel que la soumission à l'autorité canadienne et la collaboration avec celle-ci est la seule solution que tout chrétien manitobain doit accepter.

Aux élections fédérales de 1871, Riel est élu dans la circonscription de St-Boniface. Cartier qui a perdu ses élections dans Montréal-Est parce que les Canayens de ce comté le trouvent trop vendu, réussit à convaincre Riel de démissionner pour lui céder la place comme député de Saint-Boniface.

Mgr Taché et Cartier manipulent Riel d'une façon éhontée. Riel est un croyant et ces deux personnages exploitent son sentiment religieux pour lui faire faire ce qu'ils veulent.

En 1873, Lépine est arrêté, jugé, condamné à mort. Mgr Taché proteste contre le gouvernement qui contredit ses promesses d'amnistie. Lépine obtient la commutation à 2 ans de prison mais perd ses droits civils. Ce même évêque Taché remet à Riel de l'argent de MacDonald et Cartier pour qu'il aille se perdre aux Etats-Unis.

La mort de Cartier, cette même année, laisse vacant le siège du Comté de St-Boniface. Riel y est réélu en 1874. Mais comment aller siéger à Ottawa quand toute la population d'Ontario veut sa peau?

Sa tête est mise à prix: \$5,000. à qui l'arrête et le remet entre les mains des autorités ontariennes.

Pourtant, malgré ce danger, Riel se présente à Ottawa, prête serment comme député mais l'hystérie est si grande qu'on l'expulse de la Chambre des Communes. On voit que les lois de la démocratie s'appliquent seulement aux maîtres, à messieurs les Anglais. D'après leur propre tradition, un député dûment élu,

est protégé de toute atteinte à sa liberté dans l'exercice de ses fonctions. C'est ce que l'on appelle "immunité parlementaire".

Louis Riel n'y a pas droit.

Les maîtres font leurs lois à leur avantage et empêchent les sujets colonisés d'en jouir.

Riel est chassé de la Chambre des Communes comme un gueux.

Pour justifier cette action, les députés d'Ontario le déclarent officiellement en fuite.

Le cirque de la démocratie britannique ne s'arrête pas là: en 1875, on institue une Commission Royale d'enquête pour savoir si oui ou non les insurgés jouissaient d'une amnistie. Cette commission Royale conclut que Scott avait été jugé et exécuté par un gouvernement légal, le Gouvernement Provisoire reconnu par Ottawa, qu'il y avait eu, en fait, amnistie d'après les promesses de MacDonald, Cartier et Cie. L'amnistie existait puisque le Gouverneur Archibald avait fait appel à Riel et à Lépine pour combattre les Fénéiens. Cette Commission d'enquête semonce un peu le gouvernement pour lui donner bonne conscience. Ce faire dire qu'on aurait dû faire autrement, une fois qu'on a fait ce qu'on a voulu est un petit "mea culpa" après le crime.

Maintenant que les Métis sont matés, qu'est-ce que cela peut bien représenter pour le gouvernement fédéral de se faire dire qu'on aurait dû être plus gentil pour leurs chefs?

A la lumière du rapport de cette Commission, le gouvernement décrète une amnistie générale pour tous les insurgés, excepté Riel, Lépine et un certain O'Donaghue qui, eux sont bannis pour cinq ans.

Lépine, libéré de prison en 1876, se rend à Batoche, sur la rivière Saskatchewan où beaucoup de Métis se sont réfugiés de la persécution des Anglais qui ont volé leurs terres sur la Rivière Rouge.

Riel, pour sa part, se réfugie au Québec, chez le catholique fanatique Alphonse Desjardins. A cette époque, Riel a des crises mystiques. Desjardins le fait interner à l'asile de Longue Pointe et à Beauport de 1875 à 1878. Riel en sort de temps en temps pour faire de la propagande pour la cause métisse. Il quitte Beauport en 1878, fait son chemin vers l'ouest américain. Il s'installe à la mission jésuite de St-Pierre au Montana, épouse une métisse

et enseigne à la petite école. Il devient citoyen américain en 1883 mais ne renonce pas à promouvoir la cause métisse.

La création de la province de Manitoba ne réglait pas les problèmes de l'ouest. Les Métis se sont réfugiés à l'ouest du Manitoba, le long de la rivière Saskatchewan. Quand aux Anglais qui se sont emparés du Manitoba, ils ne sont pas satisfaits. Il leur faut tout le territoire, jusqu'au Pacifique.

Le colonialisme n'a pas de limites.

Les Métis qui vivent surtout de la chasse au bison voient cet animal disparaître de leur territoires. Les Américains en massacrent des troupeaux entiers pour les peaux ou simplement pour le plaisir; de plus, la voie ferrée du Pacifique Canadien et les colons s'avancent dans leurs territoires de chasse. Les Métis se plaignent à plusieurs reprises à Ottawa du massacre du bison et des spéculateurs qui leur volent leur biens mais Ottawa fait la sourde oreille. Ottawa, en fait, encourage les spéculateurs pour pouvoir retirer des taxes sur les propriétés afin de payer le coût de la construction du chemin de fer. Peu importe le sort des Métis.

De nouveau, des arpenteurs se mettent à rediviser les terres métisses pour les en chasser.

Les Métis envoient pétition sur pétition à Ottawa. Rien à faire. Il ne reste plus que l'auto-défense.

Au printemps de 1884, une délégation composée de Gabriel Dumont, Moïse Ouellet, James Isbister et Michel Dumas se rend au Montana presser Riel de revenir organiser la lutte. Riel accepte. Il compte même établir une nouvelle nation métisse à l'ouest du Manitoba.

Il arrive en juillet dans la région.

Il a l'appui des Métis, des hommes rouges et de certains blancs.

Il préconise la reconnaissance des droits de propriété des Métis sur toutes ces terres et la création des provinces d'Alberta et de Saskatchewan.

A certains moments, il a des visions fantastiques: la création dans l'Ouest d'une société libérée de l'exploitation où la pauvreté et la misère disparaîtraient, où les hommes s'aimeraient, travailleraient ensemble, créeraient ensemble un monde idéal.

Certaines de ses notions se rapprochent de "l'homme nouveau" de Che Guevara. Ces visions font peur aux missionnaires pour qui l'homme est un être nécessairement méchant, qui doit vivre dans la misère, la culpabilité et la crainte pour gagner son ciel.

Un homme qui parle d'une société meilleure ici-bas est à redouter. Le père André refuse les sacrements à Riel, le juge fou et songe à lui faire quitter le pays.

Le Père André assiste aux négociations entre le gouvernement fédéral et Riel à la fin de 1885. Riel accepte de retourner aux Etats-Unis si le gouvernement lui donne \$35,000 pour les terres qu'il abandonnerait. Le gouvernement refuse toute compensation et renforce la *Royal North-West Mounted Police* créée exprès pour la répression des Métis. Il essaie d'acheter les chefs Métis en leur offrant des postes. On offre à Isbister et Dumas des postes d'instructeurs agricoles des hommes rouges, à Gabriel Dumont, un permis de traversier.

Riel sait qu'on veut l'acheter de nouveau. Il demande des sommes que le gouvernement fédéral ne peut pas payer.

En février 1885, il organise des réunions secrètes où il prépare ses hommes à la guérilla.

Lorsque les prêtres ont vent de ces préparatifs, ils s'y opposent en condamnant toute action qui ne soit pas légale et constitutionnelle.

Riel riposte. Il leur fait dire que "l'esprit de Dieu était en lui" et que "Rome était tombée".

Pour les prêtres, ces paroles indiquent bien que Riel est fou. Comment Dieu peut-il être dans le coeur d'un homme qui prend les armes pour défendre les droits de ses compatriotes et qui ose dire, de plus, que Rome est tombée quand on sait que Rome, l'Eglise Catholique, rayonne comme l'empire britannique sur une grande partie de la terre?

Cependant, Riel dit vrai.

Il parle le langage de la vérité simple et brutale. Si l'on s'entend pour dire que le mot Dieu est synonyme d'amour, de vie, d'épanouissement, Riel possède bien ce Dieu en lui. Il est le lea-

---

1- Cette armée spéciale de répression du gouvernement fédéral s'appellera plus tard RCMP et en français Gendarmerie Royale Canadienne.

der qui veut mener son peuple par la lutte de libération à la création d'une société meilleure où règnera l'amour, la justice, la vie libre et épanouie. De plus, il est juste de dire que "Rome est tombée" parce que l'Eglise Catholique, fondée par un révolutionnaire qui voulait établir un royaume d'amour, est devenue une institution capitaliste, exploitrice, assoiffée de pouvoir temporel et pénétrée de l'esprit d'oppression, de domination et de colonialisme.

L'Eglise s'entend en somme très bien avec la classe bourgeoise, le gouvernement impérialiste britannique et le gouvernement impérialiste d'Ottawa.

Le Père André lui-même ne favorise-t-il pas la pénétration de l'impérialisme canadien dans l'Ouest, à condition qu'il puisse garder "sa" job d'évangéliste de Rome auprès des Métis?

Si l'on sait rendre aux mots leurs sens vivants, les déclarations politico-religieuses de Riel nous montrent un homme mobilisé par une vision révolutionnaire du monde. Il se place parmi cette catégorie d'hommes qui, constatant la misère qu'amène l'exploitation de l'homme par l'homme, sous sa forme pharisaïque, ou sous sa forme capitaliste, engagent une lutte à mort contre cette oppression et ne reculent pas, même s'il leur faut payer le sacrifice suprême.

Le 17 mars 1885, Riel établit le Gouvernement Provisoire de Saskatchewan à St-Laurent.

Riel en est le président, Dumont, adjudant général.

Le 18 mars, Riel s'empare de l'église de Batoche.

Le Père Moulin proteste. Riel le repousse gentiment en le traitant de camarade "protestant" et fait quelques prisonniers.

Le 21 mars, il rédige un ultimatum destiné au Major Crozier, commandant de la police montée à Carleton et Battleford, lui demandant, sous la menace d'une guerre d'extermination, de livrer les postes de police et de se retirer du pays.

Le 6 mars, une trentaine de Métis ayant empêché des soldats d'entrer à Carleton, la police a contre-attaqué mais a dû abandonner le combat et laisser douze morts devant l'assaut de Gabriel Dumont et de ses chasseurs de bison.

La lutte armée commence.

Riel essaie de gagner à la neutralité, sinon à sa cause, les

colons anglais, en leur promettant d'empêcher les hommes rouges d'entrer dans le conflit.

Mais les colons pensent à la défaite de George Custer aux mains des Sioux dans l'Ouest américain. Cette crainte de voir les Rouges se joindre à leurs frères Métis pour revendiquer leurs droits amène le gouvernement impérialiste d'Ottawa à lancer une grande expédition militaire pour écraser, et les Rouges, et les Métis. Ce sera plus facile qu'en 1870 parce que le Pacifique Canadien relie maintenant Winnipeg à Edmonton et Calgary, comme le télégraphe relie Ottawa à la plus humble gare de l'Ouest.

A part les centaines de gendarmes de la Police montée, Ottawa expédie 5,000 hommes de milice recrutés en Ontario, au Québec, en Nouvelle-Ecosse et au Manitoba.

Les Ontariens font la guerre sainte contre les "rebelles français et indiens" et les Québécois qui participent à cette expédition croient qu'ils vont combattre un fou hérétique et ses alliés "sauvages".

Les Cris et les Stoneys se font les alliés de Riel. Les Cris de *Big Bear* exécutent deux missionnaires catholiques et cinq trafiquants pendant que Poundmaker et ses Stoneys assiègent Battleford.

Les insurgés, Métis et Rouges sont au nombre de 700.

Ils prennent plusieurs fois en embuscade les diverses colonnes de l'armée de 5,000 hommes qui s'avancent contre eux.

La guerilla de Gabriel Dumont sème la terreur dans les rangs canadiens.

Malgré tout, la place forte métisse, Batoche, tombe le 12 mai.

Le 15 mai, Riel se rend à deux éclaireurs. Les généraux télégraphient à Ottawa pour dire qu'ils l'ont "capturé".

Dix jours plus tard, *Poundmaker* se rend.

L'insurrection est écrasée.

L'impérialisme canadien est victorieux.

L'expédition et la répression ont coûté \$4,500,000.

La compagnie de la Baie d'Hudson, qui a fourni le ravitaillement et le transport par terre, réclame \$1,737,032.00, le Pacifique Canadien \$852,231.32.

On voit que la propagande canadienne a réussi à lever des troupes au Québec en faisant croire aux Canayens que les Métis

et leurs alliés rouges sont tous de vicieux sauvages. Mais avec la reddition de Riel, cette même propagande montre son vrai visage: cette guerre de répression est dirigée contre les Canayens établis au Manitoba et contre leurs cousins métis.

Un journal de Toronto tient à ce que "l'on étrangle Riel avec un drapeau français".

Le Gouvernement Fédéral traduit Riel en justice le 20 juillet à Régina, sous l'accusation de haute trahison.

Les Canayens trompés non seulement par la propagande canadienne mais par leur élite clérico-bourgeoise sur la guerre de répression des Métis, se rendent compte de la réalité.

Les Canadiens veulent la tête de Riel parce que celui-ci avait songé à faire de l'Ouest une province canayenne avec ses Métis canayens.

En Riel, c'est le peuple canayen que l'on vise.

Une campagne s'organise pour sauver Riel. Même si un journaliste comme L.O. David considère Riel comme l'héritier spirituel des Patriotes de 1837, la campagne devient un ballon politique lorsque les Libéraux s'en emparent pour attaquer le gouvernement conservateur de MacDonald.

Le procès de Riel est une farce judiciaire monumentale.

Les jeux sont faits d'avance contre lui.

Il est jugé par un magistrat anglais, assisté d'un juge de paix français, devant un jury de six hommes, tous colons et marchands anglais.

Le secrétaire anglais de Riel, William Henry Jackson, qui dit partager la responsabilité de Riel, subit son procès pendant un ajournement de celui de Riel. Il est déclaré aliéné en une demi-heure, interné dans un asile d'où il peut s'échapper pour se rendre aux Etats-Unis.

On voit comment la justice canadienne n'avait pas l'intention de poursuivre un Anglais même s'il se déclarait solidaire de celui que l'on accusait de haute trahison.

Riel, lui, demande la présence du ministre adjoint de l'intérieur avec ses documents officiels et les pétitions des Métis. Le juge rejette cette demande.

Riel demande qu'on lui rende ses papiers personnels saisis à Batoche. Le juge rejette également cette demande tandis que

les avocats de la Couronne se servent des dits papiers pour monter leur accusation contre Riel.

Les avocats de l'accusé, intimidés d'avance ou vendus depuis longtemps, essaient de prouver que Riel est un malade mental dont les égarements doivent être excusés.

Le Dr. Roy, de l'asile de Beauport, témoigne en ce sens mais sa plaidoirie perd toute son efficacité pendant le contre-interrogatoire parce qu'il ne peut pas s'exprimer en anglais.

Le Dr Jukes de la Police montée déclare Riel sain d'esprit.

Avec une éloquence remarquable, Riel répudie toute l'argumentation de ses avocats, leur assurant qu'il est sain d'esprit et explique comment, comme *fondateur du Manitoba et prophète du Nouveau-Monde*, il a voulu faire de l'Ouest un pays libre pour toutes les nations opprimées, non seulement les Métis, les Rouges mais aussi pour les peuples opprimés d'Europe.

Il rappelle les manigances de MacDonald et Cartier pour l'acheter, les provocations de la Police montée, les promesses aux Métis que le gouvernement n'a pas tenues.

Il attaque le clergé pour sa complicité avec le gouvernement.

Il termine en demandant un procès devant un jury complet et un examen par une commission médicale.

Après 7 jours de séances, le jury rend un verdict de culpabilité avec une recommandation de clémence.

Le 1er août le juge condamne Riel à être pendu le 18 septembre à Régina.

Riel en appelle à la Cour du Banc de la Reine du Manitoba qui confirme le verdict, et ensuite au Conseil Privé qui refuse d'entendre la cause.

Pendant ce temps, une campagne monstre bat son plein en Ontario pour l'exécution de la sentence.

Au Québec, par contre, une campagne s'organise pour que Riel obtienne grâce. Malgré les mises en garde du clergé contre Riel, les Canayens reconnaissent en lui un des leurs qui lutte vaillamment pour tous les opprimés de l'Ouest contre l'impérialisme d'Ottawa.

A Ottawa, la chose est réglée. MacDonald n'a-t-il pas dit "Riel must swing", "Riel doit balancer au bout de la corde"?

Pour la forme, le gouvernement accorde trois sursis à l'exé-

cution pour donner le temps au condamné de faire ses divers appels. De plus, il constitue une commission médicale qui déclare que Riel n'est pas fou au sens de la loi, donc, bon à pendre.

Pour finir, le Gouvernement refuse de commuer la sentence le 12 novembre et fait exécuter Riel le 16 novembre à Régina.

La justice des maîtres, des colonisateurs a suivi son cours; les impérialistes ont de nouveau mâté l'indigène, en perpétrant les meurtres nécessaires, tout en se donnant bonne conscience par des "show" de justice, juges, tribunal, avocats, termes juridiques, toute la mascarade qu'il faut pour masquer le crime politique le plus ignoble de l'époque.

Le meurtre de Riel cause un remous politique considérable au Québec. La majorité de la population se dresse contre MacDonald, ses ministres canayens sont brûlés en effigie. Le 22 novembre, une assemblée populaire monstre (50,000 personnes) se tient au Champs-de-Mars à Montréal. La fièvre est à son comble. L'indignation du peuple canayen n'a jamais été aussi grande depuis 1837. Malheureusement, les hommes qui prennent la parole, ne sont pas à la hauteur de la situation. Ils n'ont pas l'envergure de chefs capables de mobiliser le peuple, lui trouver les armes et commencer la lutte de libération. Ils ne sont même pas, en fait, dignes de parler au peuple car il s'agit là de petits politiciens intéressés à exploiter la situation pour leurs ambitions personnelles. Le libéral Wilfrid Laurier dit bien "si j'avais été sur les bords de la Saskatchewan, j'aurais, moi-même, épaulé mon fusil". On aurait pu lui demander pourquoi, alors, il n'était pas allé rejoindre Riel sur les bords de la Saskatchewan. Est-ce qu'il lui manquait un ticket pour s'y rendre? Est-ce qu'il lui manquait un fusil? Riel lui aurait tout fourni, ticket, fusil, balles, capot de bison et pemmican<sup>1</sup>. . . Non, Laurier était de cette race de petits bonhommes qui exploitent les gestes et même la mort des autres, pour se faire du capital politique.

Cette belle phrase rouflante n'est que de la littérature, une belle tournure pour se faire prendre pour un autre. Il s'accapare l'héroïsme de Riel pour cacher ses manigances. Derrière ces belles phrases se trouve le "Votez libéral, votez pour

---

1- pemmican: viande séchée, pulvérisée et comprimée en tablettes.

moi, je veux être Premier Ministre du Canada". Et l'on verra que lorsqu'il deviendra Premier Ministre, ses jeux politiques sur la question des écoles du Manitoba, confirmeront sa bassesse.

Le deuxième orateur est l'archi-catholique leader des Ultramontains, F.-X. Trudel. Pour ce fanatique, Riel est mort pour défendre le catholicisme menacé dans l'Ouest par des protestants de toutes sortes. A l'écouter, les Canayens se sentent appeler à partir en croisade, comme les chevaliers du moyen âge, l'épée d'une main, la croix de l'autre.

Le troisième orateur, le libéral Honoré Mercier, avait préparé d'avance les *Résolutions du Champs-de-Mars* qui créent un parti national dont il serait le chef. Lui aussi, exploite à des fins toutes personnelles le meurtre de Riel qu'il dit "victime du fanatisme et de la trahison!" Parler de fanatisme et de trahison montre bien que Mercier ne comprend rien à l'impérialisme canadien. Ottawa veut prendre l'Ouest, l'exploiter économiquement. Le fanatisme des Anglais d'Ontario n'est qu'une robe de circonstance de cet impérialisme. Quant à la trahison, où est-elle, sinon dans la pensée brumeuse et les phrases très littéraires de Mercier. Les Canadiens-anglais ne trahissaient personne en conquérant l'Ouest. Ils sont fidèles à leur pensée colonialiste.

Ils n'avaient pas trahi les Canayens puisqu'ils ne leur avaient jamais rien promis, sauf l'oppression et la subjugation.

Les Canayens qui sont prêts à passer à l'action sont fort déçus par ces prétendus chefs. Malgré cela ils tiennent des assemblées un peu partout à travers le Québec, y chantent la *Marseillaise* et proclament Riel héros national.

Le clergé eut vraiment la frousse et rallia toutes ses forces pour combattre ce mouvement national qui prenait des allures révolutionnaires.

Mgr Taché, évêque de St-Boniface, qui avait été le conseiller de Riel jusqu'à ce que celui-ci prenne les armes, disait maintenant de lui qu'il était "un misérable fou et un sectaire".

Le mouvement ultramontain était déchiré.

Les évêques étaient tous contre Riel et donc pour le conservateur MacDonald, pendant que le fanatique Trudel appuyait le rebelle Riel.

Laurier ne tarda pas à se dissocier de Mercier et du mou-

vement. Pour lui, le mouvement avait servi à faire grandir les rangs du parti Libéral. Le but atteint, il fallait le freiner.

Quant le Parlement d'Ottawa s'ouvrit en 1886, la question de Riel vint tout de suite à l'ordre du jour.

Un conservateur canayen, le vendu Philippe Landry, déposa une motion de profond regret pour l'exécution de Riel. En d'autres mots, les tueurs disaient qu'ils regrettaient d'avoir tué Riel. En fait, ils ne regrettaient rien. Ils voulaient empêcher les Libéraux d'exploiter davantage l'affaire.

Mgr Taché, qui suivit le débat dans les galeries du public, conseilla à tous les députés conservateurs canayens de voter pour la motion de Landry. Cela indique que certains conservateurs canayens avaient quelques principes de reste, mais aussi, que la dictature du clergé était plus forte que leurs convictions.

Ce fut Laurier qui apaisa la tension en Chambre le 16 mars. Ce vendu par excellence dit, dans un discours tout en anglais, que Riel "dans ses pires moments n'était bon qu'à interner dans un asile et que dans ses meilleurs moments, c'était un maniaque religieux et politique". Il dit de plus que Mercier allait à son suicide politique en voulant former un parti national. Il semonça le gouvernement pour ne pas avoir entendu "les griefs des Métis". Il affirma que le Gouvernement aurait dû manifester de la clémence et non de la vengeance vis à vis de Riel.

Tout de suite, des Anglais virent en Laurier le successeur de Cartier, le roi-nègre laïque indispensable pour continuer à dominer les Canayens. Il lui suffira d'ailleurs de dix ans maintenant pour devenir Premier Ministre.

Honoré Mercier, pour sa part, continua à promouvoir le mouvement national, si bien qu'en 1887, son *Parti National* prenait le pouvoir à Québec. Il devint Premier Ministre du Québec.

En 1867, Pierre Chauveau et ses conservateurs avaient formé le gouvernement provincial. Toutes les lois qu'ils passèrent n'avaient pas d'autre but que d'aider l'Eglise et l'entreprise privée à coloniser de nouvelles terres. En 1887, 60% du budget de la province (\$1,535,536) provenait de subventions fédérales.

En 1873, le gouvernement conservateur de Ouimet démissionne, à la suite du *scandale des Tanneries*: des spéculateurs ont donné des pots-de-vin à des ministres pour que le gouvernement achète

des terrains dans la région de Montréal à des prix forts (25 fois la valeur marchande).

Mais les conservateurs sont reportés au pouvoir avec Boucherville comme Premier Ministre, grâce surtout au clergé qui va jusqu'à menacer de refus des sacrements ceux qui voteraient pour les Libéraux.

En 1875, Boucherville, obéissant aux évêques, abolit le ministère de l'instruction publique (ministère de l'éducation).

L'éducation serait entièrement dans les mains du Conseil de l'Instruction publique qui avait été fondé en 1869 et divisé en deux comités, un comité catholique et un comité protestant. Le Comité protestant s'occuperait des écoles anglaises protestantes et pourrait monter son système scolaire en toute liberté. Le Comité catholique composé de tous les évêques du Québec et d'autant de laïcs nommés, eux, par le gouvernement. Cette loi remettait toute l'éducation des Canayens entre les mains du clergé.

En 1878, Chapleau, un autre conservateur, devient Premier Ministre du Québec.

Tout ce que l'on retient de lui c'est la vente pour 7 millions du *Quebec-Montreal-Ottawa and Occidental Railway* qui en avait coûté 12 à la province ainsi que quelques autres fraudes avec le spéculateur Sénécal.

En 1882, le conservateur modéré Mousseau lui succède mais devra être remplacé en 1884 par un conservateur ultramontain John Ross.

Voilà pour les activités du gouvernement du Québec jusqu'à l'arrivée de Mercier.

En somme, jusque là, ce gouvernement est l'instrument des intérêts des spéculateurs et du clergé.

Mais avec Mercier, avec celui qui a osé s'appeler le frère de Riel dans son discours du 22 novembre 1885, est-ce que quelque chose va changer? Ce chef libéral provincial, devenu chef du *Parti National* va-t-il faire autre chose? En fait, rien ne va changer. La même corruption va sévir et le clergé va étendre son pouvoir.

En 1854, le système seigneurial a été modifié. Les 2/3 des seigneuries étaient à ce moment-là entre les mains de marchands

anglais, ces derniers poussèrent le gouvernement à acheter les seigneuries à prix fort et à vendre les terres aux habitants à des prix encore plus forts. Même si les habitants étaient maintenant propriétaires des moyens de production dans ce secteur économique, la production restait entièrement à la merci d'un marché complètement dominé par la bourgeoisie canadienne. Les céréales en provenance de l'Ouest anéantissaient la production québécoise.

Le cultivateur canayen s'orienta alors dans l'industrie laitière mais là encore, il n'avait pas de débouchés importants; il se repliait donc le plus souvent sur une production de subsistance la petite culture mixte: un peu de culture de céréales, un peu d'élevage, production de légumes, d'oeufs, de lait, ce qu'il faut pour se nourrir et un petit surplus que l'on vend pour obtenir les denrées que l'on ne produit pas.

Dans les autres secteurs économiques, le Canayen est ouvrier, dans les bois, dans les usines, dans les ports, sur les chantiers de construction.

Les conditions ouvrières sont si mauvaises et les ouvriers si mécontents qu'en 1886, MacDonald établit une Commission Royale d'enquête sur les relations entre le capital et le travail. Le rapport révèle, entre autres: des amendes imposées aux ouvriers qui dépassent souvent leur salaire de la semaine; le nombre incroyablement élevé d'ouvriers qui ne savent ni lire, ni écrire; l'emploi d'enfants de 8 ans; les journées de travail de 14 heures; l'envoi par mesure disciplinaire des enfants dans la prison de l'usine que l'on appelle "le trou noir"; le renvoi sans préavis; l'absence totale de sécurité; des logements insalubres et sur-habités.

MacDonald cache le rapport au fond d'un tiroir car il déplairait aux patrons de changer les conditions de travail de la classe ouvrière. MacDonald et le gouvernement sont au service des patrons et s'ils osaient passer des lois favorisant les ouvriers, ils seraient vite renversés.

Mercier crée le Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, en occupe lui-même la direction et s'adjoint le curé Labelle, comme sous-ministre.

Il construit un chemin de fer jusqu'au lac St-Jean, prolonge

la ligne de Montréal à St-Félix-de-Valois jusqu'à St-Gabriel de Brandon et donne une terre de 100 acres aux parents de 12 enfants et plus. Il parle beaucoup de l'autonomie des provinces et de la nécessité pour le Québec de s'affirmer comme province de la nation française et catholique.

En somme, il ne fait à peu près rien, sauf pousser les Canayens dans le défrichement inutile des terres, perpétuer le mythe de la vocation agricole du Canayen et exploiter le sentiment national du peuple pour se maintenir au pouvoir.

Que fait-il lorsque se pose le problème des écoles du Manitoba? La même chose, c'est à dire, rien.

D'ailleurs, il subira la défaite avant que la question se règle. En effet, après une tournée triomphale en Europe où il est décoré par le Président de la République française, par le roi des Belges et par le pape Léon XIII qui lui confère le titre de comte papal, un scandale éclate à son retour. Les contracteurs pour la construction du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs avaient payé \$100,000 au trésorier libéral, Ernest Pacaud. Aux élections de 1892, le parti national bâti sur l'échafaud de Riel, s'effondre dans la corruption politique la plus abjecte. Pacaud et Mercier devaient subir leur procès un peu après. Arthur Buies, journaliste des plus honnêtes, écrivit dans *La Patrie*: "Mercier avait en mains la partie la plus brillante qui jamais ait échu à un homme d'Etat canadien; il avait un peuple derrière lui, et un rôle glorieux à remplir; sa vanité, son égoïsme et son dénuement absolu de sens moral ont tout perdu".

Les conservateurs reprennent le pouvoir à Québec. Taillon est Premier Ministre, puis Flynn.

Mais que se passe-t-il au Manitoba en 1890?

La constitution du Manitoba, établie en 1870, prévoyait l'existence d'un système d'écoles confessionnelles, une section catholique pour les Canayens et une section protestante pour tous les autres.

En 1870, les francophones forment la moitié de la population. En 1890, ils ne sont plus que le tiers. Dans cette position de force, le gouvernement libéral de Greenway abolit la section catholique. En fait, seules les écoles anglaises reçoivent des subventions de l'Etat.

Si les Canayens et les Métis canayens veulent des écoles françaises, qu'ils se les paient de leur poche.

On voit que l'impérialisme anglo-saxon qui a assassiné Riel continue son oeuvre d'annihilation de toute trace de culture canayenne ou métisse dans l'Ouest.

Les Canayens du Manitoba réclament de MacDonald le désaveu de la loi d'après l'article 93 de la Constitution qui protège les droits scolaires des groupes minoritaires. MacDonald refuse évidemment et leur conseille de recourir aux tribunaux. La Cour Suprême renvoie la balle au Conseil Privé de Londres qui déclare que la province a le droit d'adopter une telle loi mais que le fédéral peut voter une loi réparatrice. C'est donc au fédéral à défendre les Canayens du Manitoba. Mais la mort de MacDonald en 1891 crée une instabilité ministérielle qui permet au parti libéral et à Laurier, devenu, entre temps, chef de ce parti, d'exploiter la question des écoles du Manitoba pour gagner ses élections. Dans les provinces anglaises, il se gagne des sympathisants en disant qu'il n'a pas l'intention de s'ingérer dans les affaires qui relèvent du domaine provincial. Au Québec, il dit qu'il va faire quelque chose pour régler la question.

En 1896, les libéraux gagnent la majorité des sièges aux élections fédérales.

Laurier devient Premier Ministre grâce aux Québécois qui ont voté à 3 contre un en sa faveur.

Dans les autres provinces, les libéraux se sont tirés d'affaire plus ou moins bien.

Pourquoi ce vote pour les libéraux?

Quel choix les Québécois ont-ils?

S'ils ne votent pas libéral, il leur faut voter conservateur.

Or conservateur veut dire le parti de MacDonald qui nous a fait avaler la confédération de force, qui a assassiné Riel, qui n'est pas intervenu en faveur des francophones du Manitoba. De plus, conservateur signifie le clergé, la domination encore plus étendue du clergé. Le Canayen, à qui les évêques déclarent qu'il y a "péché mortel" à voter libéral, vote donc contre le clergé et contre le pouvoir en place. Il vote pour Laurier qui est Canayen, d'origine au moins. Il vote pour Laurier qui s'était opposé à la pendaison de Riel.

Aussitôt arrivé au pouvoir, Laurier règle la question des écoles du Manitoba. Il négocie avec le Premier Ministre du Manitoba, le libéral Greenway.

Le compromis Greenway-Laurier est le suivant:

Le système scolaire du Manitoba reste neutre, c'est-à-dire anglais protestant. Cependant, en certains cas, un instituteur peut enseigner la religion de son choix et enseigner en français et en anglais dans les écoles où il y a un nombre élevé de francophones.

Avec ce système, les Anglais, en faisant preuve de patience, verront les Canayens disparaître bientôt du Manitoba.

Les Canayens du Manitoba comprennent que Laurier les a vendus.

Au Québec, les Canayens ne sont pas contents non plus.

Mais Laurier sait qu'il peut se permettre de perdre quelques partisans au Québec vu sa popularité dans cette province. Ce qui l'intéresse, ce n'est pas de protéger les Canayens contre la domination anglaise. C'est de gouverner un pays d'une mer à l'autre au nom de la Reine Victoria.

Un autre événement, international celui-là, va confirmer la trahison de Laurier:

## LA GUERRE DES BOERS

A la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les Britanniques ont un empire immense et en viennent à se croire un peuple choisi, une race supérieure. Grâce à leurs "possessions" (le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande, l'Inde, la moitié de l'Afrique, Malte, Gibraltar), ils peuvent dire comme leur secrétaire aux colonies, Joseph Chamberlain, que la race anglo-saxonne "est la plus grande des races gouvernantes que le monde ait jamais connues".

Un autre haut-fonctionnaire britannique, Dilke, après avoir effectué un tour de l'empire conclut que "l'empire saxon se lèvera triomphant de la lutte indécise avec les races inférieures".

Ce qui pousse le complexe de supériorité anglo-saxon à un racisme hystérique, c'est également la menace que représente la concurrence de l'Italie unifiée, de l'Allemagne unifiée et de l'accession des Etats-Unis au rang de puissance mondiale.

L'Angleterre avait eu une confortable avance sur toutes les autres puissances coloniales, y compris la France. Maintenant, elle se sent rattrapée. Sa suprématie commerciale est mise en péril par l'Allemagne et les Etats-Unis. Sa politique de libre échange, avantageuse lorsqu'elle était incontestée, elle la modifie dorénavant, en politique d'échange réciproque et ressert tous les liens qui l'attachent à ses colonies: économiques, politiques, sentimentaux. Elle veut même resserrer les liens à un tel point que les colonies deviendraient de simples parties d'une "Plus-Grande-Bretagne", avec une seule administration, une seule économie, une seule armée.

John Robert Seeley dit: "Nous devons absolument cesser de dire que l'Angleterre est une île située au large de la côte nord-ouest de l'Europe, qu'elle a une superficie de 120,000 milles carrés et une population d'environ 30 millions. . . quand nous nous serons accoutumés à contempler l'empire dans son ensemble en l'appelant l'Angleterre, nous verrons qu'il existe, ici aussi, les Etats-Unis. Ici aussi, vit un grand peuple homogène, uni par le sang, la langue, la religion et les lois, mais dispersé dans un espace sans borne". Il parle comme si les Canayens et les Rouges n'existent pas au Canada, que les Indiens n'existent pas en Inde, que les Noirs n'existent pas en Afrique.

Dans cet esprit, l'Angleterre doit non seulement consolider son empire mais aussi l'agrandir, prendre tout ce qui reste des pays encore vierges de colonialisme avant que l'Allemagne et la France mettent la main dessus. Il faut étendre l'empire en Afrique pour la poursuite de "l'oeuvre nécessaire de colonisation et de civilisation". Dans sa campagne pour s'emparer du Soudan, en 1884, des officiers anglais ont sous leurs ordres 367 Canayens et une dizaine de Rouges de Caughnawaga qu'ils sont venus recruter surtout parmi les draveurs. Ces Canayens et ces Rouges portent l'uniforme anglais et se battent comme chair à canon anglaise dans le *Gordon Relief Expedition*.

Quand l'Angleterre décide, en 1899, de s'emparer de cette

partie de l'Afrique du Sud, occupée par des colons d'origine hollandaise, appelés Boers, elle fait appel à des troupes coloniales. Les Canadiens anglais, imbus de chauvinisme, de ce nationalisme raciste, sont tout fiers de voir l'Angleterre invincible, écraser ces "sales" Boers.

Wilfrid Laurier est *Sir* depuis les fêtes du Jubilé de Victoria en 1897, où il a déclaré des choses comme: "Le jour le plus glorieux de ma vie serait celui où je verrai un Canadien d'origine française appuyant le principe de la Liberté dans ce Parlement de la PLUS-Grande-Bretagne" et "je suis britannique jusqu'au fond du coeur". Sir Laurier adopte un arrêté en conseil<sup>1</sup>, le 13 octobre 1899, qui permet d'équiper et d'expédier 1000 volontaires pour combattre dans l'armée anglaise contre les Boers.

Les Canadiens anglais sont comblés.

Le seul député canayen à s'élever contre cette participation aux guerres coloniales de l'impérialiste Angleterre est Henri Bourassa. Il démissionne. Quand Bourassa demande à Sir Laurier s'il a tenu compte de l'opinion du Québec, celui-ci lui répond: "Mon cher Henri, la province de Québec n'a pas d'opinion, elle n'a que des sentiments". Dans cette réponse typique de Sir Laurier, on voit tout le mépris qu'a ce vendu pour son peuple d'origine. Il dit dans de beaux mots que les Canayens sont trop imbéciles pour avoir une idée sur la participation à l'impérialisme britannique.

Les officiers anglais recrutent à travers le pays. Au Québec, ils ont quelques difficultés (on comprend pourquoi). Ils réussissent à recruter une compagnie (une centaine d'hommes). Lors de leur départ, Sir Laurier leur déclare qu'ils vont combattre pour la cause de la justice, de l'humanité, des droits civils et de la liberté religieuse. Le fait est qu'ils vont aller se faire tuer pour que les marchands anglais s'emparent des mines de diamants et d'or d'Afrique du Sud, les plus importantes au monde.

Une semaine après, Sir Laurier offre au gouvernement britannique de recruter un second contingent. En tout 7500 hommes sont recrutés au Canada et cette guerre coloniale britannique

---

1-arrêté en conseil: loi décrétée par le Premier Ministre et son cabinet sans qu'elle passe par la Chambre des Communes.

coûte \$2,800,000.00 au trésor canadien. Des Canayens se sont enrôlés à côté de Canadiens anglais dans l'armée anglaise et se sont fait tuer pour que l'Angleterre puisse faire aux Boers ce qu'elle avait fait aux Canayens eux-mêmes: les réduire à une situation de colonisés.

Mais c'est le petit nombre qui s'enrôle.

La plupart des Canayens sont contre cette guerre.

En mars 1900, des combats de rues ont lieu à Montréal entre des étudiants de McGill, fanatiques de la guerre, impérialistes arborant le *Union Jack*, et les étudiants de la succursale de Laval arborant, eux, le drapeau tricolore.

Bourassa, réélu par acclamation, continua à critiquer Laurier pour la participation du Canada à cette guerre. Pour lui, le Canada devait manifester plus d'indépendance vis à vis l'Angleterre. Il était un nationaliste mais un nationaliste canadien et non un nationaliste canayen. Il ne voulait pas un Québec indépendant. Il voulait un Canada indépendant. Il était contre le colonialisme britannique mais *pour* un Canada d'une mer à l'autre.

Ces distinctions sont importantes parce qu'on a souvent confondu son nationalisme avec un certain désir d'indépendance du Québec. En disant que Bourassa était un grand nationaliste, il faut toujours l'entendre dans le sens nationaliste canadien et non pas québécois. Il favorisait un Canada formé de deux nations vivant en harmonie. Il est plus juste de le qualifier d'anti-impérialiste pro-canadien.

En mars 1901, quand l'Angleterre réussit à écraser les Boers, Bourassa présenta en Chambre, une résolution qui demandait à l'Angleterre de donner l'indépendance à l'Afrique du Sud. Laurier le ridiculisa en disant qu'il était trop tard pour l'indépendance en vertu de "la terrible logique de la guerre" et que "lorsque le drapeau britannique flottera sur le Sud Africain, ces contrées posséderont ce que l'on possède ailleurs depuis les soixante dernières années à l'ombre du drapeau: liberté pour tous, justice pour tous et droits civils pour les Anglais et les Hollandais". La résolution de Bourassa fut battue à plate couture et la Chambre chanta le *God Save the King*.

L'anti-impérialisme de Bourassa qui montait au Québec, fit

ralentir l'enthousiasme impérialiste de Laurier qui dépendait, après tout, des votes libéraux du Québec pour se maintenir au pouvoir. Lors du couronnement d'Edouard VII, il refusa le titre de *Lord*, mais il continua, tout de même, à promouvoir l'expansion de l'empire. Cependant, au Québec, la réaction devenait de plus en plus forte et dans la vague que menait Bourassa avec son anti-impérialisme, on retrouvait des jeunes qui allaient plus loin que lui et parlaient de l'indépendance du Québec. Dans ce même courant, on retrouvait également, le nationalisme réactionnaire de Mgr Paquet, qui parlait de "la vocation de la race française en Amérique du Nord". Il disait: "Nous ne sommes pas seulement une race civilisée, nous sommes des pionniers de la civilisation; nous ne sommes pas seulement un peuple religieux, nous sommes des messagers de l'idée religieuse; nous ne sommes pas seulement des fils soumis de l'Eglise, nous sommes, nous devons être du nombre de ses zéloteurs, de ses défenseurs et de ses apôtres. Notre mission est moins de manier des capitaux que de remuer des idées; elle consiste moins à allumer le feu des usines qu'à entretenir et à faire rayonner au loin le foyer lumineux de la religion et de la pensée".

Chez les jeunes nationalistes, il se forma la *Ligue Nationaliste*, avec un programme rédigé par Olivar Asselin, qui demandait la plus grande autonomie possible du Canada à l'intérieur de l'empire et la plus grande autonomie possible du Québec à l'intérieur du Canada. D'autre part, des prêtres, avec l'abbé Lionel Groulx, fondèrent l'A.C.J.C. (Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-française), avec la devise "Piété, Etude, Action" et propagèrent dans les collèges classiques un nationalisme mêlé de religiosité; ils prêchèrent un nationalisme qui croit au Canada comme patrie où les Canayens répandraient leur culture dite française et leur religion catholique.

Le nationalisme québécois voit plutôt le Québec comme la patrie des Canayens où ils ont à reprendre l'économie qu'on leur a volée, prendre le pouvoir politique dont on s'est servi pour les dominer et exercer sa souveraineté comme peuple libre parmi les autres peuples du monde. Ce nationalisme québécois était inconcevable à l'époque. Il faudra attendre cinquante ans avant qu'il commence à se manifester.

L'ACJC, elle, rassemblait "tous les jeunes Canadiens-français qui croient au catholicisme et à son efficacité universelle, pour le bien des individus et des sociétés, à la race canadienne-française et à sa mission providentielle; à ceux qui ont conscience des dangers que courent et notre foi catholique et notre race canadienne-française".

Ce nationalisme manifeste une vive opposition à la politique du gouvernement fédéral, lors de l'entrée dans la confédération, en 1905, de la Saskatchewan et de l'Alberta.

Laurier cède, comme toujours, aux pressions canadiennes anglaises qui exigent que dans ces nouvelles provinces, les écoles soient publiques anglaises protestantes. On permet l'existence d'écoles séparées, mais aux frais des parents. On permet l'enseignement du français, une heure par jour, de 3 à 4, dans les districts où les Canayens sont nombreux. Le catéchisme peut s'enseigner après la classe.

Bourassa fit plusieurs discours à Montréal, pour dénoncer le sort fait aux minorités canayennes de l'Ouest mais ce fut peine perdue.

Son collègue, Lavergne, présenta un projet de loi pour l'émission de billets de banque et de timbres bilingues, mais le gouvernement le rejeta.

Devant ce refus continu du fédéral, Bourassa et Lavergne s'orientèrent davantage vers le provincial pour promouvoir la cause canayenne dans la confédération.

Ils quittèrent la scène fédérale et se présentèrent comme candidats nationalistes, alliés aux Conservateurs, contre les Libéraux de Sir Lomer Gouin, aux élections provinciales de 1908.

Bourassa et deux autres Nationalistes gagnèrent leurs élections mais le gouvernement libéral de Gouin garda une forte majorité.

Le mouvement nationaliste s'empêtrait dans la politique de parti sans but précis et sans pensée rigoureuse. Bourassa parlait-il de libération du peuple québécois? Non. Parlait-il de renversement du colonialisme anglo-saxon? Non. Il parlait de la langue française protectrice de la foi catholique, d'un grand Canada où le Canadien français s'entend avec le Canadien anglais comme deux frères. Ce nationalisme réactionnaire était trop

éloigné de la réalité pour que le peuple québécois embarque.

Le peuple avait voté Libéral au fédéral comme au provincial pour se soustraire à la domination du clergé qui se servait du parti conservateur comme outil politique. Et voilà que Bourassa, l'homme qui semblait vouloir prendre le leadership d'un mouvement de libération, s'allie aux Conservateurs et au clergé.

Le peuple ne pouvait absolument pas le suivre dans cette voie réactionnaire. Il se contenta de maintenir sa résistance passive au colonialisme anglo-saxon et de garder une attitude sceptique vis à vis tous ses "chefs" patroneux comme les Conservateurs ou les Libéraux, ou austères et intellectuels comme les Nationalistes.

Pendant que Bourassa parle de la "langue, gardienne de la foi", le capital américain s'infiltré dans la province et s'empare de nos richesses naturelles.

Le régime américain s'annonce déjà, par la mainmise de compagnies américaines sur nos ressources hydroélectriques, l'industrie de la pâte à papier, le textile, la métallurgie, les chemins de fer. En graissant les pattes des politiciens au pouvoir, ces compagnies obtiennent des concessions presque illimitées, qui leur permettent de voler nos ressources et d'exploiter notre main d'oeuvre.

En fait, qu'est-ce que les Libéraux provinciaux ont fait depuis leur accession au pouvoir en 1897?

Sous le premier ministre Marchand, les capitalistes américains sont invités à venir nous exploiter.

Les bénéfices?

Quelques dollars de plus dans le trésor provincial amenés par les droits de coupe et la vente de terres, bien des dollars dans la caisse électorale du parti libéral, quelques emplois de plus pour les habitants comme bûcherons ou ouvriers non spécialisés.

Un sur cinq Québécois ne sait ni lire, ni écrire; c'est le résultat de la loi qui a laissé l'éducation dans les mains du clergé. Quand le gouvernement Marchand veut remédier à cette situation en réinstituant un ministère de l'éducation, Mgr Bruchési, évêque de Montréal, s'y oppose et le projet est rejeté.

En 1900, Parent remplace Marchand comme premier ministre.

La dette de la province mange le tiers de son revenu.

Le gouvernement provincial continue à faire le concierge qui nettoie la maison pour les capitalistes étrangers et le clergé. Il endette davantage la province, par la construction de routes qui servent d'abord les exploités.

Lomer Gouin, qui remplace Parent en 1905, dépense 20 millions à cet effet.

Ce même Gouin passe une loi, interdisant le travail en usine des moins de 14 ans mais l'industrie ne l'applique pas. Une autre loi fixe la semaine de travail à 58 heures dans l'industrie textile. Aucune loi sur le salaire minimum, aucune loi sur l'assurance-chômage.

Un petit réconfort: Ottawa remet l'Ungava (le Nouveau-Québec) à la province de Québec, cependant cette loi fixe à 3 milles des côtes, la frontière entre le Québec et Terre-Neuve dans le Labrador.

## LA QUESTION NAVALE

Vers 1909, l'Angleterre sent sa suprématie des mers menacée par l'Allemagne. En effet, celle-ci est en train de se construire une flotte puissante. L'Angleterre se hâte d'agrandir la sienne et invite ses colonies à l'aider.

Laurier présente un projet de loi créant une marine canadienne à la disposition de l'Angleterre. Les Conservateurs sont contre parce qu'eux favorisent une contribution directe en millions de dollars. Les Nationalistes s'y opposent estimant qu'il s'agit là encore d'impérialisme britannique.

Bourassa fonde *Le Devoir*, en 1910, et réunit comme collaborateurs Olivar Asselin, Jules Fournier, Omer Héroux et George Pelletier, ces deux derniers représentants le nationalisme religieux de l'ACJC.

Le Devoir attaque systématique Le Naval Service Bill mais Laurier réussit à le faire passer.

Aux élections fédérales de 1911, les Libéraux sont battus. Les Conservateurs ont la majorité et Borden devient Premier Ministre. Les Nationalistes, qui ont aidé les Conservateurs à se faire élire au Québec, voient ceux-ci se tourner contre eux et suivre Borden dans une politique plus impérialiste encore que celle de Laurier.

Les Nationalistes, par leur alliance avec les Conservateurs, ont mené une politique désastreuse.

Borden a l'intention de faire un don de \$35,000,000.00 à l'Angleterre pour qu'elle se construise 3 vaisseaux de guerre, mais son projet est bloqué au Sénat par la majorité libérale.

La Première Guerre Mondiale (1914-1918) lui donne l'occasion de se montrer généreux pour l'Angleterre sur le dos des Canadiens.

## **PREMIERE GUERRE MONDIALE (1914-1918)**

Le capitalisme allemand s'est développé rapidement après l'unification du pays et l'administration efficace du chancelier Bismarck. L'Allemagne essaie de rattraper les autres pays capitalistes développés, l'Angleterre, la France, les Etats-Unis.

Elle s'industrialise rapidement, se lance dans le commerce international et colonise des régions de l'Afrique que les autres puissances ne se sont pas accaparées. La France et l'Angleterre voient d'un mauvais oeil la montée de cette rivale.

La France sent qu'elle va perdre sa prédominance en Europe et l'Angleterre la sienne sur les mers. Ces deux puissances, France et Angleterre, s'entendent pour former une alliance avec la Russie contre l'Allemagne et son alliée, l'Autriche-Hongrie. Les armées sont prêtes. L'Allemagne envahit la Belgique.

La France et l'Angleterre contre-attaquent. Ce sera la guerre des tranchées pendant 4 ans dans le nord-est de la France. Les Etats-Unis entreront en guerre, en 1917, contre l'Allemagne et enverront des troupes. L'Allemagne sera vaincue.

Au Canada, dès l'ouverture des hostilités, le Parlement vote 50 millions pour organiser une armée canadienne et fait appel à l'enrôlement volontaire. Les Canadiens-anglais, soulevés par leur chauvinisme impérialiste, s'enrôlent rapidement. Les Canayens, eux, ne voient pas beaucoup le sens de s'enrôler. Pourquoi faire? Le Canada n'est pas menacé. Pourquoi aller se battre pour défendre les intérêts impérialistes de la Grande-Bretagne et de la France? De plus, comment s'enrôler dans une armée qui anglicise les Canayens et dans laquelle il n'y a aucune place pour des officiers canayens? Comment s'enrôler dans une armée étrangère, à côté de Canadiens-anglais qui veulent supprimer la langue française en Ontario?

En effet, à ce moment-là, la question des écoles françaises d'Ontario bat son plein.

## LES ECOLES FRANCAISES D'ONTARIO

Des milliers de Canayens habitent l'Ontario, surtout dans la région d'Ottawa, de Sudbury et de Windsor. Les Orangistes, d'Ontario qui tolèrent mal l'existence du Québec et ont joué le rôle majeur dans la répression du soulèvement de Riel, ne peuvent endurer les Canayens catholiques en Ontario. Le clergé

	1901	1911
Population blanche au Québec . . . .	1,648,898	2,005,776

catholique irlandais d'Ontario est lui aussi contre les Canayens et contre l'enseignement du français. En 1912-13, le ministère d'éducation d'Ontario impose l'anglais comme seule langue d'instruction dans toutes les écoles d'Ontario, publiques ou séparées. L'étude du français est limitée à une heure par jour. Les écoles séparées catholiques doivent se soumettre à l'autorité d'inspecteurs protestants anglais. Les subventions aux écoles séparées d'Ottawa sont supprimées.

Bourassa, Lavergne, Olivar Asselin, Jules Fournier, l'ACJC, le clergé, tous les éléments nationalistes et catholiques, lancèrent une campagne contre cette discrimination fait à leur compatriotes d'Ontario.

On fait pression sur le gouvernement fédéral de Borden, sur le gouvernement provincial ontarien, on fait des discours, on fonde le journal "*Le Droit*" à Ottawa.

Quand la guerre se déclara et que les Canadiens-anglais poussaient l'enrôlement dans l'armée canadienne, les éléments nationalistes répliquaient en disant que les Canayens ne pouvaient aller se battre pour l'Empire britannique s'ils n'avaient même pas le droit d'apprendre le français en Ontario.

Le clergé, pour sa part, refusa d'aller aussi loin dans la critique du gouvernement et fit campagne contre Bourassa. Mgr. Bruchési, parlant en faveur du Fond Patriotique déclara: "L'Angleterre est engagée dans une guerre terrible, qu'elle s'est efforcée d'éviter à tout prix. Sujets loyaux, reconnaissant en elle la protectrice de nos droits, de notre liberté, nous lui devons notre plus généreux concours". On voit, ici, que notre élite cléricobourgeoise unanime à vouloir sauvegarder les droits religieux et linguistiques des Canayens d'Ontario, se divisait sur la question de la participation à la guerre.

D'une part, les nationalistes comme Bourassa et Lavergne, continuaient leur lutte contre l'impérialisme britannique et pour une plus grande autonomie du Canada. D'autre part, le clergé et les éléments de la bourgeoisie canayenne vendue à Ottawa favorisaient l'impérialisme britannique.

---

l- orangistes: regroupement de protestants anglais fanatiques et réactionnaires qui veulent la disparition du français et du catholicisme au Canada.

Le gouvernement Borden, demanda au clergé de prêcher la guerre sainte, ce qu'il fit avec empressement dans un mandement lu dans toutes les églises du Québec qui disait que le clergé approuvait la politique de guerre britannique et l'envoi de troupes.

Pour attirer les Canayens à s'enrôler le gouvernement Borden créa, en 1914, le 22ième bataillon royal, qui n'avait de canayen que les simples soldats et quelques sous-officiers. Mais malgré ce "truc", les Canayens ne s'enrôlaient pas vite. Ils étaient de l'avis de Bourassa, qui écrivait dans *Le Devoir*: "Au nom de la religion, de la liberté, de la fidélité au drapeau britannique, on adjure les Canadiens-français d'aller combattre les Prussiens d'Europe. Laisserons nous les Prussiens d'Ontario imposer en maîtres leur domination, en plein coeur de la Confédération Canadienne, à l'abri du drapeau et des institutions britanniques?"

Bourassa attaqua aussi le gouvernement Borden pour les profits que certains députés et leurs amis accumulaient grâce aux contrats de guerre.

En 1916, le gouvernement d'Ontario supprime la Commission des écoles séparées d'Ottawa et la remplace par une autre commission qui compte seulement un Canayen, mais les institutrices canayennes continuent à enseigner le français, dans l'école, sans contrat ni salaire et l'école elle-même est gardée par les mères de famille armées d'épingles à chapeau. Les Orangistes accusent Bourassa d'être l'instigateur de ce mouvement et demandent son arrestation. Les Québécois se mettent à boycotter les manufacturiers ontariens.

En 1916, onze bataillons de Canayens avaient déjà été constitués. Il y avait 12,000 Canayens dans l'armée canadienne, soit 4.5% du total. Malgré l'encouragement des évêques, de tous les journaux, excepté *Le Devoir*, des discours de Laurier, l'enrôlement ne marchait pas. Les autorités commencèrent à dire qu'il n'y aurait jamais de service militaire obligatoire, c'est-à-dire de conscription. C'était une façon d'y préparer les gens. Le gouvernement Borden commença l'inscription au service national, appuyé par Mgr Bégin et Mgr Bruchési.

En mai, la conscription est annoncée par Borden. Des manifestations de masses ont lieu à travers le Québec. A Montréal,

la foule en colère brise les vitres de la Patrie et de La Presse, journaux depuis longtemps vendus à Ottawa. A Québec, la foule fait de même aux bureaux du Chronicle et de l'Événement.

Devant le peuple en révolte, toute l'élite clérico-bourgeoise, y compris les rédacteurs du Devoir et Bourassa lui-même, prêchent le calme, la discipline. Le bas-clergé se désolidarise de la hiérarchie et se joint au peuple dans son opposition au service obligatoire. Tout l'été, des rassemblements ont lieu dans les divers quartiers populaires où l'on crie: "Vive la Révolution". "A bas Borden", suivis d'une marche sur des édifices gouvernementaux où l'on brise les vitres et tire des balles à blanc. A une de ces manifestations les orateurs exhortent le peuple à prendre les armes. La police charge la foule. Un manifestant est tué. Le 9 août la propriété de Lord Atholstan à Cartierville est dynamitée. Bourassa parle de violence stérile qui donne des armes à nos ennemis anglais.

Borden déclence des élections avec un programme d'union des partis durant la période de guerre. Il récupère pour son gouvernement *unioniste* plusieurs libéraux mais Laurier refuse de faire partie d'une telle coalition. Ce gouvernement *unioniste* (union des Conservateurs et des Libéraux des provinces anglaises) gagne par une forte majorité. Tout le Québec, excepté évidemment les circonscriptions anglaises de Westmount, vote contre le gouvernement. La Chambre des Communes se divise clairement entre Canayens et Canadiens-anglais. Dans le nouveau Cabinet de Borden pas un seul canayen. Le peuple canayen signifiait à son élite clérico-bourgeoise qu'il n'en voulait plus de la confédération, de cette prison constitutionnelle, qui lui faisait subir la domination des Canadiens-anglais, intéressés à se servir de lui comme chair à canon dans les luttes impérialistes de leur mère-patrie. Mais l'élite clérico-bourgeoise, habituée à la servilité, ne répondit que timidement à la réaction populaire. Le député libéral Francoeur proposa à l'Assemblée législative du Québec, une motion qui demandait timidement la séparation du Québec du reste du Canada.

Sir Lomer Gouin essaya d'empêcher le débat mais il eut lieu malgré tout. En fait, il s'éternisa pendant des semaines, chaque député apportant son petit discours de *pour* et de *contre*, quand il s'agissait d'une décision vitale pour la nation québé-

coise. Francoeur retira sa motion déclarant être satisfait de l'effet produit.

Le peuple, lui, n'attendit pas la fin des débats pour agir. Au printemps de 1918, des centaines de Canayens se réfugient dans les bois devant la chasse aux conscrits qui commence. Le soir du 29 mars dans la ville de Québec, la police fédérale, la RCMP, arrête un Canayen qui ne peut produire ses papiers d'exemption de service militaire. Des milliers de Canayens se rassemblent rapidement et brûlent le poste des RCMP, puis en chantant "O Canada" et la "Marseillaise" vont aux bureaux du Chronicle et de l'Evenement pour faire de même. Le lendemain, ils s'attaquent aux bureaux d'inscription pour y brûler les documents. La police municipale les laisse faire. La RCMP, débordée, appelle l'armée. Un bataillon de Toronto arrive, attaque le peuple à la baïonnette. Les manifestants se regroupent le lendemain. La cavalerie les repousse avec des manches de hache.

Le 1er avril, malgré toutes les menaces des autorités civiles et militaires et des appels au calme des autorités religieuses, le peuple armé de fusils de fortune tirent sur les troupes d'occupation. Celles-ci sortent les mitrailleuses. La cavalerie attaque au sabre. Quatre manifestants sont tués, plusieurs sont blessés et on compte 58 arrestations. L'engagement armé se termine le 2 avril. L'Eglise et la presse condamnent ces nouveaux Patriotes et le gouvernement fédéral suspend l'*Habeas corpus* et décrète l'enrôlement immédiat de ces rebelles.

Borden accepte qu'une brigade entièrement canayenne soit formée.

L'Université Laval participe très activement au nouvel effort de recrutement. 19,500 Canayens sont persuadés, amadoués ou battus et servent sous les drapeaux tandis que 18,827 autres se tiennent loin des bureaux d'inscription.

A la fin de la guerre, en octobre 1918, 15,000 Canayens avaient combattu au front, 5,000 autres dans la marine et 15,000 encore étaient à l'entraînement.

## L'APRES-GUERRE

L'Angleterre et la France malgré leur victoire sur l'Allemagne, sortent de la guerre diminuées et endettées. Le pays qui, en fait, en sort vraiment victorieux est les Etats-Unis qui, bien qu'ils soient intervenus militairement dans les derniers mois, ont su exploiter la situation pour faire des profits sur la production des armements, munitions et ravitaillement. La guerre a, en somme, stimulé l'économie américaine et maintenant, les institutions financières et industrielles américaines étendent leur emprise sur le Canada et pénètrent dans une Europe épuisée par la guerre.

En fait l'Angleterre, dès la fin de la guerre, perd du terrain au Canada et, graduellement, les Etats-Unis vont la remplacer comme métropole.

Nous pouvons fixer à cette époque, la fin du régime anglais et le début du régime américain.

## REGIME AMERICAIN (1920 - ?)

Les capitalistes américains viennent investir leurs capitaux dans l'exploitation de nos ressources naturelles.

Qu'est-ce que cela veut dire?

Des compagnies américaines florissantes, c'est-à-dire, riches en capital, cherchent des ressources qu'elles peuvent extraire à peu de frais et vendre avec de gros profits.

Le Québec est riche en forêts, en minerais. Son potentiel hydro-électrique est immense. Il y a des marchés pour des produits du bois, pour les minerais, pour l'électricité. Pourquoi est-ce que les Canayens n'exploitent pas eux-mêmes leurs ressources?

Errol Bouchette leur avait bien dit au début du siècle: "Emparons-nous de l'industrie". Pour cela, il fallait les moyens. Les moyens étaient le capital, des sommes d'argent qui permettent de s'équiper pour lancer l'entreprise jusqu'à ce qu'elle rapporte.

Le gouvernement du Québec aurait pu exploiter les ressources du Québec au profit du peuple canayen. Il aurait pu emprunter du capital pour lancer notre économie. Mais il ne pouvait pas le faire, parce qu'il était dominé, à travers le clergé et les petits politiciens canayens comme Sir Lomer Gouin, par la bourgeoisie anglo-saxonne. Le gouvernement provincial était au service du capital anglo-saxon.

Les petits politiciens venaient au pouvoir et s'y maintenaient grâce à l'argent anglo-saxon. Ils étaient élus par le peuple, mais gagnaient leurs élections, grâce à l'argent anglo-saxon. Une fois élus, ils rendaient compte, non pas au peuple, mais à ceux qui

avaient financé leurs campagnes électorales.

Un exemple parmi d'autres:

En 1931 on a découvert que la compagnie qui avait obtenu le contrat de construction de la centrale hydro-électrique de Beauharnois avait versé \$864,000 dans la caisse électorale du Parti libéral.

Quelques petits capitalistes canayens, comme Dubuc à Chicoutimi, Rodolphe Forget à Montréal et Amyot à Québec, lancèrent des industries, mais leurs investissements étaient insignifiants comparés à ceux des Canadiens-anglais et surtout des Américains. Ces derniers mirent la main sans difficulté sur le secteur primaire, l'extraction: toute l'industrie de la pâte à papier, les centrales hydro-électriques, les mines d'amiante, d'or, d'argent.

Il est clair que le gouvernement provincial n'était qu'un concierge pour les capitalistes anglo-saxons.

Les Compagnies *Duke-Price* et *Aluminium Company* investirent \$100,000,000 dans la région du Lac Saint-Jean pour y installer des usines de pâte à papier et une usine d'aluminium<sup>1</sup>. La construction des centrales électriques causèrent l'inondation de terres cultivables. Ceci est symbolique. Les Canayens voyaient leurs terres défrichées avec peine et misère disparaître sous l'effet de l'industrialisation. L'habitant devait devenir l'employé des grandes compagnies qui venaient lui voler ses terres et ses ressources.

En 1926, l'industrie de la pâte à papier produit pour une valeur brute de 107 millions. Un beau gros chiffre. Mais, en somme, dans ce gros chiffre, qu'est-ce qui revient aux Canayens?

Les compagnies américaines de pâte à papier ont vendu à d'autres compagnies, canadiennes ou américaines, du papier pour une valeur de 107 millions. Où sont les profits pour les Canayens? Pourtant ce sont nos forêts qui y passent. Ce sont les habitants qui font le travail mais sur la production de 1926, pour les milliers d'heures de travail fournies par des milliers de Canayens, il n'y

---

1 -L'installation de cette usine à cet endroit ne vient du fait qu'on y trouve la bauxite nécessaire à la production d'aluminium. C'est plutôt pour l'électricité qu'il faut en très grandes quantités pour cette production et que les barrages sur le puissant Saguenav peuvent fournir.

a pas un million qui est allé en salaires. Le gouvernement provincial récupère par l'impôt sur les bénéfices quelques milliers de dollars, qui servent à la construction de routes à l'avantage de ces mêmes compagnies. En somme, des 107 millions de la dite production, c'est 2 ou 3% qui reviennent aux Canayens qui, eux, ont été les véritables producteurs comme ils sont les vrais propriétaires des richesses du Québec.

C'est de cette façon que les Américains et les Canadiens-anglais pillent systématiquement nos ressources, exploitent le *cheap-labour* des Canayens, font les gros profits et nous laissent des miettes. Ce banditisme légalisé, institutionnalisé, s'empare de notre pays et nous fait ses esclaves dans les chantiers, dans les usines. Nos politiciens collaborent avec ces bandits internationaux, le clergé collabore également et investit son argent dans les compagnies qui exploitent les Canayens. Les ouvriers canayens qui se rendent compte de l'exploitation dont ils sont l'objet, s'organisent et s'affilient, comme on l'a vu, à des syndicats américains. Pour combattre le syndicalisme radical, le clergé crée la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) en 1921 et regroupe 26,000 membres dans des *syndicats de boutique*, des syndicats qui reconnaissent l'autorité et les droits d'exploitation des patrons et cherchent à amener les travailleurs à accepter leur situation d'infériorité "parce que Dieu le veut ainsi" et à collaborer avec les patrons, leurs supérieurs, parce qu'il faut respecter l'ordre et l'autorité établis. Le clergé fait exactement la même chose quand les fermiers du Québec veulent s'organiser en mouvement radical. Il fonde *L'Union catholique des cultivateurs*.

Devant cette mainmise américaine sur nos ressources naturelles, une partie de l'élite cléricobourgeoise qui avait adhéré au nationalisme canadien de Bourassa s'oriente vers un nationalisme québécois. L'abbé Lionel Groulx en est le leader. Son journal *L'Action française* fondé en 1917 (qui deviendra *l'Action canadienne-française* en 1929) veut défendre les droits de ceux qu'ils appellent les Canadiens-français. Il prône la *revanche des berceaux* c'est-à-dire une natalité élevée chez les Canayens pour arriver à être la majorité de la population au Canada et ainsi imposer le respect de nos droits. Dans ce nationalisme on retrou-

ve un culte presque religieux de la patrie et de la langue française. Le catholicisme fervent est considéré comme une force d'unité nationale. La forme de gouvernement qu'il prône est le corporatisme comme celui de Salazar au Portugal, c'est-à-dire une dictature par un homme fort catholique qui encadre les professions, les métiers et la classe ouvrière de telle façon que chaque classe connaisse sa place et y reste; sous le dictateur, se trouve le haut-clergé, l'état-major de l'armée et l'élite industrielle; sous celle-ci, les professions libérales, les fonctionnaires, le bas-clergé et, au bas de l'échelle, les ouvriers et les paysans. Ce nationalisme voudrait donc instaurer un système presque féodal au Québec. Il voudrait voir naître un dictateur qui, avec son armée, chasserait les Anglais du Québec, instituerait comme seule religion, la religion catholique, comme seule langue, la langue française, aiderait le développement d'une bourgeoisie industrielle qui exploiterait les ressources du pays, encadrerait la classe ouvrière dans ses chantiers et ses usines. En somme, ce dictateur-miracle instaurerait l'ordre absolu "que Dieu veut", ou le dictateur gouverne, l'armée maintient l'ordre, l'Eglise répand les bénédictions du ciel, les bourgeois exploitent, les médecins font la médecine, les ouvriers travaillent. Ce dictateur pourrait après quelque temps se faire couronner roi par l'évêque de Québec et tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Les ennemis de ce nationalisme de l'*Action française* sont: l'athéisme et tous les mouvements de pensée qui ne reconnaissent pas l'Eglise comme seule source de vérité; le libéralisme bourgeois et la démocratie bourgeoise avec son manque de respect des autorités religieuses; et surtout le socialisme qui, lui, veut que la classe ouvrière lutte par tous les moyens pour renverser les dictatures et les classes dominantes afin d'instaurer une société sans classes.

L'abbé Groulx a écrit un livre au titre très significatif: *Notre maître le passé*. Il glorifie le passé, nos ancêtres, le régime français où, d'après lui, la religion catholique et la culture française ont rayonné magnifiquement sur l'Amérique du Nord. Il fait des héros de ceux qui ont exploité l'homme rouge. Dollars des Ormeaux, Jeanne Mance, Marguerite Bourgeois et les autres.

Ces idées que l'*Action française* propage par ses publications

et ses colloques ne touche en fait que ces éléments de l'élite clérico-bourgeoise conscients du danger de la disparition du peuple québécois. L'autre partie de l'élite clérico-bourgeoise, celle déjà trop compromise dans le fédéralisme et les intérêts anglais essaie de bloquer ce nationalisme qui, pour elle, peut déranger sa situation. C'est bien cette élite fédéraliste qui, à l'Université de Montréal, exigea de l'abbé Groulx qu'il signe un document disant qu'il n'attaquerait plus la confédération. Groulx refusa de signer mais, par après, accepta un arrangement où il se consacrerait strictement à la recherche historique.

Le clergé lui-même était partagé entre le nationalisme de Groulx et le fédéralisme confortable. Le père Villeneuve suivit Groulx avec plusieurs professeurs des collèges classiques. Les évêques, pour la plupart, restaient fidèles à leur collaboration avec le pouvoir fédéral.

Le peuple, lui, n'embarque pas dans le nationalisme de l'*Action française* parce que tout cela semble de belles théories d'intellectuels qui ne signifient rien de bon pour lui. Il y voit la description d'un système dans lequel il se retrouverait dans une situation aussi mauvaise qu'il connaît à ce moment-là. Pour lui, la culture française lui est étrangère et le sera toujours. Pour lui le catholicisme c'est bien beau mais il y a déjà assez de curés et d'évêques qui lui disent quoi faire depuis assez longtemps. Et un dictateur, il n'a jamais aimé ça. En somme, pour lui, il n'y a rien de bon là-dedans et il s'en tient loin.

## POLITIQUE

### Plus ça change plus c'est la même chose

Pendant que Groulx, le père Villeneuve, Edouard Montpetit, Olivar Asselin, Louis Durand et Anatole Vanier rêvent ensemble d'un Etat français qu'ils appelleraient peut-être *Laurentie*, les pouvoirs en place continuent à jouer leur rôle d'éteignoir et à vendre le pays.

Au fédéral, Meighen remplace Borden comme premier ministre conservateur. Les Libéraux tiennent une convention à la manière américaine et s'élisent un nouveau chef, MacKenzie King, qui avait passé la guerre non pas à combattre au front mais à servir comme conseiller aux relations industrielles l'un des plus grands exploitateurs américains, le célèbre Rockefeller. MacKenzie King a besoin d'un lieutenant canayen. Il vient chercher le premier ministre du Québec, Lomer Gouin qui est tout heureux de servir comme roi-nègre au fédéral. Mais King se rend compte que Gouin est trop lié aux financiers anglais de Montréal, ce qui peut lui faire perdre des votes dans l'Ouest où les fermiers craignent justement la domination des financiers de Montréal dans le gouvernement fédéral. Gouin est administrateur de la *Bank of Montreal*, du *Royal Trust* et plusieurs autres institutions financières. King laisse tomber Gouin et appelle Ernest Lapointe qui accourt comme un chien fidèle.

Aux élections fédérales de 1921, aucun parti n'obtint la majorité à cause de l'entrée en scène des fermiers de l'Ouest et de leur parti appelé *progressiste*. Les libéraux, 117 sièges, les Conservateurs 50, les Progressistes 65 et 4 Indépendants. Le marchandage commence. Les Libéraux font la cour aux Progressistes. C'est un gouvernement boiteux.

Aux élections de 1925, de nouveau un gouvernement minoritaire, les manigances, le maquignonnage. Les Libéraux sont pris dans le scandale des douanes, certains Libéraux ayant tiré de fortes sommes sur l'alcool canadien qu passait en contrebande aux Etats-Unis où la Prohibition<sup>1</sup> était en vigueur.

En 1926, nouvelles élections. De nouveau un gouvernement minoritaire. Bennett remplace Meighen comme chef conservateur.

- 
- 1- Prohibition: de 1919 à 1933, la loi de prohibition de l'alcool interdit la consommation de toute boisson alcoolique sur tout le territoire des Etats-Unis. Cette loi qui voulait arracher le Mal à sa racine a provoqué au lieu la création de réseaux de contrebande et de débits illégaux. La consommation de l'alcool n'a pas cessé et cette loi a permis à des "hommes entreprenants" de faire fortune en quelques années. Pensons en particulier aux propriétaires des distilleries canadiennes qui du jour au lendemain devenaient les fournisseurs en alcool de contrebande de tout le nord des Etats-Unis. C'est un secret de polichinelle de savoir que le propriétaire de Seagram's a fait ses premiers millions durant la Prohibition.

Mackenzie King essaie de former un gouvernement en formant des alliances avec les *Progressistes*. Pendant ces années de prospérité le gouvernement ne fait à peu près rien. Il jouit de cette prospérité qui vient de l'invasion du capital américain. Le pays passe aux mains des étrangers et le gouvernement fédéral devient un gouvernement concierge pour les exploiters américains.

A la conférence impériale de Londres en 1926, les colonies anglaises deviennent membres à part entière d'un *Commonwealth* où l'Angleterre n'est qu'un pays parmi les autres dans cette nouvelle association. En d'autres mots, l'impérialisme britannique est mort. Les politiciens canadiens chantent sur tous les toits que le Canada est indépendant. Bourassa lui-même voit que ces idées d'un nationalisme canadien vont se réaliser. La blague c'est que l'impérialisme américain sans le dire trop fort est en bonne voie de faire de tout le Canada sa colonie la plus facile à exploiter.

En 1927, fêtes du Jubilé de diamant de la confédération. Les élites se gargarisent de beaux discours. Les Canayens restent chez eux. On veut les gagner à la joie collective canadienne en sortant des timbres bilingues et en chantant *O Canada* en français et en anglais. Les Canayens continuent leur résistance passive.

## AU QUEBEC

En 1920, Taschereau remplace Gouin comme premier ministre libéral du Québec. Il fait exactement comme son prédécesseur. Les financiers anglais lui graissent les pattes et il devient leur concierge.

En 1926, le gouvernement fédéral amène la question du Labrador au Conseil privé de Londres qui décide sans consulter le Québec que le Labrador revient à Terre-Neuve. On vole 110,000 milles carrés au Québec et le gouvernement-concierge de Taschereau ne dit pas un mot. Ce même Taschereau donne \$1,000,000 à l'Université McGill qui est déjà riche et bien partie pour four-

nir les cadres des compagnies qui nous exploitent. L'Université de Montréal qui vient de devenir autonome de l'université Laval et qui devrait desservir une population 10 fois plus grande que McGill ne reçoit pas plus que l'université anglaise.

A part l'aide financière aux universités et aux hôpitaux qui reçoivent sans avoir à rendre des comptes, le gouvernement concierge construit des routes pour les compagnies qui nous exploitent. Le Québec a une dette insignifiante en 1930. Les concierges gardent le perron propre pour les exploitateurs internationaux. Belles routes, belles ressources, du *cheap-labour* en masse. Citation typique de Taschereau: "Oui, il y a de l'argent américain dans la province et il est le bienvenu . . . tant que moi-même et mes collègues, nous serons ici, nous inviterons le capital étranger à venir nous aider à développer notre province".

Mais la fausse prospérité ne dure pas. Pour arriver à cette prospérité les grandes institutions financières ont prêté bien au-delà de leurs capacités. Le crédit a ses limites. Le doute s'empare des spéculateurs. Tous veulent vendre leurs parts avant qu'elles perdent leur valeur. C'est la panique dans la Bourse de New York, puis dans toutes les autres bourses à travers le monde. Les compagnies ralentissent leur production faute de capital, puis faute de marché, les acheteurs ayant eux aussi perdu leur crédit. Les usines s'immobilisent, le chômage se généralise. Plus de travail, plus de production; plus de production, plus de consommation. Le capitalisme a connu les récessions avant celle-ci mais jamais d'aussi grave. On l'appelle la Dépression de 1929 qui durera toutes les années trente. On en sortira vraiment que quand on commencera à produire pour la deuxième guerre mondiale. La guerre stimule l'économie, c'est une loi du capitalisme.

Au Canada, le blé de l'Ouest ne se vend plus. Les compagnies minières ne peuvent plus vendre leur minerai. Aux élections de 1930, les Conservateurs avec Bennett viennent au pouvoir et votent \$20,000,000 pour des travaux publics qui occuperaient les chômeurs. Ils votent aussi une hausse des tarifs douaniers pour protéger les industries canadiennes.

Cette crise économique amène la création de nouveaux partis politiques.

Woodsworth fonde en 1932 avec les ouvriers et fermiers de l'Ouest le CCF (*Cooperative Commonwealth Federation*) qui demande la nationalisation des services de santé, la socialisation des institutions financières, l'adoption d'un code de travail et une nouvelle répartition de l'impôt.

William Aberhart fonde le *Social Credit* dont la théorie principale est la distribution de dividendes à la population pour le relancement de l'économie et la distribution des richesses.

En 1935, King revient au pouvoir avec ses Libéraux. Le CCF et le *Social Credit* gagnent quelques sièges. Le fédéral se donne le droit exclusif sur les problèmes sociaux comme le chômage et s'empare du droit de taxation sur les successions et les corporations.

Au Québec, la crise fait ses ravages. Les usines de pâte à papier s'immobilisent presque. Dans les villes, les fabriques de chaussures, de textiles, de vêtement sont paralysées. Les 394 compagnies américaines qui exploitent les Québécois sont réduites à les mettre à pied. Les congrégations religieuses perdent beaucoup. Des milliers de chômeurs se font la guerre pour un emploi aux travaux publics ou pour recevoir le secours de l'Etat. En 1932, 100,000 personnes reçoivent le secours direct. Quand en 1931, le chômage atteint des proportions gigantesques, 27% chez les syndiqués seulement, le gouvernement Taschereau vote une loi qui facilite la colonisation et le retour à la terre. On invite donc les ouvriers à quitter les villes, le monde industriel, pour aller faire de l'agriculture dans des terres aucunement propices à une telle exploitation. Ce fameux retour à la terre, le peuple colonisé québécois le retrouve comme un réflexe devant le danger. La première fois après la Conquête, repli dans l'agriculture. Après la défaite de la Rébellion, de nouveau des sermons sur le retour à la terre. La troisième fois, durant la crise des années trente.

Camilien Houde, chef des Conservateurs provinciaux qui a parlé contre les investissements américains est élu maire de Montréal en 1930 et cède sa place de chef conservateur à Maurice Duplessis, jeune avocat de Trois-Rivières. En 1934, Paul Gouin mécontent de la corruption des Libéraux de Taschereau fonde le parti de l'*Action libérale nationale* qui voit la nécessité de la libération économique et sociale des Québécois. L'honnêteté et

l'intégrité de Gouin lui valent des adhérents. Il parle de l'abolition des caisses électorales, de la corruption des politiciens, du manque d'intervention de l'Etat dans l'industrie, dans les problèmes sociaux. Il veut renouveler les mœurs électorales. Il réussit à faire 119 assemblées en un an et le peuple croit que le renouveau se prépare. Mais Duplessis, chef conservateur, fait une alliance avec Gouin pour vaincre les Libéraux aux élections de 1935. Si les Libéraux sont défaits, Duplessis deviendrait premier ministre et Gouin nommerait les autres ministres. Aux élections de novembre, Taschereau revient au pouvoir avec une faible majorité. Les Libéraux ont 48, l'ALN 26 et les Conservateurs 16. Un scandale révèle que Taschereau et ses amis se sont fait graisser les pattes. Taschereau démissionne et laisse la place à Adélar Godbout qui en appelle au peuple. L'Union sacrée de Gouin et Duplessis est rompue. Duplessis a exploité la situation pour rassembler tous les collaborateurs de Gouin et laisse celui-ci en plan. Aux élections de 1936, le parti de Duplessis qui s'appelle l'*Union Nationale* gagne 76 sièges. Les Libéraux en conservent 14. Duplessis a donc recueilli tout le travail de Gouin et son programme de réformes. Mais, arrivé au pouvoir, il n'en fait rien. Il n'a pas l'intention de nationaliser les trusts de l'électricité. Il croit, comme Taschereau, à l'entreprise privée, à la liberté du capitalisme américain si celui-ci garnit bien la caisse électorale de l'Union Nationale.

Le peuple s'est fait rouler encore une fois. Et un homme honnête mais naïf comme Gouin se retrouve nulle part.

Que fait Duplessis et son *Union Nationale* à part s'enrichir en cédant nos richesses naturelles aux Américains? Il passe une loi de pension de vieillesse, de mères nécessiteuses. Il passe une loi qui reconnaît les syndicats mais accorde au gouvernement le droit de changer les conventions collectives comme il l'entend, c'est-à-dire en faveur des patrons. Une autre loi dite des salaires raisonnables les fixe si bas que certains patrons baissent les salaires de leurs employés pour s'y conformer. Une autre belle loi à Duplessis est celle du Cadenas (1937) qui permet au gouvernement de fermer la maison ou la boutique de ceux qu'on soupçonne de vouloir renverser le gouvernement. Un journal communiste doit cesser sa publication sous cette loi. Mais la même année Duplessis laisse Adrien Arcand et son

parti nazi, appelé *Parti national social chrétien*, faire des réunions et aller organiser un congrès à Kingston pour se donner une organisation d'un océan à l'autre.

Durant la crise des années trente, l'*Action canadienne-française* de Groulx connaît un renouveau. En 1933, elle s'appelle l'*Action Nationale* et a comme collaborateurs Esdras Minville, Arthur Laurendeau, René Chaloult. De nouveau ce sont des articles sur la mission du catholicisme, de la culture française, le retour à la terre, le corporatisme, la grandeur de Salazar et Mussolini. De jeunes nationalistes, qui s'appellent *Les Jeunes Canada* avec André Laurendeau à leur tête, disciples de Groulx, organisent des réunions populaires pour dénoncer les politiciens en place, attaquer les trusts américains responsables de la dépression, promouvoir l'*achat chez-nous*, dénoncer les tendances centralisatrices du fédéral et étaler les vertus du corporatisme. L'*Action Nationale* et les *Jeunes-Canada* collaboraient étroitement. Ensemble ils organisaient des colloques sur l'*organisation corporatiste, le Canada dans le Commonwealth*. On retrouvait chez eux de vagues allusions au séparatisme. Ils parlaient de l'Etat français d'Amérique, de *Laurentie*, indépendant mais membre du Commonwealth. Ils prônaient l'adoption du *drapeau de Carillon*, le fleur-de-lysé actuel.

## LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE 1939-1945

La défaite de l'Allemagne en 1918 laisse le pays dans un état désastreux. Les puissances capitalistes qui l'ont vaincu, l'Angleterre, la France et les Etats-Unis, se sont vraiment vengé sur elle pour ses prétentions internationales. La défaite militaire est suivie de l'occupation par la France d'une partie de l'Allemagne riche en ressources. De plus, L'Allemagne doit payer des dettes de

guerre impossibles à rencontrer. Les sociaux-démocrates<sup>1</sup> qui viennent au pouvoir en Allemagne ne peuvent absolument pas redresser l'économie. Le parti communiste allemand qui a des millions de membres veut provoquer le renversement du système capitaliste dans le pays mais les querelles entre eux et les sociaux-démocrates permettent à un dénommé Hitler de jouer sur l'humiliation du peuple allemand, de se bâtir une petite armée personnelle, et surtout de faire une alliance avec les capitalistes allemands pour arriver à se faire nommer chancelier et se donner des pouvoirs dictatoriaux. Hitler commence par massacrer les communistes qui représentent en fait l'opposition principale. Il fait un pacte avec les capitalistes allemands pour relancer l'économie. Avec le nouvel ordre qu'il instaure, le peuple allemand a du travail, l'Allemagne se remet sur pied. Mais pour continuer à se développer selon les lois de ce système, il faut conquérir d'autres pays, asservir d'autres peuples. Hitler concentre sur la production de guerre. Selon son idéologie, le peuple allemand est une race supérieure, les Anglais et Français sont un peu inférieures, et les Juifs sont une race à exterminer. Ayant consolidé son pouvoir en Allemagne, par la force, contre les communistes, par la collaboration avec les capitalistes et par l'illusion de grandeur chez les ouvriers indécis, il provoque un coup d'Etat en Autriche et l'annexe à l'Allemagne. Il fait un pacte avec Mussolini, le dictateur italien, qui veut devenir la grande puissance dans la Méditerranée, puis envahit la Tchécoslovaquie. Il signe un pacte de non-agression avec Staline, puis envahit la Pologne.

En Asie, le Japon suit un chemin parallèle. Il s'empare de la Manchourie, et commence une invasion systématique de toute l'Asie. Le Japon signe un pacte avec Hitler.

Les puissances capitalistes dites alliées, l'Angleterre, la France, les Etats-Unis voient leurs intérêts menacés par la poussée vertigineuse de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon.

---

1- social-démocratie: option politique selon laquelle on veut améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière et des classes défavorisées en général sans toutefois changer les structures sociales existantes. Vouloir "civiliser" le capital, c'est-à-dire vouloir voir les riches un peu moins riches et les pauvres un peu moins pauvres est l'objectif des sociaux-démocrates.

Quand Hitler envahit la Pologne, l'Angleterre et la France lui déclarent la guerre. On est le 3 septembre 1939. Le gouvernement canadien déclare la guerre à l'Allemagne le 10 septembre et le Parlement vote 100 millions de dollars pour les opérations de guerre. Un corps expéditionnaire canadien est mis sur pied. Le recrutement est volontaire. Hitler envahit le Danemark et la Norvège. Le 10 mai 1940, il envahit la Hollande et la Belgique, puis la France qui n'est aucunement capable de résister aux chars blindés et aux avions allemands. Le maréchal Pétain capitule et commence à collaborer avec les Allemands pendant que le Général de Gaulle se réfugie à Londres pour organiser les Forces Françaises Libres. L'Angleterre se prépare pour contrer l'invasion allemande de son île. Hitler prend la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie et la Grèce. En 1941, il se lance contre la Russie mais son avance est stoppée à Stalingrad. Les Américains entrent en guerre le 7 décembre 1941 quand les Japonais attaquent leur base hawaïenne de Pearl Harbour. Les Allemands et les Italiens envahissent l'Afrique du Nord.

Au Canada, le gouvernement libéral de King proclame en juin 1941 le service militaire obligatoire *mais pour la défense du pays seulement*. Les Québécois ne font aucune opposition à cette loi. Le peuple québécois est prêt à défendre le pays. Cette réaction contredit toutes les accusations de lâcheté que les Canadiens-anglais ont lancé contre le peuple québécois. Les Québécois sont prêts à lutter quand il s'agit de défendre le Québec mais ils n'ont aucune envie d'aller se faire massacrer pour défendre les intérêts des puissances colonialistes.

Quand le gouvernement fédéral interne Adrien Arcand en mai 1940 à cause de ses sympathies nazies, aucun Québécois ne manifeste contre son internement, ce qui démontre bien que le nazisme, le fascisme et l'hitlérisme n'ont aucun soutien à l'époque au Québec. Même si une certaine élite a joué avec l'idée corporatiste, même si Groulx a eu des louanges pour Mussolini, le peuple lui, dès le début des hostilités est contre Hitler. Quand la France capitule, il en est affecté. Mais pas plus qu'en 1914, il ne veut aller défendre l'Angleterre. Cependant il est prêt à lutter à mort contre l'invasion allemande éventuelle du Québec. Cela n'empêche pas que les Québécois étaient les premiers

à remplir les rangs de volontaires pour le service outre-mer et dès janvier 1941, 50,000 Québécois étaient enrôlés. Il faut dire que bien de ces enrôlements ne se faisaient pas par goût mais dans bien des cas parce que c'était la seule façon de sortir du chômage, d'avoir une paie qui permettrait à la famille de manger et de se loger.

Mais quand les Etats-Unis entrent en guerre, King décide de demander aux Canadiens de le libérer de ses promesses de ne pas recourir à la conscription pour le service outre-mer. L'opposition conservatrice et tout le Canada anglais réclament la conscription. King tient un plébiscite sur la question le 27 avril 1942. Il demande à la population de répondre *oui* ou *non* à la question suivante: "Consentez-vous à libérer le gouvernement de toute obligation résultant d'engagements antérieurs restreignant les méthodes de mobilisation pour le service militaire?" une façon entortillée de dire "Est-ce que vous êtes pour la conscription ou contre?" Le Québec répond non dans une proportion de 71.2%. Les Québécois (c'est-à-dire la population du Québec moins les Anglais de Westmount et des Cantons de l'Est, votent en fait à 85% NON). Les autres provinces votent oui à 80%. Les Québécois refusaient de se faire mettre l'uniforme sur le dos pour se faire expédier outre-mer comme chair à canon anglaise.

Ce sentiment fut confirmé le 18 août par le désastre de Dieppe. L'Etat-Major britannique veut voir si les Allemands défendent bien les côtes françaises. Pour vérifier une évidence, il lance 6100 soldats, dont les 4/5 sont Canadiens, dans 253 bateaux vers les côtes françaises. Les pauvres gars tombent sur un convoi allemand à trois milles des côtes et le massacre commence. Quand ils réussissent à débarquer sur la côte française près de Dieppe, les mitrailleuses allemandes les descendent comme des lapins. Après deux heures de cette boucherie, l'état-major comprend que les Allemands défendent bien les côtes. On donne l'ordre d'évacuer les lieux. Sur les 4963 Canadiens, 2752 meurent sous les balles allemandes. Les 2211 qui restent, dont 617 sont blessés, réussissent à rentrer en Angleterre. Les colonisés servent toujours de chair à canon pour le colonisateur.

Au Québec, aux élections de 1939, les Québécois répudient Duplessis et ses manigances politiques pour donner le pouvoir

aux libéraux de Godbout. Celui-ci collabore étroitement avec les libéraux fédéraux de King. Lors du plébiscite, André Laurendeau, Jean Drapeau, Georges Pelletier, directeur du *Devoir*, et Gérard Filion fondent la *Ligue pour la défense du Canada* qui incite les Québécois à répondre non. Puis en septembre Maxime Raymond fonde le *Bloc Populaire* avec André Laurendeau, Paul Gouin et Jean Drapeau. Ce parti est *contre* la conscription mais ne sait pas pour quoi il est, corporatisme, capitalisme libéral ou socialisme.

Pendant ce temps à Ottawa, King présente son *bill* en faveur de la conscription (service obligatoire outre-mer). Ce même King qui est premier ministre grâce aux votes libéraux du Québec, a l'audace de pousser la conscription quand la grande majorité des Québécois la rejette. Cette attitude est typique du gouvernement colonisateur qui vient chercher les votes avec de belles promesses puis fait le contraire des désirs du peuple. Les Québécois se voient trompés de nouveau par le fédéral. Rien à faire avec Ottawa. D'autant plus que ce même gouvernement fédéral prend l'occasion de la guerre pour s'emparer des pouvoirs qui reviennent aux provinces tel le pouvoir de taxer le revenu des particuliers et des corporations.

## ECONOMIE DE GUERRE

Grâce à la guerre, le Canada comme les Etats-Unis connaît une prospérité inconnue jusqu'alors. Grâce à la tuerie de 50 millions d'hommes, de femmes et d'enfants amenée par l'appât du gain des pays capitalistes, l'Amérique du Nord peut sortir de la crise économique et reconstruire son économie.

En effet, c'est grâce à la guerre entre les pays européens que les gouvernements américain et canadien peuvent trouver le capital nécessaire pour le prêter à des industriels qui, eux, fabriquent armes et munitions qu'ils revendent au gouvernement.

Le gouvernement à son tour le vend à un pays allié en guerre ou bien s'en sert pour sa propre armée. Grâce à la guerre, le capitalisme américain retrouve sa vitalité, sa confiance. Il investit dans l'industrie de guerre canadienne. Il devient le grand fournisseur du matériel de guerre pour les Alliés, ce qui lui permettra d'avoir, après la guerre, un contrôle sur l'économie des pays d'Europe occidentale, et des pays d'Asie comme il l'a déjà sur le Canada et toute l'Amérique latine.

Le gouvernement canadien vend des *Bons de la Victoire* aux Canadiens pour une valeur de 12 milliards de dollars.

Le gouvernement prête à faible intérêt (s'il ne les donne pas) des sommes importantes à des capitalistes anxieux de faire des profits fantastiques. En quelques années, l'industrie canadienne produit des chars d'assaut, des navires de guerre, du caoutchouc synthétique, des appareils de radar.

La guerre appelle la production, la production appelle les ouvriers. Le chômage disparaît. Les hommes de la classe ouvrière sont appelés à se faire tuer sur les champs de bataille. Bien des fils de bourgeois réussissent à se trouver des postes importants qui les rendent "indispensables", comme on dit, à la production de guerre.

Grâce à l'économie de guerre, les frères Simard de Sorel deviennent d'importants industriels canadiens-français en fabriquant bateaux et canons avec 6000 employés. Les capitalistes américains continuent à s'infiltrer dans l'économie québécoise et se servent des Anglais de Montréal comme premiers alliés. Les industriels québécois comme Simard sont si peu nombreux qu'ils ne représentent aucune concurrence mais au contraire des collaborateurs utiles dans l'exploitation des richesses du Québec et du peuple québécois.

Pendant que l'industrie capitaliste assujettit davantage le peuple québécois à l'économie de guerre et que le gouvernement fédéral entraîne notre jeunesse à épauler le fusil à l'anglaise, notre élite clérico-bourgeoise se débat dans des querelles d'arrière-garde. Durant la poussée capitaliste, devant le monopole des trusts, nombre de partisans du *Bloc Populaire* prônent comme solution le corporatisme. En même temps, ils laissent entrer un millionnaire nommé Edouard Lacroix qui, lui, ne veut

pas que le capitalisme soit bridé par le corporatisme mais qu'au contraire il puisse se développer en pleine liberté avec les institutions existantes à sa disposition. Sur la question nationale, le *Bloc* ne sait pas s'il est séparatiste ou fédéraliste tant les opinions sont variées là-dessus. Des partisans de ce *Bloc* voient dans le mouvement socialiste une conspiration internationale contre le peuple québécois. D'autres encore voient dans les Juifs de Montréal nos pires ennemis.

Les immigrants juifs venus de Russie, de Pologne, d'un peu partout en Europe au début du 20<sup>e</sup> siècle, s'étaient retrouvés en arrivant, comme bien des immigrants, au bas de l'échelle, mais avaient réussi, en jouant le jeu capitaliste d'exploitation, à sortir de la classe des exploités pour se retrouver propriétaires de petits commerces, boutiques, magasins d'alimentation, petites manufactures et à se rapprocher dans leur style de vie à la classe bourgeoise anglaise de Montréal. Ils adoptaient la langue anglaise, langue de l'exploiteur, et se servaient du français strictement pour commander à leurs employés et à leurs domestiques québécois. Bientôt pour le Québécois, l'exploiteur était moins l'Anglais qui tirait les ficelles camouflées de la haute finance et des grandes entreprises, que le Juif de la rue St-Laurent, de la rue Craig et des manufactures de souliers et de vêtements qui l'exploitait d'une façon plus évidente. L'antisémitisme québécois n'a jamais existé, sauf dans l'esprit des Anglais qui étaient tout heureux de voir dans la révolte du Québécois devant son exploiteur juif, une autre preuve que les Québécois ne sont, pour lui, qu'un peuple réactionnaire et fasciste. L'Anglais se réjouissait d'autant plus que les Québécois voyaient plutôt le Juif comme son exploiteur. Caché derrière les grandes entreprises et les institutions de la haute finance, l'Anglais et son frère le capitaliste américain se frottaient les mains de joie en jouant les Juifs contre les Québécois. En fait, l'anti-sémite était le colonisateur anglais qui bloquait l'entrée de ces clubs sociaux aux bourgeois juifs et voyaient d'un mauvais oeil ces mêmes bourgeois juifs acheter des propriétés à Westmount.

Ce fameux *Bloc Populaire* ramassait en fait les éléments mécontents de l'élite clérico-bourgeoise mais n'avait aucune pensée politique cohérente. Il était contre les gros trusts, mais pour

des petits trusts, pour Salazar et Franco, mais contre Hitler, pour la nationalisation de l'électricité mais contre le socialisme. Malgré cette confusion extrême, ce manque de pensée structurée, un sondage auprès de la population québécoise en 1943 indiquait que le *Bloc* avait pour lui 33% des électeurs. Ce qui veut dire qu'une bonne partie du peuple québécois était prête à voter pour le *Bloc*, pour que ça débloque et qu'on commence à se décoloniser.

Le parti CCF, qui copiait l'évolution du parti travailliste d'Angleterre, réussit à obtenir des évêques du Québec le droit à l'existence, mais comme il ne comprenait rien à la situation du colonisé québécois et qu'il demeurait fédéraliste il n'eut aucune chance ici.

Pendant ce temps, le fin petit politicien chef de l'opposition, Maurice Duplessis, organisait sa machine électorale et tirait des autres partis ce que, d'après lui, les Québécois aimeraient entendre. Il exploitait le nationalisme québécois non pour libérer le peuple québécois mais pour arriver au pouvoir en parlant d'autonomie provinciale. Il s'entendait avec les industriels américains pour garnir sa caisse électorale et une fois arrivé au pouvoir leur laisser le champ libre pour l'exploitation du peuple. Pendant que les partisans du *Bloc* se chicanait entre eux à la radio, dans les journaux, et à leur congrès, sur les trusts et le retour à l'économie agricole, pendant que Paul Gouin, Philippe Hamel et René Chaloult refusaient le leadership d'André Laurendeau, Duplessis préparait sans bruit, tranquillement mais sûrement, son retour au pouvoir. Duplessis attaquait le gouvernement libéral de Godbout pour avoir nationalisé la compagnie d'électricité *Montreal Light, Heat & Power Company* et ainsi s'attirer les sympathies des industriels qui ont toujours une peur bleue de la mainmise du gouvernement sur les entreprises. . . Il concentra son action sur les milieux ruraux que la carte électorale favorisait. En effet, les villes constituaient les 2/3 de la population mais ne pouvaient élire qu'un tiers des députés. Il promit au clergé de remettre en vigueur la *Loi du Cadenas*, sa fameuse loi qui lui permettait de saisir toute publication considérée subversive. Et, bien entendu, il parla contre la conscription. Le *Bloc* alla tirer Bourassa de sa retraite pour se rallier

tous les votes nationalistes mais Bourassa dans son discours conseilla à ses auditeurs de voter CCF.

Aux élections provinciales du 8 août 1944, le *Bloc* obtient 15% des votes mais seulement 4 sièges; les libéraux, 37% des votes mais seulement 37 sièges; l'Union Nationale, 36% des votes mais 48 sièges. Le CCF fait élire un de ses candidats. René Chaulout est réélu comme indépendant. Les campagnes ont voté presque unanimement pour l'Union Nationale. Les autres partis se partagent les villes.

On voit que le système électoral existant permet à un parti qui sait jouer avec le système, de ramasser seulement 36% des votes, un peu plus d'un tiers des votes, et cependant d'avoir la majorité de sièges qui lui permet d'arriver au pouvoir.

## SUR LA SCENE FEDERALE

Pendant ce temps, à Ottawa, les Canadiens-anglais poussaient King à imposer la conscription. La guerre tirait sur sa fin mais il fallait des renforts. Malgré l'acharnement des conservateurs de Bracken en faveur de la conscription pour le service outre-mer, King refusa sachant très bien que s'il l'imposait, le Québec se soulèverait avec encore plus de violence qu'en 1917. Mais les pressions se firent trop fortes et il demanda au Parlement d'approuver l'envoi de 16,000 hommes outre-mer. C'était ce qu'on peut appeler la conscription limitée. 32 députés du Québec, libéraux pour la plupart, votèrent contre, mais le *bill* passa avec l'appui du CCF et du Social Credit.

A Montréal, le *Bloc* organisa un rassemblement où André Laurendeau accusa "la dictature de la majorité d'être aussi tyrannique que n'importe quel fascisme". 2000 manifestants parcoururent le quartier financier brisant les vitres de la *Bank of Montreal*, de la *Montreal Trust Co.*, du *Service national sélectif*. A Chicoutimi et Rimouski des manifestants brûlèrent le *Union Jack*. Certains Canadiens-anglais conseillèrent au gouvernement

d'employer des mitrailleuses pour mettre le Québec au pas. Mais le ressentiment populaire fut canalisé dans la réélection de Camilien Houde à la mairie de Montréal après son internement pour subversion, c'est-à-dire pour avoir combattu la conscription.

Les libéraux provinciaux rompirent avec les libéraux fédéraux et lancèrent leur journal *Le Canadien*. En même temps, ils concentrèrent leurs efforts dans les quartiers ouvriers de Montréal où le CCF et le parti ouvrier-progressiste (parti communiste) gagnait du terrain. En effet Fred Rose candidat du parti ouvrier-progressiste avait été élu au parlement fédéral dans le comté ouvrier de Cartier.

Quand aux soldats eux-mêmes, sur 10,000 devant se présenter pour s'embarquer pour l'Europe le 3 janvier 1945, 7,800 manquaient à l'appel. Sur un total de 18,943 déserteurs le Québec en comptait près de 10,000. Ces Québécois tous en uniforme et prêts à défendre leur pays jusqu'à la mort s'il était attaqué, refusaient d'aller se faire bousiller en Europe pour les intérêts de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis. Ces patriotes que les Canadiens-anglais traitaient de lâches et de traîtres, avaient le courage de combattre par cet acte individuel le colonialisme d'Ottawa, de Londres et de Washington et d'en accepter les conséquences. Ils avaient d'autant plus raison que, en fait, les renforts n'étaient pas nécessaires parce que la guerre était à peu près finie. Cette crise de conscription avait été montée par le parti conservateur qui se cherchait un cheval de bataille pour renverser les libéraux et prendre le pouvoir.

Aux élections fédérales de juin 1945, les Québécois ayant le choix entre les conservateurs qui voulaient les mettre au pas, le CCF qui travaillait avec les syndicats américains et le *Bloc Populaire* qui ne savait toujours pas où il allait, préférèrent voter libéral de nouveau.

Les élections ne changèrent pas la composition de la Chambre des Communes. Les libéraux gardent la majorité et continuent à gouverner, les conservateurs ont 67 sièges, le CCF, 28, le *Bloc Populaire*, 2, le *Social Credit* en a quelques-uns. Fred Rose, député communiste de Cartier, est réélu.

L'après-guerre voit donc les libéraux au pouvoir à Ottawa et l'Union Nationale au pouvoir à Québec. Ces deux règnes vont durer longtemps.

## L'APRES-GUERRE

La guerre a coûté au Canada 21 milliards de dollars. En plus, le Canada a donné à l'Angleterre une aide financière et matérielle de 4 milliards, lui a fait un prêt de 2 milliards et lui a vendu des vivres à prix réduit. Cet argent, venant des Québécois autant que des Canadiens, a été employé ainsi sans l'accord du peuple québécois. Le gouvernement fédéral, au service du capitalisme anglais et américain, s'est servi de son pouvoir de taxation sur le peuple pour lui soutirer de l'argent qu'il a mis ensuite à la disposition de l'Angleterre. Au lieu de laisser au peuple québécois la liberté de décider pour lui-même la façon d'aider les puissances alliées à combattre le fascisme hitlérien, Ottawa a imposé sa façon de participer à la guerre sans tenir compte de la volonté du peuple québécois.

Cette façon de gouverner, cette façon de garder le Québec comme réserve à exploiter, Ottawa l'a toujours maintenue. A la fin de la guerre, quand est venu le temps de convertir l'économie de destruction (économie de guerre) en économie de consommation, le gouvernement fédéral invite les capitalistes américains à venir nous exploiter davantage. Le gouvernement fédéral est un gouvernement-concierge pour les exploiters américains. Le gouvernement provincial fait de même. Les gouvernements fédéral et provincial sont des concierges élus par le peuple pour servir les monopoles industriels et financiers qui viennent nous voler nos richesses naturelles.

Les capitalistes américains qui épuisent les ressources de leur sol à un rythme fou, cherchent au-delà de leurs frontières les matières premières indispensables à leurs industries. Des capitaux américains affluent au Québec, pour exploiter les forêts

et les mines. Ils contrôlent avec les capitalistes canadiens-anglais, tout le secteur primaire, le secteur d'extraction des ressources. Ils s'emparent graduellement du secteur secondaire, le secteur de transformation des matières premières en produits finis ou semi-finis. Le Québécois dans tout ça, c'est le gars au fond de la mine, le scieur de bois, le porteur d'eau, l'ouvrier qui travaille comme un chien pendant que les capitalistes américains et leurs agents canadiens-anglais nous volent nos ressources avec nos propres bras. Les gouvernements-concierges de Saint-Laurent (le successeur de King au fédéral) et de Duplessis nous répètent que le capital américain crée des emplois et nous permet de "prosperer". Il est vrai que ce capital étranger crée des *jobs* mais à quel prix? Quand Duplessis laisse aller du minerai de fer québécois à une cent la tonne, qu'est-ce que ça veut dire? Ça veut dire que 10,000,000 de tonnes de notre minerai qui passe directement aux Etats-Unis rapporte au gouvernement provincial \$100,000.00. L'extraction de ces 10,000,000 de tonnes ont donné du travail pendant quelques années à quelques centaines de Québécois. C'est insignifiant. Surtout quand on sait que la compagnie qui a obtenu ces 10,000,000 de tonnes pour \$100,000.00 va faire, elle, en transformant ce minerai en produits semi-finis, de 75 à 100 millions de dollars de profit. On peut penser que c'est à notre avantage si on croit qu'on est né pour un petit pain, qu'on est et qu'on sera toujours des porteurs d'eau. Mais quand on sait que les ressources du sol québécois sont la propriété inaliénable du peuple québécois, que c'est au peuple québécois à les extraire, les transformer pour sa propre consommation et, en deuxième lieu, pour un marché extérieur, on ne peut faire autrement que de constater que les Américains sont des voleurs internationaux et que nos gouvernements-concierges sont des traîtres et des vendus, des laquais et des parasites du capitalisme américain.

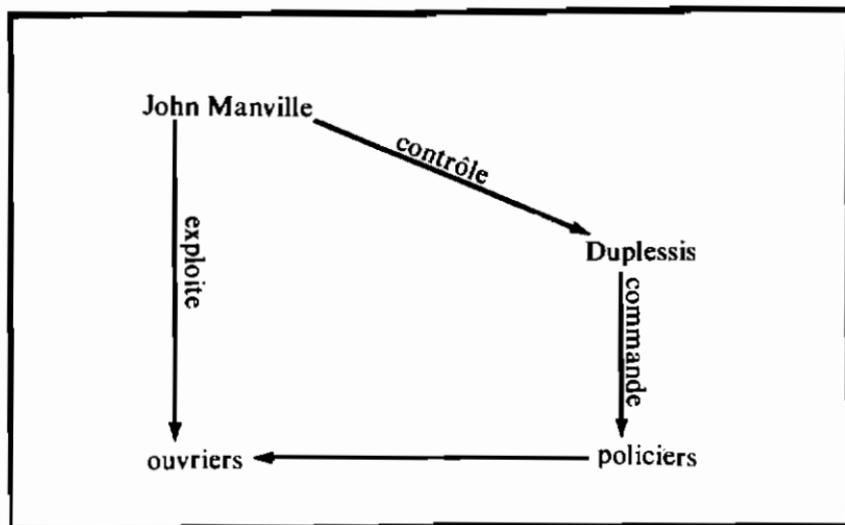
Que fait le gouvernement-concierge? Tout d'abord, il accepte des "dons" des compagnies pour la caisse électorale, ce qui lui permettra de rester au pouvoir et de continuer cette politique de servilité vis-à-vis les compagnies américaines. En deuxième lieu, il "concède" nos ressources à des prix ridicules comme nous venons de le voir au sujet du minerai de fer. En troisième

lieu, il construit les ponts et les routes pour que les compagnies puissent exploiter nos ressources facilement. En 4<sup>e</sup> lieu, il passe des lois qui gardent les ouvriers à leur place. Et si les ouvriers bougent trop, il expédie sur les lieux la police qui, elle, ne se gêne pas pour taper sur les grévistes au nom de "l'entreprise privée". Exemple: la grève d'Asbestos en 1949. La compagnie "Canadian Johns-Manville Co. Ltd." (qui n'a rien de canadien malgré son nom, et encore moins de québécois) est la compagnie qui organise l'extraction de nos gisements d'amiante. Cette compagnie paie presque rien au gouvernement provincial pour le droit de voler notre amiante qu'elle expédie aux Etats-Unis pour la fabrication de produits finis. Cette compagnie emploie des ouvriers québécois pour extraire l'amiante. Elle leur paie des salaires de misère et les fait travailler dans des conditions impossibles. La poussière d'amiante en particulier leur pourrit les poumons. Ces Québécois travaillent pour des salaires de famine à extraire du minerai comme s'il ne leur appartenait pas. Ces Québécois croient vraiment que l'amiante appartient à la compagnie et qu'eux ont "de la chance" d'avoir une petite "job". Comme si la compagnie était généreuse, une espèce de bon Dieu qui leur apporte le pain quotidien. C'est ce que leur prêchent Duplessis et les curés de paroisse. "Bé-nissons nos exploiters car ils nous donnent des miettes en volant nos ressources naturelles". Mais les gars ne sont pas fous. Les ouvriers sont révoltés par leurs conditions de travail et l'exploitation dont ils sont l'objet. Ils font la grève. La loi dit qu'ils sont censés aller à l'arbitrage avant de pouvoir déclencher la grève. Les gars se fichent de la "législation ouvrière" et font la grève quand même. La compagnie fait appel au roi-nègre Duplessis qui, pour rester au pouvoir, doit obéir aux compagnies. John Manville décide de congédier les ouvriers récalcitrants et d'en employer d'autres. (On appelle "scabs" les ouvriers qui acceptent de remplacer au travail les ouvriers en grève.) Pour cela, il faut mâter les ouvriers récalcitrants. Il ordonne à Duplessis d'envoyer la police provinciale pour casser la gueule aux grévistes et protéger l'entrée des "scabs". Duplessis-concierge obéit. Le 19 février Duplessis envoie 150 P.P. pour "maintenir l'ordre". Les policiers arrêtent des grévistes, les

menacent, les battent. Mais les gars ne se laissent pas intimider. La grève continue.

Le 5 mai un convoi de 25 voitures de la P.P. se dirige vers Asbestos. On arrête 180 ouvriers. On les bat à coups de poing, à coups de gascette, à coups de pieds dans les testicules. Des Québécois battent ainsi d'autres Québécois, salariés comme eux. Les policiers de la P.P., braves Québécois qui sont entrés dans la police parce que c'est une *job*, servent Duplessis qui sert John Manville qui exploite des ouvriers québécois. C'est John Manville qu'il fallait battre. Personne d'autre, même pas Duplessis-concierge. C'est Manville le responsable.

John Manville, grand capitaliste, exploite des ouvriers québécois. Pour continuer à les exploiter il doit faire appel au gouvernement qu'il contrôle par la caisse électorale. Il commande au gouvernement (Duplessis-concierge) de mâter les ouvriers. Duplessis-concierge commande à la P.P. qui, elle, fait la "job" qu'on lui demande de faire, battre les ouvriers.



On voit clairement ici comment la classe bourgeoise possédante (John Manville) possède aussi l'Etat (représenté ici par Duplessis-concierge). Voilà l'essence de la démocratie bourgeoise. Le peuple élit les députés mais la démocratie s'arrête là. Les députés sont liés à un parti qui lui, est lié aux intérêts financiers par sa caisse électorale. On élit des députés qui se sentent responsables non pas vis-à-vis leurs électeurs mais vis-à-vis la classe de possédants, la classe de riches, la classe de ceux qui contrôlent les moyens de production.

Un seul membre du clergé a osé s'élever contre la brutalité policière et prendre partie pour les ouvriers. C'est Mgr Charbonneau alors archevêque de Montréal. Voilà un homme qui malgré tout est resté sensible à l'oppression de la classe ouvrière et qui a eu le courage d'exprimer son indignation. Mais il a suffi de quelques mois pour que les jeux de coulisses le fasse exiler en Colombie-Britannique. John Manville a fait comprendre à Duplessis-concierge qu'il ne voulait pas d'évêque du côté de ces sales ouvriers. Duplessis-concierge a vite compris et a appelé les autres évêques pour leur faire comprendre que John Manville ne voulait pas d'évêque du côté de ces sales ouvriers et que s'ils voulaient garder leurs privilèges (pas de taxes, contrôle absolu sur l'éducation etc.), il fallait qu'ils soient du côté des patrons, des capitalistes exploités et que Charbonneau disparaisse de la circulation. Les évêques ont vite compris. L'autorité vient de Dieu en passant par John Manville. Mgr Charbonneau se retrouva *en exil*, en Colombie Britannique à baragouiner l'anglais et à se taire en français.

Pour réparer les dégâts faits par ce "méchant" Mgr Charbonneau, un autre évêque, Mgr Camille Roy, archevêque de Québec agit comme "médiateur". En d'autres mots, le clergé met tout le paquet pour "convaincre" les ouvriers de retourner au travail. Et ça marche. Le clergé fidèle à son rôle de roi-nègre, de serviteur du colonisateur, le joue encore une fois. Les curés font comprendre aux grévistes qu'il faut respecter l'autorité (Dieu et John Manville), que le rôle de l'ouvrier est de travailler dans la misère (pour gagner son ciel) et que le monde est fait ainsi parce que Dieu le veut (c'est-à-dire John Manville). Les ouvriers reprennent le travail le 1er juillet sans contrat, sans

convention collective, sans rien de réglé. Les ouvriers ont perdu.

Ce conflit nous permet de dégager la composition de la société québécoise de l'après-guerre.

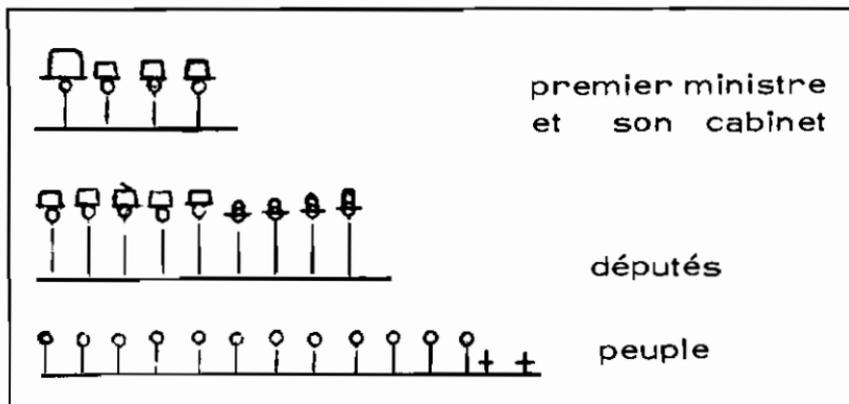
## STRUCTURE POLITIQUE APPARENTE

(ceci s'applique tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial).

Le peuple élit des députés.

Les députés du parti majoritaire (chapeaux carrés) forment le gouvernement, c'est-à-dire que le chef du parti devient premier ministre et choisit parmi ses collègues les divers ministres dont il a besoin pour gouverner le pays.

Les députés du parti minoritaire (chapeaux ronds) forment l'opposition. Leur travail consiste à critiquer le gouvernement pour qu'il passe de bonnes lois pour le peuple.



## STRUCTURE POLITIQUE REELLE

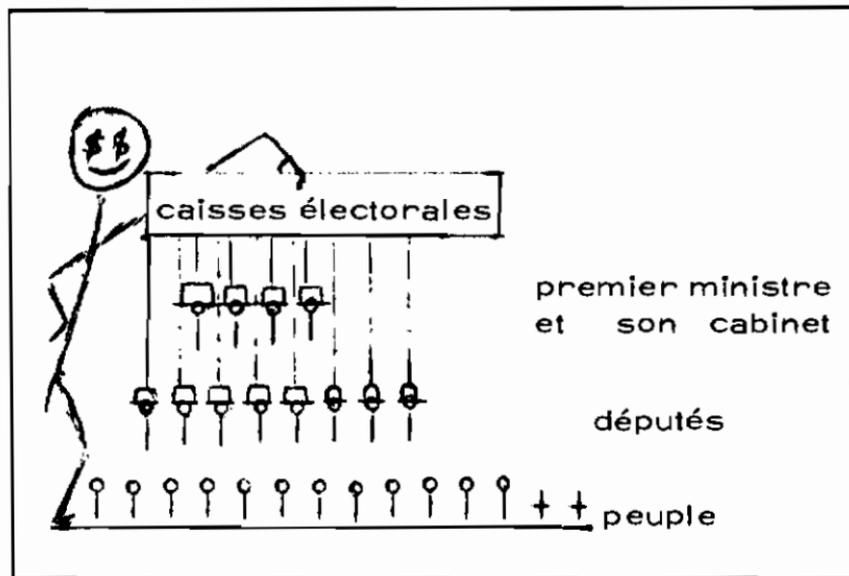
Le peuple élit des députés rattachés à des partis. Les partis "gagnent" leurs élections avec des campagnes électorales financées par des compagnies.

Le parti au pouvoir passe d'abord des lois qui favorisent les compagnies, et ensuite d'autres lois qui doivent apaiser le peuple (allocations familiales, lois ouvrières, assistance sociale etc).

Le gouvernement est au service de compagnies. C'est un gouvernement-concierge.

Ce genre de démocratie s'appelle la démocratie bourgeoise.

Cette démocratie bourgeoise est en somme la dictature de la classe possédante.



## STRUCTURE SOCIALE APPARENTE

(celle qu'on voudrait nous faire accepter)

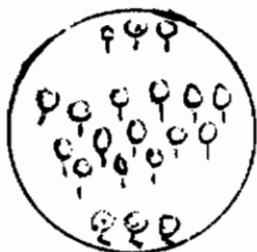
On nous dit que:

- Les riches sont plus riches que les autres parce qu'ils ont travaillé plus fort, qu'ils méritent bien la grosse vie qu'ils mènent.

- Tout le monde peut devenir riche comme eux.

- La classe moyenne, c'est tout le monde ou presque; c'est le travailleur, le juge, le médecin, le concierge, le premier-ministre, le cultivateur, vous et moi. Si on voulait travailler un peu plus fort, économiser un peu plus, on pourrait devenir très riche. Cependant on reste où on est parce qu'on n'a pas la *volonté*, le *courage*, les *capacités*. Mais on n'est pas si malheureux que ça, parce qu'il y a plus pauvre que nous.

- Les pauvres sont des gens bêtes qui n'ont pas le courage de travailler. Voyez. On leur donne de l'argent et ils le gaspillent à la taverne. Ils méritent bien leur sort.



quelques riches

classe moyenne  
(presque tout le monde)

quelques pauvres

## STRUCTURE REELLE DE LA SOCIETE QUEBECOISE

### STRUCTURE ECONOMIQUE

Il y a, d'abord, deux groupes en présence, les ouvriers et les bourgeois. L'ouvrier est celui qui fait du travail productif au sens strict, c'est-à-dire celui qui transforme de la matière pour en faire un produit qui sert à la subsistance et au développement de la société. Il est le producteur par excellence. Son niveau est le niveau fondamental de la production.

Le bourgeois est celui qui s'est approprié les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire qu'il a sous son contrôle:

- 1- la matière
- 2- l'équipement

Il achète ensuite *la force de travail* de l'ouvrier et s'approprie toute la production.

La *matière* peut être les richesses naturelles (forêts, mines etc) ou des produits semi-finis qu'il soumettra à une nouvelle transformation.

*L'équipement* comprend les bâtisses, les machines, les outils, tout ce qu'il faut pour transformer la *matière*.

*La force de travail* c'est l'énergie que l'ouvrier emploie pour transformer la *matière* à l'aide de *l'équipement*.

Le bourgeois contrôle le processus de production sans toutefois faire lui-même de travail productif. Il est essentiellement un non-producteur.

### CHEMINEMENT DU BOURGEOIS

Le bourgeois veut faire des profits,

Pour cela,

- 1- il cherche des besoins humains à exploiter.
- 2- il cherche de la matière à transformer pour satisfaire ses besoins.

- 3- il s'équipe avec l'argent qu'il a accumulé.
- 4- avec l'installation et la matière, il ne lui manque plus que la force de travail pour produire sa marchandise. Des hommes qui n'ont rien d'autre que leur force de travail comme marchandise acceptent de la lui vendre pour un salaire.
- 5- l'industrie fonctionne. Le bourgeois vend sa marchandise à un prix qui lui permet de payer son équipement, la matière à transformer et le salaire des ouvriers et en même temps de rester avec des profits qu'il utilisera pour ses besoins à lui mais aussi pour grossir son industrie.

### **CHEMINEMENT DE L'OUVRIER**

L'ouvrier n'a en fait de propriété que sa force de travail et quelques biens personnels.

Dans une société d'exploitation comme la nôtre, sa force de travail, il est obligé de la considérer comme une marchandise. Pour survivre, il est obligé de vendre sa force de travail. L'énergie qu'il a à dépenser, il la vend comme marchandise au bourgeois, son employeur. Ce qu'il reçoit de la vente de sa force de travail, c'est son salaire, juste ce qu'il faut pour qu'il reste en vie et puisse continuer sa vie d'esclave. Il a beau essayer de travailler davantage pour s'en sortir, c'est impossible. Son salaire disparaîtra toujours dans l'achat des nécessités et de quelques loisirs indispensables pour fuir sa condition d'esclave.

Il y a donc, d'abord, ces deux groupes dans un rapport de dominateur et dominé

le bourgeois	dominateur	exploiteur
l'ouvrier	dominé	exploité

Mais il n'y a pas que les ouvriers dans les usines qui sont dominés par les bourgeois. Tous ceux qui travaillent à *salaire* et *sans pouvoir de décision* sont exploités comme les ouvriers. Employons le mot *travailleur* pour comprendre tous ces gens-là. C'est autant la secrétaire, la serveuse, le concierge, que le fonctionnaire, le professeur, ou le technicien de laboratoire.

Cols bleus ou cols blancs, la différence n'est pas grande. Les cols bleus travaillent davantage avec leurs bras tandis que les cols blancs travaillent davantage avec leurs doigts et leur cerveau. Mais, en somme, ils sont tous exploités, tous à *salaire*, tous *sans pouvoir de décision*. Les différences entre couleurs de chemise ont été créées par le bourgeois pour diviser les travailleurs, les empêcher de s'unir, de devenir une force qui menacerait leur position privilégiée.

bourgeois:

- propriétaire des moyens de production
- celui qui prend des décisions.

travailleurs:

- à salaire
- sans pouvoir de décision.

Les travailleurs comprennent:

1 Les travailleurs du secteur primaire (extraction de la matière)

les bûcherons

les mineurs

les ouvriers agricoles salariés

les contre-mâtres

2 Les travailleurs du secteur secondaire (transformation de la matière)

ouvriers manuels dans les usines

techniciens, ingénieurs dans les usines

contre-mâtres

ouvriers de la construction

plombiers

charpentiers

électriciens

maçons

- 3 Les travailleurs du secteur tertiaire (distribution des produits, services)  
débardeurs  
camionneurs, chauffeurs d'autobus, mécaniciens, postiers  
livreurs, messagers, concierges, domestiques  
pompiers  
policiers  
employés des municipalités  
petits fonctionnaires  
secrétaires et employés de bureau  
agents d'assurance, de voyage  
cuisiniers, serveurs, waitress,  
fiers-à-bras de la pègre  
danseuses de cabaret  
artistes commercialisés  
annonceurs, techniciens de radio et T.V.  
employés d'hôpitaux, de clinique  
vendeurs  
militaires  
avocats salariés  
médecins salariés  
chauffeurs de taxi  
infirmières

- 4 Les travailleurs du secteur idéologique  
(le secteur idéologique est le secteur qui emploie des travailleurs pour transmettre l'idéologie, c'est-à-dire les façons de penser et les attitudes qui permettent à la classe dominante de se maintenir au pouvoir et de garder la classe des travailleurs à sa place.)  
enseignants à tous les niveaux  
députés (ils sont salariés, n'ont aucun pouvoir de décision et servent à perpétuer le mythe de la démocratie bourgeoise)  
juges  
curés de paroisse  
artistes  
auteurs et réalisateurs de radio et TV  
journalistes

On peut s'objecter à cette classification en disant que l'enseignant ou le député ne se voit pas comme un *simple travailleur*,

que l'annonceur à Radio-Canada ne voit rien de commun entre lui et le concierge qui lui a ouvert la porte.

Ici il faut distinguer entre la vision subjective et la réalité objective. La vision subjective est la façon de se voir soi-même par rapport aux autres. L'annonceur de Radio-Canada se voit en chemise blanche, se mire dans l'écran de télévision, fait l'admiration de nombreux spectateurs grâce à sa belle voix et son *charme*. Le concierge lui, se voit en uniforme de concierge ouvrant la porte à ces messieurs et dames importants.

Les deux visions sont radicalement différentes. Et ces deux visions correspondent à deux réalités différentes. Mais ces réalités différentes (parler à la TV, d'une part, et ouvrir une porte à la journée longue, de l'autre) reposent sur une *réalité fondamentale commune*: les deux sont *salariés* et les deux sont *sans pouvoir de décision*. Les deux sont soumis à un système d'exploitation qui les oblige à vendre leur *force de travail* et qui les empêche de participer aux décisions qui affectent leur vie dans tous ces aspects.

Le député peut croire qu'il n'a rien de commun avec une institutrice de maternelle. Il peut croire qu'il est au-dessus des enseignants, qu'il a, lui, des pouvoirs de décision et un salaire qui le met dans la classe bourgeois. Mais, en fait, il est *salarié*, et pour son gros salaire il a vendu son pouvoir de décision. Il accepte les décisions qui lui dicte le parti et le parti, lui, accepte les décisions que les bourgeois lui dictent.

Le juge, pour sa part, peut se voir comme un bourgeois avec un gros salaire et un pouvoir de décision fantastique. Il peut, croit-il, envoyer des hommes à l'échafaud. En fait, il est *salarié*, et il l'est pour prendre des décisions qui sont déjà prises pour lui dans les livres de lois. Il est bon juge dans la mesure où il sait interpréter la loi selon la lettre. Il n'a aucun pouvoir de décision autre que celui de choisir entre une cadillac noire ou bleu foncé.

Parmi tous ces travailleurs, tous *salariés* et *sans pouvoir de décision*, il faut distinguer entre ceux qui font un *travail productif* et ceux qui font un *travail non-productif*.

Un travail productif au sens large est un travail qui enrichit de son produit la société et l'humanité toute entière. Un travail

donné peut paraître insignifiant d'une certaine façon. Cependant, s'il contribue au mieux-être humain, il est productif. Par contre, un travail important mais qui va à l'encontre du mieux-être humain en général, est non-productif.

Ainsi, dans le secteur primaire, les bûcherons, mineurs et ouvriers agricoles salariés font un travail productif au plus haut degré.

Dans le secteur secondaire, les ouvriers d'usine, techniciens, ingénieurs salariés, ouvriers de la construction font de même.

Le contre-maître fait du travail productif seulement dans la mesure où il aide les ouvriers dans leur travail comme, par exemple, l'initiation à telle ou telle technique. Mais dans la mesure où il transmet des ordres d'en haut, il fait du travail non-productif. A ce moment-là il participe à l'exploitation des ouvriers. Transmettre des ordres à des ouvriers c'est les empêcher, eux, de prendre des décisions. C'est aller à l'encontre du mieux-être humain.

Dans le secteur tertiaire, les débardeurs, les camionneurs, les messagers, les pompiers, les employés de municipalités, les petits fonctionnaires, les employés de bureau, les cuisiniers, les chauffeurs de taxi, les employés d'hôpitaux, les médecins salariés, les annonceurs et techniciens de radio et TV font en général du travail productif.

Cependant, les policiers font, dans notre société, un travail productif et un travail non-productif. Quand ils dirigent la circulation ou arrêtent un maniaque ils font du travail productif. Mais quand ils battent des ouvriers en grève ou des étudiants qui manifestent contre le régime bourgeois, ils font du travail non-productif. A ce moment-là, ils ne sont que des instruments dans les mains d'une classe, de la classe bourgeoise, qui veut empêcher les exploités de changer leurs conditions et d'atteindre un mieux-être humain généralisé.

Les domestiques font un travail non-productif puisqu'ils passent leur temps à essayer derrière ceux qui croient qu'il serait indigne d'eux de nettoyer leurs propres déchets.

Les agents d'assurance font un travail non-productif puisqu'ils exploitent l'insécurité qui vient du fait de vivre dans une

société où c'est chacun pour soi. Ils perpétuent le système d'exploitation.

Les vendeurs font un travail productif dans la mesure où le produit qu'ils vendent contribue au mieux-être général. Vendre du napalm à l'armée américaine est du travail non-productif.

Les fiers-à-bras de la pègre font un travail non-productif. Ils défendent des intérêts d'exploiteurs.

Les danseuses de cabaret font un travail non-productif dans la mesure où elles ne font qu'aggraver la frustration générale des spectateurs.

Les artistes commercialisés font du travail non-productif dans la mesure où ils participent à la vente de biens de consommation qui flattent l'individualisme des consommateurs sans apporter un mieux-être généralisé.

Dans le secteur idéologique, les enseignants font un travail productif quand ils transmettent des connaissances. Mais leur travail est non-productif dans la mesure où ils transmettent par leur enseignement l'idéologie du système d'exploitation. Dans le même sens, un enseignant fait un travail productif quand il fait prendre conscience à ces élèves que le système que nous connaissons est un système d'exploiteurs et d'exploités.

Les artistes, les journalistes, auteurs et réalisateurs de radio et TV sont dans la même situation que les enseignants. Ils transmettent des messages. Ils ont la même responsabilité.

Les curés font du travail non-productif dans la mesure où ils défendent les intérêts de la classe bourgeoise en prêchant la soumission et le respect de l'autorité. Cependant, ils font un travail productif s'ils se désolidarisent de la classe bourgeoise, s'intègrent à la classe ouvrière et luttent avec elle contre les exploiters.

Quant aux députés, ils font un travail non-productif. Ils sont vendus aux intérêts bourgeois à travers leurs partis politiques. Ils sont les administrateurs de la société *pour* la classe bourgeoise, *contre* le peuple. Leur travail n'amène pas un mieux-être humain généralisé.

Quand aux juges leur travail n'est pas productif. Ils acquittent ou condamnent selon les lois qui servent la classe d'exploiteurs.

## PETITE BOURGEOISIE

Il y a d'autres métiers qu'on qualifie de professions et qui regroupent des gens qui ne sont pas à salaire. On y retrouve des médecins, des dentistes, des avocats, des notaires, des architectes, des ingénieurs-conseils. Grâce à leurs connaissances spécialisées, ils peuvent faire payer très cher les services qu'ils donnent. Ils ont en main des instruments d'exploitation. Ils se désolidarisent des travailleurs justement pour cette raison, et ils tendent, de ce fait, à s'identifier aux exploiters. De plus ils ont un certain pouvoir de décision dans leurs domaines respectifs.

Ils ne sont donc pas des travailleurs comme les autres parce qu'ils ne sont pas *à salaire* mais fixent jusqu'à un certain point le traitement qu'ils reçoivent; ils ne sont pas des travailleurs comme les autres parce qu'ils ont un *certain pouvoir de décision*. Quant au travail productif, certains d'entre eux en font. Les médecins, les dentistes, les architectes, les ingénieurs sont de ceux-là. Les avocats et les notaires dans bien des cas existent seulement grâce au système d'exploitation, grâce aux conflits qui naissent d'un système où le chacun-pour-soi est la règle.

Ces professionnels, on les regroupe dans ce qu'on appelle communément la petite bourgeoisie. Mais ce ne sont pas de vrais bourgeois parce qu'ils ne possèdent pas les moyens de production.

Dans cette même classe, on retrouve nombre de petits commerçants. Ils ne sont pas des bourgeois comme tels parce qu'ils ne possèdent pas de moyens de production. Ils exploitent la distribution des biens. Ils ne sont pas salariés. Leurs revenus résultent de profits.

Ils ont un certain pouvoir de décision dans leur domaine. Ce pouvoir s'exerce dans la sélection des marchandises et le jeu des prix.

Ils font un travail productif dans la mesure où ils distribuent des biens à la population mais ce travail est non-productif dans la mesure où ils s'accaparent des biens qu'ils vendent à profit seulement à ceux qui peuvent les payer. Ils ne travaillent pas en

fait pour le mieux-être humain généralisé mais à l'accumulation d'argent en exploitant la distribution de biens.

## LES AGRICULTEURS

Les fermiers du Québec, propriétaires de quelques arpents de terre, travaillent et font du travail productif. Mais est-ce qu'on peut les considérer comme de simples travailleurs?

• Ils ne sont pas salariés.

• Ils ont un certain pouvoir de décision dans leur domaine.

• Ils font un travail productif.

• Ils sont propriétaires des moyens de production dans leur domaine.

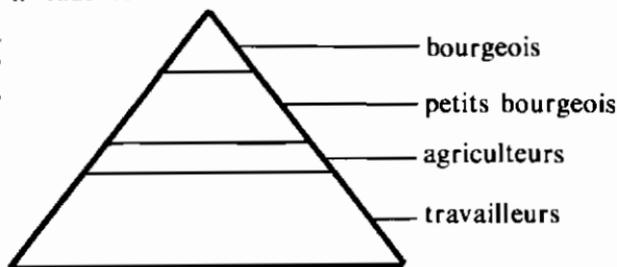
• Ils ont, du simple travailleur, la caractéristique du travail productif. Ils ont du bourgeois, la caractéristique de la propriété des moyens de production. Mais à l'encontre du bourgeois, ils n'ont pas en général d'ouvriers qui travaillent pour eux.

• Ils ont du petit bourgeois deux caractéristiques:

- Ils ne sont pas à salaire

- Ils ont un certain pouvoir de décision dans leur domaine.

• Pour les situer dans la pyramide d'exploitation économique, il faut les mettre entre les travailleurs et les petits bourgeois.



• Cependant, il faut noter qu'aujourd'hui l'agriculture au Québec est en train de subir les chocs de la société industrielle et ne forme maintenant plus que 6% de la population au travail. De ce fait le petit fermier est appelé à changer de vie. Soit qu'il quitte la

ferme et devienne un travailleur dans la ville, soit qu'il réussisse à acheter des terres, se constituer en gros fermier avec des employés et devenir un vrai bourgeois des campagnes, ou encore qu'il se regroupe avec d'autres fermiers pour former des fermes collectives. Dans le premier cas, il devient un travailleur. Dans le deuxième cas, il devient un bourgeois. Dans ces deux cas, il est soit exploité, soit exploiteur. Dans le troisième, il s'oriente vers une société où il n'y a plus d'exploiteurs ni d'exploités.

## LES CHOMEURS

Les chômeurs sont des travailleurs.

Ils sont à salaire. On les paie pour ne rien faire jusqu'à ce qu'on ait besoin d'eux. Ce sont des travailleurs de réserve. Ils font partie de la banque de travail du système capitaliste.

Ils n'ont aucun pouvoir de décision.

Ce qui les distingue du travailleur ordinaire c'est qu'ils ne font aucun travail productif.

Ce sont des travailleurs qui n'en sont pas. Et on leur demande de vivre avec cette contradiction.

## LES ASSISTES SOCIAUX

Il y a tout un groupe de gens que la société bourgeoise rejette parce qu'elle ne les considère pas apte à produire dans le système capitaliste soit à cause de handicaps physiques, émotifs ou intellectuels, soit à cause de dossiers judiciaires chargés. Elle les en-

retient cependant avec des allocations de pitance pour se donner bonne conscience et se croire généreusc pour les "dëshérités".

Les assistés ne sont pas des travailleurs.

Ils ne sont pas à salaire. Leur allocation ne peut-être considérée comme un salaire. C'est plutôt une simple pension de *démobilisé*.

Ils n'ont aucun pouvoir de décision sur quoique ce soit.

Ils sont à la merci des autres.

Ils ne font aucun travail productif.

## LES ETUDIANTS

Les étudiants forment un groupe complexe.

De prime abord, comme étudiants, ils ne sont ni bourgeois, ni travailleurs. Ils ne sont pas à salaire, mais ils n'ont pas non plus de pouvoir de décision. Quant au travail productif, le leur n'existe que dans l'avenir selon la carrière qu'ils suivront.

Ce sont des gens qu'on prépare à devenir bourgeois, petit bourgeois ou travailleur spécialisé.

Comme ils ne font pas partie de la production soit comme exploités soit comme exploités, ils se retrouvent en fait en marge. Ils peuvent donner leur sympathie et apporter un appui moral soit aux exploités, soit aux exploités. Tant qu'ils sont étudiants, tant qu'ils ne sont pas définitivement engagés dans les rapports de production, soit comme bourgeois, petits bourgeois ou travailleurs, ils sont, dans la société bourgeoise, démobilisés, comme les assistés sociaux. Ils sont entretenus, gardés en dehors des rapports de production, c'est-à-dire en dehors du couple exploitateur-exploité au niveau de la production. De ce fait, ils n'ont pas de prise réelle dans la lutte entre exploités et exploités.

La révolte étudiante résulte pour une bonne part de cette démobilisation, de cet état d'attente en marge des rapports de production, de cet état d'assistés sociaux privilégiés qu'on prépare pour des rôles spécifiques dans le système d'exploitation.

## LA BOURGEOISIE

Le bourgeois proprement dit est celui qui détient les moyens de production et d'échange.

Ses revenus ne sont pas des salaires mais des profits, de l'argent qu'il s'accapare en exploitant la production et l'échange. Il achète la force de travail de l'ouvrier à un prix bien inférieur au produit du travail de ce même ouvrier. La différence entre les deux est le profit du bourgeois.

Il a un pouvoir de décision non seulement sur son propre mode de vie mais sur la vie des travailleurs. C'est le bourgeois qui à *tous les pouvoirs de décision*.

Il ne fait aucun travail productif. Il passe son temps à commander ceux qui font le travail productif. Grâce à l'argent qu'il a d'accumulé, il commande la production mais ne produit, lui, absolument rien. Il est le parasite par excellence.

Le système de production bourgeois, c'est le monde à l'envers. Les véritables producteurs, ceux qui produisent les biens n'ont aucun pouvoir de décision sur leur vie et se retrouvent avec tout juste ce qu'il faut pour survivre. Les non-producteurs, eux, jouissent des pouvoirs de décision et des biens produits par d'autres.

## HAUTE BOURGEOISIE ET MOYENNE BOURGEOISIE

On peut distinguer deux groupes dans la bourgeoisie proprement dite, la moyenne bourgeoisie et la haute. Mais il faut dire tout de suite que la différence entre la moyenne et la haute n'est pas une différence essentielle. C'est plutôt une différence de degré.

La haute bourgeoisie regroupe les riches capitalistes dont les investissements et le pouvoir de décision économique dominent de larges secteurs de la vie d'un pays et dans bien des cas s'étendent dans d'autres pays.

La moyenne bourgeoisie regroupe les capitalistes dont les investissements et le pouvoir de décision économique sont plus modestes, dépendent beaucoup des décisions de la haute bourgeoisie et se limitent dans la plupart des cas à un territoire national.

Les propriétaires des compagnies américaines qui exploitent non seulement aux Etats-Unis mais dans d'autres pays, soit en Amérique latine, en Europe, au Canada ou au Québec sont des membres de la haute bourgeoisie. Par contre, une compagnie comme les biscuits Vachon situe ses propriétaires dans la moyenne bourgeoisie.

Cette différence de degré entre des membres de la classe bourgeoise cause des conflits entre eux. La haute bourgeoisie tend à devenir de plus en plus puissante parce qu'elle a plus de capital à sa disposition. De ce fait, elle cherche à absorber les entreprises de la moyenne bourgeoisie. Des exemples de ce phénomène d'absorption des moyens par les gros sont nombreux. *Canadair*, entreprise de la moyenne bourgeoisie s'est fait acheter par *General Dynamics*, grosse compagnie de la haute bourgeoisie américaine.

Les cadres supérieurs de la pègre se retrouvent dans la moyenne bourgeoisie dans la mesure où ils possèdent des moyens de production ou d'échange. On sait que dans certaines régions c'est la pègre qui contrôle la distribution des cigarettes comme elle contrôle la prostitution, le marché de la drogue et une partie du monde du spectacle. En dominant ainsi le marché d'exploitation des "passions humaines", la pègre se trouve confortablement installée dans la société bourgeoise où l'exploitation est de rigueur. C'est ainsi qu'on peut rencontrer dans des clubs privés (où se prennent les décisions importantes), côte à côte et plaçant aimablement, certains ministres du gouvernement et certains chefs de la pègre. Tout le monde se rappelle la visite de Cotroni, chef de la pègre du district de Montréal, à Québec lors du congrès de nomination de l'Union Nationale

en juin 1969. Monsieur Cotroni était venu faire des "pressions délicates" pour son candidat à la chefferie de l'UN de la même façon que les industriels soucieux de contrats gouvernementaux.

La pègre, en fait, est une partie intégrante du système capitaliste et elle n'existe que dans un système d'exploitation de ce genre. Elle est cependant reléguée à l'exploitation des "passions humaines", prostitution, jeu, drogues et, de ce fait, considérée comme le frère infirme qu'on cherche à cacher. Les capitalistes propriétaires de Seagram ou de Dupont of Canada sont plus exploiters, plus vils et plus rapaces que les grands de la pègre mais ceux-là passent pour des bienfaiteurs parce qu'ils entretiennent une exploitation acceptée par la morale officielle tandis que ceux-ci passent pour des malfaiteurs parce qu'ils entretiennent une exploitation interdite (en principe seulement) par cette même morale.

Capitalistes *acceptables* et pègre dénigrée sont les deux côtés de la même pièce d'argent, l'exploitation de l'homme de toutes les façons possibles.

## CLASSES SOCIALES ET NATIONALITES AU QUEBEC

### LA BOURGEOISIE

Au Québec, la bourgeoisie qui exploite nos ressources et notre main-d'oeuvre est pour la plupart étrangère.

La haute bourgeoisie est étrangère. Les grandes compagnies et les institutions financières qui *exploitent* et *gouvernent* le Québec sont américaines et canadiennes anglaises. Les compagnies qui font l'extraction de nos ressources naturelles (bois et mines) sont entre les mains des capitalistes américains. Dans le secteur secondaire (transformation de la matière première, usines de pâte à papier, textiles, etc.) c'est du capital américain ou canadien-anglais qui domine.

## QUELQUES EXEMPLES

Noranda mines	américain et canadien-anglais
Iron Ore Co.	américain et canadien-anglais
General Motors	américain
Canadair	américain
General Electric	américain et canadien-anglais
CIP	américain
Dupont of Canada	américain
Canada Packers	canadien-anglais
Domtar	américain et canadien-anglais
Seagram	canadien-juif
Dominion textile	américain et canadien-anglais
CPR	américain et canadien-anglais
Bell Telephone	canadien-anglais et américain
Alcan	américain et canadien-anglais

Il n'y a pas de haute bourgeoisie québécoise.

Au niveau de la moyenne bourgeoisie, de cette bourgeoisie qui possède de petites usines, de petites banques, de petites compagnies de transport, de construction, des magasins, radios, TV, journaux, nous retrouvons surtout des propriétaires canadiens anglais, juifs et québécois. Il s'y trouve aussi, maintenant des propriétaires italiens, allemands, français d'immigration récente qui ont réussi à s'implanter dans certains secteurs de l'économie.

Dans la moyenne bourgeoisie, ce sont les Canadiens-anglais qui dominent. Mais les capitalistes juifs leur font une vive concurrence dans l'alimentation, la chaussure, la fourrure, le vêtement. Les capitalistes canadiens-français et les communautés religieuses cherchent à rattraper les deux autres groupes dans les banques, le transport, la construction (édifices, habitations, routes) dans les média (journaux, radio, TV), dans l'alimentation.

Quant aux exemples à donner ici, tout Québécois en a de nombreux à l'esprit. Eaton, Simpson, Ogilvy, c'est canadien-

anglais; Steinberg, c'est juif; Dupuis, Sicotte Construction, Poupert, c'est canadien-français. Ce qu'il faut ici, c'est un relevé systématique des entreprises au Québec. Ce sera l'objet d'une prochaine étude.

## **LA PETITE BOURGEOISIE**

Absent de la haute bourgeoisie, minoritaire dans la moyenne bourgeoisie, le Québécois se retrouve majoritaire dans les autres classes, petite bourgeoisie, travailleurs, agriculteurs, assistés sociaux.

Dans la petite bourgeoisie, sa majorité n'est pas très forte. Les Canadiens anglais et les Juifs sont fort bien installés dans les professions libérales et les petits commerces.

## **LES TRAVAILLEURS**

Chez les travailleurs, la très grande majorité est québécoise. On retrouve des Canadiens-anglais, des Juifs, des Britanniques, des Allemands et autres parmi les cols blancs. On retrouve quelques Canadiens-anglais, des Italiens et des Portugais parmi les Québécois dans la masse des travailleurs cols bleus.

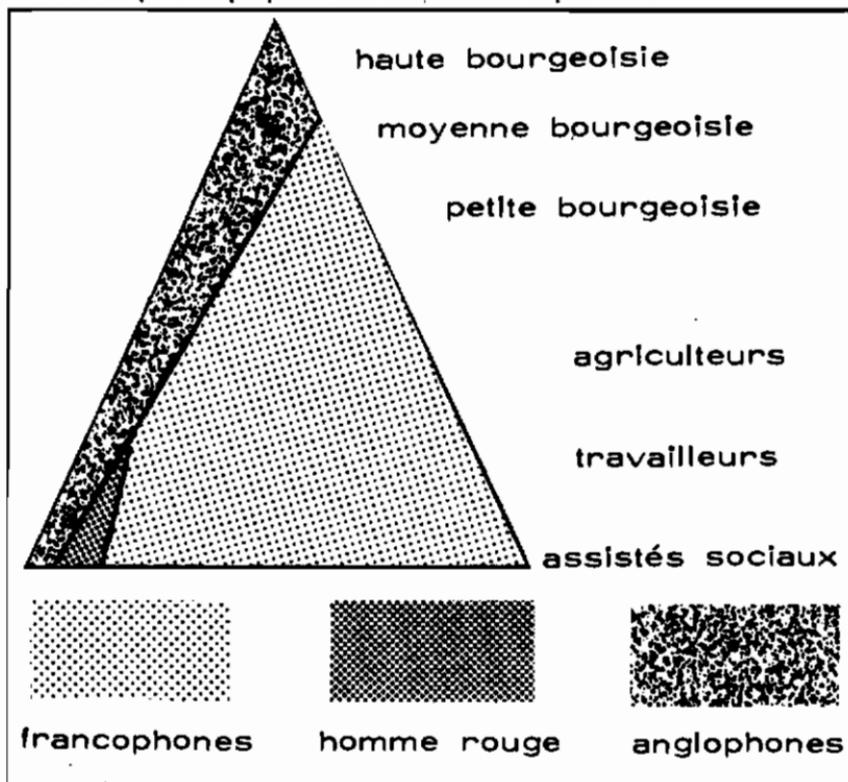
## **LES AGRICULTEURS**

Presque tous les agriculteurs sont québécois. On retrouve évidemment un certain nombre de cultivateurs canadiens-anglais dans les Cantons de l'Est.

## ASSISTÉS SOCIAUX

La plupart des assistés sociaux sont québécois. On retrouve aussi une bonne proportions d'hommes rouges entretenus dans les "réserves".

Si on met toute la population du Québec dans une même pyramide sociale, on retrouve les Québécois qui forment 82% de la population pour la plupart dans les échelons inférieurs. Les 12% de Canadiens-anglais, et les 6% de Juifs et d'Allemands se retrouvent pour la plupart dans les échelons supérieurs.



## LES ANNEES 50 ET 60

Le capitalisme américain ayant bénéficié de la 2e guerre mondiale pour se remettre sur pied et reprendre son expansionnisme à travers le monde, étendit encore davantage son emprise sur l'économie canadienne et par le fait, sur l'économie québécoise. L'industrialisation du Québec continua à désarticuler la société traditionnelle québécoise. L'immigration des habitants vers les villes et leur intégration à la classe des travailleurs s'accrochèrent. Bientôt la majorité des Québécois se retrouvaient dans les centres industriels, comme *cheap-labor* des capitalistes américains, canadiens-anglais, juifs et canadiens-français. Bien qu'ils amenaient en ville la mentalité qu'ils avaient à la campagne, ils devaient nécessairement la transformer. Un ouvrier ne peut pas penser comme un habitant propriétaire de 30 arpents. Duplessis et le clergé qui avaient maintenu les Québécois dans l'ignorance au fond des campagnes et dans les petits centres industriels pour les exploiter avec les capitalistes américains et canadiens-anglais, ne pouvaient pas empêcher que les *gars de la ville* se posent des questions et commencent à vouloir changer les vieilles façons de penser et d'agir.

En même temps, la petite bourgeoisie et la moyenne bourgeoisie québécoises qui bénéficiaient toutes deux de la relance de l'économie après la guerre commençaient à se sentir assez forts pour tenter de s'établir comme bourgeoisie nationale, comme véritable élite nouvelle capable de dominer la société québécoise. Les capitalistes américains et la bourgeoisie canadienne-anglaise étaient prêts à collaborer avec cette bourgeoisie québécoise parce qu'ils voyaient en elle une alliée qui "moderniserait" le Québec, qui ferait des Québécois une masse de travailleurs plus qualifiés pour travailler dans leurs usines et une masse de consommateurs qui consommeraient à l'américaine.

Pour nos colonisateurs (capitalistes américains et bourgeois canadiens-anglais) les anciens rois-nègres qu'étaient Duplessis et le clergé ne jouaient plus un rôle efficace dans le système d'exploitation moderne. Pour nos colonisateurs, il ne fallait plus tant un roi-nègre qui prêche le travail dur et la vie austère. Il fallait un nouveau roi-nègre qui ferait comprendre au peuple québécois qu'il faut toujours travailler dur mais mener la grosse vie, c'est-à-dire consommer, consommer, consommer. Il fallait donc une nouvelle élite, une élite libérale, laïque qui adopterait et prêcherait l'*American-way-of-life*, angliciserait graduellement les Québécois, en ferait des vrais Canadiens, c'est-à-dire des Américains de seconde zone, producteurs apprivoisés et consommateurs obéissants de l'impérialisme américain.

Nos colonisateurs appuyèrent donc moralement et financièrement nos petite et moyenne bourgeoisies qui se concentraient dans le parti libéral provincial et ce fut la prise du pouvoir à Québec en 1960 de l'équipe du tonnerre de Jean Lesage et le début de la "Révolution tranquille".

Nos colonisateurs étaient heureux. Le roi-nègre Lesage allait moderniser le système d'éducation en créant un ministère de l'éducation et en appliquant le Rapport Parent qui intégrerait toute la population au capitalisme moderne. Tous les Québécois auraient un minimum d'éducation américaine, un enseignement professionnel et technique américain pour devenir de bons producteurs et consommateurs américains.

Le roi-nègre Lesage allait nationaliser l'électricité pour permettre une distribution planifiée de cette source d'énergie à l'industrie et à tous les centres d'importance. Rien de révolutionnaire là-dedans. L'Ontario avait fait de même au début du siècle. C'est l'Etat qui se charge d'offrir de meilleurs services à l'industrie comme elle le fait par la construction de routes.

Le roi-nègre Lesage allait créer Soquem (Société québécoise d'exploitation minière) qui devait aider les capitalistes à trouver nos minerais dans le sous-sol québécois.

Le roi-nègre Lesage allait créer un régime de rentes, l'assurance-hospitalisation, augmenter l'assistance aux défavorisés, moderniser le Code du Travail, toutes des mesures dites sociales pour apaiser le mécontentement généralisé et lier plus intime-

ment toute la population québécoise au système capitaliste d'exploitation, pour que chacun y trouve sa place et y reste: les travailleurs au travail, les assistés chez eux, les bourgeois dans leurs beaux quartiers propres, les étudiants aux études et tout le monde consommant au-dessus de ses moyens avec un système de crédit bien huilé, chaînes d'or de l'esclavage moderne.

Pendant que Lesage commençait à jouer son rôle de roi-nègre, quelques éléments de la petite bourgeoisie et certains travailleurs cols blancs comprirent que la bourgeoisie québécoise devait dépasser son rôle de roi-nègre et aller plus loin, c'est-à-dire devenir la bourgeoisie nationale d'un pays indépendant. Le R.I.N. naquit en 1960 et lança la lutte pour l'indépendance du Québec. Pour le R.I.N., les Québécois ne devaient plus être dominés par la bourgeoisie canadienne-anglaise avec son centre de domination politique à Ottawa. La bourgeoisie québécoise devait assumer son rôle de bourgeoisie nationale indépendante de toute autre bourgeoisie. C'étaient nos nouveaux Patriotes.

Mais ces nouveaux Patriotes oubliaient, du moins au début des années soixante, que ceux qui nous dominaient à travers la bourgeoisie canadienne-anglaise et à travers notre moyenne bourgeoisie étaient les capitalistes américains.

Un groupe de jeunes, emballés par le renouveau au pays du Québec voulurent faire plus vite. Le F.L.Q.-63 fit éclater des bombes. Ces membres croyaient que le peuple québécois se soulèverait spontanément comme un seul homme au bruit des bombes et ferait l'indépendance rapidement.

Mais comme le premier réflexe du colonisé est la peur de tout ce qui menace de changer sa situation, le peuple québécois en général eut peur. "Des Québécois violents? Pas possible". Mais sous cette peur se cachait une complicité et un vague espoir.

Les bombes sont contestataires. Les bombes contestaient tout le système. Le roi-nègre Lesage, obéissant aux ordres des colonisateurs, se hâta de mettre en prison ces jeunes qui dérangaient la "Révolution tranquille". L'évolution du Québec vers la société de consommation confortable.

Quand la reine d'Angleterre vint voir ses sujets-en-voie-d'américanisation en 1964, Lesage lança Wagner qui lança les policiers municipaux de Québec sur des étudiants qui chantaient en mineur

“Nous sommes joyeux, nous débordons de joie”. Le samedi-de-la-matraque fit ressortir les qualités de défenseur de l'ordre du ministre Wagner.

Cette même année, la revue *Parti Pris* qui publiait depuis octobre 63 des analyses solides de la société québécoise regroupa des jeunes qui voulaient changer les choses: Le M.L.P. (Mouvement de Libération populaire) vit le jour en 1965. Son manifeste proclamait la nécessité de la politisation des travailleurs, de manifestations dans les rues, de soulèvement des masses pour la prise du pouvoir et le renversement du système d'exploitation bourgeois.

En 1966, Pierre Vallières et Charles Gagnon avec quelques autres se séparèrent du M.L.P. pour se joindre au F.L.Q.-66 tandis que les autres du M.L.P. allèrent se joindre au P.S.Q. (Parti Socialiste Québec) où des aînés comme Michel Chartrand tâchaient de regrouper les travailleurs syndiqués avec un programme semblable au N.P.D. (Nouveau Parti Démocratique).

Durant l'été 1966, le F.L.Q. fit sauter une bombe à La Grenade Shoe. Vallières et Gagnon se rendirent au siège des Nations-Unies à New York pour faire connaître la lutte de libération au Québec. On les arrêta, puis on les ramena au Québec où ils furent accusés de meurtre, de vol, de conspiration etc, tout ce qu'il fallait pour les garder longtemps derrière les barreaux.

Pendant ce temps, le R.I.N. gagnait des adhérents à la cause du *Québec Libre* avec Pierre Bourgault comme leader.

Aux élections de juin 1966: Surprise! Les libéraux du tonnerre de Lesage étaient battus. L'Union Nationale revenait au pouvoir avec Daniel Johnson. Le R.I.N. sans obtenir de sièges avait le suffrage d'environ 10% des électeurs.

L'Union Nationale revenait au pouvoir avec pourtant moins de voix que les Libéraux. C'est que la carte électorale est déséquilibrée. En effet l'Union Nationale prenait presque toutes les campagnes où les comtés sont sur-représentés à l'Assemblée, tandis que les Libéraux tenaient les grands centres urbains où la population par comté est plus grande et, de ce fait, sous-représentée à l'Assemblée.

Mais l'important dans cette élection c'est le fait que pendant ces six années au pouvoir, le parti libéral n'avait pas pu faire croire aux Québécois ruraux qu'il représentait leurs intérêts. Les

habitants voyaient en Lesage celui qui américanise le Québec. Ils refusaient d'embarquer. A ce moment-là l'Union Nationale pouvait exploiter la situation en leur promettant un retour à la "sécurité" d'autrefois.

Le colonisateur ne vit pas d'un bon oeil le retour de l'Union Nationale mais s'en accommoda rapidement en s'entendant avec Daniel Johnson qui était prêt, lui, à tous les compromis pour jouer à son tour le rôle de roi-nègre. Avec les nationalistes, il parlait d'indépendance, avec les financiers américains, de stabilité interne bonne pour l'investissement; avec les agriculteurs, de meilleure agriculture, avec le clergé, de renouveau liturgique, avec les Canadiens-anglais, de fédéralisme renouvelé, avec les citoyens, de relance de la "Révolution tranquille". Subtil et calculateur, il savait donner le spectacle de gouverner sans jamais le faire.

Pendant ce temps, le R.I.N. connaissait des tensions entre son aile gauche qui voulait un rapprochement avec les travailleurs, l'appui de grèves, un programme radical, et son aile droite qui cherchait plutôt à s'attirer les faveurs de la petite bourgeoisie.

En même temps, René Lévesque quittait le parti libéral pour former le M.S.A. (Mouvement Souveraineté-Association) en novembre 1967.

Au printemps de 1968, la gauche du R.I.N. quittait le parti et quelques mois après, ce qui en restait se dissolvait avec la promesse de se retrouver dans le M.S.A. de Lévesque.

En octobre 1968, le M.S.A. devenait le *Parti Québécois*.

René Lévesque était de l'équipe du tonnerre de Lesage qui représentait la nouvelle élite laïque au service des intérêts américains et canadiens-anglais. Mais il s'y trouvait mal à l'aise. Il se rendait compte du rôle de roi-nègre que l'équipe du tonnerre devait jouer et n'aimait pas ça. Ayant un certain respect de soi-même comme individu et comme Québécois, il ne pouvait plus se voir dans le rôle de marionnette comme ses collègues libéraux ou Union Nationale. Comme Québécois, il se devait de lutter pour les Québécois. Dans la structure économique capitaliste, cela voulait dire lutter pour l'émergence d'une bourgeoisie québécoise nationale qui serait maîtresse des destinées du peuple québécois dans son ensemble. Par cette option, il rejoignait les nouveaux Patriotes du R.I.N.

Pour René Lévesque, il ne s'agit pas de faire disparaître le capitalisme et l'impérialisme américain du Québec. Il s'agit de rompre avec la confédération pour récupérer des impôts qui serviront mieux le peuple québécois dans un système de sécurité sociale plus équitable. Il s'agit de "civiliser" les capitalistes étrangers en leur demandant de réinvestir leurs profits au Québec et de penser davantage à la population qu'ils exploitent. Il s'agit d'aider, par le crédit de l'Etat, les entreprises québécoises, la bourgeoisie québécoise, pour que celle-ci puisse dominer au Québec et ne plus être à la merci des Américains et des Canadiens-anglais.

Nous l'avons vu, nos Patriotes de 1837 voulaient exactement cela, parvenir comme bourgeoisie à prendre la tête du peuple québécois; en d'autres mots, faire une révolution bourgeoise nationale.

Après cent trente ans de répression le mouvement renaît. Les nouveaux Patriotes veulent faire une révolution bourgeoise nationale au Québec. Ils veulent que la moyenne bourgeoisie québécoise remplace jusqu'à un certain point la bourgeoisie canadienne-anglaise et négocie de nouveaux rapports d'exploitation avec les capitalistes américains. Pour atteindre ses buts, cette bourgeoisie québécoise doit s'emparer de l'Etat par des élections, déclarer l'indépendance du Québec, négocier des arrangements diplomatiques, financiers et commerciaux avec Ottawa et se servir de tous les pouvoirs de l'Etat pour financer une économie capitaliste québécoise.

René Lévesque a regroupé dans son parti une bonne partie de la petite bourgeoisie et nombre de travailleurs cols blancs. Il essaie maintenant de convaincre la moyenne bourgeoisie québécoise de l'appuyer et de se joindre au parti parce que c'est en somme pour elle qu'il travaille. Quant aux travailleurs de toute catégorie, Lévesque les invite bien à intégrer son parti à condition qu'ils ne parlent pas de changements sociaux importants, à condition qu'ils acceptent le système bourgeois d'exploitation, à condition qu'ils acceptent que la bourgeoisie québécoise s'établisse au pouvoir à Québec et commande plus qu'avant les destinées du peuple québécois.

Pendant que le P.Q. recrute tranquillement mais sûrement,

consolide ses bases et se prépare à la lutte électorale, d'autres mouvements canalisent de plus en plus le mécontentement général grandissant.

Le peuple québécois commence à se rendre compte comment il est exploité comme producteur et comme consommateur, comment il a été manipulé par les capitalistes américains, la bourgeoisie canadienne-anglaise et son élite qui joue aux rois-nègres. Le réveil est pénible et dur. La conscience de son droit à la souveraineté comme peuple et à la dignité comme travailleur productif se fait chaque jour davantage.

Les étudiants se révoltent, font la grève, occupent des écoles et des universités. Ils ne veulent pas se faire écarriir la tête pour se retrouver bons "jobbeurs" ou bons "professionnels" dans un système d'exploitation qui les considère comme de simples instruments de production.

Des citoyens des quartiers dits "défavorisés" se regroupent pour former des comités et engager la lutte directement avec le pouvoir municipal.

Des comités ouvriers se forment pour développer la solidarité des travailleurs, leur conscience comme exploités et leur lutte contre tous ceux qui les retiennent dans cette situation.

Le L.I.S. (Ligue pour l'intégration scolaire) avec Raymond Lemieux a lancé la lutte pour l'unilinguisme. A partir de St-Léonard, le L.I.S. veut généraliser la lutte pour la langue des Québécois dans tous les milieux où elle est battue en brèche.

La C.S.N. s'éloigne de la mentalité du "bon" syndicat qui obtient la petite augmentation de salaire. Elle se radicalise, parle de *deuxième front*, de lutte politique des travailleurs contre les exploités. Michel Chartrand élu à la présidence du Conseil Central de la C.S.N. à Montréal, multiplie ses attaques contre le système capitaliste et tous ceux qui le soutiennent au Québec, les Américains, les Canadiens-anglais et notre élite vendue aux deux autres.

Des "groupes de gauche" organisent des manifestations qui doivent "réveiller la population".

Le défilé de la St-Jean-Baptiste - 1968 devient un combat acharné entre les manifestants et la police de Montréal devant l'estrade d'honneur dans le parc Lafontaine. Par la suite les

autorités municipales créent une escouade anti-émeute, c'est-à-dire une petite armée spécialisée dans le combat contre les manifestants.

En février, l'Opération McGill français amène 15,000 manifestants devant l'université McGill pour faire comprendre que cette université est un des châteaux-forts du capitalisme canadien-anglais et américain qui maintient les Québécois dans un état de servitude économique, politique et culturelle.

Plusieurs bombes éclatent à Montréal dont quelques-unes chez Eaton, une autre à la bourse de Montréal. 300 policiers spécialisés cherchent les membres de ce nouveau réseau, le F.L.Q. - 69. Pierre-Paul Geoffroy est arrêté, jugé, condamné à la prison à perpétuité.

Le F.L.P. (Front de Libération populaire) organise une manifestation à la suite du défilé de la St-Jean-Baptiste - 69. Quelques échauffourées. Le char portant St-Jean-Baptiste est renversé. Le symbole de la servitude du peuple québécois est à terre. La jeunesse québécoise renverse l'image traditionnelle que l'élite imposait au peuple québécois depuis la défaite de la Rébellion.

En juin 1969, l'Opération anti-congrès amène des milliers de travailleurs aux portes du Colisée de Québec pour ridiculiser le cirque qu'est le congrès de leadership de l'Union Nationale. La police attaque au gaz lacrymogène par hélicoptère.

Le 7 octobre, durant la journée de grève des policiers de Montréal, le M.L.T. (Mouvement de Libération du Taxi) et des sympathisants s'attaquent au garage de Murray-Hill, compagnie qui jouit du monopole du transport de passagers entre l'aéroport et le centre-ville. Les manifestants brûlent plusieurs autobus. Le fils du propriétaire Hershorn commande à ses employés de garder le garage de papa en tirant sur les manifestants s'il le faut. Ceux-ci installés sur le toit et dans les fenêtres tirent en effet sur la foule. Plusieurs manifestants sont blessés. L'un d'eux est tué. En fait, c'est le policier Dumas de la Sûreté du Québec, agent provocateur déguisé en manifestant. L'enquête sur sa mort conclut qu'il est impossible de déterminer qui a tué Dumas. Exemple frappant de la justice qui protège Hershorn et ses tueurs à gages parce que M. Her-

shorn est de classe de ceux qui font les lois et qui les font pour eux. Pour la "justice", il est tout à fait acceptable qu'un bourgeois défende sa propriété en descendant des individus au fusil à plomb. La propriété du bourgeois a priorité sur la vie humaine. La propriété de Hershorn est plus sacrée que la vie d'un homme.

En octobre, le gouvernement Bertrand veut faire passer un projet de loi (Bill 63) qui donne aux parents le choix de la langue d'enseignement dans les écoles, ce qui veut dire le droit aux anglophones et à tous les immigrants qui choisissent l'anglais d'avoir des écoles anglaises. Le français, déjà assez battu en brèche, voit sa position d'infériorité couchée dans des articles de lois.

Le Bill 63 c'est la confirmation dans la loi de la domination de la langue du colonisateur. Le roi-nègre Bertrand est forcé par le colonisateur de passer de *Bill* à la vapeur même si tous les Québécois sont contre. Le colonisateur veut que ses privilèges soient inscrits dans la loi pour pouvoir se servir de celle-ci pour contrer les mouvements en faveur de l'unilinguisme français au Québec. Et il joue sur la caisse électorale de l'Union Nationale pour faire obéir Bertrand-concierge.

Le peuple québécois est contre le Bill 63. Des manifestations se déroulent pendant deux semaines à travers tout le Québec. Teach-ins, débravage général dans les universités, cegeps, écoles secondaires, manifestations dans les rues. L'une de ces manifestations à Montréal rassemble 45,000 personnes. Trente mille personnes se retrouvent devant le Parlement de Québec pour manifester leur opposition. Le F.Q.F. (Front du Québec Français) mène officiellement cette lutte d'opposition au Bill 63. Le F.Q.F. regroupe des centaines d'associations de toutes sortes, entre autres, les sociétés St-Jean-Baptiste, la C.S.N., la C.E.Q. (Corporation des Enseignants du Québec), l'Alliance des Professeurs de Montréal, le L.I.S. C'est cependant le *Front Commun contre le Bill 63* regroupent des mouvements plus radicaux (F.L.P., M.S.P. (Mouvement Syndical politique), L.S.O. (Ligue Socialiste ouvrière), le L.I.S. et des comités ouvriers) qui mobilise la population pour la plupart des manifestations durant la lutte contre le Bill 63.

Le Bill 63 passa avec l'appui des Libéraux et malgré l'opposition de René Lévesque et quelques démissionnaires de l'Union Nationale.

Le 7 novembre, le Comité de défense de Vallières et Gagnon organise une manifestation de quelques milliers de personnes devant le palais de justice à Montréal. A la suite de la manifestation, certains manifestants brisent les vitres des banques et des institutions financières de la rue Saint-Jacques pour montrer à la population que ce sont les capitalistes qui oppriment le peuple québécois.

Un climat d'insécurité règne dans les milieux bourgeois de la province. Des anglophones déménagent en Ontario. Certains commerces déménagent à Toronto. Les impérialistes américains surveillent de près l'évolution de la province.

Le peuple québécois ressent la nécessité de grands changements.

Le peuple québécois a subi le vieux colonialisme qui le maintenait comme *cheap-labour* dans les mines, les forêts, les usines.

Le peuple québécois a subi le nouveau colonialisme qui le maintient dans la situation d'exploité mais, de plus, l'appelle à se renier lui-même pour devenir un Américain moyen, consommateur-robot, petit individualiste borné, conditionné, comme un rat en cage, dans son travail, dans sa vie de famille, dans ses loisirs, à ne penser qu'à lui-même, à ses petites possessions, aux bébelles qu'il peut accumuler, à la sécurité du ver dans son cocon.

Le peuple québécois qu'on a voulu faire disparaître, qu'on a refoulé au fond des campagnes, qu'on a attiré dans les villes pour le rendre esclave de la production capitaliste, qu'on a écrasé brutalement à toutes les fois qu'il a voulu se révolter, veut faire son entrée dans l'Histoire.

1970

Le gouvernement Bertrand est arrivé au bout de son mandat et au bout de sa corde. Les colonialistes américains et canadiens-anglais qui ont toléré le retour de l'UN en 1966 mais n'y ont jamais mis leur confiance, ont bien hâte de voir les Libéraux revenir au pouvoir.

Bertrand-mauvais-concierge déclenche des élections pour le 29 avril.

Le parti Québécois se lance à fond de train dans la campagne en présentant un programme de réformes politiques (l'indépendance du Québec) et sociales (meilleure répartition des richesses à l'intérieur du système capitaliste).

Le parti libéral, avec son nouveau chef-pantin Robert Bourassa, compte sur la peur séculaire des Québécois pour revenir au pouvoir. Il parle de fuite de capitaux, d'effondrement de l'économie québécoise et de révolution sanglante si le PQ vient jamais au pouvoir. Il mène une vraie campagne de concierge.

L'Union Nationale, fidèle à sa tactique de vouloir plaire à tout le monde à la fois, déplaît à de plus en plus de gens.

Le Crédit social, parti fédéral réactionnaire qui regroupe dans les campagnes québécoises les petits bourgeois et les agriculteurs affolés par les grands monopoles capitalistes, se lance sur la scène provinciale pour contrer le PQ et ses méchants "sales barbus révolutionnaires communistes".

L'enthousiasme pour le PQ fait trembler le rocher de Westmount. "Le peuple va-t-il élire des méchants séparatistes qui veulent nous manger tout rond?" se demandent les bourgeois anglosaxophones.

On craint un raz-de-marée péquiste qui va balayer la province toute entière. Certains Anglais ont leurs valises de prêtes.

Rien à craindre. Le système électoral est organisé pour favoriser les bourgeois en place et contre les petits bourgeois nationalistes qui essaient de les remplacer. L'ordre est rétabli.

Les Libéraux avec Bourassa-concierge-parfait reviennent au pouvoir avec 44% de vote populaire mais 72 députés.

Le PQ obtient 24% des voix mais seulement 7 sièges.

L'UN n'obtient que 20% mais ramasse tout de même 17 sièges et devient l'opposition officielle.

Les Créditistes obtiennent 11% des voix et 12 sièges.

La déception est grande. Les Québécois apprennent lentement que la démocratie bourgeoise est la dictature de la bourgeoisie et que vouloir accéder au pouvoir selon les règles de ceux qui le détiennent et ne veulent pas le lâcher, c'est donner à tout coup de la tête contre le mur.

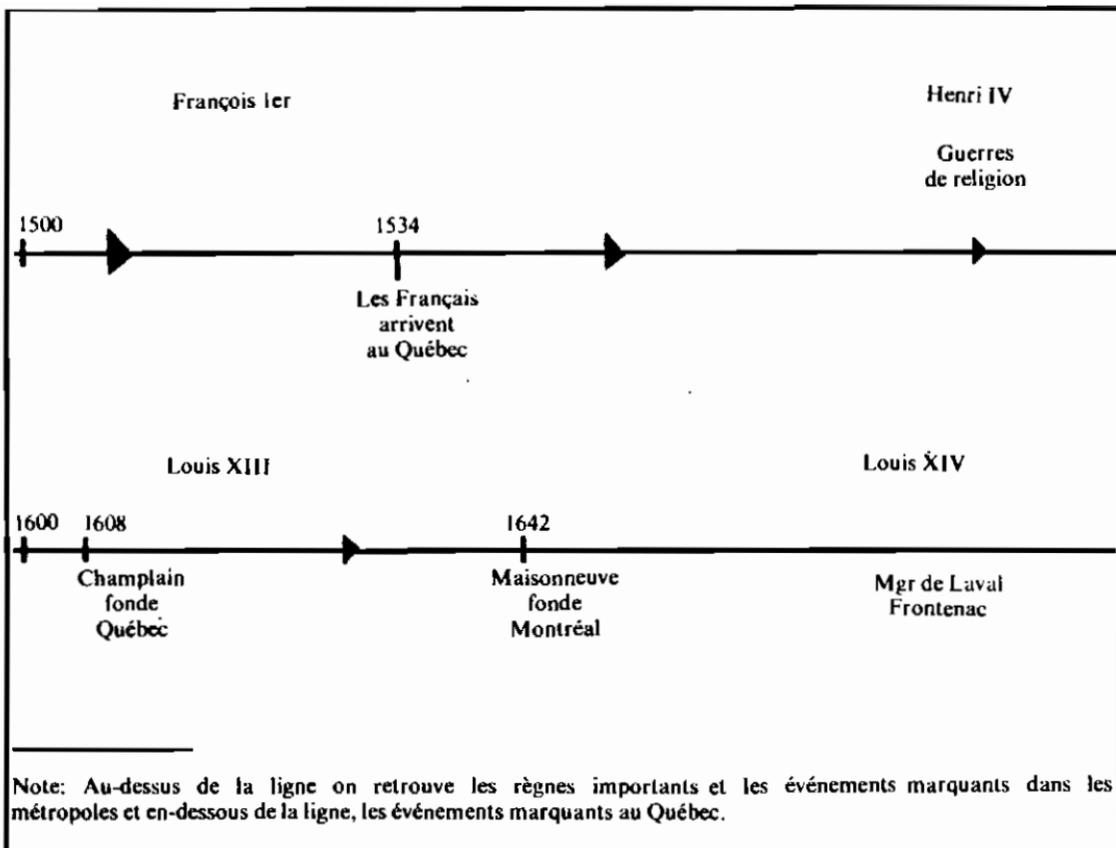
Les Québécois apprennent aussi que les comtés qui ont élu des députés péquistes sont des comtés ouvriers de Montréal. En d'autres mots, ce sont des ouvriers québécois qui optent pour ce qui semble le changement tandis que les comtés bourgeois et petits bourgeois francophones de la métropole se réfugient dans la sécurité-payée-chère du parti libéral.

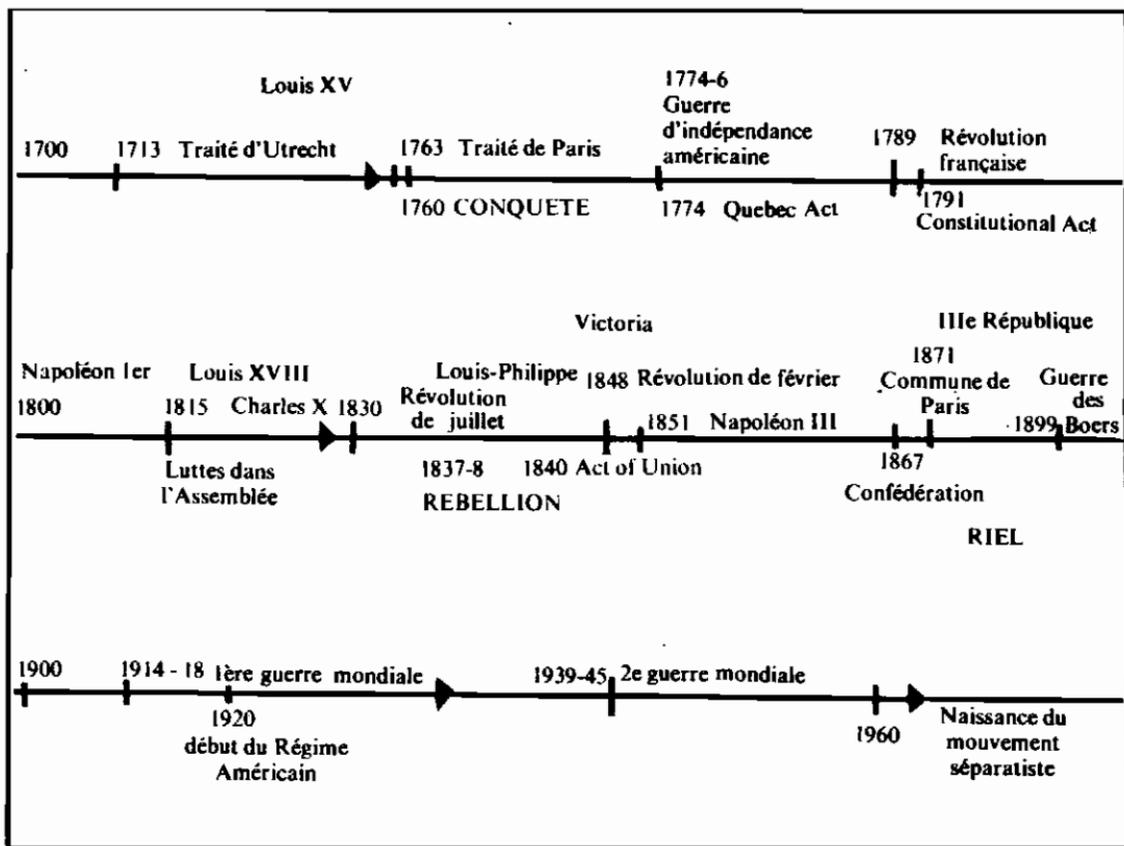
Le PQ se trouve en fait dans un dilemme. Il travaille pour les petite et moyenne bourgeoisies québécoises et c'est la classe ouvrière qui l'appuie. Cette contradiction parmi d'autres coupe le souffle de ce parti.

Les Libéraux, forts de leur écrasante majorité frauduleusement acquise, font les généreux. Ils libèrent Vallières sous cautionnement, Gagnon ayant été libéré quelques temps avant les élections par le gouvernement Bertrand.

La déception électorale amène des jeunes Québécois à reprendre les attentats à la bombe. Il ne se passe pas une semaine sans que certaines maisons privées de Westmount ou certaines maisons d'affaires du centre-ville soient secouées par des explosions. Ca fait maintenant partie de la vie *normale* des Montréalais.

Malgré le bruit intermittent des bombes, il règne un lourd silence dans la société québécoise. C'est un creux de vague qui prépare un nouvel élan.



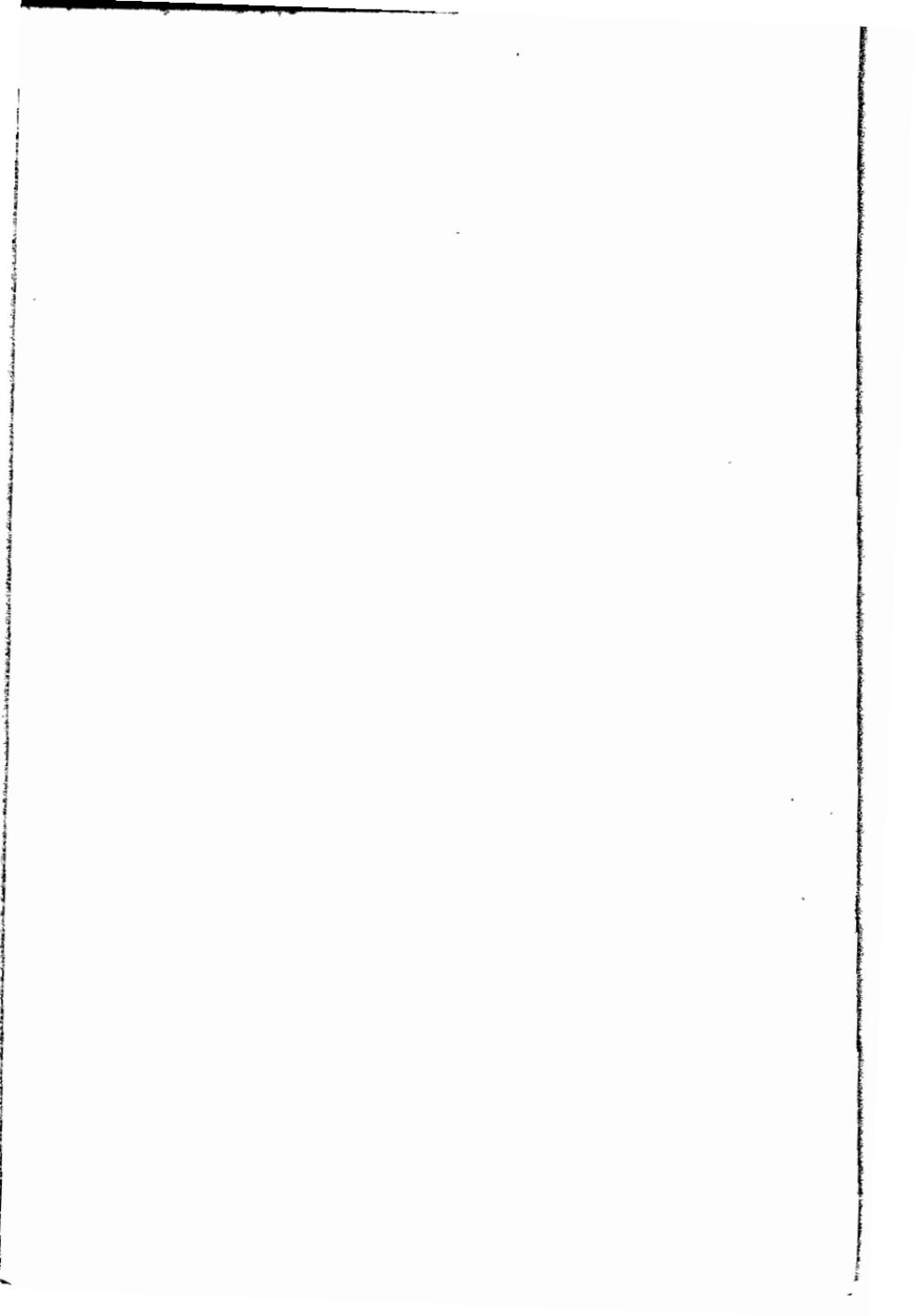


**CE MANUEL NE PEUT ETRE VENDU  
A UN PRIX SUPERIEUR A \$1.00**

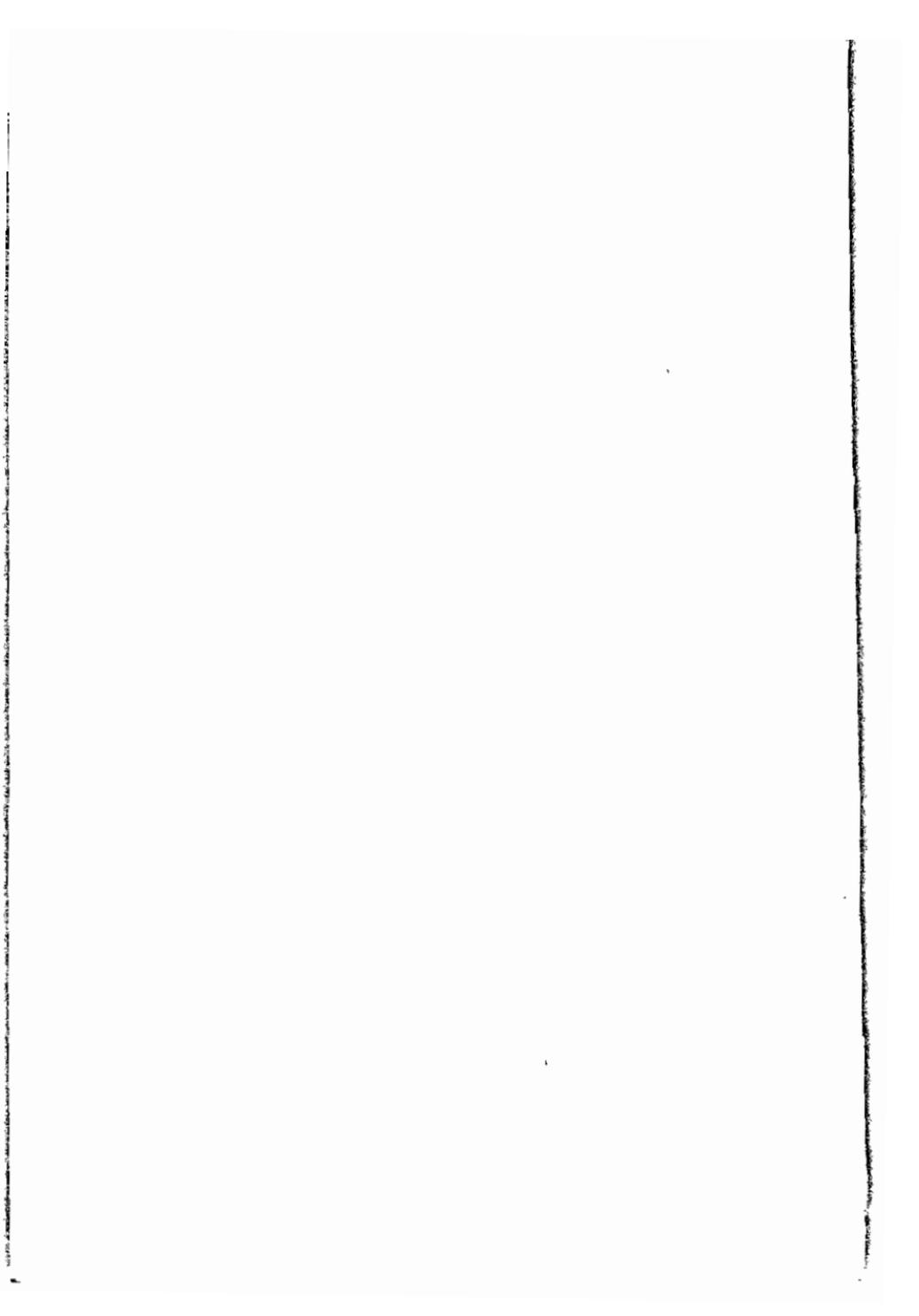
**SERVICE BENEVOLE  
AOUT 1970**

## TABLE DES MATIERES

Avant-propos. . . . .	4
VUE D'ENSEMBLE. . . . .	7
REGIME FRANCAIS. . . . .	9
L'Europe à la conquête du monde. . . . .	9
Exploration du Canada. . . . .	15
Les compagnies s'emparent du commerce. . . . .	18
L'exploitation de l'homme blanc. . . . .	26
Petite conquête anglaise. . . . .	27
Le régime seigneurial. . . . .	27
Fondation de Ville-Marie (Montréal). . . . .	30
Les ripostes iroquoises. . . . .	31
Louis XIV réorganise la colonie (1663). . . . .	32
Frontenac et l'alcool. . . . .	37
Colonie à la dérive. . . . .	39
La dernière manche (1740-1760). . . . .	42
Déportation des Acadiens. . . . .	44
La colonie un peu avant la Conquête. . . . .	45
La Conquête (1760). . . . .	51
REGIME ANGLAIS (1760-1919). . . . .	53
Le Traité de Paris (1763). . . . .	57
Le nouveau gouvernement de la colonie. . . . .	57
Politiques anglaises. . . . .	58
Revendications des marchands anglais. . . . .	58
L'Acte de Québec (1774). . . . .	59
Réactions au Quebec Act. . . . .	62



La révolution américaine et ses répercussions dans la province de Québec (1774 et suivantes) . . . . .	63
L'arrivée des Loyalistes. . . . .	67
Constitution de 1791. . . . .	67
Elections de 1792. . . . .	68
Et pendant ce temps-là, la Révolution française bat son plein : 1789 et suivantes. . . . .	69
Situation économique vers les années 1800. . . . .	73
Education. . . . .	73
Evolution de la situation politique au début du 19 <sup>e</sup> siècle. . . . .	75
Après la guerre, reprise de la crise. . . . .	81
Le conflit armé. . . . .	89
1838. . . . .	98
Le rapport Durham. . . . .	103
Réactions au rapport Durham. . . . .	108
Conséquences de la rébellion. . . . .	110
L'Acte d'Union (1840). . . . .	115
L'Union ne marche pas. . . . .	122
Les intérêts économiques qui amènent la Confédération. . . . .	125
Le silence du peuple. . . . .	132
Situation démographique. . . . .	139
Situation économique. . . . .	140
La Confédération (1867). . . . .	144
Le partage des pouvoirs. . . . .	144
Riel. . . . .	147
La guerre des Boers. . . . .	170
La question navale. . . . .	177
Première guerre mondiale (1914-1918). . . . .	178
Les écoles françaises d'Ontario. . . . .	179
L'après-guerre. . . . .	184
<b>REGIME AMERICAIN (1920 - ?).</b> . . . .	<b>185</b>
Politique (Plus ça change plus c'est la même chose). . . . .	189
Au Québec. . . . .	191
La Deuxième guerre mondiale (1939-1945). . . . .	195
Economie de guerre. . . . .	199
Sur la scène fédérale. . . . .	203
L'après-guerre. . . . .	205



Structure politique apparente. . . . .	210
Structure politique réelle. . . . .	211
Structure sociale apparente. . . . .	212
Structure réelle de la société québécoise. . . . .	213
Structure économique. . . . .	213
Cheminement du bourgeois. . . . .	213
Cheminement de l'ouvrier. . . . .	214
Petite bourgeoisie. . . . .	220
Les agriculteurs. . . . .	221
Les chômeurs. . . . .	222
Les assistés sociaux. . . . .	222
Les étudiants. . . . .	223
La bourgeoisie. . . . .	224
Haute bourgeoisie et moyenne bourgeoisie. . . . .	224
Classes sociales et nationalités au Québec. . . . .	226
La bourgeoisie. . . . .	226
La petite bourgeoisie. . . . .	228
Les travailleurs. . . . .	228
Les agriculteurs. . . . .	228
Assistés sociaux. . . . .	229
Les années 50 et 60. . . . .	230
1970. . . . .	240
Tableau chronologique . . . . .	242



